

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCES PUBLIQUES DU:

MERCREDI 17 DÉCEMBRE 2014

ET DU

MARDI 30 DÉCEMBRE 2014

TOME II

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Comédie du Livre 2015 Appel à projets d'animations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Chaque année, la Comédie du Livre offre à son public nombreux l'occasion de découvrir le livre sous toutes ses formes en participant à des ateliers, ponctuels ou continus, en parcourant des expositions de formes diverses ou encore en assistant à des spectacles autour du texte.

Pour gagner en cohérence, faciliter l'organisation technique de ces animations et dans le souci d'un dialogue approfondi avec les Médiathèques d'Agglomération, les différentes propositions d'animations devront cette année s'inscrire au sein d'un appel à projet et dans un calendrier défini. Elles seront sélectionnées selon des critères uniformisés par un jury intégrant également les deux principaux partenaires de la manifestation : l'association Cœur de Livres et les Médiathèques d'Agglomération.

Cet appel à projets permettra de sélectionner les associations partenaires de la 30^{ème} Comédie du Livre, d'enrichir la programmation par des animations variées et d'encourager les actions culturelles associatives portées par les acteurs locaux.

Les projets seront sélectionnés par une commission composée de membres de la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier (chargé de mission Livre et diffusion des savoirs, service Manifestations culturelles), d'un représentant de l'association Cœur de Livres, d'un représentant du réseau des Médiathèques de Montpellier Agglomération.

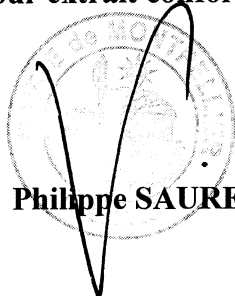
Les projets retenus le seront en fonction de leur pertinence au regard des enjeux et objectifs de la manifestation, au regard de la programmation littéraire et du thème choisi, en fonction de leur faisabilité technique et financière ainsi que de leur adéquation aux moyens humains et financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'appel à projets d'animations pour la trentième édition de la Comédie du Livre, joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Appel à projets - Comédie du Livre 2015

La Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier lance un appel à projets d'animation dans le cadre de la prochaine Comédie du Livre, en partenariat avec le réseau des Médiathèques de l'Agglomération de Montpellier. La 30^e édition se déroulera les vendredi 29, samedi 30 et dimanche 31 mai 2015 et mettra à l'honneur les littératures ibériques. Comme chaque année, la manifestation proposera conférences, rencontres, animations et séances de dédicaces à destination de tous les publics. L'événement se déroulera sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle. Cette année, le réseau des médiathèques de l'Agglomération de Montpellier permettra également à la manifestation d'aller à la rencontre de nouveaux publics.

Objectifs

- Sélectionner les associations partenaires de la 30^e Comédie du Livre
- Enrichir la programmation par des animations variées, centrées autour des littératures et du monde du livre
- Encourager les actions culturelles associatives portées par des acteurs locaux

Qui ?

L'appel à projets est ouvert à tous les acteurs culturels, exerçant une activité culturelle à l'année et proposant :

- des actions en lien avec la programmation littéraire axée autour des littératures ibériques
- des actions en lien avec les cultures et langues d'Espagne et du Portugal
- des propositions d'atelier valorisant les métiers et activités du livre, à destination du grand public et de la jeunesse.

Quels critères ?

Le projet devra être en lien avec l'esprit général de la Comédie du Livre. Une commission sélectionnera les projets en fonction des critères énoncés ci-dessous :

- Pertinence du projet au regard des enjeux et objectifs de la manifestation (30%)
- Pertinence du projet au regard de la programmation littéraire proposée et du thème choisi (20%)
- Faisabilité technique et logistique (30%)
- Adéquation du projet aux moyens humains et financiers (20%)

Membres de la commission

Chargé de Mission Livre et Diffusion des Savoirs de la Ville de Montpellier

Service des Manifestations Culturelles de la Ville de Montpellier

Direction Technique de la Comédie du Livre 2015

Représentant du réseau des Médiathèques de l'Agglomération de Montpellier

Représentant de l'association Cœur de Livres



Quand ?

La 30^e Comédie du Livre se déroulera les vendredi 29, samedi 30 et dimanche 31 mai 2015. Des actions pourront également être organisées en amont de la manifestation, en lien avec les médiathèques d'Agglomération de Montpellier.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est le 26 janvier 2015.

Financement

Les prestations seront rémunérées sous la forme de contrats d'animation. Pour ce faire, les candidats et leurs structures devront être aptes à percevoir un financement public.



Règlement

Article 1 – La Ville de Montpellier et le réseau des Médiathèques de l'Agglomération de Montpellier lancent un appel à projet aux acteurs culturels, en vue de leur participation à la Comédie du livre 2015 sous la forme d'animations ou d'ateliers ouverts au public.

Article 2 – Chaque structure est libre d'envoyer plusieurs projets.

Article 3 – Le dossier doit être envoyé ou déposé :

- par mail, à l'adresse suivante : comediedulivre@ville-montpellier.fr
- par courrier à :
Direction de la Culture et du Patrimoine - Comédie du Livre
Hôtel de Ville
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier, cedex 2
- directement, à cette même adresse, 7^e étage, bureau 7C09.

Article 4 – Les porteurs de projets retenus devront assister aux réunions d'information et devront tenir informée l'équipe Comédie du Livre de l'avancement du projet.

Article 5 – Les porteurs de projets seront tenus de fournir leurs besoins matériels et techniques dans les délais qui leur seront indiqués.

Article 6 – Les porteurs de projets seront tenus de fournir des contenus rédigés à intégrer dans le programme de la manifestation, dans les délais qui leur seront indiqués lors des réunions d'information.

Article 7 – Les auteurs de projets retenus seront prévenus par courrier postal et courrier électronique.

Article 8 – La participation à cette opération entraîne l'acceptation du présent règlement.

L'appel à projets devra être obligatoirement accompagné des éléments suivants :

- Le présent dossier dûment complété (descriptif détaillé du projet, devis TTC...)
- Une lettre d'accompagnement
- Un RIB

Documents facultatifs

- Des éléments visuels (vidéos ou photos)



2011

Calendrier 2014-2015

- Téléchargement des dossiers en ligne, sur le site de la Comédie du Livre, espace pro : (www.comediedulivre.fr) du 6 janvier au 22 janvier 2015.
- Retour des dossiers - avant le 26 janvier 2015.
- Publication des projets retenus – 3 février 2015.
- Accompagnement logistique des projets retenus - février à mai 2015.
- Signature des contrats - avril 2015.
- Prestation - mai 2015 ou en amont dans le réseau des Médiathèques.
- Mise en paiement des prestations - juin/juillet 2015.

*L'envoi ou le dépôt de dossier sera confirmé par un accusé de réception de notre part. Cet accusé réception vaut **inscription** à l'appel à projet, mais ne vaut pas acceptation du projet.*

Pour tout renseignement :

Direction de la Culture et du Patrimoine,
Service des manifestations culturelles
04 34 88 76 68

comediedulivre@ville-montpellier.fr



205

Fiche de candidature

| |
|--|
| Nom de l'association : |
| N° de SIRET : |
| Siège social de l'association : |
| |
| Personne mandataire de l'association : |
| Personne(s) en charge du projet : |
| Téléphone : |
| Mail : |

Titre de la proposition :

Type de proposition :
(atelier, animation, spectacle, lecture...)

Thème :

- ☐ Littératures ibériques
- ☐ Culture et langues d'Espagne et du Portugal
- ☐ Métiers et activités et techniques du livre et de l'écrit

Public

- ☐ à destination d'un public scolaire (*le vendredi uniquement*)
- ☐ à destination d'un public jeunesse (*précisez l'âge éventuellement*) :
- ☐ à destination d'un public adulte uniquement
- ☐ à destination de tous les publics
- ☐ accessible aux personnes en situation de handicap
- ☐ accessible à un nombre limité de personnes (*précisez*) :
- ☐ sur inscription préalable

Tarif :

- ☐ gratuit
- ☐ payant (*précisez les modalités*) :

Durée de la prestation :



206

207

Éléments techniques

Lieu envisagé (*surface, lieu ouvert ou fermé, capacité d'accueil...*) :

.....

.....

.....

.....

Rappel des éléments à fournir :

- Le présent dossier complété
- Un devis détaillé TTC
- Un RIB
- Tout élément supplémentaire que vous jugerez utile de nous communiquer

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 26 janvier 2015



JS

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 562

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I – Modification du cadre d'emplois des puéricultrices :

Le nouveau cadre d'emplois créé par le décret n° 2014-923 du 18 août 2014 est structuré en deux grades :

- puéricultrice comprenant une classe normale et une classe supérieure
- puéricultrice hors classe

Le grade de Puéricultrice hors classe n'existant pas dans le précédent cadre d'emplois, il y a lieu de le créer au tableau des effectifs pour permettre les nominations dans le cadre des avancements de grade prévus lors de la prochaine Commission Administrative Paritaire.

II – Créations de postes :

Filière administrative :

Administrateur : Création d'un poste

Directeur : Création de deux postes

Attaché principal : Création d'un poste

Attaché : Création de deux postes

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : Création d'un poste

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : Création d'un poste

Rédacteur : Création de sept postes

Adjoint administratif principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : Création de dix postes

Adjoint administratif de 1^{ère} classe : Création de trois postes

Filière Animation :

Animateur principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Adjoint d'animation 1^{ère} classe : Création de sept postes

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine 1^{ère} classe : Création de deux postes

Filière Médico-sociale :

Puéricultrice hors classe: Création de cinq postes

Puéricultrice de classe supérieure : Création de trois postes

Educateur principal de Jeunes Enfants : Création de cinq postes

Technicien paramédical de classe supérieure : Création d'un poste

Auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe : Création de trois postes

Auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe : Création de vingt postes

Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles principal 1^{ère} classe : Création de trois postes

Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles principal 2^{ème} classe : Création de trente postes

Filière sécurité :

Brigadier-chef principal : Création de douze postes

Brigadier : Création de trois postes

Filière sportive :

Conseiller des APS principal de 2^{ème} classe : Création d'un poste

Filière technique :

Ingénieur en chef classe exceptionnelle: Création d'un poste

Ingénieur principal : Création d'un poste

Ingénieur : Création trois postes

Technicien principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Technicien : Création de quatre postes

Agent de maîtrise principal : Création de treize postes

Agent de maitrise : Création de neuf postes

Adjoint technique principal 1^{ère} classe : Création de dix postes

Adjoint technique principal 2^{ème} classe : Création de trente postes

Adjoint technique 1^{ère} classe : Création de soixante postes

III – Suppressions de postes :

Filière administrative :

Attaché principal : Suppression d'un poste

Adjoint administratif de 1^{ère} classe : Suppression de neuf postes

Adjoint administratif de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe : Suppression de deux postes

Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Filière technique :

Technicien principal de 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

Technicien: Suppression de deux postes

Agent de maitrise: Suppression d'un poste

Adjoint technique de 2^{ème} classe: Suppression de cinq postes

IV - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction de l'Enfance :

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur de l'Enfance. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Aménagement Programmation :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant sur des fonctions de chargé d'opérations déplacements. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HEB

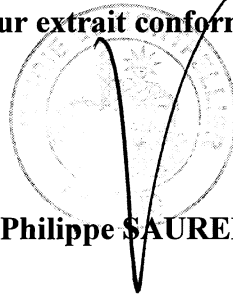
Direction de la Communication :

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est créé sur des fonctions de Responsable artistique. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Conventionnement avec le FIPHFP pour la mise en place d'une Politique Handicap et Maintien dans l'Emploi

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de la protection de la santé des agents municipaux en adoptant une politique de prévention des risques professionnels votée par le CHS en janvier 2013. La gestion du Handicap au travail représentant un des axes stratégiques majeurs de cette politique, il a été décidé de conventionner avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique(FIPHFP), qui est un établissement public alimenté par les contributions versées par les employeurs qui n'atteignent pas le taux légal d'emploi de 6% de personnes handicapées. Grâce à ces fonds récupérés, le FIPHFP peut ensuite aider financièrement les collectivités dans la mise en œuvre d'actions participant à l'insertion et au maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Ainsi, ce conventionnement permettra de compléter les moyens déjà mis en œuvre par la collectivité pour la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixée dans le cadre de la politique « Handicap et Maintien dans l'Emploi ».

Intégré à la politique RH, ce volet handicap et maintien dans l'emploi répond à **des objectifs contextuels et conjoncturels** qui sont de 3 ordres :

- Faciliter l'intégration, l'accompagnement et le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap ;
- Contribuer à la dynamique de préservation de la santé au travail en cohérence avec les missions confiées au service Prévention
- Répondre et faire face aux conséquences de l'allongement de la vie au travail, à la montée en âge des effectifs et tenir compte des effets de la pénibilité au poste.

Cette politique vise également à **améliorer la situation des agents en situation de Handicap** en leur permettant de bénéficier de multiples aides :

- Aménagement de poste (achat de matériel, accessibilité au poste, aménagement horaire, transports adaptés, prothèses auditives, auxiliaire de vie professionnelle ...)

- Accès aux dispositifs de mobilité prioritaire
- Bilans de compétence adaptés et formations liées à la compensation du handicap
- Accès à des dispositifs d'aides spécifiques en fonction du handicap

Dans sa volonté d'élaborer un projet au plus près des besoins de ses agents, la Ville a voulu s'appuyer sur une méthodologie participative impliquant tant les bénéficiaires de l'obligation d'emploi que les acteurs du maintien dans l'emploi.

Ainsi, au cours du premier semestre 2014, le Cabinet Arthur Hunt Consulting, prestataire retenu pour accompagner la collectivité dans ce projet de conventionnement, a réalisé un diagnostic de la situation d'emploi de la Ville intégrant:

- Une analyse de la situation de la collectivité au regard des obligations liées à la déclaration annuelle de l'emploi des travailleurs handicapés.
- Le recensement des processus RH en lien avec le maintien dans l'emploi et l'intégration de personnes en situation de handicap
- La rencontre de plus de 60 personnes ressources (élus, Direction Générale, cadres et experts de la DRH, Directions opérationnelles, partenaires sociaux élus au CHS)
- L'envoi d'un questionnaire auprès de l'ensemble des agents pour évaluer la perception, les attentes et les impacts éventuels liés à l'intégration et au maintien dans l'emploi d'agents en situation de handicap et animation de 6 tables rondes, véritables lieux d'échange, pour l'encadrement et les Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi.

Fort de ce constat, il a été ensuite possible d'identifier les avancées, les réussites, les points de blocage, puis de déterminer le plan d'actions à mettre en œuvre sur les 3 prochaines années, durée de vie de la Convention, à partir des 6 thématiques retenues :

- Organisation du projet et le recours au secteur protégé,
- Le recrutement et l'insertion des travailleurs handicapés,
- Le maintien dans l'emploi,
- L'accessibilité,
- La formation,
- La sensibilisation et la communication

Ouverts aux acteurs DRH, aux experts de la santé au travail, aux cadres et aux partenaires sociaux élus au CHS, ces groupes de travail ont permis de définir les actions, d'identifier des aides adaptées aux attentes des personnels tout en déterminant un cadre d'intervention (objectif, action, planification, budget...).

Le diagnostic préalable au projet de conventionnement ainsi que le plan d'action ont été présentés au CHS le 26 juin 2014 et la convention ci-jointe a été soumise au CHS du 20 novembre 2014.

Le projet a été validé par le Comité National d'Engagement du FIPHFP le 13 octobre 2014, étape préalable à la présentation du projet au Comité Local d'Engagement le 27 novembre 2014.

Ce projet de conventionnement est basé sur l'identification d'actions reposant sur trois axes stratégiques répartis en 10 fiches action permettant de renforcer la lisibilité des enjeux poursuivis par la Ville et contribuant à la mise en place d'une politique pérenne d'intégration du handicap au travail :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Pour atteindre ces objectifs, le FIPHFP alloue à notre collectivité une enveloppe budgétaire provisionnelle au début de chaque année. Les dépenses afférentes au conventionnement sont donc inscrites au budget de la collectivité mais sont compensées par l'enveloppe provisionnelle versée préalablement par le FIPHFP.

Ainsi, pour bénéficier de l'intégralité de l'aide versée par le FIPHFP, notre collectivité doit s'attacher à réaliser l'ensemble des actions formalisées dans le projet de conventionnement.

Bien que la collectivité bénéficie d'un financement très important (près d'un million d'euros pour 3 ans), le pilotage de ce conventionnement induit un investissement de la ville tant par les ressources humaines sollicitées que par la mise en œuvre de certaines actions non financées.

Par ailleurs, pour accroître son soutien aux employeurs publics, le FIPHFP a décidé, dès 2014, de doter chaque région d'un outil d'animation et de développement d'un large partenariat régional permettant de mobiliser les ressources disponibles au service de la mise en œuvre d'une politique publique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ce dispositif appelé Handi-Pacte pour l'emploi des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques, affirme la pertinence d'une approche commune autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap.

Financé par le FIPHFP, Handi-pacte repose sur l'animation d'un réseau des correspondants handicap, des directeurs des ressources humaines et d'un comité des employeurs publics du Languedoc- Roussillon animé par le préfet de région. Il est proposé que la Mairie de Montpellier puisse intégrer ce dispositif en autorisant Monsieur le Maire à signer la Charte Handi-Pacte Languedoc-Roussillon conclue pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Les parties signataires s'engagent par cette charte à :

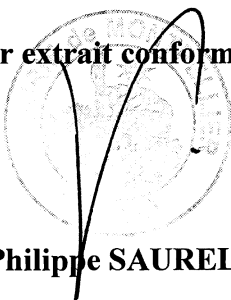
- Participer activement aux travaux du Handi-Pacte International
- Mobiliser leurs services appropriés au sein des établissements à l'occasion de ces travaux
- Favoriser la diffusion des expériences innovantes et des bonnes pratiques

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention ci-jointe ;
- D'inscrire les dépenses et les recettes correspondant au conventionnement avec le FIPHFP au budget municipal aux chapitres 920 et 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la Charte Handi-Pacte ci-jointe, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



Convention handicap de la Ville de Montpellier

Développement d'une politique handicap
et maintien dans l'emploi
au service des agents de la collectivité
avec le soutien du FIPHFP

1^{er} janvier 2015 – 31 décembre 2017

FICHE D'IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR PUBLIC

| | |
|---|------------------------------|
| NOM DE L'EMPLOYEUR PUBLIC : Ville de Montpellier | |
| NOM DU REPRESENTANT LEGAL : Philippe SAUREL, Maire | |
| CODE POSTAL : 34267 | COMMUNE : MONTPELLIER |
| N° SIRET | |

| | |
|---|---|
| COORDONNEES DE LA PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DU DOSSIER | |
| NOM ET PRENOM : JACQUET MEHDI | FONCTION : CHEF DU SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS |
| ADRESSE COURRIEL : mehdi.jacquet@ville-montpellier.fr | NUMERO DE TELEPHONE : 04 34 88 78 92 |

| | |
|---|------------------------------|
| PRESENTATION DE L'EMPLOYEUR PUBLIC <i>(activités, implantation, effectif total, nombre de BOE, nombre d'habitants pour une collectivité locale...)</i> | |
| Mairie de Montpellier, 8ème ville de France, chef-lieu du département de l'Hérault Population : 264 538 habitants 191 BOE, soit un total de 4,80% taux d'emploi légal pour un effectif pris en référence de 3977 agents | |
| DATE DE DEBUT DE LA MISE EN PLACE DU PROJET | 1 ^{er} janvier 2015 |
| DATE DE FIN DE LA MISE EN PLACE DU PROJET | 31 décembre 2017 |

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| L'ENGAGEMENT DE LA VILLE DE MONTPELLIER A TRAVERS LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LE FIPHFP..... | 3 |
| 1^{ère} PARTIE : PRESENTATION DE LA VILLE DE MONTPELLIER | 6 |
| I - PRESENTATION GENERALE | 7 |
| II - DONNEES RELATIVES AUX EFFECTIFS (SOURCE : BILAN SOCIAL 2013) | 8 |
| 2^{ème} PARTIE : DIAGNOSTIC DE L'OBLIGATION D'EMPLOI DE LA VILLE DE MONTPELLIER | 16 |
| I - LES ACTEURS ACTUELS IMPLIQUES DANS LE SUIVI DES AGENTS EN SITUATION DE HANDICAP | 17 |
| II – LA SITUATION DE LA VILLE DE MONTPELLIER AU REGARD DE L'OBLIGATION D'EMPLOI..... | 20 |
| III - LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI DES BENEFICIAIRES DE L'OBLIGATION D'EMPLOI..... | 24 |
| IV – LE RECRUTEMENT DE TRAVAILLEURS HANDICAPES, UNE REFLEXION A MENER | 27 |
| V – LA COMMUNICATION, UN APPUI NECESSAIRE A LA REUSSITE DU PROJET | 28 |
| VI – LES PREVISIONS ET PERSPECTIVES EN LIEN AVEC L'EMPLOI DES AGENTS EN SITUATION DE HANDICAP A LA VILLE DE MONTPELLIER..... | 31 |
| 3^{ème} PARTIE : LA POLITIQUE HANDICAP ET MAINTIEN DANS L'EMPLOI DE LA VILLE DE MONTPELLIER..... | 34 |
| AXE 1- L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DE LA POLITIQUE HANDICAP..... | 37 |
| • FICHE N°1 : Accompagner la mise en œuvre de la politique handicap et assurer le suivi de la convention | |
| • FICHE N°2 : Porter institutionnellement la politique handicap et rendre le sujet compréhensible de tous | |
| • FICHE N°3 : Professionnaliser les acteurs internes susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés | |
| • FICHE N°4 : Développer le recours au secteur protégé | |
| AXE II – DU RECRUTEMENT A LA REUSSITE DE L'INTEGRATION DURABLE DES AGENTS EN SITUATION DE HANDICAP..... | 53 |
| • FICHE N°5 : Recruter et intégrer durablement des travailleurs handicapés au sein de la Ville de Montpellier sur la base de leurs compétences | |
| • FICHE N°6 : Anticiper les besoins en termes d'aménagement de poste des personnes en situation de handicap nouvellement recrutés | |
| AXE III – LA MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DES LEVIERS DISPONIBLES DANS LE CADRE DU MAINTIEN DANS L'EMPLOI | 63 |
| • FICHE N°7 : Améliorer les conditions de travail du personnel en situation de handicap | |
| • FICHE N°8 : Faciliter l'accompagnement des agents souffrant de troubles psychiques, mentaux ou cognitifs | |
| • FICHE N°9 : Faire de la formation un levier à part entière du maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap | |
| • FICHE N°10 : Rendre accessible l'environnement de travail au profit des bénéficiaires de l'obligation d'emploi | |
| ANNEXE | |
| Questionnaire Travail et Handicap..... | 79 |

**L'engagement de la Ville de Montpellier
à travers la signature d'une convention avec le FIPHFP**

La Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de la protection de la santé des agents municipaux en adoptant une politique de prévention des risques professionnels votée par le comité d'hygiène et de sécurité en janvier 2013. La Direction des ressources humaines a ainsi souhaité envoyer un signal fort quant aux orientations stratégiques prises pour les prochaines années en matière de gestion des risques professionnels, préservation de la santé mentale et physique de ses agents et d'amélioration des conditions de travail. Un des axes stratégiques majeurs de cette politique a dès lors été la mise en place d'un volet prise en compte et gestion du handicap au travail formalisé à travers une convention FIPHFP.

1. La formalisation de la politique handicap de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier souhaite développer une politique handicap et maintien dans l'emploi coordonnée et pérenne intégrée à la politique RH pour :

- faciliter l'intégration, l'accompagnement et le maintien dans l'emploi les agents en situation de handicap,
- contribuer à la dynamique de préservation de la santé au travail en cohérence avec les missions confiées au service prévention,
- répondre et faire face aux conséquences de l'allongement de la vie au travail, à la montée en âge des effectifs et tenir compte des effets de la pénibilité au poste.

Cette politique doit notamment permettre de faciliter l'accès des agents en situation de handicap à de multiples aides :

- l'aménagement de poste (achat de matériel, accessibilité au poste, aménagement horaire, transports adaptés, prothèse auditive, auxiliaire de vie professionnelle ...),
- l'accès aux dispositifs de mobilité prioritaire,
- les bilans de compétences adaptés et formations liées à la compensation du handicap,
- l'accès à des dispositifs d'aides spécifiques en fonction du handicap.

2. Un projet qui a débuté en 2013 et qui voit sa concrétisation en 2014

Dès 2013, la Ville s'est mise en ordre de marche pour construire sa politique handicap. La Ville a ainsi rencontré le FIPHFP à 3 reprises pour l'aider dans ses démarches.

Un Comité de pilotage a été constitué pour suivre l'avancement du projet, partager les résultats du diagnostic et vérifier la cohérence et la faisabilité des actions inscrites dans la convention.

Sa composition est la suivante :

- Le directeur général adjoint aux Ressources Humaines
- Le directeur des Ressources Humaines
- Le responsable de chacun des 5 services de la DRH
- Le référent handicap et ergonomiste
- Un médecin de prévention, référent pour ses pairs
- Une assistante sociale, référente pour ses pairs
- La chargée de mobilité prioritaire

Le choix de la Ville de Montpellier a été de construire un projet au plus près des agents et des acteurs du maintien dans l'emploi. Pour cela, la méthodologie déployée a été souhaitée participative et prise comme prétexte à construire une première action de communication et de sensibilisation.

Plusieurs actions ont ainsi été menées au cours du premier semestre 2014 pour réaliser le diagnostic de la situation d'emploi de la Ville :

- une analyse de la DOETH,
- le recensement des processus ressources humaines en lien avec le maintien dans l'emploi et l'intégration de personnes en situation de handicap,
- la rencontre de plus de 60 personnes ressources (Direction Générale, Elus, membres de la DRH et autres directions fonctionnelles, membres des directions opérationnelles, partenaires sociaux élus au CHS)
- l'envoi d'un questionnaire (cf. Annexe) auprès de l'ensemble des agents pour évaluer la perception, les attentes et les impacts éventuels liés à l'intégration et au maintien dans l'emploi d'agents en situation de handicap ; *631 questionnaires ont pu être traités, soit un taux de retour de 15% en période de congés.*
- 6 tables rondes, vrai temps de partage avec les agents : 3 à destination des cadres de proximité et 3 à destinations des agents en situation de handicap ou ayant des problématiques de santé au travail.

Cette démarche a permis d'identifier les avancées, les réussites, les points de blocage, puis de déterminer le plan d'actions à mettre en œuvre sur les trois prochaines années, à partir des axes prioritaires retenus.

6 groupes de travail ont ainsi été constitués pour aborder les thématiques soulevées lors de la phase de diagnostic :

- l'organisation du projet et le recours au secteur protégé,
- le recrutement,
- le maintien dans l'emploi,
- l'accessibilité,
- la formation,
- la sensibilisation et la communication.

La Ville de Montpellier a ouvert les groupes de travail aux acteurs DRH, aux acteurs de la santé au travail, aux cadres, et aux partenaires sociaux élus au CHS pour leur permettre de définir les actions, de repérer les aides en adéquation avec les attentes des personnels tout en fixant un cadre d'intervention (objectif, action, planification, budget, indicateurs...).

Le dossier de conventionnement présenté ci-après est le fruit d'un travail pluridisciplinaire qui a permis d'aboutir à un projet concret et réaliste présenté en 3^{ème} partie de dossier. Le comité de pilotage s'est réuni à 4 reprises :

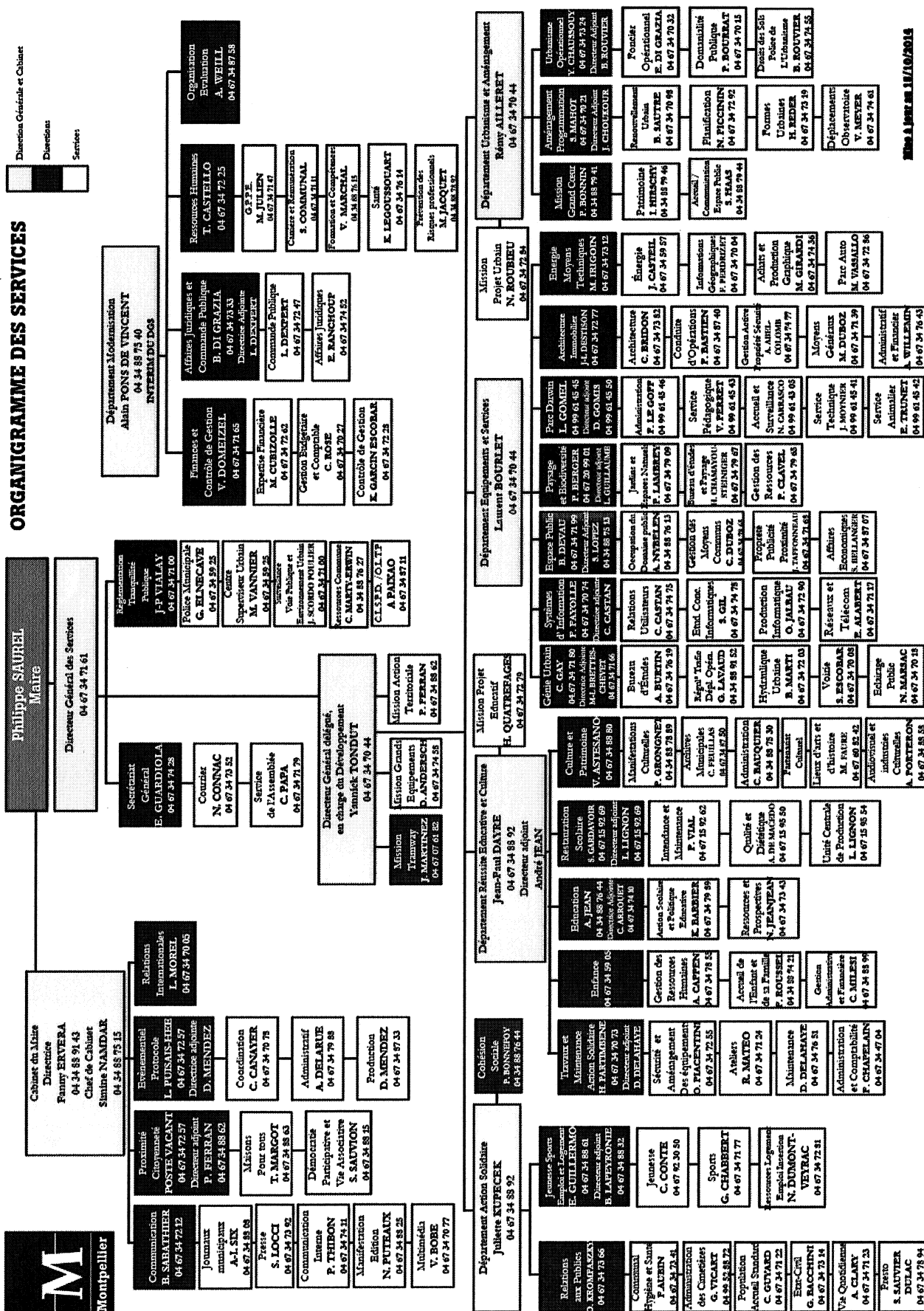
1. Présentation de la démarche
2. Présentation du diagnostic
3. Présentation des travaux des premiers groupes de travail
4. Validation du projet de conventionnement.

Par ailleurs, le diagnostic a été présenté au Comité d'Hygiène et de Sécurité le 26 juin et le plan d'action le 30 septembre. La convention définitive fera l'objet d'un vote du CHS le 20 novembre 2014.

1^{ère} partie – Présentation de la Ville de Montpellier

p. 7

222



Plusieurs compétences sont donc exercées au niveau de la Ville par les agents :

- dans le domaine de l'éducation et l'enfance, la commune a en charge les écoles maternelles et élémentaires (création et implantation, gestion et financement, à l'exception de la rémunération des enseignants) ainsi que des équipements pour la petite enfance (crèches, halte-garderie, relais d'assistantes maternelles).
- dans le domaine culturel, la commune crée et entretient des théâtres, musées, salles de spectacle. Elle organise des manifestations culturelles.
- dans le domaine sportif et des loisirs, la commune crée et gère des équipements sportifs, elle subventionne des activités sportives.

À ces compétences s'ajoutent les fonctions traditionnelles des communes :

- état civil (enregistrement des naissances, mariages et décès),
- fonctions électorales (organisation des élections...) exercées par les maires au nom de l'État,
- entretien de la voirie communale,
- protection de l'ordre public local par le biais du pouvoir de police du maire.

Par ailleurs, les communes ont acquis une autonomie de décision et une liberté de conception dans l'élaboration des documents réglementaires d'urbanisme (plans locaux d'urbanisme, PLU, zones d'aménagement concerté, ZAC), toutefois avec l'obligation de concertation et dans le respect des prescriptions nationales d'urbanisme.

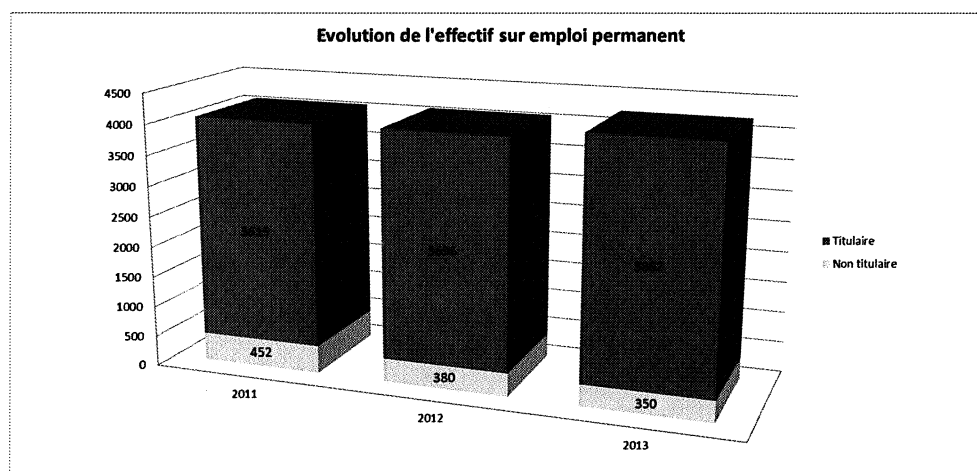
Les maires ont reçu, quant à eux, compétence pour délivrer les autorisations individuelles d'urbanisme, dont les permis de construire.

II - Données relatives aux effectifs (Source : Bilan social 2013)

Au 31 décembre 2013, la Ville de Montpellier emploie 3 862 fonctionnaires et 350 agents non titulaires sur emploi permanent. *Les données s'entendent en personne physique sur emploi permanent.*

1. Evolution de l'effectif sur emploi permanent

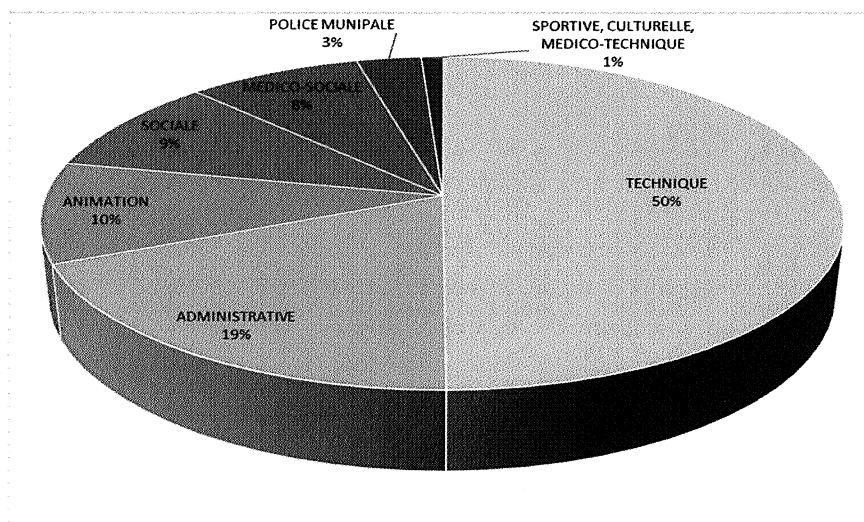
L'effectif de la Ville est globalement stable depuis 3 ans ; l'évolution enregistrée est de l'ordre de 3,5% entre 2011 et 2013.



2. Répartition des effectifs par filière

Les agents de la Ville sont répartis dans neuf filières distinctes au sein desquelles ils occupent près de cinquante métiers différents.

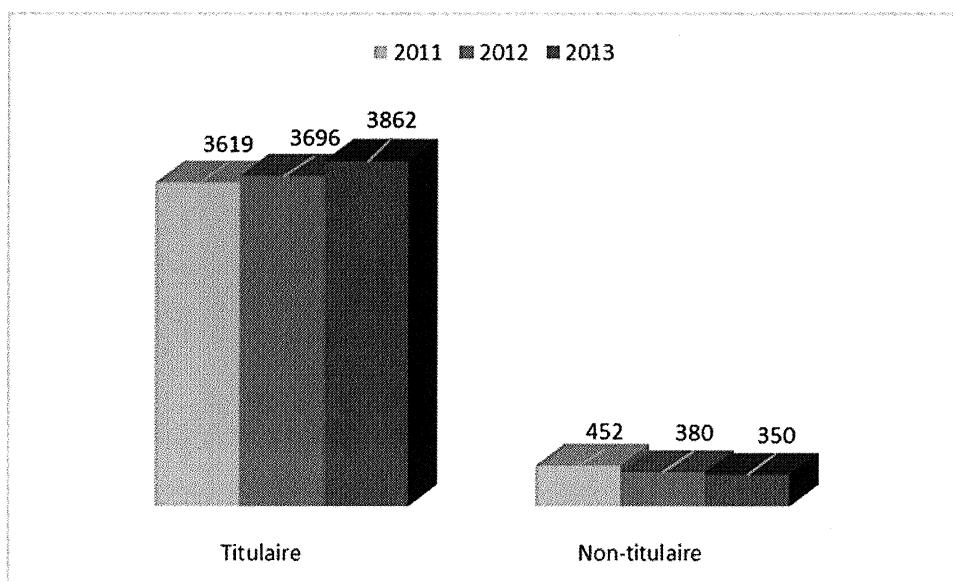
La filière administrative (784 agents) et la filière technique (2 100 agents) rassemblent près de 70 % des effectifs. A contrario, les filières sportive, culturelle et médico-technique rassemblent moins de 1% des effectifs.



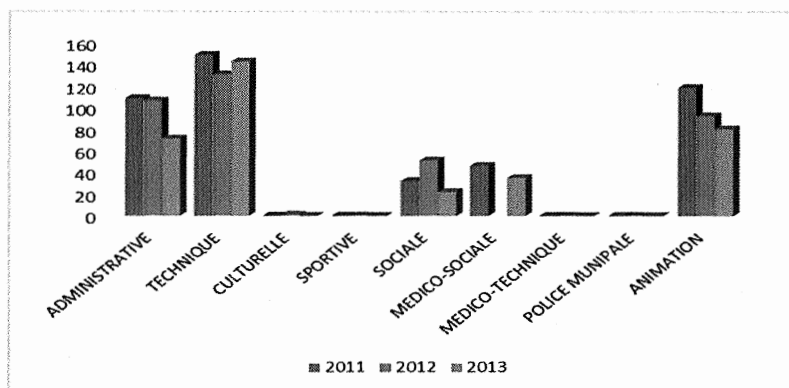
Répartition des effectifs par filière (2013)

On observe une baisse du nombre de non-titulaires sur les 3 dernières années. En 2011, ils représentaient 11% des effectifs, contre 8% en 2013. La baisse est plus marquée dans les filières animation, administrative et médico-sociale, dont les parts de non-titulaires baissent respectivement de 10, 5 et 4 points.

La ville de Montpellier s'est également engagée dans une démarche de déprécarisation de ses agents vacataires à temps partiel (agents d'entretien en 2009 et animateurs en 2011).



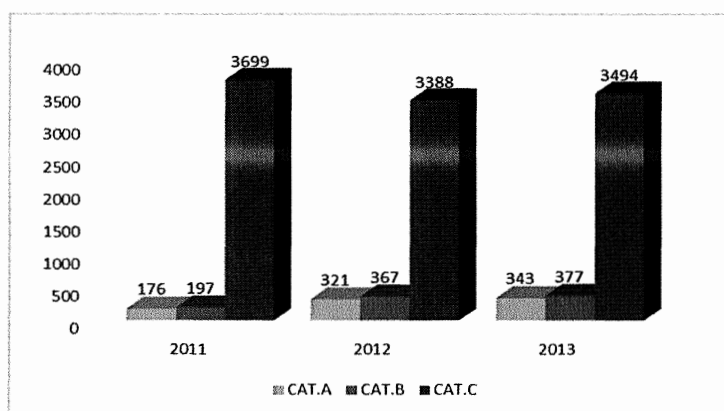
Evolution des effectifs de titulaires et non-titulaires entre 2011 et 2013



Evolution du nombre de non-titulaires par filière entre 2011 et 2013

3. Répartition des effectifs par catégorie

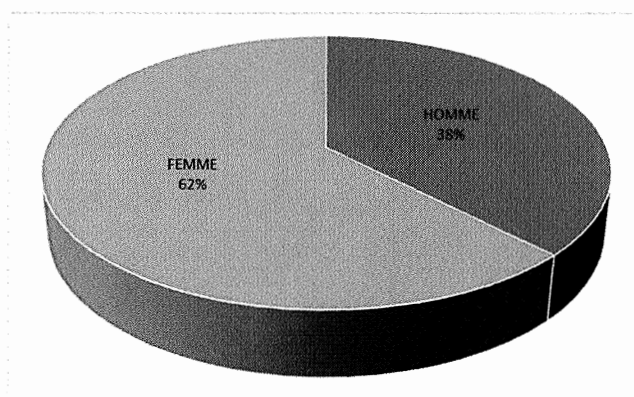
Les agents appartenant à la catégorie C sont structurellement les plus présents puisqu'ils représentent plus de 80% des effectifs.



Evolution des effectifs par catégorie entre 2011 et 2013

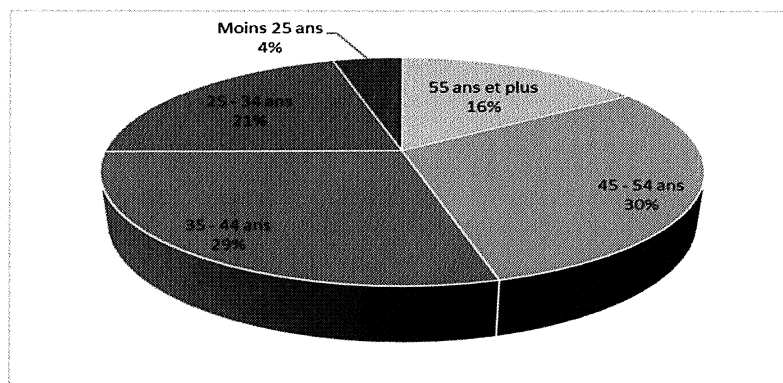
4. Répartition des effectifs par âge et par sexe

Les agents sont majoritairement féminins, avec une proportion de 62% des effectifs, contre 38% d'hommes.



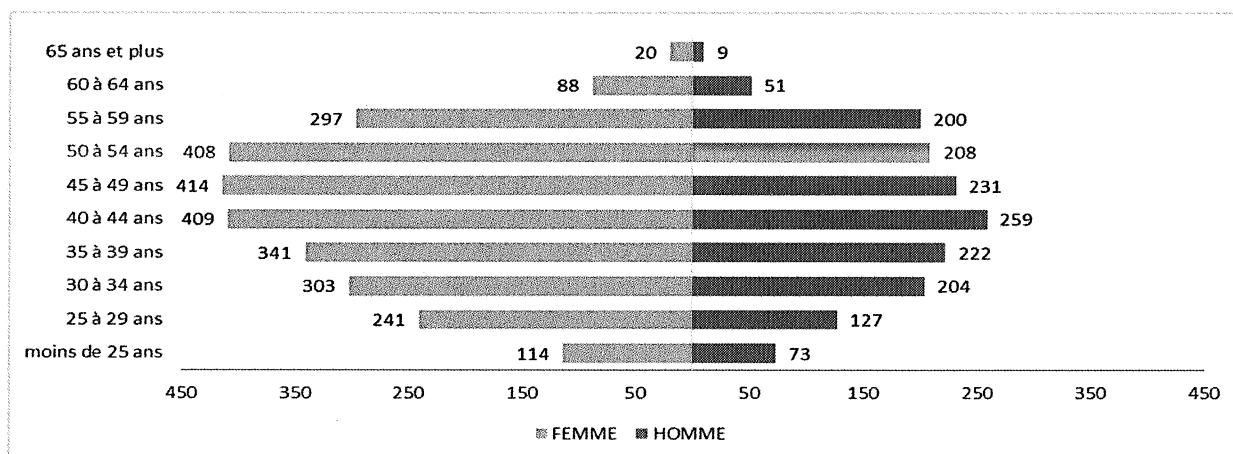
Répartition par sexe en 2013

Près d'un agent sur deux (46%) a plus de 45 ans ; seulement 4% ont moins de 25 ans.



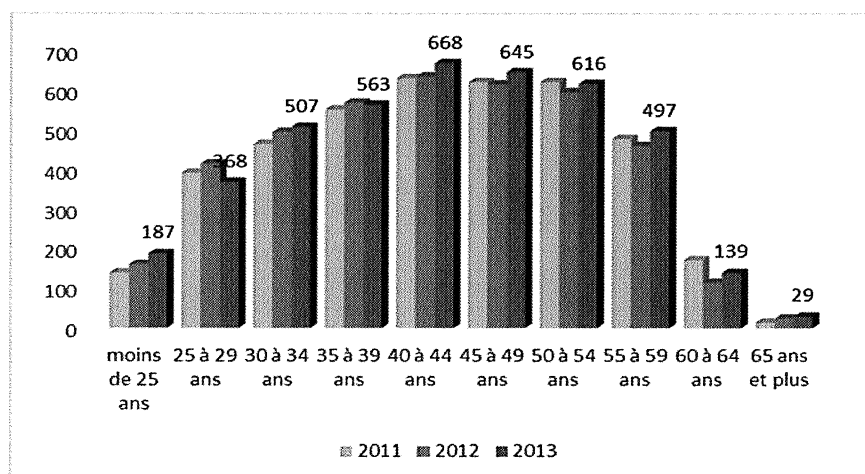
Répartition des effectifs par âge en 2013

La population est vieillissante d'où une pyramide des âges plus large en haut qu'en bas avec un pic des départs dans les 5 à 10 prochaines années.



Pyramide des âges en 2013

L'ensemble des tranches d'âge voit leur effectif augmenter à l'exception de la tranche des 25 à 29 ans qui a perdu 46 agents entre 2012 et 2013.



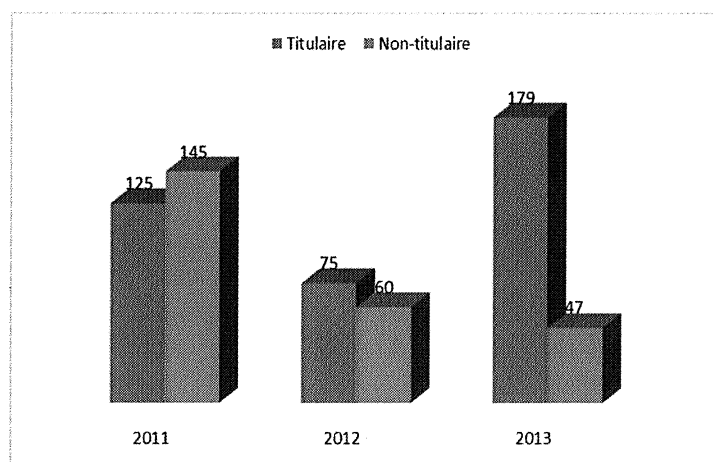
Evolution des effectifs par âge entre 2011 et 2013

5. Répartition des effectifs par ancienneté

| | < 2 ans | 2 à 4 ans | 5 à 9 ans | 10 à 14 ans | 15 à 19 ans | 20 à 29 ans | + 30 ans | Total |
|-------------------|---------|-----------|-----------|-------------|-------------|-------------|----------|-------|
| ADMINISTRATIVE | 152 | 312 | 298 | 14 | 3 | 5 | 0 | 784 |
| TECHNIQUE | 549 | 767 | 742 | 25 | 8 | 8 | 1 | 2100 |
| CULTURELLE | 3 | 6 | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 | 15 |
| SPORTIVE | 2 | 15 | 7 | 2 | 0 | 0 | 0 | 26 |
| SOCIALE | 230 | 150 | 323 | 29 | 9 | 2 | 2 | 745 |
| MEDICO-SOCIALE | | | | | | | | |
| MEDICO-TECHNIQUE | | | | | | | | |
| POLICE MUNICIPALE | 32 | 65 | 24 | 7 | 1 | 0 | 0 | 129 |
| ANIMATION | 82 | 281 | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 413 |
| TOTAL | 1050 | 1596 | 1448 | 79 | 21 | 15 | 3 | 4212 |

6. Mouvements de personnel

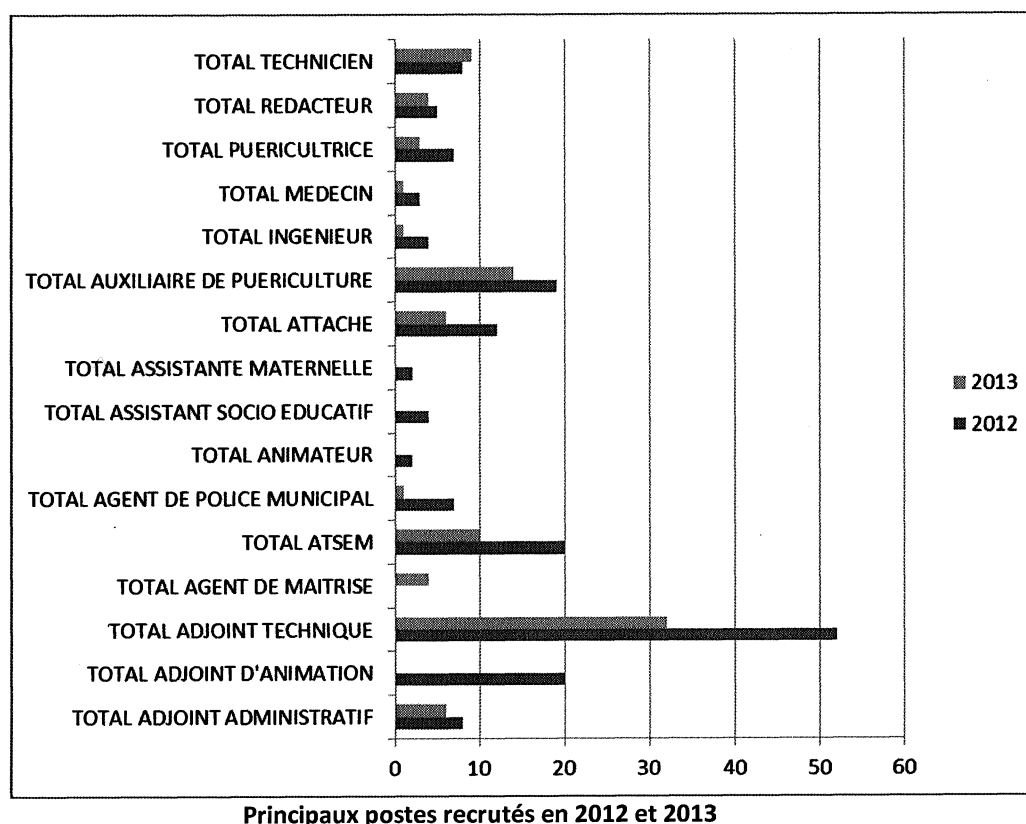
Depuis 2012, la Ville recrute principalement des titulaires; la tendance est à un non renouvellement systématique des départs.



Nombre de recrutements sur postes vacants en 2012, 2013, 2014

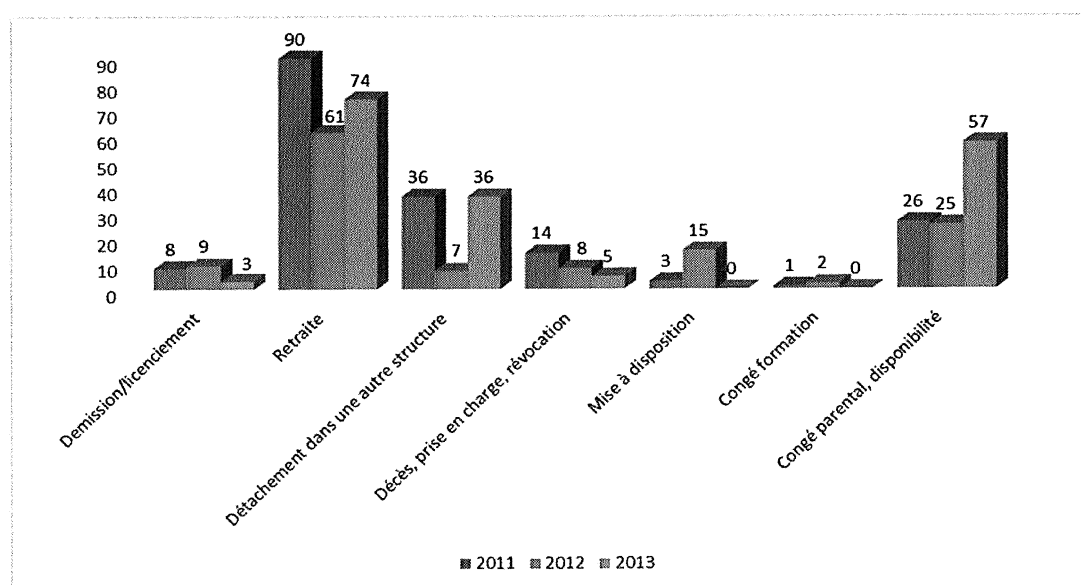
| | 2011 | | | 2013 | | |
|----------|-----------|---------------|-------|-----------|---------------|-------|
| | Titulaire | Non Titulaire | Total | Titulaire | Non Titulaire | Total |
| Départs | 178 | 63 | 241 | 175 | 121 | 296 |
| Arrivées | 125 | 145 | 270 | 179 | 47 | 226 |
| Solde | -53 | +82 | +29 | +4 | -74 | -70 |

La Ville recrute régulièrement et principalement des adjoints techniques, des ATSEM, des auxiliaires de puériculture.



Répartition des départs par motif

Malgré un recul en 2012, les départs en retraite restent la principale cause de départ (41% des départs en 2013). On remarque également une forte augmentation des départs pour cause de congé parental et disponibilité (32% du total des départs) et de détachement dans une autre structure (20%).



Evolution des motifs de départs entre 2011 et 2013

Mise à disposition : mise à disposition dans une autre structure

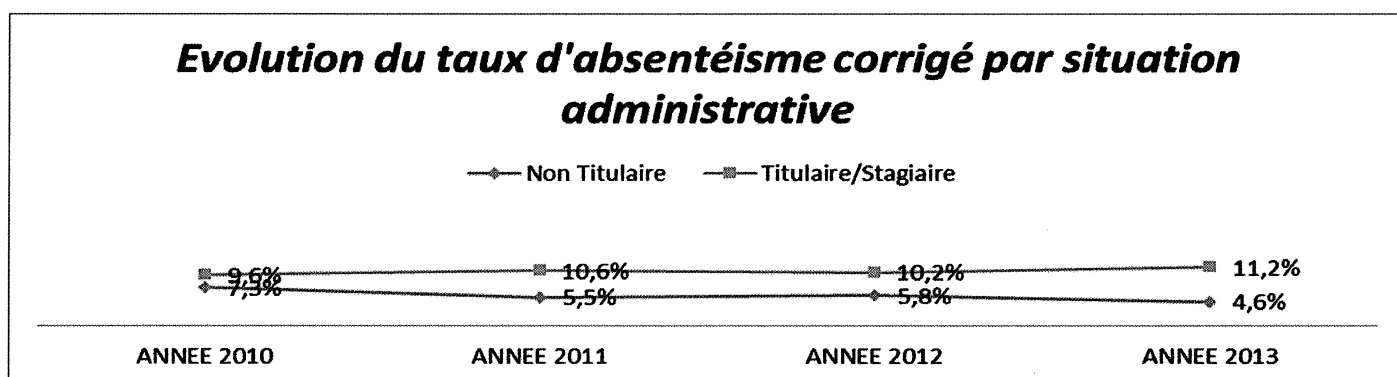
Détachement dans une autre structure : mutation, fin de détachement

Les retraites pour invalidité représentent entre 12 à 20 % des départs en retraite en fonction des années. Ce nombre est représentatif de l'importance des difficultés de maintien dans l'emploi rencontrées par la Ville.

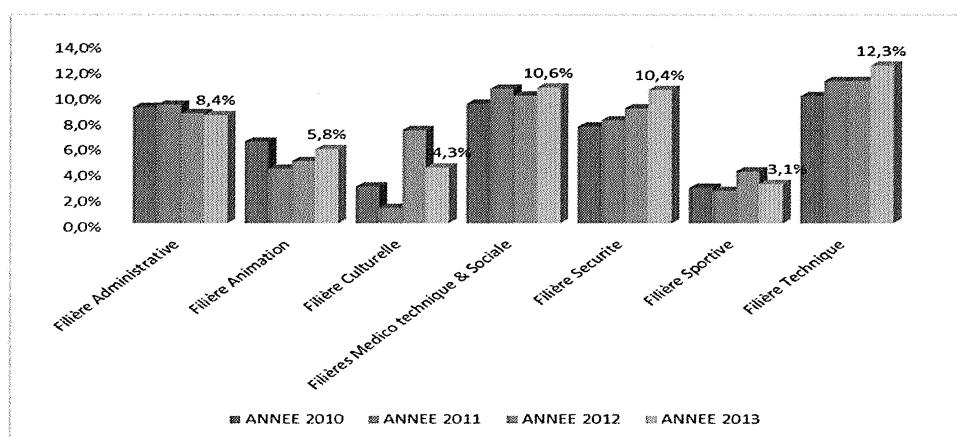
| | 2011 | 2012 | 2013 | Total |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nb départ à la retraite pour invalidité | 11 | 13 | 13 | 37 |
| Nb Licenciement pour inaptitude | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 11 | 13 | 13 | 37 |

7. Absentéisme

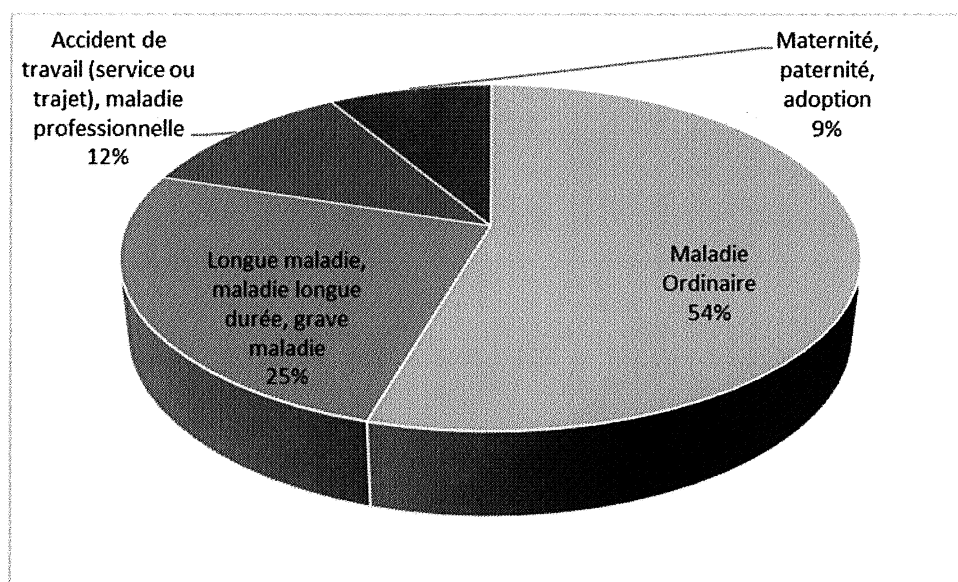
On remarque globalement une hausse de l'absentéisme depuis 2010, le nombre de jours d'absences ayant augmenté de 27% entre 2010 et 2013. Dans le détail, on remarque un décrochage entre les personnels titulaires/stagiaires et non titulaires, les absences des seconds ayant baissé de 2,7 points, contre une hausse de 1,6 point pour les titulaires/stagiaires. En 2013, le taux d'absentéisme s'élève désormais à 11,2% pour le personnel titulaire/stagiaire contre seulement 4,6% pour le personnel non titulaire.



La filière technique connaît le plus fort taux d'absentéisme (11,1% en moyenne sur les quatre années) avec une augmentation importante (+2,4 pts depuis 2010). La plus forte augmentation concerne néanmoins la filière sécurité avec une hausse de près de 3 points depuis 2010. La filière sportive connaît le taux d'absentéisme le plus faible (3,1% en moyenne), suivi de la filière culturelle (3,9%).



Evolution du taux d'absentéisme corrigé par filière



Répartition des absences par motif (2013)

Par rapport à 2012, on observe une baisse des absences pour longue maladie (maladie longue durée, maladie grave) passant de 28% à 25%, mais une augmentation des absences pour maladie ordinaire (passant de 48% à 54% en 2013).

| | | ANNEE 2010 | ANNEE 2011 | ANNEE 2012 | ANNEE 2013 |
|--------------------------|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| MLD-CONGE GRAVE MALADIE | Nombre de jours | 310 | 750 | 1 412 | 837 |
| | ETP Absent | 1 | 3 | 6 | 3 |
| MLD-CONGE LONGUE DUREE | Nombre de jours | 14 232 | 17 309 | 17 870 | 16 048 |
| | ETP Absent | 56 | 68 | 70 | 64 |
| MLD-CONGE LONGUE MALADIE | Nombre de jours | 7 056 | 9 745 | 10 276 | 10 328 |
| | ETP Absent | 28 | 38 | 40 | 41 |

2^{ème} partie :

Diagnostic de l'obligation d'emploi de la Ville de Montpellier

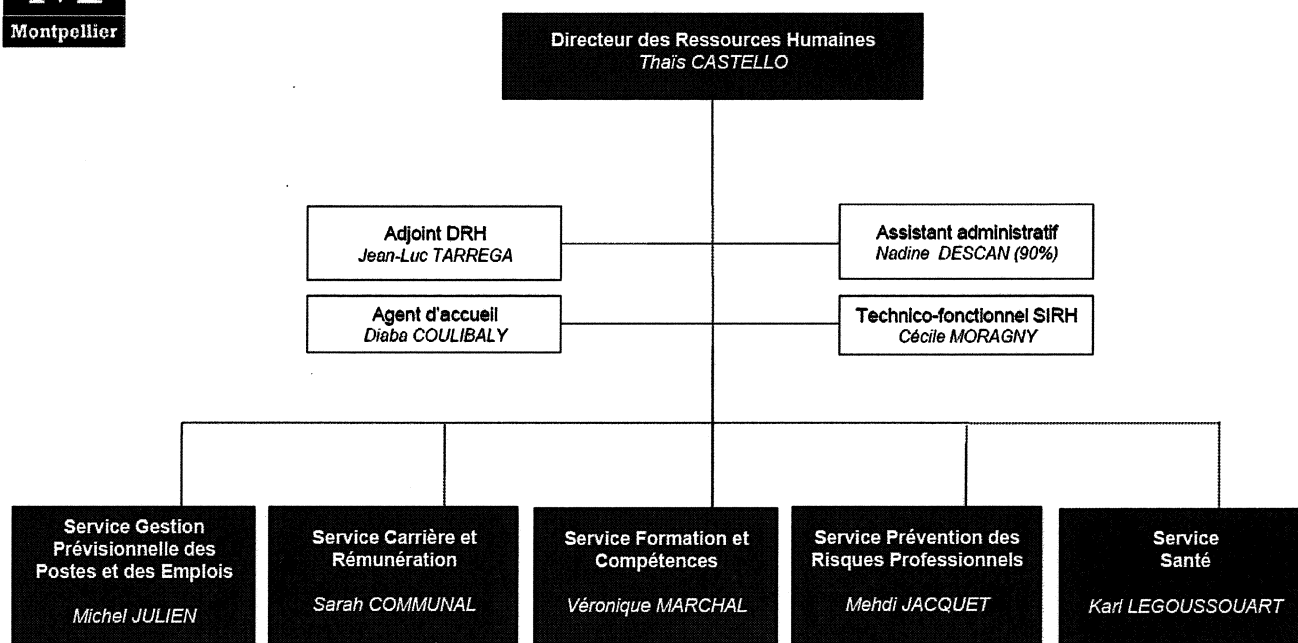
I - Les acteurs actuels impliqués dans le suivi des agents en situation de handicap

1- Une dynamique RH facilitatrice

La fonction RH évolue depuis plusieurs années et s'inscrit dans un projet de modernisation générale (SIRH, dématérialisation). Afin d'avoir des relais opérationnels dans les grandes directions, des référents RH et formation ont été mis en place.



Organigramme réel - Direction des Ressources Humaines (DRH)



En 2013, la fonction RH a été réorganisée créant un service prévention des risques professionnels distinct du service santé. Cette réorganisation a ainsi permis d'optimiser le pilotage de la politique de prévention et de santé au travail.

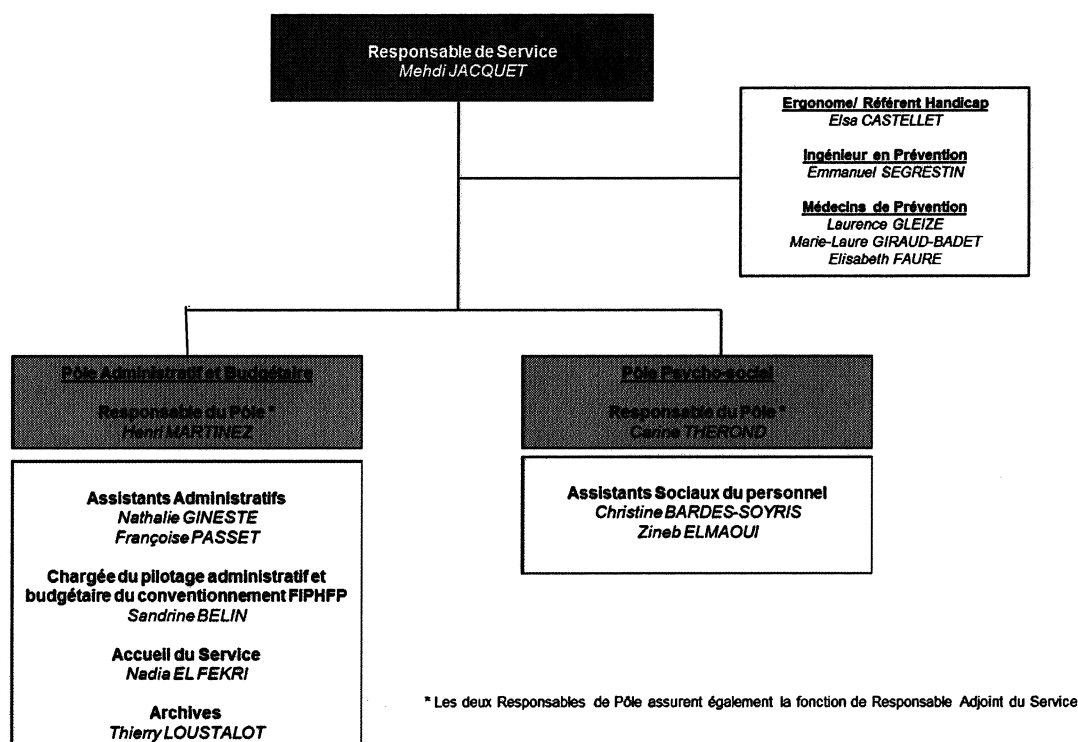
La DRH a ensuite pris la décision de renforcer le suivi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi et de mieux gérer les situations de handicap en créant deux nouveaux postes transversaux :

- Le poste de chargée de mobilité prioritaire est rattaché au service GPPE, avec deux missions principales :
 - aider au repositionnement et reclassement des agents,
 - construire les outils et procédures visant à faciliter la mobilité.
- Le poste de référent handicap, ergonomiste de formation, est rattaché au service prévention avec trois missions principales :
 - assurer le recensement des BOE,
 - réaliser les études ergonomiques et mettre en place les aménagements de poste,
 - Piloter le projet de conventionnement avec le FIPHP en 2014.

2- Une équipe pluridisciplinaire en mesure de prendre en charge les agents quel que soit leur handicap

La ville est dotée d'un service prévention à même de prendre en charge tout type de handicap et de difficultés qu'ils soient d'origine médicale ou sociale.

Organigramme du service Prévention des Risques Professionnels



Les réunions du service prévention favorisent la complémentarité et la mutualisation des compétences permettant une prise en compte globale de la situation des agents.

L'équipe constituée compte 3 médecins de prévention, 2 assistantes sociales, 1 psychologue du travail et 1 référent handicap, ergonome de formation. Chacun est amené à rencontrer des agents en situation de handicap et contribue à sa prise en charge.

Les médecins de prévention intégrés aux effectifs de la Ville en 2012, assurent le suivi médical réglementaire attendu et rattrapent peu à peu le retard pris dans les visites annuelles. Elles sensibilisent de manière systématique les agents présentant des handicaps à la possibilité de bénéficier d'aides s'ils sont reconnus par la MDPH.

Les assistantes sociales s'occupent d'ailleurs d'accompagner les agents dans leur démarche de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH). Ainsi, en 2013, 18% des consultations des assistantes sociales avaient pour motif la santé ou le handicap.

La référente handicap et ergonome prend en charge les demandes individuelles résultant des avis de la médecine du travail. Elle oriente les demandes des agents vers les acteurs compétents en la matière (médecins de prévention, assistantes sociales, SAMETH...) et mène également un certain nombre d'études ergonomiques en interne, compte tenu de sa formation initiale.

Les agents en reclassement sont, quant à eux, pris en charge par plusieurs intervenants des services de la DRH :

- la responsable formation qui évalue avec la chargée de mobilité prioritaire les compétences et besoins en formation des agents,
 - la chargée de mobilité prioritaire qui, essaye de mettre en correspondance les postes vacants avec les candidats à la mobilité prioritaire,
 - la psychologue du travail qui peut intervenir tout au long du reclassement pour faciliter le cheminement personnel de l'agent dans le parcours de reconversion ou dans sa réintégration après une longue absence.
- Nombre d'agents sont en effet fragilisés par la maladie, mais peuvent aussi être en difficulté à cause d'un niveau scolaire initial bas et d'un âge où l'apprentissage d'un nouveau métier est plus difficile.

Les agents du service prévention travaillent en relation étroite avec le Service Santé, en charge de la gestion administrative des arrêts pour raison de santé : accidents du travail, maladies, reclassement professionnel avec saisine du Comité médical et de la Commission de réforme, information de l'agent, retraite pour invalidité...

II - La situation de la Ville de Montpellier au regard de l'obligation d'emploi

1- Evolution du taux d'emploi

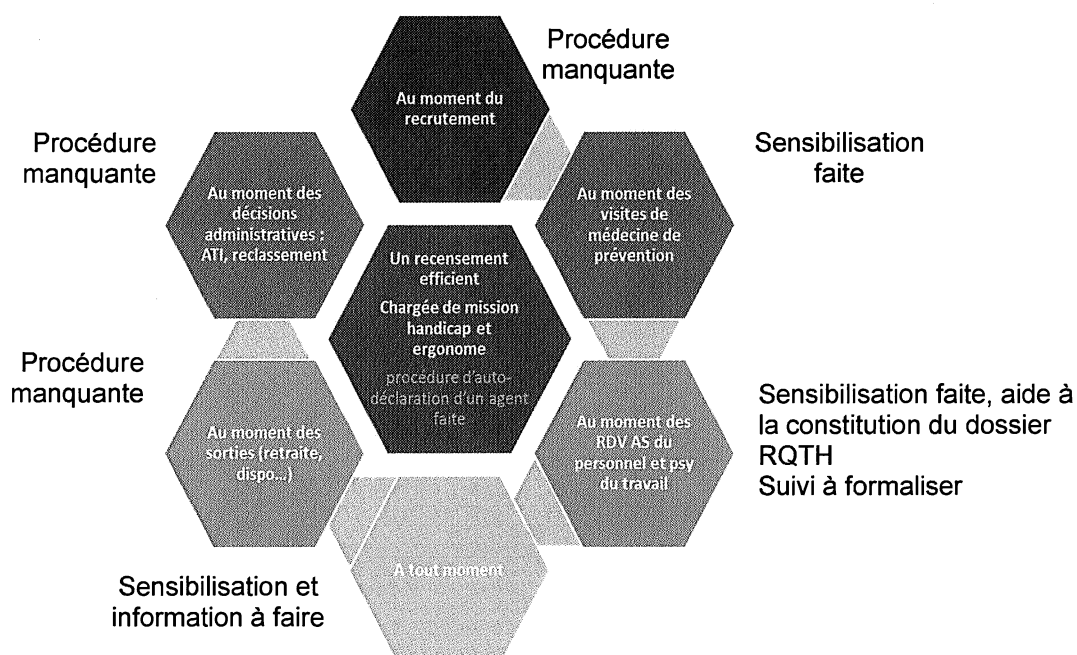
| Déclarations FIPHFP | Déclaration 2011 | Déclaration 2012 | Déclaration 2013 | Déclaration 2014 |
|---|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Effectif total rémunéré au 1 ^{er} janvier n-1 | 3 505 | 3 656 | 4 050 | 3 977 |
| Nombre légal BOE | 210 | 219 | 243 | 238 |
| Effectif total déclaré des BOE rémunérés au 1 ^{er} janvier n-1 | 240 | 290 | 355 | 191 |
| Taux d'emploi légal | 6,85% | 7,93 % | 8,77 % | 4,80 % |
| Dépenses ouvrant droit à Réduction d'Unités Manquantes | NC | NC | NC | 58 254,71 |
| Equivalent UD | | | | 3,39 |
| Taux d'emploi légal | | | | 4,89 % |
| Contribution versée en euros | / | / | / | 246 728,44 |

La référente handicap a la responsabilité depuis fin 2013 du recensement des bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Dans ce cadre, un travail approfondi a été mené lors de la déclaration 2014 ce qui a permis de fiabiliser la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi, de centraliser les justificatifs correspondants et d'afficher un taux d'emploi en lien avec la réalité.

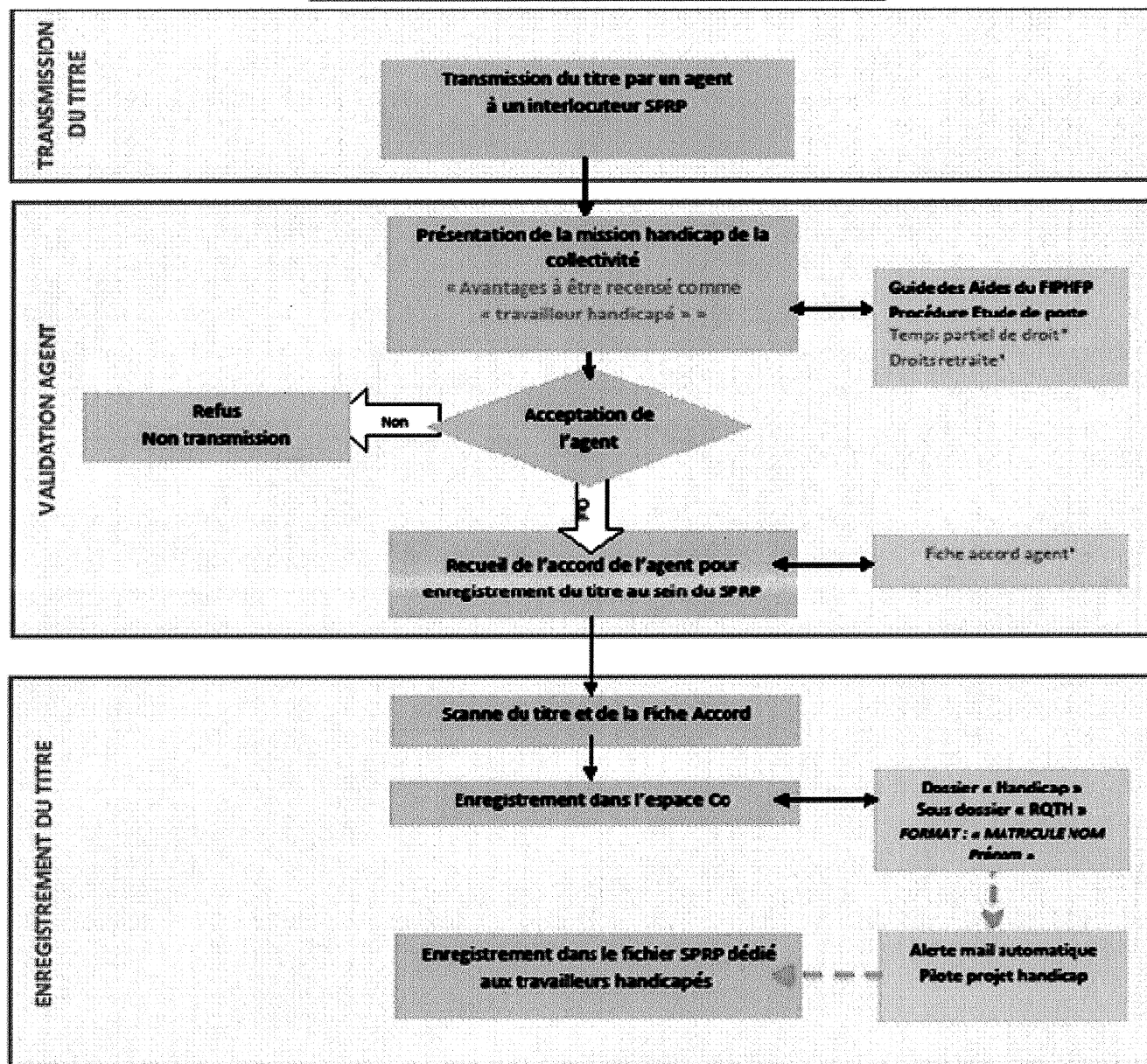
Cette démarche toutefois récente doit s'accompagner de la mise en place d'un certain nombre de procédures afin de gagner en exhaustivité. En effet, si les acteurs de la prévention sont sensibilisés à cette thématique et l'évoquent régulièrement lors des consultations ou de leur intervention dans les services, un certain nombre d'agents restent néanmoins réticents à faire connaître leur situation (difficultés d'acceptation individuelle, absence de visibilité sur les apports de la démarche, crainte sur le statut, risque de stigmatisation...) ou à entamer les démarches.

L'absence d'un référent handicap, d'un accompagnement et d'un suivi suffisant avant 2013, n'a pas permis d'intégrer cette politique dans les processus RH et/ou pratiques de la collectivité. Ainsi, une définition des rôles des différents interlocuteurs et une meilleure coordination dans le process de recensement entre les services GPPE, Santé et Prévention doivent être mises en place.

Au-delà de la procédure de recensement mise en place (cf. ci-après), d'autres outils sont à formaliser :



Enregistrement des titres des bénéficiaires de la Loi du 11 février 2005



2- Les dépenses déductibles

La collecte des dépenses de sous-traitance a été initiée pour la première fois pour la DOETH 2014 et a été réalisée sur la base d'une extraction partielle de l'outil Astre finances ne permettant pas d'assurer l'exhaustivité du recensement. Ainsi, en 2013, 46 612,18 € ont été dépensés auprès du secteur protégé pour des prestations d'entretien des espaces verts, des fournitures de bureaux et de produits d'entretien.

Par ailleurs,

| | Services/Achats | nom du tiers | mandaté 2013 | Total |
|--|---|--|--------------|-------------|
| Sous-traitance | Fournitures de bureau | AFLPH | 4 992,77 € | 7 800,42 € |
| | | Flavien | 1 095,58 € | |
| | | Atelier des pivolles | 1 712,07 € | |
| | Entretien des espaces Verts | Compagnon de Maguelone | 36 963,76 € | 36 963,76 € |
| | Produits d'entretien | Atelier papier soleil | 1 848,00 € | 1 848,00 € |
| | Sous-total des dépenses 2013 sous-traitance | | | 46 612,18 € |
| Aménagement et maintien | Mise en place de moyens de communication adaptés interprétariat | 5 agents bénéficiaires | 2 538,22 € | 11 642,53 € |
| | Abonnement Web Sourd | 4 agents bénéficiaires | 6 057,00 € | |
| | Aménagements de poste | 2 agents bénéficiaires | 3 047,31 € | |
| | Sous-total des dépenses 2013 maintien | | | 11 642,53 € |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES DEDUCTIBLES | | | | 58 254,71 € |
| | | Soit un nombre d'unités déductibles de : | | 3,39 |

La Ville souhaite aujourd'hui s'attacher à développer une vraie stratégie d'achat responsable en procédant au recensement des ESAT et EA présents en région Languedoc-Roussillon et à la réalisation d'une cartographie de leur champ de compétences.

3- La cartographie des BOE

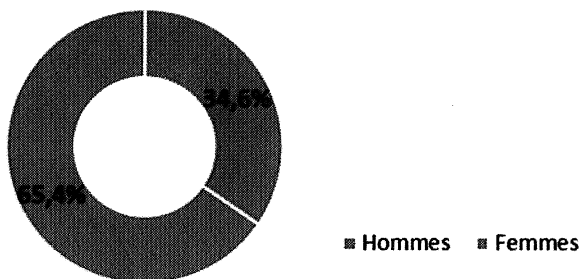
Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont à 93% des agents titulaires ce qui permet d'assurer une certaine stabilité de l'effectif des BOE mais nécessite de réfléchir à des solutions pérennes. Les BOE sont en majorité des femmes de catégorie C, de plus de 45 ans.

50% des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ont une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et 21% une ATI (rente après AT entraînant une incapacité supérieure à 10% ou après Maladie Professionnelle) ce qui constitue en soi un indicateur prévention « intéressant » à l'aune du déploiement d'une politique de prévention.

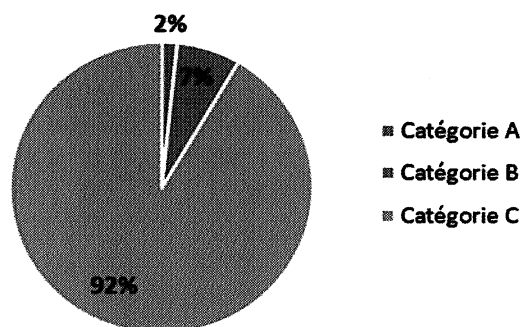
42 agents en situation de reclassement sont recensés ce qui semble faible au regard de la réalité. La mise en œuvre de la procédure de recensement ainsi que le dispositif de maintien dans l'emploi, mis en place récemment, devrait permettre de gagner en visibilité sur ce type de situations.

Quant à la répartition des BOE au regard de l'effectif de leur département d'affectation, on note que 2 départements se distinguent avec un taux d'emploi supérieur à 6% : « action solidaire » et « compétences et organisation ».

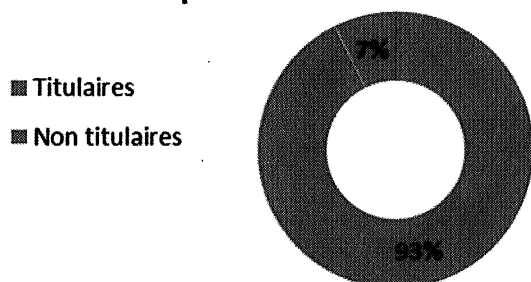
Répartition des bénéficiaires par sexe



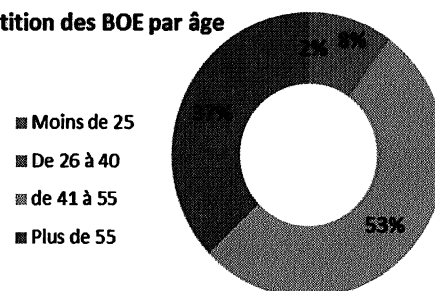
Répartition des BOE par catégorie professionnelle



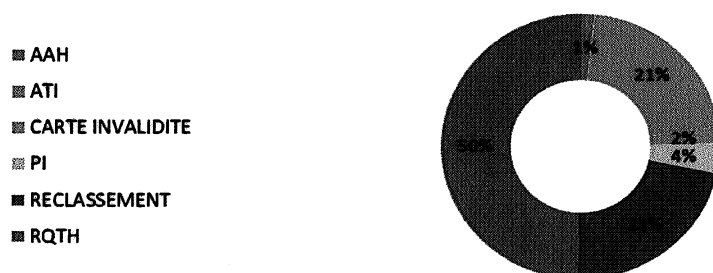
Répartition des BOE par statut



Répartition des BOE par âge



Répartition par catégorie de BOE



| Départements | Nombre de BOE | % BOE / l'effectif total de BOE | Effectif des départements 31/12/2012 | % BOE/effectif des départements | % d'agents reclassés / effectif total de BOE reclassés |
|--|---------------|---------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|--|
| Département action solidaire | 34 | 18% | 423 | 8% | 26% |
| Département compétences et organisation | 16 | 8% | 107 | 15% | 12% |
| Département de la direction générale des services | 13 | 7% | 410 | 3% | 10% |
| Département du cabinet du Maire | 0 | 0% | 54 | 0% | 0% |
| Département équipements et services | 35 | 18% | 783 | 4% | 19% |
| Département modernisation | 3 | 2% | 52 | 6% | 2% |
| Département réussite éducative | 66 | 35% | 1976 | 3% | 12% |
| Département urbanisme et aménagement | 6 | 3% | 95 | 6% | 2% |
| Direction générale déléguée en charge du développement | 14 | 7% | 286 | 5% | 10% |
| Non Communiqué | 4 | 2% | / | / | 7% |
| Total | 191 | 100% | 4186,00 | | 100% |

III - Le maintien dans l'emploi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

1- Un dispositif en cours d'élaboration

Dans le cadre du projet de conventionnement, l'un des objectifs prioritaires de la Ville de Montpellier est de renforcer la connaissance et le suivi de ses agents qu'ils soient en situation de handicap ou en restriction d'aptitude, qu'ils bénéficient d'un poste adapté ou qu'ils soient inscrits dans un parcours de reclassement professionnel.

Depuis 2013, une organisation et des moyens ont ainsi été mis en place pour une meilleure prise en compte des problématiques de santé au travail, au travers d'un certain nombre d'actions individuelles et collectives. Néanmoins, la référente handicap et la chargée de mobilité prioritaire sur lesquelles repose une grande partie du dispositif de maintien dans l'emploi doivent faire face à un volume important de situations individuelles tout en gérant d'autres missions annexes dans leur service respectif.

Sous l'impulsion de la référente handicap, plusieurs partenariats ont été mis en place permettant de s'associer à des acteurs incontournables du handicap sur le territoire : la MDPH, le SAMETH, avec le recours aux EPAST, des associations locales pour des handicaps spécifiques.

Des procédures ont également été élaborées pour améliorer le suivi et la prise en charge des agents ayant des difficultés de santé au travail :

- mise en place d'une procédure d'aménagement de poste
- mise en place d'une fiche de liaison avec le SAMETH
- mise en place du processus de mobilité prioritaire
- rédaction d'une procédure de prévention de l'inaptitude / reclassement

De même, des réunions de travail et d'information permettent depuis près d'un an de rechercher des solutions adaptées en équipe pluridisciplinaire :

- une réunion hebdomadaire de suivi des situations entre les acteurs de la prévention organisée par la psychologue du travail : invitation une fois par mois du responsable du service santé et de la chargée de mobilité prioritaire,
- un comité de mobilité prioritaire, bimensuel, organisé par la chargée de mobilité prioritaire avec les responsables de service de la DRH,
- des réunions entre les médecins de prévention et certaines directions pour suivre les avis de restrictions d'aptitude et la mise en place des adaptations nécessaires.

Néanmoins, le partage d'information ainsi que le processus de décision entre les acteurs doit être affiné pour plus d'efficacité, de transversalité et de fiabilité. La Ville doit notamment s'astreindre à un suivi fin des actions menées et de leurs résultats, conformément aux engagements pris envers le FIPHFP et les agents de la Ville.

De même, les actions réalisées doivent rentrer dans un dispositif formalisé pour que l'ensemble des énergies mobilisées donne les résultats escomptés, à savoir une meilleure prise en compte du handicap au travail et une ouverture des métiers de la Ville aux travailleurs en situation de handicap.

2- Des besoins en aménagement / adaptation de poste encore difficilement mesurables

La structuration prochaine du dispositif de maintien dans l'emploi va permettre de gagner en visibilité et de mieux anticiper sur l'apparition et l'aggravation de certaines situations. En effet, les médecins de prévention n'ont pas encore rencontré l'ensemble des agents de leur périmètre. Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi n'ont ainsi pas bénéficié d'un suivi médical annuel ou n'ont pour certains pas été identifiés.

De même, la référente handicap n'a pu dégager le temps nécessaire pour mettre en œuvre ses recommandations, voire pour aller sur site : un arriéré de situations est donc à traiter. Pour autant, entre mi-2013 et juin 2014, 25 études et demandes d'aides individuelles ont été réalisées (interprétariat, web sourd, prothèses auditives, fauteuils...) ou sont en cours, pour un montant proche de 14 000 €. Il est à noter que ce montant est sous-évalué car certaines actions sont directement financées par les services.

| | | | |
|---|--|--|--|
| 21 études ou demandes en lien avec l'ergonomie des postes dans le cadre de la prévention (19 en 2013) | <ul style="list-style-type: none">• Soit 2 aménagements mis en œuvre par le service• Dont 1 est encore en cours au service courrier | | |
| 25 études ou demandes d'aide individuelles en lien avec le handicap | <ul style="list-style-type: none">• Soit 13 études ou aménagements de poste en cours en lien avec le Sameth (Enfance, éducation, espaces verts...) | | |
| | <ul style="list-style-type: none">• Soit 6 situations traitées ayant abouti sur un aménagement | <ul style="list-style-type: none">• 2 prises en charge sur la plateforme pour 2 122, 37euros | |
| | | <ul style="list-style-type: none">• 2 déduites dans le cadre de la DOETH pour 3 047, 31euros | |
| | | <ul style="list-style-type: none">• 2 prises sur le budget de fonctionnement du service | |
| | <ul style="list-style-type: none">• Soit 6 situations non abouties | <ul style="list-style-type: none">• 2 agents en arrêt | |
| | | <ul style="list-style-type: none">• 1 refus d'agent | |
| <ul style="list-style-type: none">• 2 recommandations faites au service | | | |
| <ul style="list-style-type: none">• 1 demande devenue obsolète | | | |

La Ville de Montpellier sollicite des aides de nature différente, notamment sur orientation de la psychologue du travail. 3 orientations vers une prestation ponctuelle spécifique ont ainsi été mises en place avec le Sameth, la psychologue du travail ne pouvant assurer seule le suivi de l'ensemble des agents souffrant d'un handicap psychique.

3- Un dispositif de reclassement professionnel en cours de construction

Consciente des difficultés grandissantes des départements à maintenir certains agents à leur poste de travail ayant de nombreuses restrictions d'aptitude ou étant sous le coup d'un avis d'inaptitude, la Ville de Montpellier a décidé de s'impliquer dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un dispositif spécifique destiné à faciliter le reclassement et le maintien dans l'emploi des agents ne pouvant plus être maintenus dans leur poste ou métier initial quelle qu'en soit la raison. La mise en place de cette politique dite de mobilité prioritaire a une incidence sur le recours au recrutement externe puisque tous les postes vacants sont en priorité proposés aux agents nécessitant un reclassement professionnel.

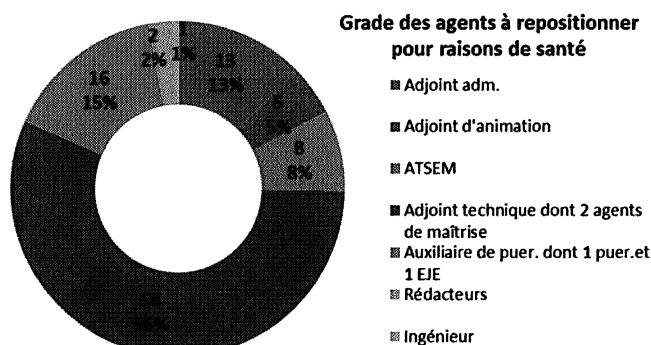
5 outils ont ainsi été construits au fur et à mesure des besoins, pour favoriser le repositionnement des agents inscrits dans une démarche de reclassement professionnel :

- Un accompagnement spécifique par la chargée de mobilité prioritaire et la responsable formation,
- Le recours aux itinéraires mobilités et/ou aux formations internes. Les itinéraires Mobilité mis en place avec le CNFPT sont ainsi proposés pour acquérir les compétences de base pour tout agent devant prendre un poste plus administratif. 30 agents ont été formés sur 2013/14 dont 9 personnes en reclassement pour un coût global de 18 000 € (pour 2013/2014) pris en charge par la collectivité.
- La définition d'une fiche de mission dès lors qu'une solution est trouvée, en lien avec le cadre,
- Les stages d'immersion (5 situations en cours) qui correspondent à un positionnement en sureffectif pendant une période de 3 mois, renouvelable 1 fois, pour acquérir des compétences complémentaires,
- Les conventions d'accueil avec une période d'essai et des points ponctuels avec la chargée de mobilité prioritaire.

Un travail d'identification des emplois sensibles, de recensement des postes aménageables et des missions ponctuelles pouvant servir de terrain d'immersion, est également en cours.

Il est à noter que 177 situations sont en cours de traitement dans le cadre de la mobilité prioritaire dont 103 suite à des problématiques de santé dont 24 rien qu'au titre du reclassement. La majorité des situations identifiées concerne des agents de catégorie C occupant des fonctions d'adjoints techniques, d'ATSEM et d'auxiliaires de puériculture.

| Données au 18 juin 2014 | Nb d'agents | % |
|--|-------------|--------------|
| Motifs médicaux : reclassement, MP/AT, inaptitudes, restrictions médicales, réintégration CLM/CLD, dispo d'office pour maladie | 103 | 58 % |
| Réintégration suite maternité, suite congé parental, disponibilité | 14 | 8 % |
| Redéploiement suite réorganisation ou fin de mise à dispo | 33 | 19 % |
| Difficultés d'intégration / Sanctions disciplinaires | 27 | 15 % |
| Total | 177 | 100 % |



Programme des itinéraires mobilité :

| Itinéraire mobilité | Groupe degré 2 | Groupes de degré 3 et 3-4 |
|------------------------|--|--|
| | Tests et positionnement 3 jours | Tests et positionnement 3 jours |
| | Savoirs de base 15 jours (communication écrite et orale, calcul et raisonnement logique et environnement territorial) | Savoirs de base 10 jours (communication écrite et orale, calcul et raisonnement logique et environnement territorial) |
| | Informatique (3 à 4 jours en fonction du niveau) | Informatique (3 à 4 jours en fonction du niveau) |
| | 21 à 22 jours | 16 à 17 jours |

22 situations ont été finalisées en 7 mois par la chargée de mobilité prioritaire, dont 8 agents suivis pour des problématiques de santé au travail. Ces résultats sont encourageants mais ne résistent pas au volume de situations à traiter et aux difficultés de repositionnement.

En effet, certains agents présentent un niveau de formation initiale faible qui freine l'accès au parcours de mobilité prioritaire. Les postes accessibles au regard des compétences et des capacités peuvent ainsi être limités ce qui nécessitent de repositionner les agents en surnombre dans les services. Par ailleurs, certains cadres peuvent être réticents à laisser partir l'agent en formation, étant donné qu'ils ne peuvent bénéficier d'un remplacement pendant cette période de professionnalisation.

L'élaboration d'une convention tripartite (agent, encadrement, RH) permettrait ainsi de rappeler les engagements de chacun dans la démarche de reclassement. De même, un travail en relation étroite entre la référente handicap et la chargée de mobilité prioritaire devrait être renforcé pour que l'ensemble des aides du FIPHP puissent être mises en œuvre pour favoriser le maintien dans l'emploi de tout agent fragilisé à son poste de travail pour raisons de santé.

IV - Le recrutement de travailleurs handicapés, une réflexion à mener

La Ville de Montpellier n'ayant pas encore intégré la thématique du recrutement de travailleurs handicapés dans sa stratégie de développement, elle ne bénéficie pas à ce jour de données précises et d'outils statistiques en la matière. Cette difficulté est déjà en train d'être écartée car en juin 2014, la procédure de recrutement a été dématérialisée et a déjà intégré la possibilité de postuler en ligne en indiquant une mention « travailleur handicapé ».

Malgré tout, la ville a favorisé l'emploi des travailleurs en situation de handicap par le recours aux emplois d'avenir permettant à 4 BOE d'intégrer la collectivité en 2013. Les contrats ont été signés pour une période de 3 ans et aucun autre ne sera signé durant la convention. Un agent a également été recruté via l'article 38 sur cette même période. 2 à 3 stagiaires en situation de handicap intègrent également régulièrement les services de la Ville pour des périodes courtes.

Une information dans la fiche administrative de recrutement est également à envisager ce qui permettrait aux candidats de faire connaître leur situation et de recevoir les informations nécessaires en rencontrant la référente handicap.

Aujourd'hui, la collectivité souhaite que le recrutement direct de travailleurs en situation de handicap devienne un axe stratégique de sa politique, au même titre que l'engagement pris à l'égard des agents inscrits dans un parcours de mobilité prioritaire. Les deux logiques devront coexister de manière à favoriser l'intégration durable des travailleurs handicapés dans leur poste, sur la base de leurs compétences.

A cet effet, compte tenu de métiers particulièrement exposés, il est nécessaire de systématiser la visite médicale en amont de la décision de recrutement pour évaluer la compatibilité au poste de travail. Des tests d'efforts pourraient aussi être envisagés pour certains métiers (cuisine, entretien).

Par ailleurs, le développement de partenariats et la participation à des événements spécialisés non réalisés à ce jour (Salons, job dating, semaine pour l'emploi...) permettraient de recueillir les profils attendus (Tremplin, Cap Emploi, Universités, CRP...) et de promouvoir plus largement la politique handicap de la Ville.

V - La communication, un appui nécessaire à la réussite du projet

Le service de la communication interne a été créé en 2008 et compte 2 agents, qui s'appuient sur les moyens logistiques de la direction (photographe et maquettiste internes).

Le dispositif de communication actuel repose sur :

- le journal interne bimestriel adressé nominativement sur le lieu de travail sous blister (Communoscope) ou sur site (direction de l'éducation),
- des manifestations événementielles organisées à l'image des visites de chantier ou de la mise en place du plan de déplacement entreprise (vélo, éco-conduite),
- un projet de réseau social interne avec des espaces projets personnalisables est en cours de développement,
- une mailing liste du personnel.

Indépendamment des différentes notes de service et/ou courriers récents envoyés aux agents, cadres et bénéficiaires de l'obligation notamment pour annoncer la démarche de conventionnement, deux articles sur le handicap ont été réalisés dans le Communoscope ces dernières années.

Une formation de sensibilisation au handicap de 3 jours a également été mise en place dans le cadre de Qualiville (certification accueil des citoyens) à l'attention des 150 agents de la direction des relations publiques. Elle a également concerné, par le passé, les agents à la petite enfance pour faciliter l'accueil des enfants handicapés. Néanmoins, très peu d'actions de communication sur la thématique du handicap dans le cadre du travail ont été réalisées.

Dans le cadre du questionnaire diffusé à l'ensemble des agents pour recueillir leur perception de la politique de la Ville à l'attention de ses personnels handicapés, plus d'une personne sur deux confirme ne pas savoir ce qu'elle réalise. La participation à l'enquête (15%) malgré la période de congés indique par ailleurs que les agents se sentent concernés par le sujet.

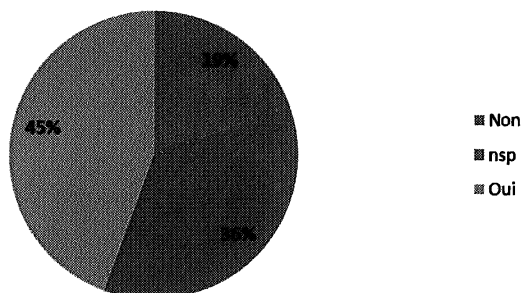
S'il fallait résumer l'ensemble des échanges menés en phase de diagnostic durant les tables rondes cadres et agents en situation de handicap, le défaut de communication et de prise en compte, par le passé, a été problématique. L'arrivée de la référente handicap et de la chargée de mobilité prioritaire ont noté un vrai changement dans la prise en charge des situations.

De nombreux besoins en matière d'information, de sensibilisation et d'échange de bonnes pratiques sont ainsi recensés.

D'une manière générale, l'analyse des questionnaires et les entretiens ont mis en exergue la crainte de la stigmatisation et la différence de perception face au handicap, notamment le handicap invisible et le reclassement. Les messages transmis ont besoin d'être positifs et illustrés.

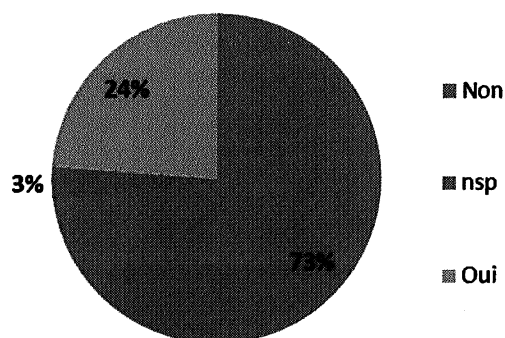
Perception des agents de la ville sur la politique Handicap

Perception de l'existence des actions menées par la Ville de Montpellier en faveur des personnes en situation de handicap



- Plus d'un tiers des répondants ne se prononce pas sur le fait que la Ville mène des actions en faveur des personnes handicapées.
- 45% des répondants optent pour une Ville qui agit. Ce pourcentage est plus favorable avec 53 % pour les cadres contre 42% pour les non cadres.

Connaissez-vous des agents qui ne souhaitent pas faire part de leur handicap?



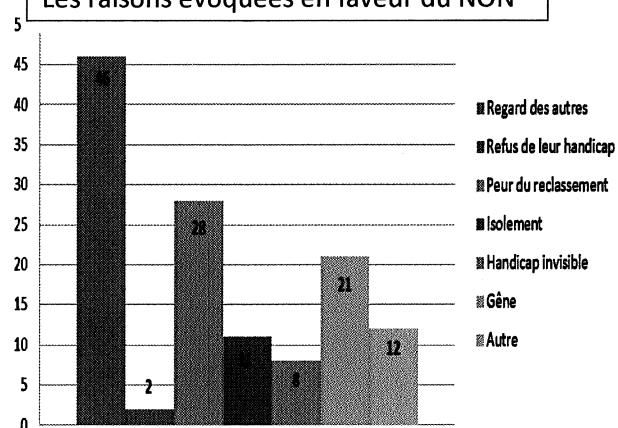
- 24% des répondants ont connaissance de collègues qui ne souhaitent pas faire part de leur handicap ; 30% pour les cadres.

- 85% des répondants déclareraient leur situation de handicap à leur employeur. Ils ne seraient que 72% à souhaiter le faire connaître à leurs collègues (même % pour les cadres).
- Les non cadres sont 92% à souhaiter déclarer leur situation à leur employeur contre 88% des cadres.

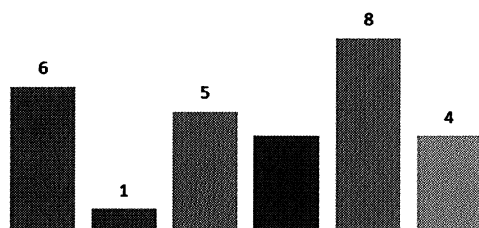
Plusieurs raisons sont évoquées :

Les raisons évoquées en faveur du OUI

Les raisons évoquées en faveur du NON

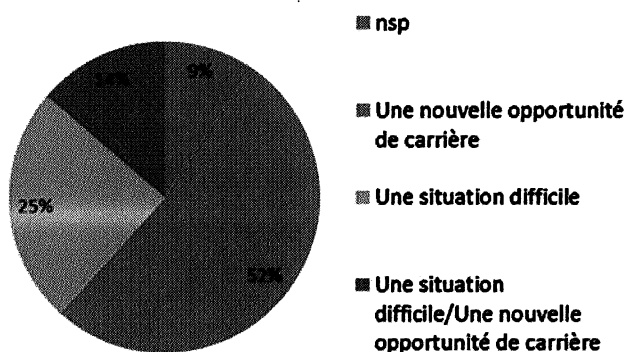


■ Regard des autres ■ Refus du handicap
■ Peur du reclassement ■ Handicap invisible
■ Gêne ■ Discrimination



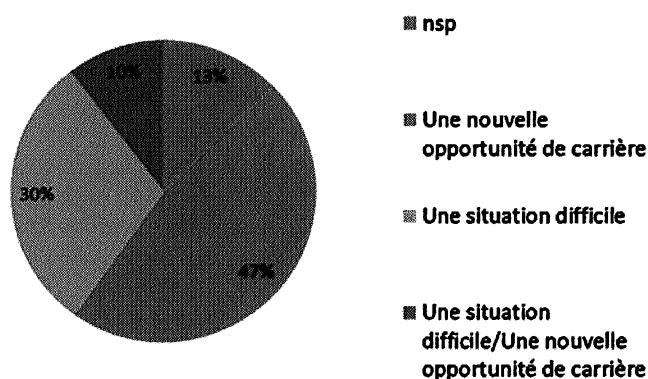
Le reclassement souffre également d'une image négative même si cela tend à s'améliorer avec les actions et interventions de la référente handicap et de la chargée de mobilité prioritaire.

Agents encadrants



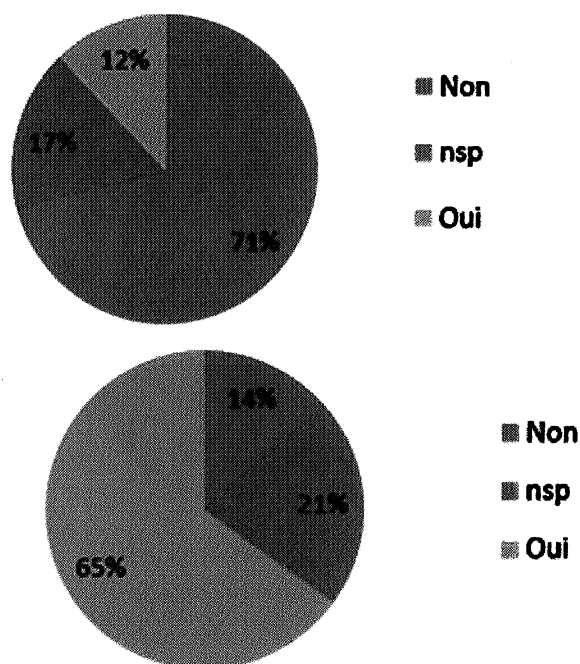
- 53% des répondants connaissent des collègues qui ont été reclassés sur un nouveau poste.

Agents



- Près d'un agent sur deux envisage le reclassement comme une «nouvelle opportunité de carrière».
- Près d'1/3 des non cadres estime que le reclassement est une «situation difficile» contre 25% chez les cadres.

Accompagnement des agents en situation de handicap par l'encadrement



- 71% des cadres déclarent ne pas avoir les informations nécessaires pour accompagner un agent en situation de handicap.

- 65% des cadres souhaiteraient ainsi bénéficier d'actions de formation/information

L'ensemble des résultats du diagnostic impliquent de conduire une vraie réflexion en matière de communication pour accompagner cette politique sur la durée et créer un cadre de confiance nécessaire à sa bonne mise en œuvre.

VI - Les prévisions et perspectives en lien avec l'emploi des agents en situation de handicap à la Ville de Montpellier

La Ville a réalisé un travail minutieux de recensement des données disponibles et actions permettant de décrire son niveau d'intervention actuelle pour tout ce qui a trait au handicap au travail.

S'en est suivi un travail plus complexe qui a permis de construire des objectifs quantitatifs voulus ambitieux et réalistes tant en matière de recrutement de travailleurs en situation de handicap que de maintien dans l'emploi d'agents en situation de handicap. Il n'est pas chose aisée d'évaluer les besoins futurs des bénéficiaires de l'obligation d'emploi mais également les tendances en matière de recrutement et de renouvellement des effectifs notamment suite aux départs en retraite. En effet, les jeux de réforme et les contraintes actuelles impliquent une adaptabilité des collectivités de tous les instants.

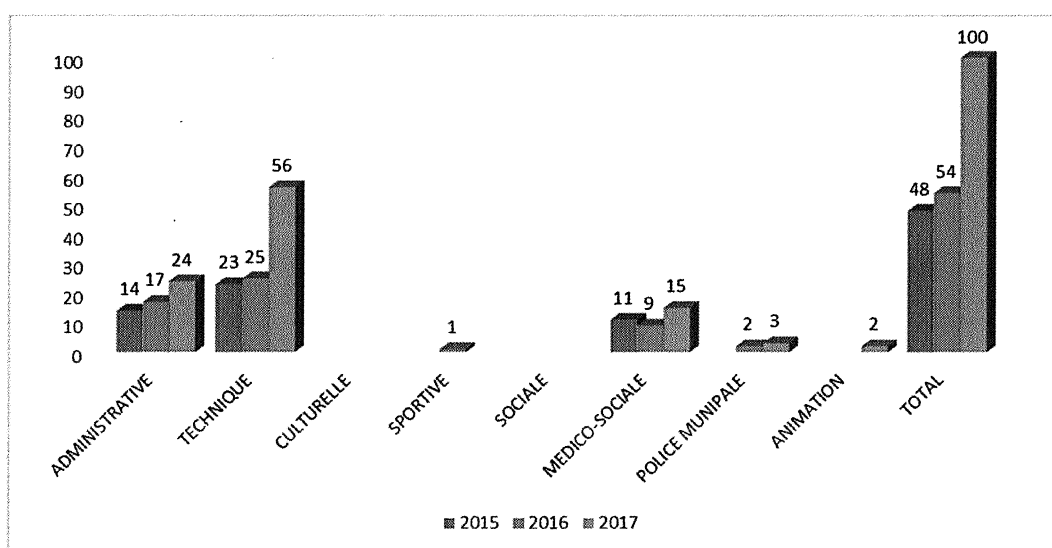
1- Les prévisions de recrutement à 3 ans

La Ville recrute en majorité des titulaires de la fonction publique et s'inscrit, comme beaucoup d'autres collectivités, dans une logique de maîtrise de ses effectifs. Ainsi, les créations de poste seront très limitées pendant la durée de la Convention et la collectivité, inscrite dans le processus de mobilité prioritaire, verra de facto le nombre de postes vacants disponibles à l'externe diminué au profit des agents en reclassement ou repositionnement professionnel lorsque cela est possible.

Sur les profils de postes ouverts à la vacance sur les 3 dernières années, plus de 50% portaient principalement sur les métiers d'adjoints techniques, d'ATSEM, d'auxiliaire de puériculture et de puéricultrice ; soit des métiers physiques et/ ou avec des conditions de diplôme.

Dans ce cadre, la collectivité a évalué les départs prévisionnels à la retraite comme le souhaite le FIPHFP. 202 agents sont ainsi susceptibles de quitter la collectivité sur les 3 prochaines années dont 51% d'agents de la filière technique, 27% de la filière administrative et 17% de la filière médico-sociale.

La Ville a décidé de partir d'une base lissée haute de 100 recrutements sur poste vacant par an après avoir réintégré les mises en stage sur des postes d'adjoints techniques, soit entre 10 à 20 par an et tenir compte des autres motifs de départs.



Nombre de départs prévisionnels par filière de 2015 à 2017

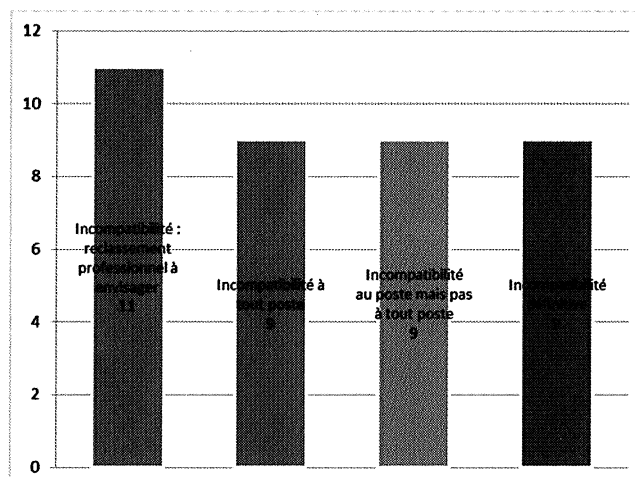
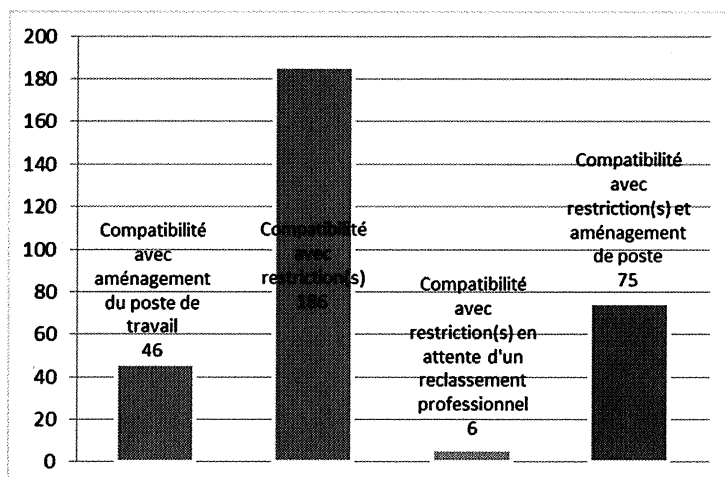
2- L'évolution du nombre d'agents en restriction d'aptitude et l'évaluation des besoins des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Force est de constater que les besoins en aménagement de poste devraient être croissants car le diagnostic a permis d'identifier de fortes attentes, notamment sur les métiers techniques ou à fortes sollicitations physiques ; et les demandes sont croissantes.

Par ailleurs, le meilleur recensement des Bénéficiaires de l'obligation d'Emploi engagé en 2013/14 contribue à mieux évaluer leurs besoins eu égard à l'environnement de travail et aux aides existantes en matière de compensation du handicap.

Les données de la médecine de prévention confirment la nécessité de prévoir un volume d'aides individuelles en forte augmentation au regard de la prise en charge actuelle. En effet, en 2013, la médecine de prévention rendait 313 avis de restrictions avec ou sans aménagement et 38 avis d'incapacité dont 20 nécessitant un reclassement.

Répartition des avis d'inaptitude et d'aptitudes avec restrictions en 2013 par type de conclusion



Il est assez prévisible que les avis de restrictions soient en hausse sur les 3 prochaines années car les médecins de prévention n'ont pas encore rencontré l'ensemble des agents de la collectivité.

Evolution prévisionnelle des personnes en situation de restriction d'aptitude

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|
| Nombre de personnes en situation de restriction d'aptitude au 1er janvier | 313 | 343 | 363 | 373 |
| Nombre de nouvelles restrictions dans l'année | | 70 | 60 | 50 |
| Nombre de restrictions sortantes dans l'année | | 50 | 50 | 50 |
| Nombre de personnes en situation de restriction d'aptitude en fin d'année | | 363 | 373 | 373 |

3- L'évolution du taux d'emploi (tableau FIPHP)

La Ville a travaillé autour d'une hypothèse de 45 départs de bénéficiaires sur 3 ans, essentiellement du fait des départs à la retraite et des possibles souhaits de ne plus être déclarés ou de ne pas renouveler sa RQTH.

Ainsi, afin de faire face à l'érosion naturelle de son taux d'emploi, la Collectivité prévoit de recruter 18 travailleurs en situation de handicap dont 3 apprentis et estime que 85 agents vont rentrer dans une démarche de reconnaissance d'où le travail réalisé autour des besoins des bénéficiaires de l'obligation d'emploi présenté dans le plan d'action ci-après.

Évolution prévisionnelle des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|-----------|-----------|-----------|
| Effectif total rémunéré au 1er janvier | 3977 | 3 977 | 3 977 | 3 977 |
| Nombre total d'emplois à pourvoir (suite à départ en retraite et création de poste) | | 100 | 100 | 100 |
| Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi présents en début d'année | 191 | 181 | 212 | 233 |
| Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi recrutés | | 6 | 6 | 6 |
| Dont | | | | |
| par la voie de l'apprentissage | | 1 | 1 | 1 |
| par la voie d'emplois d'avenir | | | | |
| par la voie contractuelle consécutivement à un CAE | | | | |
| Nombre de personnes entrant dans la catégorie des BOE hors recrutement | | 40 | 30 | 15 |
| Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi sortants | | 15 | 15 | 15 |
| Nombre total de bénéficiaires de l'obligation d'emploi en fin d'année | | 212 | 233 | 239 |
| Taux d'emploi direct | | 5,33% | 5,86% | 6,01% |
| Montant des dépenses déductibles (en €) | | 50 000,00 | 60 000,00 | 70 000,00 |
| Nombre d'unités déductibles | | 2,92 | 3,51 | 4,09 |
| Taux d'emploi légal | | 5,40% | 5,95% | 6,11% |

A cet effet, la Ville de Montpellier se fixe pour objectif d'atteindre un taux d'emploi direct de 6,01%, à l'issue de la démarche de conventionnement.

3^{ème} Partie – La politique handicap et maintien dans l'emploi de la Ville de Montpellier

DEMARCHE DE CONVENTIONNEMENT DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier s'est engagée en 2013 dans une politique de prévention des risques professionnels visant à limiter les conséquences du travail sur la santé. Dans ce cadre, la Ville s'est attachée à mieux prendre en compte la situation des agents ayant des difficultés de santé au travail et faciliter le maintien dans l'emploi des agents confrontés à une situation de handicap.

Consciente du travail à réaliser et des enjeux, deux postes (réfèrent handicap et chargée de mobilité prioritaire) ont été créés en 2013 visant à prendre en charge les différents aspects du maintien dans l'emploi des personnels. Plusieurs axes d'amélioration ont été actés au moment du diagnostic et traités dans le cadre du plan d'actions. La convention avec le FIPHFP constitue ainsi une étape supplémentaire qui place la politique handicap et maintien dans l'emploi au cœur de la stratégie Ressources humaines.

Le projet de convention ci-après a été le fruit d'un travail paritaire impliquant nombre d'acteurs métiers (RH, directions opérationnelles et fonctionnelles, partenaires sociaux élus au CHS), projet présenté en CHS à 2 reprises :

- le diagnostic, le 26 juin 2014,
- le plan d'actions, le 30 septembre 2014.

1. Les objectifs poursuivis par la Ville à travers la formalisation de sa politique handicap

Les principaux objectifs poursuivis à travers la formalisation de la politique handicap de la Ville sont de :

- permettre à tout agent en situation de handicap d'intégrer la collectivité sur la base de ses compétences,
- compenser le handicap des agents et assurer des conditions de travail optimales à travers notamment la mobilisation de l'ensemble des aides du FIPHFP,
- renforcer l'accompagnement des agents en situation de handicap, notamment ceux inscrits dans un projet de reclassement professionnel,
- prévenir les situations d'usure au poste et d'anticiper les situations d'inaptitude dans un contexte de vieillissement des effectifs,
- poursuivre le recours à l'emploi indirect pour participer à l'insertion sociale des travailleurs handicapés sur le territoire.

Le plan d'actions présenté ci-après est organisé en 3 axes stratégiques répartis en 10 fiches qui permettront de renforcer la lisibilité des enjeux poursuivis par la Ville et contribueront à la mise en place d'une politique pérenne d'intégration du handicap au travail :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Fort de ce plan d'actions, la Ville de Montpellier mettra tout en œuvre pour atteindre un **taux d'emploi direct de 6,01%** à l'issue de la convention, notamment **grâce au recrutement de 18 travailleurs en situation de handicap dont 3 apprentis.**

2. L'organisation visant à assurer le suivi et le pilotage de la convention

L'organisation du projet a été travaillée dans le cadre d'un groupe de travail spécifique et identifiée comme un élément clé de la réussite de la convention ; elle constitue en soi le contenu de la fiche action n°1 de la convention.

Plusieurs décisions ont ainsi été prises en matière d'organisation pour en assurer la mise en œuvre.

- Le rôle de référent handicap sera tout d'abord institutionnalisé. Il sera l'interlocuteur privilégié auprès des agents en difficulté au poste de travail pour apporter les éléments d'informations nécessaires, favoriser les aménagements et les adaptations de poste, accompagner les personnels dans leur démarche en lien avec les acteurs internes au sein du service prévention mais également avec les partenaires externes.
- Elle aura également pour mission d'animer et de piloter le plan d'actions, de coordonner les différents acteurs, d'assurer le suivi budgétaire correspondant, d'animer les instances du projet et de faire le lien avec le FIPHFP. Elle s'appuiera dans son action sur une organisation spécifique :
 - un soutien administratif sur le suivi du recensement et des actes administratifs liés au conventionnement (poste en renfort octroyé par la Direction),
 - un groupe de référents métiers constitués d'experts techniques, réunis mensuellement, s'engageant à développer les actions en fonction des compétences internes à mobiliser (recrutement, achats/finances, communication, formation, accessibilité, chargée de mobilité prioritaire...) indépendamment des acteurs de la prévention associés au projet par nature (médecins de prévention, assistantes sociales du personnel, psychologue du travail),
 - le comité de pilotage mis en place au démarrage du projet verra sa composition étendue pour que chacun des axes du projet soit bien représenté et que les décisions et arbitrages soient pris rapidement. Ce comité se réunira trois fois par an.
- Par ailleurs, pour rapidement finaliser les procédures et le rôle de chacun dans le dispositif, 4 groupes de travail transversaux, pilotés par la référente handicap et le responsable du service prévention des risques professionnels ont été mis en place dès le mois d'octobre 2014 :
 - le recrutement et autres modalités d'intégration dans la collectivité,
 - le maintien dans l'emploi et reclassement,
 - la fiabilisation du processus de recensement en vue de la DOETH,
 - la mise en place d'un suivi financier, respectant les conditions d'utilisation du FIPHFP, et d'un fonctionnement adapté avec les achats et la finance par rapport aux marchés existants ou à créer.

Il est prévu que le chef du service Prévention et la chargée de mission handicap interviennent une fois par an devant le Comité de Direction pour présenter le bilan des actions engagées et à venir.

Des points d'information systématiques seront également réalisés en CHS pour répondre à la forte mobilisation des partenaires sociaux sur le sujet et faire état des résultats au fur et à mesure.

Par ailleurs, la ville présentera également son bilan chaque année au comité local.

AXE N°1 : L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DE LA POLITIQUE HANDICAP

Fiche action n°1 : Accompagner la mise en œuvre de la politique handicap et assurer le suivi de la convention

Fiche action n°2 : Porter institutionnellement la politique handicap et rendre le sujet compréhensible à tous

Fiche action n°3 : Professionnaliser les acteurs internes susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés

Fiche action n°4 : Développer le recours au secteur protégé

Fiche action N°1

Intitulé de l'action

Accompagner la mise en œuvre de la politique handicap et assurer le suivi de la convention

Éléments de contexte

Les orientations prises par la Ville de Montpellier depuis 2013 ont permis une meilleure prise en compte des problématiques de santé au travail. Un ergonomiste, en charge d'initier une politique handicap, ainsi qu'une chargée de mobilité prioritaire ont été recrutés.

L'équipe de professionnels constituant le service prévention, associée aux différents services RH, sont aujourd'hui en mesure de travailler de concert à la mise en place d'une politique handicap et maintien dans l'emploi structurée et efficiente.

Le partage des informations et le processus de décision entre les acteurs, à travers les réunions existantes, doivent être affinés pour plus d'efficacité, de transversalité et plus de fiabilité. La Ville devra en particulier s'astreindre, demain, à un suivi relativement fin des actions menées et de leurs résultats conformément aux engagements pris envers le FIPHP et les agents de la Ville.

A cet effet, nombre d'actions doivent aujourd'hui rentrer dans un dispositif formalisé pour que l'ensemble des énergies mobilisées donne les résultats escomptés à savoir, une meilleure prise en compte du handicap au travail et une ouverture des métiers de la Ville aux travailleurs handicapés.

Les partenaires sociaux, les cadres, les acteurs de la Direction des Ressources Humaines, tout service confondu, ont été intégrés tout au long de la démarche et ont contribué à la réalisation du plan d'action handicap de la Ville. Les agents ont également été mobilisés, y compris les bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Ce travail partenarial devra être préservé durant les 3 années pour assurer l'opérationnalité des actions, leur légitimité et évaluer leur résultat.

Objectifs visés

- Renforcer l'efficacité des dispositifs au bénéfice des BOE et de l'institution.
- Définir les rôles et missions de chacun pour que la politique handicap soit développée sur l'ensemble des axes du projet de convention.
- Se donner les moyens de mettre en place une politique ambitieuse et adaptée au contexte de la Ville de Montpellier.
- Organiser le suivi du projet et s'assurer du soutien d'un prestataire spécialisé à même d'interagir sur l'ensemble de la mise en œuvre du projet.

Nature de l'action

L'opérationnalité des dispositifs handicap

L'efficacité des procédures doit être recherchée pour mieux prendre en compte le handicap au travail et ses différentes facettes.

4 groupes de travail transversaux, pilotés par la référente handicap et le responsable du service prévention, vont être mis en place dès octobre 2014 pour finaliser les procédures et le rôle de chacun dans le dispositif :

- le recrutement et autres modalités d'intégration dans la collectivité,
- le maintien dans l'emploi et le reclassement,
- la fiabilisation du processus de recensement en vue de la DOETH,
- la mise en place d'un suivi financier, respectant les conditions d'utilisation des fonds du FIPHFP, et d'un fonctionnement adapté avec les achats et la finance par rapport aux marchés existants ou à créer.

Le pilotage opérationnel du projet de convention

L'ergonome assure pour le moment les missions de référent handicap mais le poste continue d'évoluer.

- Le rôle de réfèrent handicap, ergonome de formation, sera institutionnalisé. Elle aura pour mission de coordonner l'ensemble des axes du plan d'action, d'animer les instances du projet et de faire le lien avec le FIPHFP.
- Elle s'appuiera dans son action sur le responsable du service prévention et sur un agent récemment recruté (attaché) avec lequel elle constituera un binôme. La Ville, consciente des enjeux, a pris acte du renforcement de l'équipe dédiée.
- Cet agent aura pour responsabilité le suivi administratif et financier de la convention. Ainsi, il s'attachera à élaborer et exécuter les marchés publics induits par la convention FIPHFP, tiendra à jour l'ensemble des indicateurs et documents permettant de réaliser le bilan annuel du FIPHFP et de suivre l'atteinte des résultats attendus.
- Le binôme ainsi constitué avec la référente handicap aura aussi pour mission de mettre à jour la DOETH.

Les 2 assistantes administratives du service viendront en soutien autant que nécessaire.

Les indicateurs de suivi :

Le suivi des situations va être renforcé afin d'apporter une meilleure lisibilité des actions menées et de leurs résultats. Des indicateurs seront précisés dans chaque fiche action. Il tiendra lieu également d'apporter des indicateurs de suivi globaux :

- Suivi des BOE (entrées, sorties, motifs) et analyse de l'évolution du taux d'emploi
- Cartographie des BOE et typologie de handicap : %/nombre de BOE par catégorie
- Suivi des dépenses (par catégorie de dépenses et types d'aides)

La mise en œuvre des actions

Le déploiement d'une convention engage différents acteurs non hiérarchiquement rattachés à la référente handicap. Il est donc important d'assurer l'implication des acteurs qui, par leur expertise et leurs compétences, permettront l'atteinte des objectifs fixés pour chaque sujet.

La référente handicap supervisera ainsi spécifiquement l'avancement de la fiche action n°1, puis, chacune des autres fiches actions au côté d'un référent métier nommé spécifiquement.

Une fiche de mission sera rédigée en accord avec les directions fonctionnelles concernées, essentiellement RH, pour que cela soit intégré aux feuilles de route individuelles et au projet des services.

Ainsi, 10 référents métiers seront nommés :

- Un pour la communication : la Responsable du service Communication interne (fiche n° 2)
- Deux pour les ESAT/EA : le Responsable du Service Achats et Production Graphique et le Chef de Projet Handicap et Accessibilité (fiche n°4)
- Un pour les Finances : la Responsable du service Gestion Budgétaire et Comptable (fiches n°1 et n°4)
- Deux pour l'accessibilité : Responsable adjointe du service Gestion Active Propriété Sécurité et le Chef de Projet Handicap et Accessibilité (fiche n° 10)
- Un pour le recrutement : la responsable du Pôle Recrutement/Mobilité (fiche n° 5)
- Trois pour le maintien dans l'emploi : l'ergonome (référente handicap), la chargée de mobilité prioritaire et la psychologue du travail (fiches n° 6, 7 et 8)
- Deux pour la formation : la responsable formation pour les fiches n°3 et 9, accompagnée pour la fiche 9 de la chargée de mobilité prioritaire

Une réunion mensuelle entre les référents métiers et la référente handicap sera mise en place au démarrage de la convention. L'échéance mensuelle de cette réunion pourra être revue au fur et à mesure de l'avancement du projet. D'autres acteurs internes ou externes pourront être conviés à ces réunions. Cette réunion aura pour but d'initier les actions, de les co-construire et de préparer les comités de pilotage.

Le pilotage stratégique du projet

Le comité de pilotage sera composé des chefs de service RH, de la référente handicap, de la chargée de mobilité prioritaire, d'un assistant social et d'un médecin de prévention référents du projet, de la psychologue du travail, du responsable adjoint du service Gestion active du patrimoine et sécurité de la Direction architecture et immobilier, du chef de projet handicap et accessibilité à la Direction de la cohésion sociale, d'un représentant de la commande publique du DRH et du DGA en charge des Ressources humaines.

Ponctuellement, d'autres acteurs pourront y être associés, qu'ils soient internes ou externes à la collectivité.

Trois par an, ce comité sera réuni afin de valider les actions, arbitrer certains choix et suivre l'avancement des indicateurs. Un point trimestriel des dépenses sera également réalisé.

Le projet de convention fera également l'objet d'un point d'information systématique en Comité Hygiène et Sécurité avec, une fois par an, un focus sur la DOETH et la synthèse du bilan adressé au FIPHP.

Il est également prévu que le chef du service prévention et la référente handicap interviennent une fois par an devant le Comité de Direction pour présenter le bilan des actions engagées et à venir.

Le recours à un prestataire externe spécialisé dans le déploiement de politique handicap :

Conscient de la nécessité de bénéficier d'un soutien extérieur ponctuel sur la mise en œuvre des différents axes de la convention, la Ville de Montpellier souhaite faire appel à un prestataire extérieur. Cette aide permettra à la Ville de se maintenir dans une dynamique de confrontation positive dans la mise en œuvre des actions. Le cahier des charges sera affiné ultérieurement afin de mieux définir le champ d'intervention du prestataire choisi.

Nombre de personnes bénéficiaires

| Nombre total | Dont personnes handicapées |
|--------------|----------------------------|
| 3 977 | 191 |

Calendrier de mise en œuvre

| <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Mise en place de la fiche mission et désignation des référents métiers• Réunion mensuelle avec la référente handicap et les référents métiers• Animation des comités de pilotage (4 par an)• Bilan annuel en CHSCT, en Comité de direction et auprès du FIPHFP | <ul style="list-style-type: none">• Animation des comités de pilotage (4 par an)• Réunion mensuelle avec la référente handicap et les référents métiers• Bilan annuel en CHSCT, en Comité de direction et auprès du FIPHFP | <ul style="list-style-type: none">• Animation des comités de pilotage (4 par an)• Réunion mensuelle avec la référente handicap et les référents métiers• Bilan annuel en CHSCT, en Comité de direction et auprès du FIPHFP |

Budget prévisionnel (en €TTC)

| <i>Période</i> | <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> | <i>Total</i> |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 83 751 € | 83 751 € | 83 751 € | 251 253 € |
| Total demandé au FIPHFP | 27 975 € | 15 000 € | 24 000€ | 66 975 € |
| Total de l'action | 111 726 € | 98 751 € | 107 751 € | 318 228 € |

Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP

| Actions | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
|--|--|---|--|
| Accompagnement à l'élaboration du plan d'action handicap | 15 jours de prestation externe 865 € / jour TTC 15 * 865 = 12 975 € | | |
| Accompagnement à la mise en œuvre du projet handicap | 15 jours de prestation externe 1 000 € / jour TTC 15 * 1000 = 15 000 € | 15 jours de prestation externe 1000 € / jour TTC 15 * 1000 = 15 000 € | 14 jours de prestation externe 1000 € / jour TTC 14 * 1000 = 14 000 € |
| Evaluation du projet | | | 10 jours de prestation externe 1 000 € / jour TTC 10 * 1000 = 10 000 € |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- le déploiement, le pilotage et la coordination interne du projet et le lien avec le FIPHFP (échéances, actions, financement),
- l'animation et la coordination des réunions internes,
- la diffusion de l'information et la veille réglementaire,
- le suivi financier des actions,
- la réalisation des bilans annuels auprès des différentes instances du projet, du FIPHFP et du CHS.

Modalités de suivi et critères d'évaluation

Critères qualitatifs :

- Mise en place des outils d'évaluation et tableaux de bord
- Opérationnalité de l'aide à la mise en œuvre

Critères quantitatifs :

- Suivi des engagements globaux : suivi budgétaire, évolution du taux d'emploi
- Organisation des instances du projet

Fiche action N°2

| | |
|----------------------|---|
| Intitulé de l'action | Porter institutionnellement la politique handicap et rendre le sujet compréhensible de tous |
| Éléments de contexte | <p>Le service de la communication interne a été créé en 2008 et compte 2 agents. La communication interne s'appuie sur des vecteurs de communication dits classiques : le journal interne, l'intranet qui doit être refondu, le mail et quelques manifestations événementielles.</p> <p>La mobilisation RH autour du sujet depuis 2013 a conduit à la réalisation de 2 articles dans le journal interne et a fait l'objet d'une communication plus ciblée à travers différentes notes d'information RH à destination du personnel et de l'encadrement.</p> <p>Enfin, la démarche de conventionnement a été l'occasion depuis plusieurs mois d'initier et d'enrichir un dialogue avec les organisations syndicales, les cadres et agents de la collectivité à travers des rencontres individuelles et collectives, l'enquête interne, les tables rondes et les groupes de travail.</p> <p>D'une manière générale, le diagnostic a mis en exergue l'importance et la nécessité de soutenir la politique handicap par une communication régulière répondant aux enseignements du diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'importance et la crainte de la stigmatisation et la différence de perception face au handicap, notamment le handicap invisible,• l'image négative du reclassement, même si cela tend à s'améliorer avec les actions et interventions récentes de la DRH,• la non maîtrise du sujet par les cadres qui, à 71%, déclarent ne pas avoir les informations nécessaires pour accompagner un agent en situation de handicap et qui, pour une majorité d'entre eux, souhaiteraient bénéficier d'actions de formation/information,• la nécessité d'expliquer, d'informer les agents et les BOE eux-mêmes, qui, à 56%, estiment avoir besoin d'information en lien avec le handicap au travail. |
| Objectifs visés | <ul style="list-style-type: none">• Rendre lisible la politique handicap et faciliter l'accès à l'information par l'ensemble des professionnels de la Ville, quel que soit leur métier et leur site géographique.• Sensibiliser aux différentes typologies de handicap et dédramatiser les problématiques handicap au travail (compensation, maintien, reclassement). |

Le plan de communication présenté ci-après prend en compte les besoins des différentes populations identifiées, les outils de communication de la Ville, et s'appuie sur un facteur temps qui permettra de maintenir l'intérêt sur le projet durant les 3 années de la convention.

Année 2015

- Le projet de convention de la Ville de Montpellier passera en Comité local du FIPHFP le 27 novembre 2014. C'est à l'issue de ce comité que la convention sera validée. La Ville souhaite officialiser le portage politique de la convention handicap et prévoit, dès le mois de janvier, une signature officielle avec le Maire, les élus, un représentant du FIPHFP/Caisse des dépôts et les directeurs, à l'occasion de laquelle la presse sera conviée. Un communiqué de presse ou un dossier de presse viendra accompagner cet événement.
- Afin d'informer l'ensemble du personnel, il est prévu de faire un article dans le journal interne de décembre sur le diagnostic et les résultats du questionnaire et un numéro « hors-série » du journal interne en février 2015 pour présenter la convention, donner du sens au projet et expliquer les tenants et aboutissants de sa mise en œuvre.
- Une déclinaison créative respectant la charte graphique et une réflexion sur la sémantique autour du projet seront réalisées pour que la politique handicap puisse être identifiée à travers les années et les supports. La Ville souhaite développer un discours de vérité, non stigmatisant, rassurant et porté en lien avec la prévention des risques professionnels et les conditions de travail.
- Un point d'information en réunion d'encadrement (ensemble des directeurs et chefs de service) sera planifié afin d'expliquer les raisons d'être de cette politique et les moyens mis en œuvre pour faciliter le recrutement, l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Chaque année, un retour leur sera fait sur les dispositifs mis en œuvre, l'évolution du taux d'emploi, les enseignements des actions mises en place...
- De manière plus spécifique, la Ville souhaite réaliser 2 supports d'information pour répondre aux besoins des agents :
 - un « 3 volets » à destination de l'ensemble des agents, disponible au service prévention et à la DRH expliquant succinctement la politique handicap et précisant les contacts importants.
 - Un « 3 volets » à destination des travailleurs reconnus handicapés, disponible au service prévention et à la DRH expliquant succinctement leurs droits et les aides possibles.
 - un passeport individualisé remis aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi par le service prévention retraçant l'accès aux aides du FIPHFP et l'accompagnement spécifique mis en place. Ce support sera complété en 2016 des procédures RH.

Actions communes aux 3 années

- Indépendamment de toutes ces actions, la Ville souhaite s'appuyer sur le futur portail intranet et sur le journal interne pour, tout au long de l'année, illustrer, dédramatiser et enrichir la vision du handicap au travail, en mettant en avant des témoignages d'équipes, d'agents et de cadres.

- Afin de compléter son dispositif de communication, la Ville souhaite mettre en place, une fois par an, un ou plusieurs groupes d'échanges ouvert sur la base du volontariat à des agents et cadres, en situation de handicap ou non, pour alimenter les contenus des rédactionnels et partager leurs idées et expériences.

Année 2016

- Pour compléter le dispositif de formation visant à professionnaliser les acteurs internes, un guide à destination des cadres sera réalisé pour réunir l'ensemble des procédures et pratiques en matière de gestion du handicap au travail.
- La Ville souhaite également mettre en place, lors de la semaine pour l'emploi des personnes handicapées, une journée de sensibilisation au sein de l'Hôtel de Ville, qui serait itinérante par secteur. Afin d'annoncer ces événements, des supports spécifiques handicap et un affichage viendront promouvoir l'événement.
Ex. conférences, théâtre, exposition photographique, réalisation d'un film, ateliers de mise en situation

Année 2017

- La Ville souhaite réaliser, lors de la semaine pour l'emploi des personnes handicapées, une deuxième journée de sensibilisation au sein de l'Hôtel de Ville, qui serait là-encore itinérante par secteur. Afin d'annoncer ces événements, des supports spécifiques handicap et un affichage viendront promouvoir l'événement.
Ex. conférence, théâtre à la carte, exposition photographique

Par ailleurs, comme vu dans la fiche recrutement, la Ville va compléter son dispositif de sourcing de candidats en communiquant sur son site internet et sur ses offres d'emploi en ligne. De même, une réflexion sera engagée pour déterminer une stratégie de communication sur des sites ou salons de l'emploi spécialisés « handicap ».

La constitution d'un réseau d'écoles et de partenaires participera à faire connaître la politique de la Ville en faveur de l'intégration des personnes handicapées, à compétences égales.

Nombre de personnes bénéficiaires

| Nombre total | Dont personnes handicapées |
|--------------|----------------------------|
| 3 977 | 191 |

Calendrier de mise en œuvre

| Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
|--|---|---|
| Signature convention avec communiqué de presse Article puis Hors-série sur la convention 3 volets agents | Campagne d'affichage et de sensibilisation pour annoncer et soutenir l'événement itinérant Événement de sensibilisation en interne itinérant | Campagne d'affichage et de sensibilisation pour annoncer et soutenir l'événement itinérant Événement de sensibilisation en interne itinérant Insertion rédactionnel dans supports |

| | | |
|---|---|-----------|
| Réunion de cadres Passeport handicap BOE Insertion rédactionnel dans supports existants | Guide handicap cadres Insertion rédactionnel dans supports existants | existants |
|---|---|-----------|

| Budget prévisionnel (en € TTC) | | | | |
|--|------------|------------|------------|-----------|
| Période | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 | Total |
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 23 930 € | 21 280 € | 21 280 € | 66 490 € |
| Montant demandé au FIPHFP | 18 000 € | 28 000 € | 28 000 € | 74 000 € |
| Total de l'action | 41 930 € | 49 280 € | 49 280 € | 140 490 € |

| Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP | | | |
|---|---|---|--|
| Actions | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
| Création et conception des supports papiers, vidéos, affiche... | estimation 18 000 € soit 4,52 € / agent | Estimation évaluée à 8 000 € soit 2,01€ / agent | Estimation évaluée à 8 000 € soit 2,01€ / agent |
| Evénementiels itinérants | | Evénementiel itinérant Estimation évaluée à 20 000€ soit 5,02€ / agent | Evénementiel itinérant Estimation évaluée à 20 000 € soit 5,02€ / agent |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- Le pilotage et la coordination des actions
- La rédaction de tout ou partie des actions de communication dans les supports existants (intranet, internet)
- Impression des deux documents d'information (« 3 volets » à destination des agents et « 3 volets » à destination des agents reconnus travailleurs handicapés)
- L'animation des réunions et la mise en place des actions de sensibilisation

Modalités de suivi et critères d'évaluation

Indicateurs qualitatifs :

- Mise en place des outils de communication et des rédactionnels sur le handicap
- Mise en place des réunions et actions de sensibilisation

Indicateur quantitatif :

- Evolution du nombre de BOE

Fiche action N°3

| | |
|-----------------------------|---|
| Intitulé de l'action | Professionnaliser les acteurs internes susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés |
| Éléments de contexte | <p>La formation des personnes susceptibles d'être en relation avec les agents en situation de handicap est un levier essentiel visant à améliorer l'intégration des personnes handicapées à leur poste.</p> <p>Deux initiatives ont d'ailleurs été menées au sein de la collectivité visant à sensibiliser, par la formation, des agents de la Ville à l'accueil des administrés handicapés en Mairie et à l'accueil des enfants handicapés dans les écoles. Ces actions ont remporté un franc succès de l'avis des participants.</p> <p>La formation a ainsi été citée à plusieurs reprises dans le diagnostic comme nécessaire à la montée en compétences des acteurs internes pour une meilleure gestion des situations individuelles. Les besoins décrits sont alors pluriels :</p> <ul style="list-style-type: none">• sensibiliser aux différentes formes de handicap et travailler autour des représentations,• cerner le sujet d'un point de vue RH et réglementaire,• améliorer l'accompagnement des agents en situation de handicap. <p>RH, cadres, agents, partenaires sociaux, tous l'ont plébiscité comme un axe de sensibilisation et de partage de bonnes pratiques essentielles à une meilleure prise en compte du handicap au travail.</p> |
| Objectifs visés | <ul style="list-style-type: none">• Construire un cadre favorable au déploiement de la politique handicap de la Ville de Montpellier à travers un volet spécifique du plan de formation.• Développer de bonnes pratiques en matière de recrutement, d'intégration et de maintien dans l'emploi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi. |

Dans le cadre de la formation des acteurs, plusieurs populations cibles ont été identifiées avec différents niveaux de formation :

- l'ensemble des agents,
- les cadres tant dans leur rôle de recruteur que de manager,
- les tuteurs d'apprentis,
- les RH,
- les collègues travaillant avec un agent signant en LSF (agents des espaces verts, protocole, service prévention, COSQ),
- le comité de pilotage & le CHS.

D'une manière générale, les cadres accueillant des personnes en situation de handicap seront prioritaires au niveau de l'inscription aux sessions de formation.

De manière à créer une culture commune du handicap au travail, la Ville a souhaité mettre en place un socle de formation commun assorti de modules spécifiques.

La collectivité souhaite retravailler avec précision le cahier des charges de chacun des modules de manière pluridisciplinaire. Ainsi le groupe de travail formation sera réuni une nouvelle fois pour décider des modalités d'organisation possibles en lien avec le CNFPT.

Un module commun (N°1) « découverte du handicap »

Cibles : cadres, tuteurs d'apprentis en situation de handicap, service prévention et santé (formation rendue obligatoire) et ensemble du personnel (sur la base du volontariat)

Objectif pédagogique : partager une base de références commune au sein de la collectivité : cadre réglementaire, rôle et fonctionnement du FIPHFP, typologie de handicap, représentations, acteurs internes (session souhaitée mixte agents et cadres).

Durée : 0,5 jour

Organisation : 16 sessions sur 3 ans (6 en 2015, 6 en 2016 et 4 en 2017) à raison de 50 personnes par session soit 800 personnes formées

Un module (N°2) « recrutement et intégration d'un agent en situation de handicap »

Cibles : membres service RH et service prévention puis cadres recruteurs

Objectif pédagogique : recruter un travailleur en situation de handicap sur la base des compétences.

Durée : 2 jours

Organisation : 6 sessions sur 3 ans (1 en 2015 et 5 en 2017) à raison de 15 personnes par session soit 90 personnes formées

Un module (N°3) « maintenir et accompagner un agent en situation de handicap »

Cibles : membres service prévention et formation, chargée de mobilité prioritaire, puis cadres en situation d'accueil de BOE, puis agents en position d'encadrement

Objectif pédagogique : partager des pratiques communes visant à améliorer l'accompagnement et le maintien dans l'emploi des BOE par les cadres.

Durée : 2 jours

Organisation : 6 sessions sur 3 ans (1 en 2015, 2 en 2016 et 3 en 2017) à raison de 15 personnes par session soit 90 personnes formées

Un module (N°4) « Sensibilisation à la santé mentale, accompagnement de la personne souffrant de handicap psychique »

Cibles : membres du service prévention

Objectif pédagogique : Mieux accueillir et accompagner la personne présentant un handicap psychique

Durée : 4 jours

Organisation : 1 session de 15 personnes en 2016

Un module « Piloter une politique handicap »

Cibles : comité de pilotage et CHS

Objectif pédagogique : partager les enjeux, définir les indicateurs à suivre et valider les outils de pilotage

Durée : 1 jour

Nombre de sessions : 1 session de 40 personnes en 2015

Un module « Initiation LSF »

Cibles : collègues d'un agent malentendant, sourd ou muet

Objectif pédagogique : permettre à des collègues de communiquer sur des basics en LSF

Durée : 5 jours

Nombre de sessions : 1 session de 12 personnes en 2016

Nombre de personnes bénéficiaires

| Nombre total | Dont personnes handicapées |
|--------------|----------------------------|
| 1 047 | 0 |

Calendrier de mise en œuvre

| Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Module commun découverte du handicap Module recrutement Module maintien dans l'emploi Module pilotage politique handicap | <ul style="list-style-type: none"> Module commun découverte du handicap Module maintien dans l'emploi Module LSF Module handicap psychique | <ul style="list-style-type: none"> Module commun découverte du handicap Module recrutement Module maintien dans l'emploi |

Budget prévisionnel (en € TTC)

| Période | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 | Total |
|--|------------|------------|------------|-----------|
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 46 501 € | 54 834 € | 51 001 € | 152 336 € |
| Total demandé au FIPHFP | 9 600 € | 13 800 € | 13 600 € | 37 000 € |
| Total de l'action | 56 101 € | 68 634 € | 64 601 € | 189 336 € |

Modalités de calcul du financement

| Actions | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
|--|---|--|--|
| 1- module commun « découverte du handicap » | 6 sessions de 50 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 0,5j Soit $(6*50*40)/2 = 6\ 000\ €$ | 6 sessions de 50 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 0,5j Soit $(6*50*40)/2 = 6\ 000\ €$ | 4 sessions de 50 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 0,5j Soit $(4*50*40)/2 = 4\ 000\ €$ |
| 2- module « recrutement » | 1 session de 15 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 2 jours Soit $(1*15*40)*2 = 1\ 200\ €$ | | 5 sessions de 15 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 2 jours Soit $(5*15*40)*2 = 6\ 000\ €$ |
| 3- module « maintenir dans l'emploi et accompagner un agent en situation de handicap » | 1 session de 15 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 2 jours Soit $(1*15*40)*2 = 1\ 200\ €$ | 2 sessions de 15 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 2 jours Soit $(2*15*40)*2 = 2\ 400\ €$ | 3 sessions de 15 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 2 jours Soit $(3*15*40)*2 = 3\ 600\ €$ |
| 4- module « la prise en compte du handicap psychique » | | 1 session de 15 agents à raison de 40 euros / personne / jour sur 4 jours Soit $(1*15*40)*4 = 2\ 400\ €$ | |
| Un module d'une journée « Piloter une politique handicap » | 1 session de 40 agents à raison de 30 euros / personne / jour sur 1 jour Soit $1*40*30 = 1\ 200\ €$ | | |
| Un module de 5 jours « initiation LSF » | | 1 session de 12 agents à raison de 50 euros / personne / jour sur 5 jours Soit $(1*12*50)*5 = 3\ 000\ €$ | |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- Le temps passé à la recherche de prestataires, à la réalisation de cahier des charges
- Le temps passé sur l'ingénierie de formation
- Le coût des salaires des agents en formation
- Les formations prises en charge dans le cadre du 1% CNFPT

Modalités de suivi et critères d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de sessions de formation
- Nombre d'agents formés par type de formation

Indicateurs qualitatifs :

- Meilleure acceptation du handicap au travail
- Intégration facilitée des personnes handicapées

Fiche action N°4

| | |
|----------------------|---|
| Intitulé de l'action | Développer le recours au secteur protégé |
| Eléments de contexte | <p>Le recensement des dépenses déductibles a été réalisé pour la première fois pour la DOETH 2014. Il a été réalisé sur la base des connaissances du responsable de service Achat et production Graphique.</p> <p>Il est possible que le recensement de ces dépenses ne soit pas exhaustif, le logiciel Astres n'ayant pas catégorisé ce type de fournisseurs.</p> <p>Ainsi, en 2013, 46 612,18 € ont été dépensés auprès du secteur protégé pour des prestations d'entretien des espaces verts et des achats de fournitures de bureaux ou de produits d'entretien.</p> |
| Objectifs visés | <ul style="list-style-type: none"> • Construire un circuit d'information à même d'assurer la traçabilité des factures, en lien avec le dossier de conventionnement FIPHP et la DOETH, pour en assurer le complet recensement. • Avoir une meilleure connaissance des entreprises adaptées, des ESAT et de leurs activités. • Favoriser le recours aux marchés réservés avec les ESAT pour des prestations ponctuelles ou sur des prestations de montant limité. |
| Nature de l'action | <p>Le processus de traçabilité des dépenses déductibles doit être défini et formalisé afin que tous les acteurs impliqués dans les achats soient informés du souhait de mettre en œuvre un axe « emploi des personnes en situation de handicap » sur le territoire à travers le développement du recours aux entreprises du secteur protégé.</p> <p>Une réflexion devrait être initiée pour évaluer les besoins en prestations externes qui pourraient être confiées à des ESAT (numérisation, reprographie, recyclage, espaces verts...).</p> <p>Une réunion d'information à destination des directeurs et donneurs d'ordre de la Ville sera planifiée pour partager les enjeux poursuivis par l'accroissement du recours aux ESAT/EA et pour leur expliquer les modalités d'action (lot réservé, marché adapté...). Le service Achat et production Graphique, le service Gestion Budgétaire et Comptable ainsi que le Chargé de Projet Handicap et Accessibilité s'impliqueront dans la sensibilisation des acteurs au même titre que la Référente Handicap. Cette réunion pourrait être l'occasion de présenter les savoir-faire de l'ARESAT créé au 1^{er} juillet 2014 et rassemblant près de 30 ESAT de la région.</p> <p>La Ville a défini un montant minimum de dépenses à confier à des ESAT soit 50 000 euros la 1^{ère} année, 60 000 euros la 2^{ème} année et 70 000 euros la dernière année.</p> |

| Nombre de personnes bénéficiaires | |
|-----------------------------------|----------------------------|
| Nombre total | Dont personnes handicapées |
| 0 | 0 |

| Calendrier de mise en œuvre | | |
|---|---|---|
| Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
| Partenariats EA/ESAT Cartographie des ESAT/EA et prestations externalisées Réunion d'information des directeurs et chefs de service pour promouvoir le recours au secteur protégé | Partenariats EA/ESAT Cartographie des ESAT/EA et prestations externalisées | Partenariats EA/ESAT Cartographie des ESAT/EA et prestations externalisées |

| Budget prévisionnel (en € TTC) | | | | |
|---|------------|------------|------------|-----------|
| Période | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 | Total |
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 50 667 € | 60 667 € | 70 667 € | 182 001 € |
| Montant demandé au FIPHP | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Total de l'action | 50 667 € | 60 667 € | 70 667 € | 182 001 € |
| Restent à la charge de la Ville de Montpellier : <ul style="list-style-type: none"> La recherche de prestataires et de nouvelles possibilités de développer les achats responsables La réalisation de marchés réservés La promotion de la démarche auprès des directions détenant un budget de fonctionnement | | | | |

| | |
|---|--|
| Modalités de suivi et critères d'évaluation | Indicateur quantitatif : |
| | <ul style="list-style-type: none"> Montant annuel de dépenses déductibles liées à l'emploi indirect |

AXE N°2 : DU RECRUTEMENT A LA REUSSITE DE L'INTEGRATION DURABLE DES AGENTS EN SITUATION DE HANDICAP

Fiche action n°5 : Recruter et intégrer durablement des travailleurs handicapés au sein de la Ville de Montpellier sur la base de leurs compétences

Fiche action n°6 : Anticiper les besoins en termes d'aménagement de poste de travail des personnes en situation de handicap nouvellement recrutées

Fiche action N°5

**Intitulé de
l'action**

Recruter et intégrer durablement des travailleurs handicapés au sein de la Ville de Montpellier sur la base de leurs compétences

**Éléments de
contexte**

La Ville de Montpellier ne bénéficie pas encore de données précises en lien avec le recrutement de personnes en situation de handicap, celle-ci n'ayant pas encore intégré cette problématique dans sa stratégie de recrutement et ne bénéficiant pas à ce jour d'outils statistiques en la matière.

La ville a cependant favorisé l'emploi des travailleurs en situation de handicap par le recours aux emplois d'avenir permettant à 4 BOE d'intégrer la collectivité en 2013. Les contrats ont été signés pour une période de 3 ans et aucun autre ne sera signé durant la convention. Un agent a également été recruté via l'article 38 sur cette même période. Par ailleurs, plusieurs stagiaires en situation de handicap intègrent les services de la Ville régulièrement.

Sur les 3 dernières années, plus de 50% des recrutements sur poste vacant portent principalement sur les métiers d'adjoint technique, d'ATSEM, d'auxiliaire de puériculture et de puéricultrice soit des métiers physiques ou avec des conditions de diplôme obligatoire. Les postes d'adjoints administratifs et d'attachés représentent quant à eux, entre 10 et 12% des volumes de recrutement. Cette tendance pour les 3 prochaines années sera similaire. Par ailleurs, il est à noter que 80% des recrutements réalisés sont statutaires ce qui limite les possibilités d'intégrer la collectivité si l'on n'est pas déjà titulaire.

La Ville de Montpellier s'inscrit également dans une logique de maîtrise de ses effectifs, les créations de poste seront limitées sur les 3 prochaines années. Dans ce cadre, la collectivité prévoit un volume de recrutements sur poste vacant de 100 agents par an, base sur laquelle sa réflexion a été menée.

Aujourd'hui, la collectivité souhaite que le recrutement direct de travailleurs en situation de handicap devienne un axe stratégique de sa politique, au même titre que l'engagement pris à l'égard des agents inscrits dans un parcours de mobilité prioritaire. Les deux logiques devront coexister de manière à favoriser l'intégration durable des travailleurs handicapés dans leur poste, et sur la base de leurs compétences.

Objectifs visés

- Intégrer le handicap au processus de recrutement et d'intégration.
- Informer et former les acteurs internes à l'intégration et au suivi d'un agent en situation de handicap.
- Développer les partenariats et élargir les sources de recrutement en communiquant davantage à l'externe sur les métiers de la collectivité.
- Favoriser l'accès à l'emploi par le biais de l'apprentissage.

Un objectif d'intégration de travailleurs en situation de handicap :

La Ville de Montpellier se fixe comme objectif le recrutement de 18 travailleurs en situation de handicap d'ici la fin de sa convention dont 3 apprentis.

La collectivité souhaite, pour atteindre ses engagements, retravailler son processus de recrutement pour ensuite diversifier ses canaux et réseaux de communication habituels.

L'adaptation de la procédure de recrutement et la mise en place d'indicateurs de suivi :

La réflexion débutée pendant les groupes préparatoires a permis de dégager les grandes lignes de ce travail qui restera à formaliser et perfectionner en lien avec les acteurs internes d'ici au conventionnement (cf. fiche organisation).

Le processus de recrutement devra ainsi intégrer les fondamentaux suivants :

- S'appuyer sur un principe irrévocable qui met la compétence au cœur de tout le dispositif quelle que soit la personne recrutée, gage d'une politique RH basée sur des valeurs d'équité et de non-discrimination, et facteur clé de l'intégration réussie de tous les agents en situation de handicap recrutés à l'avenir.
- Présenter systématiquement aux travailleurs reconnus handicapés la politique handicap lors des entretiens d'embauche.
- Coordonner les acteurs du recrutement de manière à prévoir la visite médicale d'aptitude et la rencontre du référent handicap, avant toute validation définitive au poste.
- Retravailler les modèles de fiche de poste en détaillant les conditions d'exercice afin de donner tous les éléments nécessaires à un candidat pour se projeter et se positionner en toute connaissance de cause.
- Apporter une attention particulière et une analyse détaillée aux candidatures de personnes en situation de handicap et créer un vivier de candidatures.
- Permettre aux cadres de se focaliser sur les compétences pendant le processus de recrutement en laissant l'analyse des contre-indications et limitations au poste ainsi que les possibilités d'aménagement du poste au médecin de prévention et à la référente handicap.
- Intégrer la durée nécessaire à la mise en place de l'aménagement de poste avant de déterminer la date d'arrivée dans le service.
- Prévoir l'accueil et l'intégration dans le service en lien avec l'agent nouvellement recruté, le cadre et l'équipe.
- Systématiser le suivi des BOE nouvellement recrutés avec une évaluation à 3/6/9 mois quel que soit le type de recrutement (article 38...).

L'efficacité poursuivie dans la refonte du processus de recrutement dépendant également de la capacité des acteurs internes à intégrer la dimension handicap dans leurs pratiques, la Ville prévoit de mettre en place des actions de sensibilisation et de formation à l'attention des cadres et des recruteurs. Celles-ci auront pour objet d'assurer un traitement équitable des candidatures et de mener des entretiens dans le respect de la non-discrimination.

Une sensibilisation des candidats sur les métiers d'agent d'entretien, d'auxiliaire de puériculture et d'ATSEM sera réalisée lors du recrutement afin de promouvoir les évolutions métiers possibles et sensibiliser sur les facteurs de pénibilité et l'importance de la prévention des risques.

Les autres formes d'intégration de personnes en situation de handicap :

La ville souhaite démultiplier les opportunités d'intégrer des travailleurs ou étudiants en situation de handicap que ce soit ponctuellement ou durablement. En parallèle de cette démarche, le tutorat sera mis en place afin de professionnaliser les agents se portant volontaires pour suivre la bonne intégration des personnes en situation de handicap. Au-delà de la formation au handicap des tuteurs, la valorisation de leur implication est ressortie comme étant un facteur clé de réussite. La communication devra s'en faire le relai.

- **Les contrats d'avenir :**

La Ville a récemment intégré 5 contrats d'avenir en situation de handicap mais ne prévoit pas d'en intégrer d'autres sur les 3 prochaines années. Elle espère pouvoir recruter 2 d'entre eux à l'issue de leur contrat.

- **Les contrats d'apprentissage :**

La Ville compte recourir à l'apprentissage, encore peu développé à l'échelle de la collectivité. Ainsi, seront étudiés les besoins des directions et les formations ouvertes à l'apprentissage de personnes en situation de handicap.

- **Les stages :**

De nombreux jeunes ont réalisé des stages au sein des services de la Ville sans que ce soit recensé. Au même titre que l'apprentissage, les terrains de stage proposés continueront à être ouverts à tout candidat porteur de handicap.

- **Le recours à du personnel d'ESAT sur site (prestation):**

Il est envisagé de réfléchir à la possible intégration de salariés d'ESAT pour réaliser certaines prestations et étudier la possibilité du recrutement.

La communication sur la politique handicap de la Ville :

Afin de faire connaître son action en faveur du recrutement de professionnels en situation de handicap, la collectivité souhaite travailler un plan de communication de recrutement sur 3 ans.

Elle va pour cela s'attacher à déterminer ses besoins en matière de recrutement pour ensuite identifier les écoles ou formations accessibles aux travailleurs en situation de handicap.

EX : mécanicien automobile, électricien, menuisier, plombier, projectionniste, chauffagiste

Plusieurs pistes seront explorées concomitamment sur 3 ans :

- la création d'un réseau de partenaires spécialisés (cap emploi, CRP, associations locales d'insertion, écoles, universités etc),
- la diffusion de la politique handicap menée par la Ville sur Internet et sur l'ensemble des postes proposés à l'externe,
- la promotion de la politique handicap sur les sites emplois spécialisés, les salons et/ou manifestations de recrutement (semaine pour l'emploi des personnes handicapées, forums emploi...). *La Ville souhaite ainsi être présent en tant qu'employeur en novembre 2014 au forum Handijob qui se déroulera à l'Hôtel de Ville,*

- l'intégration de la mention RQTH dans la fiche de candidature en ligne (mise en place à l'été 2014) et la demande d'aménagement lors des entretiens (courrier de convocation),
- l'intégration de la politique handicap dans le livret d'accueil de l'agent lorsqu'il sera rediffusé et dans l'ensemble des démarches d'intégration d'un stagiaire, apprenti...

Nombre de personnes bénéficiaires

| Nombre total | Dont personnes handicapées |
|--------------|----------------------------|
| 21 | 18 |

Calendrier de mise en œuvre

| <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> |
|--|--|--|
| Recrutement de 6 BOE dont : <ul style="list-style-type: none"> • 1 apprenti | Recrutement de 6 BOE dont : <ul style="list-style-type: none"> • 2 apprentis dont 1 nouveau | Recrutement de 6 BOE dont : <ul style="list-style-type: none"> • 2 apprentis dont 1 nouveau |

Budget prévisionnel (en € TTC)

| <i>Période</i> | <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> | <i>Total</i> |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 5 500 € | 4 500 € | 4 500 € | 14 500 € |
| Total demandé au FIPHFP | 17 897€ | 36 269 € | 38 269 € | 92 435 € |
| Total de l'action | 23 397 € | 40 769 € | 42 769 € | 106 935 € |

| Modalités de calcul du financement | | | |
|---|---|--|---|
| Actions | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
| Apprentissage (pour 3 apprentis) | 1 apprenti (1^{ère} année) Formation Soit 5 000 € / an | 1 apprenti (1^{ère} année) et 1 apprenti (2^{ème} année) Formation Soit 5 000 € /an $5\,000 * 2 = 10\,000\text{ €}$ | 1 apprenti (1^{ère} année) et 1 apprenti (2^{ème} année) Formation Soit 5 000 € /an $5\,000 * 2 = 10\,000\text{ €}$ |
| | 1 apprenti (1^{ère} année) Versement d'une indemnité représentant 80% du coût salarial annuel chargé par année d'apprentissage (coût moyen niveau V) 7 048 € | 1 apprenti (1^{ère} année) et 1 apprenti (2^{ème} année) Versement d'une indemnité représentant 80% du coût salarial annuel chargé par année d'apprentissage (coût moyen niveau V) $7.048\text{ €} * 2 = 14\,096\text{ €}$ | 1 apprenti (1^{ère} année) et 1 apprenti (2^{ème} année) Versement d'une indemnité représentant 80% du coût salarial annuel chargé par année d'apprentissage (coût moyen niveau V) $7.048\text{ €} * 2 = 14\,096\text{ €}$ |
| | 1 apprenti Aide à la formation 1 525 euros / apprenti $1\,525 * 1 = 1\,525\text{ €}$ | 1 apprenti Aide à la formation 1 525 euros / apprenti $1\,525 * 1 = 1\,525\text{ €}$ | 1 apprenti Aide à la formation 1 525 euros / apprenti $1\,525 * 1 = 1\,525\text{ €}$ |
| Rémunération de la fonction de tuteurs dans le cadre de l'accompagnement d'apprentis | 1 tuteur / an à raison de 188 heures / an / tuteur 23 € / heure / tuteur $(23 * 188) * 1 = 4\,324\text{ €}$ | 2 tuteurs / an à raison de 188 heures / an / tuteur 23€ / heure / tuteur $(23 * 188) * 2 = 8\,648\text{ €}$ | 2 tuteurs / an à raison de 188 heures / an / tuteur 23€ / heure / tuteur $(23 * 188) * 2 = 8\,648\text{ €}$ |
| Aménagement de postes apprentis ou stagiaires | | 1 poste sur une moyenne de 2 000 € /poste $2\,000 * 1 = 2\,000\text{ €}$ | |
| Dispositif Emplois d'avenir | | | Prime à l'insertion durable $2 * 2\,000\text{ €} = 4\,000\text{ €}$ |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- la réflexion et la formalisation des procédures de recrutement et la tenue de statistiques de suivi des résultats,
- le temps passé à rencontrer et nouer des partenariats externes en lien avec l'insertion des travailleurs en situation de handicap,
- la participation des RH à des forums emplois, manifestations externes,
- le coût des actions de communication de recrutement (forums emplois, achats d'espace...),
- l'information et la sélection des tuteurs,
- les autres frais liés à la formation des contrats d'avenir et à l'intégration de stagiaires de plus de 2 mois.

**Modalités de suivi
et critères
d'évaluation****Critères quantitatifs :**

- Statistiques emploi de BOE, nombre de candidatures reçues, taux de transformation...
- Nombre de BOE recrutés ou intégrés (via l'article 38, l'apprentissage, les contrats d'avenir, stages...)

Critères qualitatifs :

- Elaboration du processus de recrutement et d'intégration de travailleurs en situation de handicap.
- Création d'un réseau de partenaires externes pour sourcer les candidats handicapés.
- Suivi de l'intégration des apprentis et des nouveaux agents handicapés pour s'assurer de la réussite, sur le long terme, des recrutements réalisés.

Fiche action N°6

| | |
|-----------------------------|---|
| Intitulé de l'action | Anticiper les besoins en termes d'aménagement de poste des personnes en situation de handicap nouvellement recrutées |
|-----------------------------|---|

| | |
|-----------------------------|---|
| Éléments de contexte | <p>La collectivité a intégré peu d'agents en situation de handicap, ou n'en avait pas la visibilité, compte tenu du fait que sa procédure de recrutement n'intégrait pas cette dimension.</p> <p>Avec la refonte du processus, la Ville de Montpellier souhaite prévoir et anticiper la mise en place d'aménagement tant en phase amont du recrutement, qu'en phase aval, pour permettre aux agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi d'intégrer leur poste dans les meilleures conditions possibles.</p> <p>La Ville s'engage à recruter 18 personnes en situation de handicap au cours des 3 prochaines années pour lesquelles des aménagements peuvent être rendus nécessaires.</p> |
|-----------------------------|---|

| | |
|---------------------------|--|
| Objectifs visés | <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'emploi et l'amélioration des conditions de travail des agents nouvellement recrutés • Assurer la réussite et la pérennité de l'intégration des professionnels handicapés au même titre que l'ensemble des agents. |
| Nature de l'action | <p>La Ville de Montpellier souhaite adapter au mieux les postes de travail des agents nouvellement recrutés au sein de ses services.</p> <p>La nouvelle procédure de recrutement prendra ainsi en compte l'anticipation nécessaire à la mise en place d'un aménagement de poste ou à la mobilisation d'aides techniques individuelles pour que l'intégration se fasse dans les meilleures conditions possibles dès l'arrivée de l'agent.</p> <p>Indépendamment de la prise en compte de l'aménagement du poste, une réflexion va s'engager afin de réfléchir à l'accueil en général des agents en situation de handicap.</p> <p><u>3 demandes d'aménagement</u> sont prévues sur les 18 recrutements prévisionnels réalisés sur la durée de la convention.</p> |

| Nombre de personnes bénéficiaires | |
|-----------------------------------|----------------------------|
| Nombre total | Dont personnes handicapées |
| 3 | 3 |

| Calendrier de mise en œuvre | | |
|---|---|---|
| <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> |
| Aides techniques et humaines détaillées ci-dessous (plusieurs aides bénéficient parfois à une personne) | Aides techniques et humaines détaillées ci-dessous (plusieurs aides bénéficient parfois à une personne) | Aides techniques et humaines détaillées ci-dessous (plusieurs aides bénéficient parfois à une personne) |

| Budget prévisionnel (en €TTC) | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| <i>Période</i> | <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> | <i>Total</i> |
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 2 500 € | 2 500 € | 2 500 € | 7 500 € |
| Total demandé au FIPHFP | 4 800 € | 6 300 € | 2 000 € | 13 100 € |
| Total de l'action | 7 300 € | 8 800 € | 4 500 € | 20 600 € |

| Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP | | | |
|--|--|---|--|
| <i>Actions</i> | <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> |
| Etude ergonomique interne | 1 étude ergonomique interne sur la base de 1300 €/étude soit 1*1300 € = 1 300 € | 1 étude ergonomique interne sur la base de 1300 €/étude soit 1*1300 € = 1 300 € | |
| Aménagement de poste (recrutement) | 1 mobilier adapté sur la base de 3 500 €/mobilier soit 1*3 500 = 3 500 € | | |
| | | 1 équipement lieu de travail sur la base de 5 000 €/équipement soit 1*5000 € = 5 000 € | |
| | | | 1 outil pour déficient auditif à raison de 2000 €/aménagement soit 1*2000 € = 2 000 € |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- le temps nécessaire au suivi des situations individuelles,
- la coordination des différents interlocuteurs,
- la recherche de prestataires et mise en place de partenariats et /ou de marchés si nécessaire,
- le supplément financier à la charge de la collectivité si l'aide individuelle sollicitée dépasse les plafonds autorisés par le FIPHFP.

**Modalités de suivi et
critères d'évaluation**

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'agents ayant bénéficié d'aides techniques ou humaines
- Nombre et coûts des aides techniques et humaines mises en place

Indicateurs qualitatifs :

- Qualité des aménagements mis en place
- Délai de mise en œuvre des aides

AXE N°3 : LA MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DES LEVIERS DISPONIBLES DANS LE CADRE DU MAINTIEN DANS L'EMPLOI

Fiche action n°7 : Améliorer les conditions de travail du personnel en situation de handicap déjà présent dans les effectifs

Fiche action n°8 : Faciliter l'accompagnement des agents souffrant de troubles psychiques, mentaux ou cognitifs

Fiche action n°9 : Faire de la formation un levier à part entière du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap

Fiche action n°10 : Rendre accessible l'environnement de travail au profit des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Fiche action N°7

Intitulé de l'action

Améliorer les conditions de travail du personnel en situation de handicap déjà présent dans les effectifs

Éléments de contexte

Aujourd'hui, le service prévention est composé d'une équipe pluridisciplinaire à même de prendre en charge les différents aspects de la santé au travail pour les agents de la Ville.

L'équipe constituée de médecins de prévention, d'assistantes sociales du personnel, d'un ergonome, d'une psychologue du travail et d'un ingénieur santé et sécurité s'est ainsi organisée pour identifier et accompagner les situations individuelles nécessitant un aménagement et/ou un reclassement professionnel.

Dans ce cadre, la procédure d'aménagement des postes a été mise en place en 2013. Ce travail de formalisation a permis de nouer un partenariat efficient avec le Sameth et avec d'autres associations spécialisées dans le handicap. Depuis 2013, 25 études et demandes d'aides individuelles ont ainsi été réalisées, ou sont en cours, pour un montant global proche de 14 000 €. Il est à noter que ce montant est sous-évalué car certaines actions sont directement financées par les services.

Force est de constater que les besoins en aménagement de poste vont être croissants car le diagnostic a permis d'identifier de fortes attentes, notamment sur les métiers techniques ou à fortes sollicitations physiques. L'ergonome interne est en mesure d'intervenir mais compte tenu du flux, le recours à un prestataire externe permettrait de cibler son intervention sur des situations complexes, dans des délais raisonnables.

Par ailleurs, un meilleur recensement des BOE devrait contribuer à mieux considérer leurs besoins eu égard à leur environnement de travail.

Objectifs visés

- Promouvoir l'ensemble du dispositif maintien dans l'emploi mis en place par la Ville.
- S'appuyer sur un réseau de partenaires externes pour donner de l'objectivité au dispositif et faire face au volume de situations à venir.
- Prévenir l'évolution et/ou l'aggravation des situations de difficulté au poste de travail pour raison de santé par le recours aux aides techniques et humaines.
- Améliorer les conditions de vie et de travail des BOE et des agents en restriction d'aptitude.

La formalisation du processus de maintien dans l'emploi :

Afin de parfaire le processus de maintien dans l'emploi mis en place, la collectivité va s'attacher à mettre en œuvre plusieurs actions :

Nature de l'action

- la formalisation des différentes étapes de la démarche de maintien dans l'emploi : du simple aménagement de poste au reclassement professionnel et à la définition du rôle des acteurs impliqués,
- le développement d'outils de communication (plaquette, dossier individuel...) et de suivi (tableaux de bord) pour faciliter la mise en œuvre des actions,
- la mise en place d'un entretien annuel avec le référent handicap ou une personne du service prévention pour prendre en compte les éventuelles évolutions des situations individuelles,
- le recensement des postes aménagés pour une analyse des situations par direction et département, pour avoir une vision des possibilités d'intégration de nouveaux BOE,
- l'identification de passerelles métiers pour les métiers dits « sensibles », c'est-à-dire à fortes sollicitations physiques ou psychiques : détermination des métiers (statistiques à l'appui : absentéisme, âge, ancienneté au poste, restrictions d'aptitude, postes aménagés...), développement de parcours de formation pour favoriser l'employabilité de ces agents et faciliter, à terme, leur éventuel reclassement professionnel,
- une réflexion systématique sur les investissements (matériels, mobiliers...) avec l'intégration de l'ergonome afin de diminuer autant que faire se peut l'impact du travail sur l'homme, en particulier sur les métiers « sensibles »,
- la mise en place d'un suivi financier des actions engagées, dans le respect des règles du FIPHFP,
- la formalisation de nouveaux partenariats et /ou l'élaboration de marchés lorsque cela s'avérera nécessaire.

Le maintien des capacités professionnelles des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi :

L'aménagement organisationnel du poste est incontournable et sera toujours envisagé au regard des contraintes de service ; les mesures d'aménagement d'horaires ou d'organisation du travail pourront être mises en place après une réflexion engagée avec le cadre, la référente handicap et le médecin de prévention.

- Réalisation de 67 études ergonomiques sur les 3 ans soit 45 (Sameth), 7 (en interne), 15 (autres prestataires extérieurs).
- 49 adaptations de poste (bureautiques, techniques, fauteuils ergonomiques, achats de logiciel spécifique) sur 3 ans.
- Mise en place du télétravail pour 1 agent sur 3 ans.

Les aménagements pour améliorer les conditions de travail des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi :

- Convention avec une association d'accompagnement à la mobilité pour favoriser les déplacements domicile-travail des agents à mobilité réduite : 1 agent sur les 2

dernières années de la convention

- Recours à l'interprétariat et codage lors des manifestations, des réunions, des formations, des évaluations professionnelles : 7 agents
- Surcoût de l'aménagement d'1 véhicule professionnel

Les aménagements pour améliorer les conditions de vie des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi :

- Aides aux appareillages : 12 prothèses et/ou orthèses sur 3 ans.
- Le surcoût de l'achat d'un fauteuil roulant en 1^{ère} année de convention.
- Aménagement ou adaptation de 2 véhicules personnels sur 3 ans utilisés à des fins professionnelles.
- Il est prévu une aide sociale pour le déménagement d'un agent en 1^{ère} année.

Nombre de personnes bénéficiaires

| Nombre total | Dont BOE |
|--------------|----------|
| 191 | 75 |

Calendrier de mise en œuvre

| Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
|--|--|--|
| Aides techniques et humaines détaillées ci-après (plusieurs aides bénéficient parfois à un même agent) | Aides techniques et humaines détaillées ci-après (plusieurs aides bénéficient parfois à un même agent) | Aides techniques et humaines détaillées ci-après (plusieurs aides bénéficient parfois à un même agent) |

Budget prévisionnel (en € TTC)

| Période | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 | Total |
|--|------------|------------|------------|-----------|
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 41 524 € | 41 524 € | 41 524 € | 124 572 € |
| Total demandé au FIPHFP | 135 755 € | 167 010 € | 141 105 € | 443 870 € |
| Total de l'action | 177 279 € | 208 534 € | 182 629 € | 568 442 € |

Modalités de calcul du financement demandé au FIPHP

| Actions | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
|---------------------------------|--|--|--|
| Adaptation de poste (entretien) | 15 études ergonomiques externes réalisées par le SAMETH HORS BUDGET CONVENTION | 15 études ergonomiques externes réalisées par le SAMETH HORS BUDGET CONVENTION | 15 études ergonomiques externes réalisées par le SAMETH HORS BUDGET CONVENTION |
| | 5 études ergonomiques externes sur la base de 4 000 €/étude soit $5 \times 4\,000 \text{ €} = 20\,000 \text{ €}$ | 5 études ergonomiques externes sur la base de 4 000 €/étude soit $5 \times 4\,000 \text{ €} = 20\,000 \text{ €}$ | 5 études ergonomiques externes sur la base de 4 000 €/étude soit $5 \times 4\,000 \text{ €} = 20\,000 \text{ €}$ |
| | 2 études ergonomiques internes sur la base de 1 300 €/étude soit $2 \times 1\,300 \text{ €} = 2\,600 \text{ €}$ | 2 études ergonomiques internes sur la base de 1 300 €/étude soit $2 \times 1\,300 \text{ €} = 2\,600 \text{ €}$ | 3 études ergonomiques internes sur la base de 1 300 €/étude soit $3 \times 1\,300 \text{ €} = 3\,900 \text{ €}$ |
| | 7 fauteuils ergonomiques sur la base de 1 500 €/ fauteuil soit $7 \times 1\,500 = 10\,500 \text{ €}$ | 7 fauteuils ergonomiques sur la base de 1 500 €/ fauteuil soit $7 \times 1\,500 = 10\,500 \text{ €}$ | 7 fauteuils ergonomiques sur la base de 1 500 €/ fauteuil soit $7 \times 1\,500 = 10\,500 \text{ €}$ |
| | 3 mobiliers adaptés sur la base de 6000 € /mobilier soit $3 \times 6000 = 18\,000 \text{ €}$ | 4 mobiliers adaptés sur la base de 6000 € /mobilier soit $4 \times 6000 = 24\,000 \text{ €}$ | 3 mobiliers adaptés sur la base de 6000 € /mobilier soit $3 \times 6000 = 18\,000 \text{ €}$ |
| | Achat de 7 équipements tablettes pour personne malentendante de 2000 €/équipement web sourd $7 \times 2\,000 \text{ €} = 14\,000 \text{ €}$ | | |
| | Abonnement web sourd Base 6000 € pour 168h/an par agent Pour 7 agents sur 9 mois $= (7 \times 6000 \text{ €}) \times 3/4 = 31\,500 \text{ €}$ | Abonnement web sourd Base 6000 € pour 168h/an par agent Pour 7 agents sur 12 mois $= 7 \times 6000 \text{ €} = 42\,000 \text{ €}$ | Abonnement web sourd Base 6000 € pour 168h/an par agent Pour 7 agents sur 12 mois $= 7 \times 6000 \text{ €} = 42\,000 \text{ €}$ |
| | 3 équipements du lieu de travail sur la base de 6000 € /équipement soit $3 \times 6000 = 18\,000 \text{ €}$ | 4 équipements du lieu de travail sur la base de 6000 € /équipement soit $4 \times 6000 = 24\,000 \text{ €}$ | 3 équipements du lieu de travail sur la base de 6000 € /équipement soit $3 \times 6000 = 18\,000 \text{ €}$ |
| | | 1 outil pour déficient visuel à raison de 5 000 €/outil soit $1 \times 5\,000 = 5\,000 \text{ €}$ | |
| | 1 surcoût pour un fauteuil roulant déduction faite des rbt de la SS, mutuelle et autres Soit $1 \times 4000 \text{ €} = 4\,000 \text{ €}$ | | |
| | 4 prothèses/orthèses sur la base de 2 000 € la paire déduction faite des rbt de la SS, mutuelle et autres Soit $4 \times 2\,000 = 8\,000 \text{ €}$ | 4 prothèses/orthèses sur la base de 2 000 € la paire déduction faite des rbt de la SS, mutuelle et autres Soit $4 \times 2\,000 = 8\,000 \text{ €}$ | 4 prothèses/orthèses sur la base de 2 000 € la paire déduction faite des rbt de la SS, mutuelle et autres Soit $4 \times 2\,000 = 8\,000 \text{ €}$ |
| | Surcoût aménagement de 1 véhicule professionnel | | |

| | | | |
|--|---|---|---|
| | 1* 5 000 = 5 000 € | | |
| | | Surcoût pour l'aménagement de 1 véhicule personnel 1* 5 000 = 5 000 € | Surcoût pour l'aménagement de 1 véhicule personnel 1* 5 000 = 5 000 € |
| | | 1 demande / an de transport domicile travail avec une moyenne de 8 000€ /agent /an soit 185 A/R X 43,24 € /jour par agent Soit 1*8 000 = 8 000 € | 1 demande / an de transport domicile travail avec une moyenne de 8 000€ /agent /an soit 185 A/R X 43,24 € /jour par agent Soit 1*8 000 = 8 000 € |
| Situation de télétravail | | 1 poste (coût d'acquisition, d'investissement, d'aménagement) = 8 000 € Etudes préalables d'aménagement = 3 500 € Coûts d'abonnement et de maintenance pour 1 poste = 2 000 € | Coûts d'abonnement et de maintenance pour 1 poste = 2 000 € |
| Frais liés au déménagement d'une personne en situation de handicap | Frais liés au déménagement dans la limite de 765 € TTC / agent 1 * 765 € = 765 € | | |
| Traduction LSF sur site à raison de 55€TTC / h | 18h d'interprétariat en LSF à raison pour 7 agents dans la limite de 55€ TTC/h 18*55 =990 € | 22h d'interprétariat en LSF à raison pour 7 agents dans la limite de 55€ TTC/h 22*55 =1 210 € | 31h d'interprétariat en LSF à raison pour 7 agents dans la limite de 55€ TTC/h 31*55 =1 705 € |
| Traduction LSF lors de manifestation, formation, instance | Interprétariat pris en charge sur la base de 1 600 € TTC/jour Besoin : 1,5 jour 1,5*1 600 = 2 400 € | 4 391 € pour 7 agents à raison de 12 jours / agent dans la limite de 55€ TTC Besoin : 2 jours 2*1 600 = 3 200 € | 5 700 € pour 7 agents à raison de 15 jours /agent dans la limite de 55€ TTC Besoin : 2,5 jours 2,5*1 600 = 4 000 € |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- le temps nécessaire au suivi des situations individuelles,
- la coordination des différents interlocuteurs,
- la recherche de prestataires et mise en place de partenariats et /ou de marchés si nécessaire,
- les aménagements de poste pour les agents en restriction,
- le supplément financier à la charge de la collectivité si l'aide individuelle sollicitée dépasse les plafonds autorisés par le FIPHFP.

Modalités de suivi et critères d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'agents ayant bénéficié d'aides techniques ou humaines
- Nombre et coûts des aides techniques et humaines mises en place

Indicateurs qualitatifs :

- Qualité des adaptations mises en place
- Délai de mise en œuvre des aides

Fiche action N°8

| | | |
|-----------------------------------|---|----------------------------|
| Intitulé de l'action | Faciliter l'accompagnement des agents souffrant de troubles psychiques, mentaux ou cognitifs | |
| Eléments de contexte | <p>La Ville de Montpellier s'appuie aujourd'hui sur un psychologue du travail pour répondre aux besoins des agents. Cet accompagnement se fait de manière individuelle et/ou collective lorsque cela s'avère nécessaire.</p> <p>Depuis 2013, 3 orientations vers une prestation ponctuelle spécifique ont également été mises en place avec le Sameth.</p> | |
| Objectifs visés | <ul style="list-style-type: none">• Améliorer la prise en charge des agents souffrant de troubles psychiques, mentaux ou cognitifs.• Sensibiliser l'environnement de travail aux impacts et conséquences de ces troubles pour faciliter le quotidien des agents concernés, de leurs équipes et de leur encadrement. | |
| Nature de l'action | <p>Les problématiques pouvant être particulièrement complexes et longues, la Ville souhaite préserver le recours à des évaluations et/ou à des accompagnements spécifiques externes pour disposer d'un appui à la fois pour l'agent, l'équipe et l'encadrement :</p> <ul style="list-style-type: none">• 6 évaluations des capacités professionnelles via une approche médicale, professionnelle et sociale sur 3 ans.• 3 soutiens médico-psychologiques sur les 2 dernières années assurés par un acteur externe, à raison de 4 séances par mois.• 3 accompagnements assurés par des prestataires externes sur 3 ans. <p>Elle continuera à s'appuyer sur le Sameth pour leur prestation d'évaluation et leur accompagnement.</p> | |
| Nombre de personnes bénéficiaires | | |
| Nombre total | | Dont personnes handicapées |
| 6 | | 6 |

| Calendrier de mise en œuvre | | |
|---|---|---|
| <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> |
| <ul style="list-style-type: none"> 1 évaluation médico-psychologique 1 accompagnement par un service spécialisé externe | <ul style="list-style-type: none"> 2 évaluations médico-psychologiques 1 soutien médico-psychologique 1 accompagnement par un service spécialisé externe | <ul style="list-style-type: none"> 3 évaluations médico-psychologiques 2 soutiens médico-psychologiques 1 accompagnement par un service spécialisé externe |

| Budget prévisionnel (en € TTC) | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| <i>Période</i> | <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> | <i>Total</i> |
| <i>Montant pris en charge par la Ville de Montpellier</i> | 9 500 € | 9 500 € | 9 500 € | 28 500 € |
| <i>Total demandé au FIPHFP</i> | 11 440 € | 19 440 € | 27 440 € | 58 320 € |
| Total de l'action | 20 940 € | 28 940 € | 36 940 € | 86 820 € |

| Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP | | | |
|---|--|--|--|
| <i>Actions</i> | <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> |
| Accompagnement individuel dans le cadre du handicap psychique | 1 évaluation psychologique effectuée par un prestataire externe à hauteur de 5 000€ pour 1 agent $1 \times 5\,000 \text{ €} = 5\,000 \text{ €}$ | 2 évaluations psychologiques effectuées par un prestataire externe à hauteur de 5 000€ pour 1 agent $2 \times 5\,000 \text{ €} = 10\,000 \text{ €}$ | 3 évaluations psychologiques effectuées par un prestataire externe à hauteur de 5 000€ pour 1 agent $3 \times 5\,000 \text{ €} = 15\,000 \text{ €}$ |
| | | 1 soutien médico-psychologique à raison de 4 séances / mois et 3000 €/an / agent 1 agent soit $1 \times 3\,000 = 3\,000 \text{ €}$ | 2 soutiens médico-psychologiques à raison de 4 séances / mois et 3000 €/an / agent 2 agents soit $2 \times 3\,000 = 6\,000 \text{ €}$ |
| | 1 accompagnement par un service spécialisé externe à raison de 7h par semaine sur 23 semaines à raison de 40 €/h $7h \times 23 \times 40 \text{ €} \times 1 = 6\,440 \text{ €}$ | 1 accompagnement par un service spécialisé externe à raison de 7h par semaine sur 23 semaines à raison de 40 €/h $7h \times 23 \times 40 \text{ €} \times 1 = 6\,440 \text{ €}$ | 1 accompagnement par un service spécialisé externe à raison de 7h par semaine sur 23 semaines à raison de 40 €/h $7h \times 23 \times 40 \text{ €} \times 1 = 6\,440 \text{ €}$ |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- Le temps passé au suivi des situations, à la recherche de prestataires spécialisés,
- La coordination des acteurs internes et externes de manière à faciliter la mise en place de ces aides relativement complexes à proposer et à déployer.

**Modalités de suivi et
critères d'évaluation**

Critère quantitatif :

- Nombre et nature des aides sollicitées

Critères qualitatifs :

- Maintien des agents à leur poste
- Equilibre d'équipe favorisée

Fiche action N°9

Intitulé de l'action

Faire de la formation un levier à part entière du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap

Éléments de contexte

La formation des BOE se pose essentiellement à ce jour à travers le spectre du reclassement, problématique particulièrement sensible aujourd'hui au sein de la collectivité tant les situations sont nombreuses. En juin 2014, la chargée de mobilité prioritaire suivait 103 agents à repositionner en interne pour des raisons de santé dont 24 en reclassement. La responsable du service formation accompagne également dans ce cadre des agents dans la définition de leur projet professionnel et dans la recherche de formation.

La création du poste de chargée de mobilité prioritaire et la structuration récente de la procédure et des outils déployés dans le cadre du reclassement ont ainsi permis d'améliorer l'intégration des personnes en situation de handicap dans les services et de les maintenir en activité.

Le travail d'identification des emplois sensibles, de recensement des postes aménageables et des missions ponctuelles pouvant servir de terrain d'immersion actuellement en cours, viendra renforcer l'efficacité du dispositif mis en place.

9 personnes en reclassement ont ainsi pu bénéficier des itinéraires mobilité depuis 1 an, le coût de l'action ayant été intégralement financé par la Ville.

Plusieurs difficultés rendent cependant complexes le reclassement professionnel :

- le niveau de formation initial et l'âge de l'agent,
- le métier exercé initialement : 71% des agents ayant des difficultés de santé au travail sont adjoints techniques ou auxiliaires de puériculture,
- le nombre limité de postes disponibles et adaptés versus le nombre de situations ; cela a conduit la ville à limiter l'ouverture des postes en externe,
- le formalisme et la traçabilité des actions menées,
- le remplacement de l'agent pendant le temps de formation.

Indépendamment du reclassement, les besoins des BOE en matière de formation seront étudiés de manière plus spécifique à l'avenir.

Objectifs visés

- Compléter le dispositif d'accompagnement visant à faciliter la réorientation professionnelle des agents reconnus inaptes à leur fonction.
- Favoriser le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap par le biais de la formation professionnelle adaptée.
- Analyser les données handicap par le prisme de la prévention pour limiter à terme, et/ou anticiper, les situations de reclassement professionnel souvent complexes à gérer dans les organisations actuelles.

Nature de l'action

Le renforcement du processus de départ en formation des BOE :

Afin de renforcer le dispositif de prise en charge des agents devenus inaptes, la Ville souhaite mieux partager autour des situations, de manière pluridisciplinaire, et créer des outils de suivi partagés pour délivrer des statistiques sur les profils des agents concernés (âge, ancienneté, filière métiers, niveau d'étude...). Compte tenu du volume de situations traitées par la chargée de mobilité, cela est incontournable. Le suivi des actions individuelles réalisées dans le cadre de la formation se fera également à partir du passeport maintien dans l'emploi individualisé. La référente handicap, la responsable du service formation et la chargée de mobilité prioritaire travailleront ensemble à sa construction.

Afin de pouvoir traiter l'ensemble des situations dans des délais raisonnables, la Ville va développer son réseau de partenaires externes, ce qui permettra dans certaines situations de donner plus d'objectivité au processus et de faciliter la prise de recul, notamment lors de la définition du nouveau projet professionnel.

La responsable du service formation et la chargée de mobilité prioritaire continueront à réaliser des accompagnements individuels et le recours aux itinéraires mobilité sera renforcé pour que des sessions soient montées de manière plus systématique.

Le recensement de nouveaux terrains d'immersion et la cartographie des postes apporteront également plus de visibilité aux acteurs internes pour trouver des solutions de reclassement pérennes et adéquates aux compétences.

Enfin, la Ville souhaite, à travers la traçabilité des actions, bénéficier de données pour réfléchir en anticipation sur les passerelles métiers et surtout sur la réduction de la pénibilité des postes.

Les dispositifs de formation individuelle sollicités pour les BOE sur 3 ans sont de différentes natures :

- Réalisation de 12 bilans d'évaluation professionnels/fonctionnels sur 3 ans qui permettront d'évaluer les compétences des agents, versus leurs aptitudes, et de contribuer au travail de deuil et de réorientation nécessaire à toute reconversion professionnelle.
- Réalisation de 12 formations spécifiques sur 3 ans pour faciliter la prise de poste lorsque les écarts de compétences sont peu importants. Ces formations s'entendent, hors itinéraires mobilité pris en charge par ailleurs sur le 1% CNFPT.
- Recours à 4 parcours de formation qualifiants/diplômants sur 3 ans et demande de prise en charge de 50% de la rémunération des agents engagés dans un parcours de reconversion.
- Réalisation de 7 formations aux aides techniques en 2015 et demande de prise en charge intégrale de la rémunération des agents pendant la durée de la formation.

Nombre de personnes bénéficiaires

| Nombre total | Dont personnes handicapées |
|--------------|----------------------------|
| 35 | 35 |

| Calendrier de mise en œuvre | | |
|---|---|---|
| Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
| <ul style="list-style-type: none"> 4 bilans d'évaluation professionnels 4 formations spécifiques + % rémunération 1 formation qualifiante + % rémunération 7 formations compensation du handicap + rémunération | <ul style="list-style-type: none"> 4 bilans d'évaluation professionnels 4 formations spécifiques + % rémunération 1 formation qualifiante + % rémunération | <ul style="list-style-type: none"> 4 bilans d'évaluation professionnels 4 formations spécifiques + % rémunération 2 formations qualifiantes + % rémunération |

| Budget prévisionnel (en € TTC) | | | | |
|--|------------|------------|------------|-----------|
| Période | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 | Total |
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 14 667 € | 14 667 € | 14 667 € | 44 001 € |
| Total demandé au FIPHFP | 40 254 € | 36 480 € | 47 720 € | 124 454 € |
| Total de l'action | 54 921 € | 51 147 € | 62 387 € | 168 455 € |

| Modalités de calcul du financement | | | |
|---|---|--|--|
| Actions | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
| Bilans d'évaluation professionnels pour BOE | 4 bilans à raison de 3 000 euros / bilan $4 * 3\,000 = 12\,000\text{ €}$ | 4 bilans à raison de 3 000 euros / bilan $4 * 3\,000 = 12\,000\text{ €}$ | 4 bilans à raison de 3 000 euros / bilan $4 * 3\,000 = 12\,000\text{ €}$ |
| Formation à la compensation du handicap | 7 agents en formation compensation au handicap sur la base de 385€/jour/agent (websourd) $7 * 1 * 377,15\text{ €}$ (forfait) = 2 640 € | | |
| Prise en charge de la rémunération des agents à la compensation du handicap (100%) | Rémunération du temps en formation à la compensation du handicap de 1 jour pour 7 agents Base journalière chargée : 162€ $(7 * 1 \text{ jr} * 162) = 1\,134\text{ €}$ | | |
| Formations spécifiques dans le cadre de reclassement hors itinéraires mobilité | 4 agents à raison de 2 500 € par agent $4 * 2\,500 = 10\,000\text{ €}$ | 4 agents à raison de 2 500 € par agent $4 * 2\,500 = 10\,000\text{ €}$ | 4 agents à raison de 2 500 € par agent $4 * 2\,500 = 10\,000\text{ €}$ |
| Prise en charge de la rémunération des agents en formation « spécifique » dans le cadre de reclassement | 4 agents pour une formation spécifique de 10 jours Base journalière chargée : 162€ $(4 * 10 \text{ jours} * 162 * 50\%) = 3\,240\text{ €}$ | 4 agents pour une formation spécifique de 10 jours Base journalière chargée : 162€ $(4 * 10 \text{ jours} * 162 * 50\%) = 3\,240\text{ €}$ | 4 agents pour une formation spécifique de 10 jours Base journalière chargée : 162€ $(4 * 10 \text{ jours} * 162 * 50\%) = 3\,240\text{ €}$ |

| | | | |
|--|---|---|--|
| Formation individuelle professionnelle qualifiante de 12 mois dans le cadre du reclassement | 1 agent à raison de 8 000 € par agent $1 * 8\,000 = 8\,000\text{ €}$ | 1 agent à raison de 8 000 € par agent $1 * 8\,000 = 8\,000\text{ €}$ | 2 agents à raison de 8 000 € par agent $2 * 8\,000 = 16\,000\text{ €}$ |
| Prise en charge de la rémunération des agents en formation « qualifiante » dans le cadre de reclassement | 1 agent en formation qualifiante de 40 jours sur une période de 12 mois Base journalière chargée : 162€ $(1 * 40 \text{ jours} * 162 * 50\%) = 3\,240\text{ €}$ | 1 agent en formation qualifiante de 40 jours sur une période de 12 mois Base journalière chargée : 162€ $(1 * 40 \text{ jours} * 162 * 50\%) = 3\,240\text{ €}$ | 2 agents en formation qualifiante de 40 jours sur une période de 12 mois Base journalière chargée : 162€ $(2 * 40 \text{ jours} * 162 * 50\%) = 6\,480\text{ €}$ |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- Le coût des itinéraires mobilités pris sur le 1% CNFPT
- Les salaires des BOE en formation hors prise en charge FIPHP et le coût du remplacement lorsqu'il est mis en place
- L'évaluation des besoins en formation et le suivi des agents en situation de handicap tout au long du parcours de reclassement

Modalités de suivi et critères d'évaluation

Indicateur quantitatif :

- Nombre de bilans de compétences réalisés
- Nombre d'actions de formation engagées par nature
- Analyse des statistiques sur les profils des BOE rentrant dans le dispositif

Indicateur qualitatif :

- Recherche de prestataires et constitution des marchés
- Ingénierie de formation

FICHE ACTION N° 10

| | |
|-----------------------------|---|
| Intitulé de l'action | Rendre accessible l'environnement de travail au profit des bénéficiaires de l'obligation d'emploi |
| Éléments de contexte | <p>La Ville compte près de 300 établissements recevant du public, dont 240 de première catégorie pour lesquels les diagnostics ont été réalisés entre mars 2009 et février 2011. Parmi ces derniers, 120 sont des écoles.</p> <p>Le coût de la mise en accessibilité a été évalué à près de 40 millions d'euros TTC. Un groupe de travail spécifique sur le cadre bâti dans le cadre de la Commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées a été mis en place permettant de suivre la politique de mise en accessibilité des bâtiments communaux. La Ville attend l'ordonnance qui doit légiférer sur les agendas d'accessibilité programmés Ad'Ap afin de fixer les priorités d'actions sur les ERP.</p> <p>La réflexion engagée en matière d'accessibilité était jusqu'ici centrée sur l'accès des citoyens aux bâtiments et services de la Ville. Il est vrai qu'aucune demande en matière d'accessibilité d'agents en situation de handicap n'a été traitée en tant que telle. Souvent, les leviers en matière d'aménagement de poste et de mobilité inter-service ou inter-établissement sont prioritaires car les possibilités en matière d'accessibilité induisent beaucoup de contraintes de mise en œuvre (faisabilité technique, coût, temps des travaux...).</p> <p>La référente handicap a néanmoins récemment été intégrée à ce groupe de par ses compétences d'ergonome, d'acteur de la prévention et de sa connaissance des agents en situation de handicap.</p> |
| Objectifs visés | <ul style="list-style-type: none">• Faciliter le cheminement des agents en situation de handicap jusqu'à leur poste de travail pour tenir compte des besoins identifiés et anticiper les problématiques futures.• Rechercher l'autonomie et la sécurité des agents en situation de handicap en matière d'accessibilité.• Intégrer les besoins des agents en situation de handicap en matière d'accessibilité lors des travaux planifiés par la Ville. |

Nature de l'action

Des réunions entre le responsable adjoint du service Gestion active du patrimoine et sécurité de la Direction architecture et immobilier, du chef de projet handicap et accessibilité à la Direction de la cohésion sociale, un représentant de la Direction technique de la maintenance actions solidaires et de la référente handicap vont être organisées de manière plus régulière pour répondre aux objectifs suivants :

- partager les priorités de travaux et/ou de réhabilitation et les échéances,
- identifier des besoins individuels tant en matière d'accessibilité pour des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- rechercher et étudier des solutions en matière d'accessibilité puis planifier les travaux d'accessibilité nécessaires aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Les médecins de prévention constatent que des besoins pourraient être étudiés ces trois prochaines années face à l'augmentation de certaines restrictions limitant la mobilité des agents. L'évaluation des aménagements de poste intégrera pour cela de manière plus systématique le volet accessibilité pour éviter de ne traiter qu'une partie de la compensation au handicap.

Ainsi, 2 demandes en matière d'accessibilité par an sont à prévoir. Cela pourrait répondre à des besoins en matière de signalétiques adaptées et de systèmes d'orientation et de sécurité pour les personnes en situation de handicap.

La responsable adjointe du service Gestion active du patrimoine et sécurité de la Direction architecture et immobilier va ainsi participer au Comité de pilotage mis en place pendant la convention, pour assurer la mise en œuvre des actions inscrites dans la fiche accessibilité.

La Ville va, par ailleurs, étudier la possibilité de recourir à l'enveloppe exceptionnelle en matière d'accessibilité de 400 000 € et travailler sur ce projet en parallèle de la convention.

Nombre de personnes bénéficiaires

| Nombre total | Dont personnes handicapées |
|--------------|----------------------------|
| 6 | 6 |

Calendrier de mise en œuvre

| <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> |
|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| 2 demandes de travaux d'accessibilité | 2 demandes de travaux d'accessibilité | 2 demandes de travaux d'accessibilité |

Budget prévisionnel (en € TTC)

| <i>Période</i> | <i>Année 2015</i> | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2017</i> | <i>Total</i> |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| Montant pris en charge par la Ville de Montpellier | 5 833 € | 5 833 € | 5 833 € | 17 499 € |
| Total demandé au FIPHP | 16 000 € | 16 000 € | 16 000 € | 48 000 € |
| Total de l'action | 21 833 € | 21 833 € | 21 833 € | 65 499 € |

Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP

| Actions | Année 2015 | Année 2016 | Année 2017 |
|---|--|--|--|
| Travaux visant l'accessibilité des personnes en situation de handicap | 2 demandes dans la limite de 8 000 € /accessibilité au poste de travail soit 2*8 000 = 16 000 € | 2 demandes dans la limite de 8 000 € /accessibilité au poste de travail soit 2*8 000 = 16 000 € | 2 demandes dans la limite de 8 000 € /accessibilité au poste de travail soit 2*8 000 = 16 000 € |

Restent à la charge de la Ville de Montpellier :

- L'étude technique et la faisabilité des travaux
- Le surcoût des mises en accessibilité au-delà des plafonds du FIPHFP
- La coordination des entreprises prestataires et des intervenants internes

Modalités de suivi et critères d'évaluation

Indicateur quantitatif :

- Nombre de mises en accessibilité pour des agents en situation de handicap

Indicateurs qualitatifs :

- Gain en autonomie des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Constitution du dossier de demande de l'enveloppe exceptionnelle

ANNEXE – QUESTIONNAIRE TRAVAIL ET HANDICAP



QUESTIONNAIRE TRAVAIL ET HANDICAP

ACTIONS D'INSERTION ET DE MAINTIEN DANS L'EMPLOI
DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

La Ville de Montpellier a décidé de mettre en place une politique « Handicap et Maintien dans l'emploi » partagée et connue de tous. Celle-ci doit permettre de mobiliser les aides individuelles et/ou collectives au bénéfice des agents dès lors qu'ils sont en situation de handicap ou en risque d'invalidité.

Dans cette perspective, le cabinet « Arthur Hunt Consulting » a été missionné pour nous accompagner dans cette démarche. Il a élaboré ce questionnaire destiné à nous permettre de recueillir votre perception de la situation actuelle.

Grâce à votre participation à ce questionnaire anonyme, nous pourrions concevoir un plan d'actions réaliste, au plus près des besoins, destiné à renforcer notre politique « Handicap et Maintien dans l'emploi ».

Nous vous remercions d'y répondre de la manière la plus objective possible. Aucune question n'est obligatoire et si vous êtes gêné par l'une d'entre elles, passez à la suivante. Ce questionnaire fera ensuite l'objet d'un traitement statistique, en toute confidentialité, par Arthur Hunt Consulting.

Vos témoignages nous donneront les moyens de conduire une politique efficace au cours des trois prochaines années. Vous êtes donc invité(e) à vous exprimer librement sur ce sujet, à titre individuel mais aussi pour la collectivité que nous formons.

Comptant sur chacun d'entre vous.

Nous vous remercions vivement de votre participation.

Jules NYSSSEN – Directeur Général des Services

Merci de retourner ce questionnaire, dûment rempli, le 16 mai 2014 au plus tard, soit :
1. En version papier, sous enveloppe, par courrier interne, à « Service Prévention des Risques professionnels, Confidentialité ne pas ouvrir, Cabinet Arthur Hunt Consulting »
2. En envoyant votre questionnaire complété sur questionnairehandicap@arthur-hunt.com
3. En répondant au questionnaire mis en ligne au lien suivant : Questionnaire travail et handicap https://docs.google.com/forms/d/1PR56z6lZao9m3Jng_RoIGVGal-0dwn7hpSJFe8Hw/viewform

VOTRE SITUATION PROFESSIONNELLE

A. Quelle est votre filière de rattachement ?

- ☐ Administrative
- ☐ Culturelle
- ☐ Sanitaire et sociale
- ☐ Technique
- ☐ Sportive
- ☐ Animation
- ☐ Police municipale

C. Quelle est votre ancienneté à la Ville ?

- ☐ < 5 ans
- ☐ De 5 à 10 ans
- ☐ De 11 à 15 ans
- ☐ De 16 à 20 ans
- ☐ De 21 à 30 ans
- ☐ Plus de 30 ans

D. Quelle est votre tranche d'âge ?

- ☐ < 25 ans
- ☐ De 25 à 40 ans
- ☐ De 41 à 55 ans
- ☐ Plus de 55 ans

B. Êtes-vous en situation d'encadrement ?

- ☐ Oui
- ☐ Non



1

LE HANDICAP AU TRAVAIL EN 10 QUESTIONS : A REMPLIR PAR TOUS LES AGENTS

Le handicap au travail s'évalue au regard de la difficulté d'un agent de réaliser tout ou partie des tâches qui lui sont confiées du fait de son handicap ou de difficultés de santé.

1. Pensez-vous que la Ville de Montpellier mène des actions en faveur des personnes en situation de handicap ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne sais pas

2. Selon vous, les agents en situation de handicap, bénéficient-ils des mêmes possibilités d'évolution au sein de la Ville de Montpellier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

3. D'après vous, l'arrivée dans une équipe d'une personne en situation de handicap, nécessite-t-elle une ou des actions particulières ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne sais pas

Si oui, lesquelles ?

4. Connaissez-vous des agents qui ne souhaitent pas faire part de leur situation de handicap ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, pourquoi ?

5. Si vous êtes en situation de handicap, seriez-vous connaître cette situation :

- à votre employeur ? ☐ Oui ☐ Non
- à vos collègues ? ☐ Oui ☐ Non

Pourquoi ?

6. Connaissez-vous des collègues, qui, suite à une inaptitude, ont été reclassés sur un nouveau poste ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne sais pas

7. Que représente pour vous le reclassement professionnel ?

- ☐ Une situation d'effort
- ☐ Une nouvelle opportunité de carrière
- ☐ Ne sais pas

8. Chaque métier peut comporter des risques d'aboutir à des restrictions médicales. Y êtes-vous sensibilisé ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

9. Avez-vous déjà participé à des actions de prévention au poste de travail de type formation à la maintenance, formation gestes et postures ou bénéficié d'un matériel ergonomique ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

10. Pensez-vous pouvoir exercer votre métier jusqu'à votre départ à la retraite ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourquoi ?



2

QUESTIONS RESERVEES AUX AGENTS EN POSITION D'ENCADREMENT

11. Avez-vous déjà intégré dans votre équipe :

- une personne en situation de handicap ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sais pas
- un agent concerné par des restrictions médicales ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sais pas

12. Un aménagement du poste de travail a-t-il été nécessaire :

- pour compenser le handicap d'un agent ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sais pas
- pour tenir compte des restrictions médicales d'un agent ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sais pas

13. Un aménagement du poste de travail reste-t-il à prévoir :

- pour compenser le handicap d'un agent ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sais pas
- pour tenir compte des restrictions médicales d'un agent ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sais pas

Si oui, lequel ?

14. Avez-vous rencontré des difficultés particulières lors de cette intégration ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, lesquelles ?

15. Seriez-vous favorable au recrutement d'un agent en situation de handicap dans votre service ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourquoi ?

16. Pensez-vous disposer des informations nécessaires pour accompagner un agent en situation de handicap ou en reclassement professionnel (aides et prestations, conséquences financières et statutaires, aménagements du poste de travail...) ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

17. Dans ce cas, souhaitez-vous bénéficier d'une action de formation/ d'information collective pour la gestion et l'intégration d'une personne en situation de handicap ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

De quelle mesure d'accompagnement auriez-vous besoin ?

18. Aujourd'hui, dès lors qu'un agent présente une restriction médicale l'empêchant de tenir tout ou partie de son poste, à qui vous adressez-vous prioritairement en interne (plusieurs choix possibles) ?

- ☐ Direction des ressources humaines
- ☐ Assistante sociale du personnel
- ☐ Chargée de projet handicap
- ☐ Services santé
- ☐ Médecin de prévention
- ☐ Autres (à préciser) :



3

QUESTIONS RESERVEES AUX AGENTS EN SITUATION DE HANDICAP

19. Êtes-vous en situation de handicap avant votre arrivée au sein de la collectivité ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, avez-vous informé votre employeur ?

20. Votre intégration dans l'équipe a-t-elle été facilitée ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourquoi ?

21. Bénéficiez-vous d'un poste aménagé (tâches de travail, horaire adapté, matériel adapté...) ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

22. Estimez-vous que votre poste soit adapté à votre situation ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourquoi ?

23. Savez-vous à qui vous adresser en cas d'évolution de votre situation (nécessité d'autres aménagements, réorientation professionnelle, soutien sur des démarches liées au handicap) ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Merci de préciser :

24. Avez-vous besoin d'informations en lien avec le handicap au travail ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, sur quels thèmes ?

DONNEZ-NOUS VOTRE AVIS !

N'hésitez pas à nous faire part de toutes vos remarques au sujet de la politique handicap mise en place par la Ville de Montpellier :

Et/ou participez à l'une des tables rondes organisées par Arthur Hunt Consulting (seul le consultant y sera présent). Ces tables rondes sont un lieu d'expression libre afin de mieux comprendre vos problématiques et attentes en matière de prise en compte du handicap au travail.

Ces tables rondes sont organisées à l'Hôtel de Ville et proposées aux :

- Encadrants : le 14 mai de 10h30 à 12h, le 20 mai de 10h30 à 12h et de 15h30 à 17h
- Agents en situation de handicap ou ayant des problématiques de santé au travail : le 14 mai de 14h à 15h30, le 15 mai de 10h30 à 12h et le 20 mai de 13h30 à 15h

Si vous souhaitez participer à l'une des tables rondes (places limitées à 15 pers par groupe), merci de vous inscrire auprès de : Aude TILLY - Cabinet Arthur Hunt Consulting - 01 56 696 672 ou via l'adresse questionnairehandicap@arthur-hunt.com

La confidentialité des échanges sera respectée.



4

**CONVENTION
RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS
MENEES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

Entre : **L'Établissement public administratif Fonds pour l'insertion des personnes
handicapées dans la fonction publique**
12, avenue Pierre-Mendès-France, 75914 PARIS CEDEX 13
Dénommé ci-après « le FIPHFP »

D'une part,

Et : **Monsieur Philippe SAUREL**
Maire de la Ville de Montpellier

D'autre part,

Référence : Convention n°

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-04 du 24 mai 2007 modifiée du comité national du FIPHFP portant sur les modalités de dévolution par voie conventionnelle des financements du FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-07 du 24 mai 2007 du comité national du FIPHFP portant sur la répartition des compétences en matière de décisions de financement entre le comité national, les comités locaux et le directeur de l'établissement public ;

Vu la délibération n° du du comité national (local) du FIPHFP (de la région Languedoc-Roussillon) portant décision de financement ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'ensemble des personnels rémunérés par le bénéficiaire conformément aux dispositions prévues à l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié.

Le bénéficiaire ne peut faire l'objet d'un conventionnement que s'il satisfait à l'obligation de déclaration posée à l'article L. 323-8-6-1 du code du travail ainsi qu'au versement intégral des contributions annuelles dues.

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement du plan d'actions du bénéficiaire approuvé par le FIPHFP.

Article 3 : PLAN D'ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, dans le respect des dispositions de la présente convention, le projet tel qu'il a été présenté et validé par le comité national (local) du FIPHFP (de la région Languedoc-Roussillon) du 27 novembre 2014, le budget prévisionnel en dépenses et le calendrier de réalisation.

Le bénéficiaire se fixe comme objectif d'atteindre, au terme de la mise en œuvre de la présente convention, un taux d'emploi direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi de 6.01 %, conformément au « Tableau d'évolution et de suivi des effectifs » mentionné en annexe.

Les actions envisagées et leur budget sont décrits en annexe « Plan d'actions et budget prévisionnel ».

Les objectifs de la politique du bénéficiaire en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées sont décrits dans le document intitulé Convention Handicap Ville de Montpellier, joint à la présente convention, qui a reçu un avis favorable du Comité Hygiène et Sécurité du 20 novembre 2014.

Le budget total du programme d'actions financé par le FIPHFP s'élève à 958 154 €.

Article 4 : PILOTAGE DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place un dispositif interne de pilotage et de suivi de son projet auquel participe, le cas échéant, un représentant du FIPHFP. Les comptes rendus de réunion sont adressés au FIPHFP.

Le bénéficiaire s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant handicap qui sera le relais du FIPHFP.

Le FIPHFP s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant qui sera le relais du bénéficiaire.

Article 5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

Sont éligibles au financement par le FIPHFP les dépenses réalisées, conformes aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié et au plan d'actions prévisionnel.

Les modalités de remboursement des aides mobilisées dans le cadre de la présente convention, dont les conditions de prise en charge sont fixées par délibération du comité national du FIPHFP, sont déterminées pendant la durée de la présente convention par les décisions du comité national qui peut modifier, pendant cette durée, le montant dudit remboursement.

Les décisions du comité national sont publiées au *Bulletin officiel* du ministère des affaires sociales et de la santé.

Les dépenses financées par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention ne peuvent en aucun cas venir diminuer le montant de la contribution due par le bénéficiaire. Conformément à l'article 5 du décret n° 2006-501 modifié, elles ne peuvent donc être prises en compte pour réduire le nombre d'unités manquantes.

Article 6 : PERIODES CONCERNEES

6.1. Durée de validité de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2015 et reste valable jusqu'au 06 mai 2018 (date de fin de réalisation + 125 jours).

6.2. Période de réalisation du plan d'actions

La période d'éligibilité des dépenses du présent plan d'actions s'étend du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2017 inclus (date de fin de réalisation).

À cette dernière date, l'intégralité du budget doit avoir fait l'objet de factures acquittées ou de pièces justificatives de valeur probante équivalente.

Une prorogation d'une durée maximale d'un an, formalisée par un avenant à la présente convention, peut être accordée sur demande justifiée du bénéficiaire. Cette demande doit être antérieure d'au moins 6 mois à la date de fin d'éligibilité des dépenses.

Aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée sur la plate-forme e-services du FIPHFP pour des dépenses ressortant de la période de réalisation du plan d'actions.

Article 7 : PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTIONS

7.1. Plan de financement des actions

La présente convention comprend un plan d'actions qui détaille les financements prévus par catégorie et par type d'aides déclinés par année.

Les crédits accordés au titre de chaque catégorie d'aides (aides techniques et humaines, actions de sensibilisation et de formation des acteurs, dépenses d'études) sont limitatifs. Ce principe s'applique sur la totalité du financement alloué pour la durée d'exécution de la convention et non pas pour chacune des années du plan d'actions (fongibilité temporelle). Les crédits sont fongibles au sein de chaque catégorie.

Au sein de la catégorie des aides techniques et humaines, le bénéficiaire a la faculté de mobiliser l'ensemble des aides techniques ou humaines dans les conditions fixées par le comité national, y compris celles qui n'avaient pas été prévues dans le plan d'actions initial.

Le bénéficiaire qui souhaite modifier la répartition des crédits entre les différentes catégories d'aides doit transmettre une demande justifiant le besoin accompagnée d'un plan d'actions modifié. L'accord du FIPHFP est formalisé par un avenant à la présente convention.

Cette modification ne modifie pas le rythme de versement des fonds prévu à l'article 8.2 de la présente convention.

7.2. Modification du budget

En cas de modification à la hausse du budget prévisionnel, le bénéficiaire s'engage à adresser au FIPHFP un dossier complet accompagné d'un plan d'actions modifié justifiant la demande.

La modification du montant du budget total du programme d'actions donne lieu à la rédaction d'un avenant.

Article 8 : MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS

8.1. Montant du financement

Le montant total du financement du FIPHFP, mentionné à l'article 3 de la présente convention, est un montant maximum.

Le montant définitif du financement du FIPHFP correspond aux dépenses effectivement réalisées et justifiées.

8.2. Versement des fonds

Le versement des fonds intervient dans les conditions suivantes :

- un premier versement correspondant au montant des dépenses prévisionnelles au titre de la première année du plan d'actions au moment de la signature de la présente convention ;
- à l'issue de la première année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses prévisionnelles cumulées à la fin de la deuxième année du plan d'action, déduction faite des versements déjà effectués, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses, signé par l'employeur ou son représentant ;
- à l'issue de la seconde année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses prévisionnelles cumulées à la fin de la troisième année, déduction faite des versements déjà effectués, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses, signé par l'employeur ou son représentant ;
- à la fin de la durée de la présente convention sur remise du rapport final prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse de celui-ci, le versement du solde correspondant au montant total des dépenses admises par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention, déduction faite des versements effectués.

Les versements peuvent être fractionnés à la demande du bénéficiaire afin de répondre aux contraintes de l'annualité budgétaire des employeurs publics.

Les versements sont opérés après validation par le FIPHFP des éléments transmis par le bénéficiaire dans le cadre de la demande de paiement prévue à l'article 8.3 de la présente convention et notamment la vérification du respect du budget et de l'éligibilité des dépenses.

Le montant des versements ne peut être supérieur au montant de la convention.

Les versements sont conditionnés au règlement intégral des contributions annuelles dues par le bénéficiaire ou à la production d'un échéancier de paiement accordé par l'Agent comptable du FIPHFP couvrant l'intégralité de la dette et dont les termes devront être respectés le jour du paiement.

8.3. Paiement

Le FIPHFP confirme au bénéficiaire le montant des versements et du solde à verser.

Les règlements interviendront dans un délai de 30 jours après réception des documents exigés par virement administratif sur le compte ouvert au nom de Trésorerie Municipale de Montpellier, dont les coordonnées sont les suivantes (IBAN) : 053 FR44 3000 1005 72E3 4000 0000 010.

Article 9 : REMISE DES BILANS

Le bénéficiaire peut être amené à présenter un bilan de l'exécution de sa convention devant le comité local ou national.

9.1. Types de bilan

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan annuel au FIPHFP au plus tard 45 jours après la date anniversaire de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan final au FIPHFP au plus tard 45 jours après la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

9.2. Composition du bilan

Le bilan transmis au FIPHFP comporte 2 parties :

- Une première partie narrative comportant les éléments suivants :
 - la description de l'organisation mise en place pour gérer le plan d'actions ;
 - les actions réalisées (contenu, modalités, opérateur, planning, résultats attendus, résultats livrés) rapportées au calendrier, avec un rappel des objectifs ;
 - les résultats en termes de recrutement et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (cf. tableau en annexe A), en précisant le mode de recrutement, la durée des contrats et la nature de l'emploi occupé ;
 - des informations relatives à l'exercice des partenariats avec les acteurs du handicap et d'autres collectivités publiques ;
 - les difficultés rencontrées dans l'exécution du plan d'actions ;
 - l'évaluation de la mise en œuvre de la convention ;
 - la description de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet, et notamment la volonté de renouveler le dispositif conventionnel (pour le bilan final).
- Une seconde partie relative aux éléments financiers du projet, comportant une récapitulation certifiée exacte des dépenses acquittées pour la période transmise, indiquant notamment la date à laquelle les pièces ont été établies, leurs références et le montant des dépenses pris en charge par le FIPHFP, ainsi qu'un état de synthèse du budget exécuté pour chaque année et pour l'ensemble.

Dans le cadre des bilans intermédiaires, un état prévisionnel abrégé des recettes et dépenses en Annexe, signé par l'employeur ou son représentant, devra être produit. Ce document récapitule, pour chaque année, les versements reçus, les dépenses réalisées et les prévisions jusqu'au terme de la convention. Il doit permettre notamment de justifier du montant du versement demandé à l'article 8.3.

Les modalités de transmission des informations sont définies dans un *Guide utilisateur*.

Article 10 : OBLIGATION DE COMMUNICATION

Les documents, matériels et supports de formation, d'information et pédagogiques, élaborés ou produits par le bénéficiaire grâce aux financements sollicités dans le cadre de la présente convention seront accessibles par le FIPHFP de façon dématérialisée, le bénéficiaire s'engageant à les mettre en ligne sur son site extranet.

La communication de l'employeur faisant état de la participation financière du FIPHFP doit faire l'objet d'une validation préalable par le FIPHFP.

Le logotype du FIPHFP a été déposé à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Son

utilisation est mise gratuitement à disposition sous réserve d'une autorisation écrite préalable.

Article 11 : RENOUELEMENT

En cas de souhait de reconventionnement, le bénéficiaire doit adresser une demande en ce sens au Directeur du FIPHFP.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un rapport d'évaluation au FIPHFP au plus tard 6 mois avant la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Article 12 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties des obligations contenues dans la convention.

Le bénéficiaire peut ainsi résilier la présente convention si, suite à une décision du comité national du FIPHFP, les modalités de remboursement d'une aide prévue dans le cadre du projet venaient à modifier l'équilibre financier du projet.

Le FIPHFP peut ainsi, après en avoir informé le comité compétent, résilier la présente convention :

1. Si le bénéficiaire ne respecte pas les dispositions énoncées dans la présente convention, notamment :
 - en ne réalisant pas le projet ou en ne le réalisant que partiellement ;
 - en changeant le plan de financement et le budget prévisionnel sans autorisation du FIPHFP ;
 - en utilisant les fonds à d'autres fins que celles stipulées à l'article 2 de la présente convention (détournement de l'objet) ;
 - en entravant la mise en œuvre des mesures de contrôle.
2. Si le bénéficiaire ne fournit pas les bilans annuels et le bilan final dans les délais fixés.
3. Si les bilans ne contiennent pas les informations demandées.
4. Si le bénéficiaire ne respecte pas les obligations de communication sur le soutien financier.

Cette résiliation deviendra effective 30 jours après l'envoi par la partie qui invoquera le non-respect d'une obligation par lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses griefs, à moins que, dans ce délai, l'autre partie n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce sans préjudice de tout recours.

Article 13 REVERSEMENT DES FONDS PERÇUS

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié, les fonds reçus par le bénéficiaire qui n'ont pas été employés ou qui ont été utilisés pour des actions qui ne sont pas admises par le FIPHFP sont reversés au FIPHFP par le bénéficiaire.

Ce reversement devra intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un titre exécutoire.

En l'absence de reversement des sommes dues, aucune demande d'aide ne peut être présentée par le bénéficiaire auprès de la plate-forme e-services du FIPHFP.

Article 14 : CONTROLES

Le bénéficiaire doit vérifier la régularité des dépenses présentées au remboursement du FIPHFP et

doit conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date-limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué.

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectué par le FIPHFP. Il garantit la traçabilité des fonds utilisés et la piste d'audit (à partir d'une dépense constatée, il est possible de reconstituer et de vérifier les séquences d'événements ayant mené à la prise en charge de la dépense par le FIPHFP).

Article 15 : ANNEXES

La présente convention est accompagnée d'annexes comprenant:

- un Tableau d'évolution et de suivi des effectifs;
- un Plan d'actions et budget prévisionnel;
- un État prévisionnel abrégé des recettes et dépenses;

Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes les modifications apportées à la présente convention donneront lieu à la rédaction et la signature conjointe d'un avenant.

Article 17 : LITIGES

Lors de l'exécution de la présente convention, les litiges ou différends qui ne pourraient être réglés par voie amiable seront portés devant la juridiction administrative de Paris, siège social du FIPHFP.

Visa du contrôleur général économique
et financier de l'EPA FIPHFP

Yves TALAUD

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux,

Le

Le Directeur
de l'EPA FIPHFP

Jean-Charles WATIEZ

Le Maire de la Ville
de MONTPELLIER

Philippe SAUREL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Charte régionale du Conseil des
Employeurs publics de Languedoc-
Roussillon » pour l'insertion et le
maintien dans l'emploi des
personnes handicapées

2014 - 2017



Préambule

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, affirme le principe de non-discrimination dans le domaine de l'emploi et entend notamment favoriser l'insertion professionnelle durable des personnes en situation de handicap.

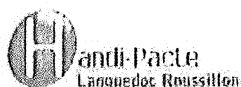
Elle incite le secteur public à l'exemplarité sur ce thème en créant un outil - le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) - qui depuis 2006, date de son installation, conduit une politique incitative au service des projets des employeurs des trois fonctions publiques, en mobilisant moyens et financements diversifiés.

En 2014, le FIPHFP, pour accroître son soutien aux employeurs publics, a décidé de doter chaque région d'un outil d'animation et de développement d'un large partenariat régional permettant de mobiliser les ressources disponibles au service de la mise en œuvre d'une politique publique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Les objectifs du Handi-Pacte Fonctions publiques

Ce dispositif, appelé **Handi-Pacte** pour l'emploi des personnes handicapées dans les fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière de Languedoc-Roussillon, affirme la pertinence d'une approche inter-fonctions publiques autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap, afin

- d'accompagner les employeurs des trois fonctions publiques qui souhaitent mettre en place des actions et ainsi faire face à leurs obligations d'emploi des personnes handicapées,
- d'agir afin de résorber le chômage de ce public prioritaire,
- d'aider au maintien dans l'emploi des travailleurs menacés d'inaptitude ou devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
- de développer l'expertise opérationnelle et capitaliser les initiatives locales en matière d'insertion professionnelle des personnes handicapées.



Le Conseil des employeurs publics

La mise en œuvre du Handi-Pacte Languedoc-Roussillon, placée sous l'autorité d'un Comité de pilotage, présidé par le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, reçoit le soutien du comité des employeurs publics.

Animé par le Préfet avec l'appui du délégué interrégional Handicap du FIPHFP, le **Conseil des employeurs publics** est en effet institué pour enrichir le programme de travail et l'adapter aux enjeux, réalités et besoins du territoire.

Ledit comité réunit, sur la base du volontariat, les principaux décideurs des trois fonctions publiques et leurs structures intervenant dans la gestion de l'emploi des personnes handicapées - *Elus, Directeurs généraux d'établissements, des Centres de gestion de la fonction publique territoriale (CDG), du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), de l'Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier (ANFH)* - qui décident de s'associer et de soutenir cette démarche.

Les employeurs qui deviennent membres dudit Conseil manifestent leur engagement par la signature de la présente Charte.

Objectif de la charte du Conseil des employeurs publics

Les parties signataires réaffirment leur conviction que la complémentarité des interventions des différents acteurs, institutionnels et opérationnels, renforce l'efficacité des réponses apportées aux problématiques de l'insertion et du maintien dans l'emploi.

Dans cette optique, à partir d'une démarche s'appuyant sur les axes de travail du Handi-Pacte et ses plans d'actions annuels (cf. annexe jointe) ainsi que sur la dynamique de collaboration institutionnelle, les signataires conviennent de se doter d'un lieu d'expression et de travail original pour améliorer l'emploi des personnes en situation de handicap dans les trois fonctions publiques.

Modalités de coopération

Les parties signataires, s'engagent par la présente charte, en particulier à :

- Participer activement aux travaux du Handi-Pacte territorial
- Mobiliser leurs services appropriés au sein des établissements à l'occasion de ces travaux
- Favoriser la diffusion des expériences innovantes et des bonnes pratiques



305

- Accompagner la qualification des agents chargés de favoriser l'insertion et le maintien des personnes en situation de handicap.

Durée de la Charte et signature

La présente charte est conclue pour la durée du Handi-Pacte Languedoc- soit 3 ans et s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2016.

Elle pourra être renouvelée sur la même durée.

Les parties conviennent d'y apporter des modifications par voie d'avenant(s) si nécessaire.

Les parties se réservent le droit d'élargir l'adhésion à la présente charte à tout responsable public, Elu, Directeur qui en fera la demande auprès de Monsieur le Préfet de Région.

Fait à Montpellier le 2 octobre 2014,

Signataires



306

Annexe : les axes d'intervention du Handi-Pacte Languedoc-Roussillon

Ils sont structurés autour de 4 grands domaines :

Axe 1 : analyser les situations actuelles pour aider à définir et formaliser une véritable politique de gestion du handicap en milieu de travail ordinaire

Cet axe doit être mis en œuvre :

- en réalisant un état des lieux pour chacune des trois fonctions publiques concernant leurs modalités de réponse à l'obligation légale ;
- en s'appuyant sur les états des lieux existants ou en cours de réalisation pour alimenter un diagnostic global ;
- en produisant des données quantitatives (taux d'emploi effectif de personnes handicapées) et qualitatives (modalités de réponse aux obligations légales) ;
- en formalisant les besoins de compétences repérés afin de les porter à la connaissance des instances de décision en matière de politiques d'emploi ou de formation.

Cet axe se traduira par la mise en place d'un *observatoire permanent* dont l'objet sera de mettre à la disposition des décideurs concernés les éléments leur permettant d'actualiser leurs plans d'actions. Cette fonction donnera lieu à la publication d'un « atlas régional » de l'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique.

Axe 2 : développer la qualification des acteurs et capitaliser les actions et initiatives locales

Il s'agit de s'assurer que les actions de sensibilisation sur le handicap au sein des trois fonctions publiques en Languedoc-Roussillon sont conduites de façon appropriée aux besoins en direction des employeurs, de l'encadrement, des agents et leurs représentants élus sur :

- la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, la création du FIPHFP, son mode d'action vers les employeurs publics et les autres partenaires, ses moyens d'intervention ;
- les réalités du handicap en milieu de travail, notamment en rendant compte d'expériences réussies en matière d'insertion professionnelle de personnes handicapées dans la fonction publique.

Il s'agit également de structurer et mobiliser les ressources disponibles dans les services des employeurs publics pour contribuer à un meilleur accompagnement des personnes handicapées au travail :

- par la mise en réseau des correspondants handicap des établissements des 3 fonctions publiques qui permettra la mise en œuvre d'échanges de pratiques (groupes de travail, cycles, rencontres, ...) afin de créer les conditions d'une dynamique handicap au sein du secteur public et approfondir les connaissances du secteur handicap. Ces rencontres donnent lieu à des publications ;



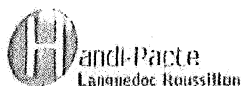
- par la mise place d'une veille juridique et documentaire ;
- par l'identification et l'expression des besoins en termes de formation pour :
 - préparer des personnes handicapées en recherche d'emploi aux carrières de l'emploi public ;
 - anticiper les besoins de recrutements des employeurs des trois fonctions publiques, notamment les métiers en tension des fonctions publiques, en formant les personnes handicapées à ces métiers ;
 - former les responsables des services achats, services techniques, des cellules marchés publics, etc. s'agissant des modalités de passation d'un marché public dans le cadre de l'article 15 du code des marchés publics et des prestations de services qui peuvent être rendues de la part des ESAT et des entreprises adaptées ;
- par l'identification et l'expression des besoins et des bonnes pratiques en matière d'ingénierie de formation concernant l'emploi des personnes handicapées dans les fonctions publiques pour les:
 - correspondants handicaps des trois fonctions publiques confondues
 - médecins de prévention,
 - médecins agréés et membres des comités médicaux départementaux (décret n°86-442 du 14 mars 1986),
 - assistants sociaux,
 - chargés de recrutement, ...
- par l'identification des besoins et la proposition d'actions d'information à mener auprès des professionnels de l'insertion, de l'emploi, des ressources humaines et de santé, concernés par la problématique de l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique.

Axe 3 : créer les conditions favorisant le maintien dans l'emploi d'agents des fonctions publiques

La démarche de maintien dans l'emploi repose sur l'identification d'une situation d'inadaptation au poste de travail, le plus en amont possible, et fait intervenir des acteurs dont le rôle est d'anticiper et de se coordonner pour mener à bien les différentes phases d'analyse et de traitement de la situation.

Pour optimiser les démarches de placement à conduire, il conviendra :

- de recenser notamment, via les médecins de prévention, les situations problématiques dans chacune des fonctions publiques et en dresser une typologie ;
- de mutualiser les pratiques et la mobilisation des ressources existantes pouvant favoriser la prévention des situations d'inaptitude au travail ;



- de mutualiser, pour les trois fonctions publiques, les ressources pluridisciplinaires permettant de traiter les situations d'inaptitude professionnelle (médiation, appuis techniques, adaptation et aménagement des postes de travail, reclassement) ;
- d'inciter au recours aux financements du Fonds pour trouver des solutions concrètes aux situations d'inaptitude des agents et salariés des employeurs publics ;
- de promouvoir la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) afin de permettre aux personnes handicapées d'accéder à une reconnaissance de leurs compétences ;
- de faciliter les passerelles intra et inter fonctions publiques.

Axe 4 : communiquer sur l'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique

Les employeurs publics et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi doivent pouvoir bénéficier d'une information de qualité.

A cet effet, le Handi-Pacte Languedoc-Roussillon prévoit la création et l'animation d'une plate-forme collaborative en ligne qui permettra aux employeurs publics d'accéder à des ressources partagées au niveau régional et de recevoir une lettre d'information et des invitations aux groupes de travail et événements proposés.



**Annexe A à la convention numéro C-
Nom de l'employeur public :**

Ville de Montpellier

Présentation des effectifs

| effectifs au 1er janvier précédent | Déclarations | | |
|---|--------------|-------|-------|
| | 2012 | 2013 | 2014 |
| Effectif total rémunéré | 3656 | 4050 | 3977 |
| Nombre bénéficiaires de l'obligation d'emploi | 290 | 355 | 191 |
| dont : travailleurs handicapés (CDAPH) | | | 95 |
| bénéficiaires ATI | | | 40 |
| agents reclassés | | | 42 |
| Taux d'emploi direct | 7,93% | 8,77% | 4,80% |

| Répartition des absences pour "raisons de santé" en 2013 | | | | |
|--|----------------|---------------------|-------------------------|--|
| Maladie ordinaire | Longue maladie | Accident du travail | Maladie professionnelle | |
| en nombre de journées par agent | | | | |
| 91172 | 42585 | 16362 | 3023 | |
| en pourcentage du total de ces absences | | | | |
| 59,50% | 27,80% | 10,70% | 2,00% | |

Evolution prévisionnelle des personnes en situation de restriction d'aptitude

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|
| Nombre de personnes en situation de restriction d'aptitude au 1er janvier | 313 | 343 | 363 | 373 |
| Nombre de nouvelles restrictions dans l'année | | 70 | 60 | 50 |
| Nombre de restrictions sortantes dans l'année | | 50 | 50 | 50 |
| Nombre de personnes en situation de restriction d'aptitude en fin d'année | | 363 | 373 | 373 |

Évolution prévisionnelle des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|--------------|--------------|--------------|
| Effectif total rémunéré au 1er janvier | 3977 | 3 977 | 3 977 | 3 977 |
| Nombre total d'emplois à pourvoir (suite à départ en retraite et création de poste) | | 100 | 100 | 100 |
| Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi présents en début d'année | 191 | 181 | 212 | 233 |
| Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi recrutés | | 6 | 6 | 6 |
| Dont | | 1 | 1 | 1 |
| par la voie de l'apprentissage | | | | |
| par la voie d'emplois d'avenir | | | | |
| par la voie contractuelle consécutivement à un CAE | | | | |
| Nombre de personnes entrant dans la catégorie des BOE hors recrutement | | 40 | 30 | 15 |
| Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi sortants | | 15 | 15 | 15 |
| Nombre total de bénéficiaires de l'obligation d'emploi en fin d'année | | 212 | 233 | 239 |
| Taux d'emploi direct | | 5,33% | 5,86% | 6,01% |
| Montant des dépenses déductibles (en €) | | 50 000,00 | 60 000,00 | 70 000,00 |
| Nombre d'unités déductibles | | 2,92 | 3,51 | 4,09 |
| Taux d'emploi légal | | 5,40% | 5,95% | 6,11% |

PLAN D'ACTIONS ET BUDGETS PRÉVISIONNELS

Ville de Montpellier

| Catégorie et type d'aide | Intitulé de l'action | Nombre de bénéficiaires | Numéro fiche action | Demande financement FIPHFP | | | | Part des actions (%) |
|---|---|-------------------------|---------------------|----------------------------|------------|------------|---------|----------------------|
| | | | | année 2015 | année 2016 | année 2017 | Total | |
| Aides techniques et humaines (A + A') | | | | 226 146 | 281 499 | 272 534 | 780 179 | 81,43% |
| Aides techniques et humaines (A) | | | | 196 809 | 225 790 | 206 825 | 629 424 | 65,69% |
| Anénagements de postes de travail (hors apprentissage, PACTE, accueil étudiants, emplois d'avenir) | Etudes relatives aux aménagements de postes | 2 | 6 | 1300 | 1300 | 2 000 | 2600 | 1,37% |
| | Aménagement de poste | 3 | 6 | 3 500 | 5 000 | | 10500 | |
| | | | | | | | 0 | |
| Adaptations de postes de travail afin de maintenir dans l'emploi les agents inaptes | Etudes relatives aux aménagements de postes | 22 | 7 | 4 800 | 6 300 | 2 000 | 13 100 | 13 100 |
| | Véhicules professionnels | 1 | 7 | 22 600 | 22 600 | 23 900 | 69100 | |
| | Télétravail pendulaire | 1 | 7 | 5 000 | | | 5000 | 28,19% |
| Accessibilité aux postes de travail BOE (hors programme « Accessibilité à l'environnement professionnel ») | Adaptation de poste | 52 | 7 | 60 500 | 13 500 | 2 000 | 15500 | |
| | | | | 68 500 | 68 500 | 51 500 | 180500 | |
| | Accessibilité au poste de travail | 8 | 10 | 88 100 | 104 600 | 77 400 | 270 100 | 270 100 |
| Rémunération des personnes ou organismes chargés d'accompagner un agent handicapé | | | | 16 000 | 16 000 | 16 000 | 48 000 | 5,01% |
| | Interprète en langue des signes ou interface communication | 7 | 7 | 3390 | 4 410 | 5705 | 13505 | |
| | Codeur et transcripneur | 7 | 7 | 31 500 | 42000 | 42000 | 115500 | 13,46% |
| Aides versées afin d'améliorer les conditions de vie et faciliter l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés | Prothèses et orthèses | 12 | 7 | 34 890 | 46 410 | 47 705 | 129 005 | 129 005 |
| | Fauteuils roulants | 1 | 7 | 8000 | 8000 | 8000 | 24000 | |
| | Aide sociale (Aide au déménagement) | 1 | 7 | 4000 | | | 4000 | 4,67% |
| Formation et information des travailleurs handicapés | Transport adapté (domicile/travail) | 1 | 7 | 765 | 8 000 | 8 000 | 16000 | |
| | | | | 12 765 | 16 000 | 16 000 | 44 765 | 44 765 |
| | Formation aux aides techniques | 7 | 9 | 2 640 | | | 2640 | |
| Actions spécifiques et nouvelles (A) | Rémunération agent en formation liée à la compensation | 7 | 9 | 1 134 | | | 1134 | |
| | Formation individuelle qualifiante et diplômante | 4 | 9 | 8 000 | 8 000 | 16 000 | 32000 | |
| | Formation spécifique destinée à favoriser la reconversion | 12 | 9 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 30000 | 12,99% |
| Dispositif d'accompagnement dans l'emploi des personnes atteintes d'un handicap psychique, mental ou cognitif | Bilan de compétence et d'orientation | 12 | 9 | 12 000 | 12 000 | 12 000 | 36000 | |
| | Rémunération agent en formation liée au reclassement/reconversion | 4 | 9 | 3 240 | 3 240 | 6 480 | 12960 | |
| | Rémunération agent en formation liée au reclassement/reconversion | 12 | 9 | 3 240 | 3 240 | 3 240 | 9720 | |
| Accueil d'un élève ou étudiant handicapé (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un élève ou étudiant accomplissant un stage d'étude obligatoire) | | | | 40 254 | 36 480 | 47 720 | 124 454 | 124 454 |
| | Evaluation des capacités professionnelles | 6 | 8 | 29 337 | 55 709 | 65 709 | 150 755 | 15,73% |
| | Soutien médico-psychologique; | 3 | 8 | 5 000 | 10 000 | 15 000 | 30000 | |
| Dépenses relatives à l'apprentissage (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un apprenti handicapé) | Accompagnement sur le lieu de travail | 3 | 8 | 6 440 | 6 440 | 6 440 | 19320 | 6,09% |
| | | | | | | | 0 | |
| | | | | 11 440 | 19 440 | 27 440 | 58 320 | 58 320 |
| Dépenses relatives au Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'Etat (PACTE) (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un agent handicapé sous contrat de droit public PACTE) | | | | | | | 0 | 0,00% |
| | | | | | | | 0 | |
| | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prime à l'insertion durable (Pérennisation des CAE -CUI) | Indemnité d'apprentissage | 3 | 5 | 7 048 | 14 096 | 14 096 | 35240 | |
| | Formation | 3 | 5 | 5 000 | 10 000 | 10 000 | 25000 | |
| | ade apprenti | 3 | 5 | 1 525 | 1 525 | 1 525 | 4575 | 9,23% |
| Dépenses relatives aux contrats emplois d'avenir (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un emploi d'avenir) | Rémunération de la fonction de tuteur | 3 | 5 | 4 324 | 8 648 | 8 648 | 21620 | |
| | Aménagement de poste | 1 | 5 | | 2 000 | | 2000 | |
| | | | | | | | 0 | |
| Prime à l'insertion durable (Pérennisation des CAE -CUI) | | | | | | | 0 | |
| | | | | | | | 0 | |
| | | | | 17 897 | 36 269 | 34 269 | 88 435 | 88 435 |
| Prime à l'insertion durable (Pérennisation des CAE -CUI) | | | | | | | 0 | 0,00% |
| | | | | | | | 0 | |
| | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses relatives aux contrats emplois d'avenir (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un emploi d'avenir) | Prime à la signature d'un CDD | 2 | 5 | | | 4000 | 4000 | 0,42% |
| | | | | | | | 0 | |
| | | | | 0 | 0 | 4 000 | 4 000 | 4 000 |
| Dépenses relatives aux contrats emplois d'avenir (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un emploi d'avenir) | | | | | | | 0 | |
| | | | | | | | 0 | |
| | | | | | | | 0 | 0,00% |
| Dépenses relatives aux contrats emplois d'avenir (cette rubrique comprend toutes les aides sollicitées au bénéfice d'un emploi d'avenir) | | | | | | | 0 | |
| | | | | | | | 0 | |
| | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

282

| | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--------------------------|--|----------------------|--|-------------------------|---------------------|------------|------------|------------|-------|----------------------|
| Ville de Montpellier | | Catégorie et type d'aide | | Intitulé de l'action | | Nombre de bénéficiaires | Numéro fiche action | année 2015 | année 2016 | année 2017 | Total | Part des actions (%) |
| Demande financement FIPHP | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL des dépenses pouvant être financées par le FIPHP | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions non financées par le FIPHP | | | | | | | | | | | | |
| Axe n°1 (fiches action 1 à 4): L'organisation et promotion de la politique handicap | | | | | | | | | | | | |
| Axe n°2 (fiches action 5 et 6): Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap | | | | | | | | | | | | |
| Axe n°3 (fiches action 7 à 10): La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien de l'emploi | | | | | | | | | | | | |
| 674 080 | | | | | | | | | | | | |
| 214 572 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES | | | | | | | | | | | | |
| 566 094 | | | | | | | | | | | | |
| 637 355 | | | | | | | | | | | | |
| 643 357 | | | | | | | | | | | | |
| 1 846 806 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 214 572 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 10 000 | | | | | | | | | | | | |
| 44000 | | | | | | | | | | | | |
| 12975 | | | | | | | | | | | | |
| 3 977 | | | | | | | | | | | | |
| 12 975 | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 | | | | | | | | | | | | |
| 14 000 | | | | | | | | | | | | |
| 10 000 | | | | | | | | | | | | |
| 66 975 | | | | | | | | | | | | |
| 6,99% | | | | | | | | | | | | |
| 66 975 | | | | | | | | | | | | |
| 24 000 | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 | | | | | | | | | | | | |
| 27 975 | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 | | | | | | | | | | | | |
| 12 975 | | | | | | | | | | | | |
| 3 977 | | | | | | | | | | | | |
| 12 975 | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 | | | | | | | | | | | | |
| 14 000 | | | | | | | | | | | | |
| 10 000 | | | | | | | | | | | | |
| 66 975 | | | | | | | | | | | | |
| 6,99% | | | | | | | | | | | | |
| 66 975 | | | | | | | | | | | | |
| 24 000 | | | | | | | | | | | | |
| 15 000 | | | | | | | | | | | | |
| 27 975 | | | | | | | | | | | | |
| 18 000 | | | | | | | | | | | | |
| 8 000 | | | | | | | | | | | | |
| 8 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 40 000 | | | | | | | | | | | | |
| 40 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 4,17% | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 13 600 | | | | | | | | | | | | |
| 13 600 | | | | | | | | | | | | |
| 9 600 | | | | | | | | | | | | |
| 13 800 | | | | | | | | | | | | |
| 13 800 | | | | | | | | | | | | |
| 9600 | | | | | | | | | | | | |
| 13800 | | | | | | | | | | | | |
| 13600 | | | | | | | | | | | | |
| 37000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 13 600 | | | | | | | | | | | | |
| 13 600 | | | | | | | | | | | | |
| 9600 | | | | | | | | | | | | |
| 13800 | | | | | | | | | | | | |
| 13600 | | | | | | | | | | | | |
| 37000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 13 600 | | | | | | | | | | | | |
| 13 600 | | | | | | | | | | | | |
| 9600 | | | | | | | | | | | | |
| 13800 | | | | | | | | | | | | |
| 13600 | | | | | | | | | | | | |
| 37000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,55% | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 34 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 3,86% | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 37 000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |
| 40000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 20000 | | | | | | | | | | | | |
| 8000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 34000 | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | |

ETAT PREVISIONNEL ABREGE DES RECETTES ET DEPENSES

| | BUDGET INITIAL | Réalisation année 1 | Réalisation année 2 | Prévision année 3 | Total |
|---|-------------------|------------------------|------------------------|----------------------|---------|
| Aides techniques et humaines (A) | | | | | - |
| Actions de sensibilisation et de formation des acteurs (B) | | | | | - |
| Dépenses d'études (C) | | | | | - |
| TOTAL | - | - | - | - | - |
| % d'exécution prévisionnel | | #DIV/0! | #DIV/0! | #DIV/0! | #DIV/0! |

| | | | | |
|------------------------------|--|--|--|---|
| VERSEMENTS EFFECTUEES | | | | - |
|------------------------------|--|--|--|---|

| | | | |
|-------------------------------|--|--|---|
| VERSEMENT PREVISIONNEL | | | - |
|-------------------------------|--|--|---|

| | | |
|-------------------------------|--|---|
| SOLDE PREVISIONNEL (1) | | - |
|-------------------------------|--|---|

(1) TOTAL DES DEPENSES PRESENTEES AU REMBOURSEMENT - TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUEES

Le signe négatif indique que le bénéficiaire devra rembourser un trop perçu

La demande de fonds au titre de la 3ème année s'établit à : - €

Le bénéficiaire atteste que les éléments transmis dans le cadre de la présente demande ont été établis de façon sincère et représente une image fidèle de la situation de l'employeur

Qualité

Signature

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du budget primitif 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante doit autoriser l'exécutif de la collectivité à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, afin de permettre la réalisation de ces dépenses, avant l'adoption du budget primitif, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Concernant la section de fonctionnement, l'article L1612-1 du CGCT prévoit, dans le cas où le budget primitif n'ait pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice, que l'exécutif peut engager, liquider, mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celle inscrites au budget de l'exercice précédent.

La Ville de Montpellier souhaite soumettre au vote du Conseil Municipal, l'autorisation budgétaire des crédits d'investissement comme de fonctionnement pour le 1^{er} janvier 2015, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2015 pour le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

I – le budget principal

La section de fonctionnement

Les crédits de fonctionnement votés au titre de l'exercice 2014 sont détaillés dans le tableau suivant :



| Chapitres | | Crédits votés en 2014 |
|-----------|---|-----------------------|
| 920 | SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES | 63 510 734.00 |
| 921 | SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES | 11 352 926.00 |
| 922 | ENSEIGNEMENT-FORMATION | 63 587 582.00 |
| 923 | CULTURE | 11 649 154.00 |
| 924 | SPORT ET JEUNESSE | 20 783 035.00 |
| 925 | INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE | 15 083 568.00 |
| 926 | FAMILLE | 28 383 662.00 |
| 928 | AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT | 63 063 176.00 |
| 929 | ACTION ECONOMIQUE | 6 728 260.00 |
| 931 | OPERATIONS FINANCIERES | 8 605 000.00 |
| 933 | IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES | 6 247 100.00 |
| 936 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS | 166 458.00 |
| | | 299 160 655.00 |

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2014 et sont retracées dans le tableau suivant :

| Chapitres | | Ouverture de crédits 2015 |
|-----------|---|---------------------------|
| 920 | SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES | 63 510 734.00 |
| 921 | SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES | 11 352 926.00 |
| 922 | ENSEIGNEMENT-FORMATION | 63 587 582.00 |
| 923 | CULTURE | 11 649 154.00 |
| 924 | SPORT ET JEUNESSE | 20 783 035.00 |
| 925 | INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE | 15 083 568.00 |
| 926 | FAMILLE | 28 383 662.00 |
| 928 | AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT | 63 063 176.00 |
| 929 | ACTION ECONOMIQUE | 6 728 260.00 |
| 931 | OPERATIONS FINANCIERES | 8 605 000.00 |
| 933 | IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES | 6 247 100.00 |
| 936 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS | 166 458.00 |
| | | 299 160 655.00 |

La section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

| Chapitres | | Crédits votés en 2014 |
|-----------|--|-----------------------|
| 900 | SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES | 11 469 118.95 |
| 901 | SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES | 1 291 669.57 |
| 902 | ENSEIGNEMENT FORMATION | 21 609 887.99 |
| 903 | CULTURE | 6 562 616.33 |

| | | |
|-----|--|----------------|
| 904 | SPORT ET JEUNESSE | 4 366 102.51 |
| 905 | INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE | 675 334.45 |
| 906 | FAMILLE | 1 728 775.63 |
| 908 | AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT | 97 691 780.97 |
| 909 | ACTION ECONOMIQUE | 436 552.62 |
| 911 | DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES | 52 383 650.00 |
| 912 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES | 238 345.71 |
| 917 | OPERATIONS SOUS MANDATS | 84 103.01 |
| | | 198 537 937.74 |

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2015 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2014, hormis les dépenses relatives au remboursement de la dette (chapitre 911) qui sont équivalentes à celles de 2014.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Il est nécessaire également, dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et de la convention de transition, de prévoir des crédits au chapitre 917 qui retrace les opérations sous mandat. Les 25% initialement prévus au chapitre 908 hors Autorisation de programme seront ainsi répartis pour moitié entre le chapitre 908 et le chapitre 917.

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, sont retracées dans le tableau suivant :

| Chapitres | | Ouverture de crédits 2015 |
|-----------|--|------------------------------|
| 900 | SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES | 3 504 803.20 |
| 901 | SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES | 43 062.61 |
| 902 | ENSEIGNEMENT FORMATION | 7 962 806.60 |
| 903 | CULTURE | 3 130 409.47 |
| 904 | SPORT ET JEUNESSE | 1 303 258.57 |
| 905 | INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE | 703 956.43 |
| 906 | FAMILLE | 1 352 193.91 |
| 908 | AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT | 24 286 344.45 |
| 909 | ACTION ECONOMIQUE | 85 511.88 |
| 911 | DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES | 46 003 650.00 |
| 912 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES | 59 586.43 |
| 917 | OPERATIONS SOUS MANDATS | 5 996 894.20 |
| | | 94 432 477.74 |

II- le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville

La section d'exploitation

316

Les crédits d'exploitation votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

| CHAPITRE | Crédits votés en 2014 |
|-----------------------------------|-----------------------|
| 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL | 790 003.54 |
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL | 70 000,00 |
| Total | 860 003.54 |

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'exploitation pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2014 et sont retracées dans le tableau suivant :

| CHAPITRE | Ouverture de crédits 2015 |
|-----------------------------------|---------------------------|
| 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL | 790 003.54 |
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL | 70 000,00 |
| Total | 860 003.54 |

La section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

| CHAPITRE | Crédits votés en 2014 |
|----------------------------------|-----------------------|
| 21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 322 000.00 |
| Total | 322 000,00 |

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2015 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2014.

Il est nécessaire également, dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et de la convention de transition, de prévoir des crédits au chapitre 458 qui retrace les opérations sous mandat. Le quart des crédits sera ainsi réparti pour moitié entre le chapitre 21 et le chapitre 458.

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, sont retracées dans le tableau suivant :

| CHAPITRE | Ouverture de crédits 2015 |
|----------------------------------|---------------------------|
| 21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 40 000.00 |
| 458 – OPERATIONS SOUS MANDAT | 40 500.00 |
| Total | 80 500.00 |

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

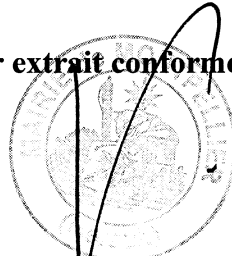
- Adopter l'ouverture des crédits proposée au niveau du chapitre pour les dépenses des sections d'investissement et de fonctionnement du budget principal et du budget annexe Parking de l'Hôtel de Ville

317

- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à engager, liquider, mandater les dépenses 2015 dans la limite des crédits votés au niveau du chapitre pour le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville, dans l'attente du vote du budget primitif 2015,
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à liquider et mandater les recettes dues au titre de l'exercice 2015, dans l'attente du vote du budget primitif 2015, sur le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) souhaitent renouveler leur partenariat par la présente convention pour poser les bases d'un socle de gestion commun.

La présente convention s'articule autour de quatre axes principaux :

- l'optimisation des procédures de dépense et de recouvrement
- l'amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables
- l'amélioration de la qualité comptable
- l'amélioration de l'expertise financière et fiscale.

Ces axes se déclinent en 13 fiches actions annexées à la présente convention.

Pour chacune d'elles, l'objectif recherché, les modalités de mise en œuvre, le calendrier prévisionnel de réalisation, les indicateurs de résultat et le nom des responsables de l'action sont définis.

Axe 1 : Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Cet axe recouvre cinq actions visant à optimiser le recouvrement des recettes locales et à approfondir le contrôle des dépenses.

Les partenaires ont la volonté d'offrir à horizon 2015 des moyens de paiement adaptés aux demandes des usagers et faciliter l'accès aux services publics (action 1).

Il s'agit aussi de professionnaliser les agents pour améliorer la mise en œuvre des procédures de dépenses et de recouvrement, notamment par une formation plus approfondie (action 2).

De plus, il convient de consolider la rationalisation des modalités actuelles du contrôle de la dépense et de la recette par l'optimisation du Contrôle Hiérarchisé des Dépenses (action 3).

Les partenaires souhaitent mettre en œuvre un contrôle partenarial qui permettrait d'organiser la complémentarité des chaînes de travail ordonnateur/comptable en priorité dans le processus du recouvrement des recettes (action 4).

Enfin, une politique concertée du recouvrement des produits locaux est à définir (action 5).

Récapitulatif des actions :

- | | | |
|----------|---|---|
| Action 1 | - | Développer les moyens modernes de paiement |
| Action 2 | - | Professionnalisation des agents municipaux |
| Action 3 | - | Consolider le contrôle hiérarchisé des dépenses |
| Action 4 | - | Poursuivre les audits dans le cadre partenarial |
| Action 5 | - | Optimiser la chaîne du recouvrement |

Axe 2 : Amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables

Cet axe se décline autour de deux actions valorisant la dématérialisation et la modernisation des échanges de fichiers.

Cette amélioration peut être mise en œuvre principalement par la dématérialisation.

Cet objectif concerne la dématérialisation des pièces annexes afin d'alléger notamment les coûts de gestion et d'accélérer la circulation des informations. A ce titre, la Ville de Montpellier a reçu l'agrément pour dématérialiser les échanges de pièces comptables justificatives (action 6).

Parallèlement à la mise en place de la dématérialisation des pièces comptables, les services de la Ville et de la DGFIP vont développer des moyens performants pour les échanges de fichiers à travers l'accès direct en consultation des Espaces Collaboratifs extranet (action 7).

Récapitulatif des actions :

- | | | |
|----------|---|---|
| Action 6 | - | Dématérialiser les échanges de données applicatives comptables et financières |
| Action 7 | - | Développer les échanges d'informations et de fichiers |

Axe 3 : Amélioration de la qualité comptable

Cet axe, articulé autour de trois actions, permet de perfectionner la qualité comptable du budget de la Ville afin de se conformer aux instructions réglementaires et de constituer une base fiable au service de l'ordonnateur.

L'amélioration de la qualité et de la sincérité comptable est une préoccupation partagée par les signataires de la convention. Il s'agit de respecter les grands principes du droit comptable selon lesquels les comptes annuels doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat.

Dans cette optique, les partenaires souhaitent :

- la mise en œuvre de la certification des comptes pour permettre la fiabilisation des comptes (action 8)
- la poursuite de l'amélioration de l'indice de qualité comptable (action 9)
- l'amélioration du suivi du patrimoine de la collectivité (action 10)

Récapitulatif des actions :

- | | | |
|-----------|---|--|
| Action 8 | - | Tendre vers une certification des comptes |
| Action 9 | - | Poursuivre l'amélioration de l'indice de qualité comptable |
| Action 10 | - | Améliorer le suivi du patrimoine de la collectivité |

Axe 4 : Amélioration de l'expertise financière et fiscale

Il s'agit de réaliser des analyses rétrospectives financières (action 11) et fiscales (action 12) pour donner à la Ville une image plus large de ses marges de manœuvre.

En outre, afin d'assurer aux contribuables l'équité fiscale et garantir à la Ville un produit fiscal intégral, il convient de mettre en œuvre de manière coordonnée les 15 recommandations de l'audit partenarial n° 2013-34-26 : optimiser conjointement les procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition, au travers d'objectifs communs retenus dans le cadre de la présente convention (action 13).

Récapitulatif des actions :

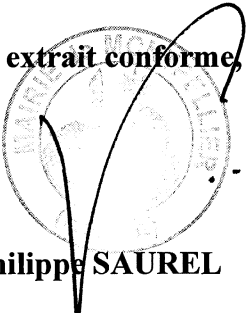
- | | |
|-------------|--|
| Action 11 - | Réaliser des analyses financières rétrospectives |
| Action 12 - | Réaliser des analyses fiscales rétrospectives |
| Action 13 - | Optimiser les procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition |

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accepter la mise en place de cette nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et la DGFIP
- Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

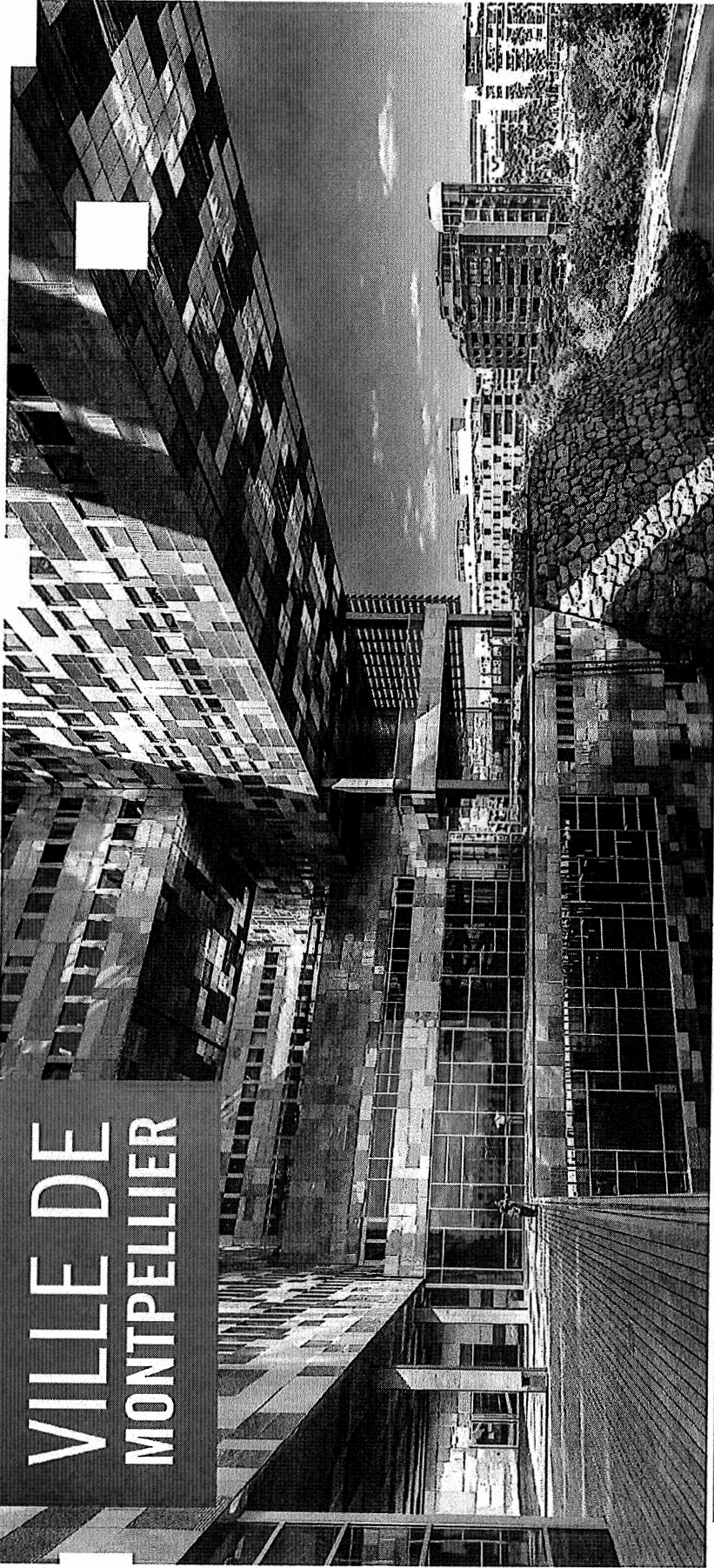
Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

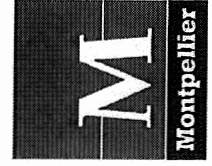
VILLE DE
MONTPELLIER



CONVENTION DE SERVICES - 2014

COMPTABLES ET FINANCIERS

PF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES



Préambule

Dans le cadre de cette convention de services comptables et financiers la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et la Ville de Montpellier souhaitent s'engager dans une démarche volontariste et coopérative pour renforcer l'efficacité des circuits comptables et financiers, pour favoriser les échanges entre les services et pour améliorer le service rendu aux usagers. Pour remplir ces objectifs les partenaires se sont fixés 4 axes de travail reprenant 13 fiches actions.

Cette démarche a pour ambition d'amplifier les actions et réussites des précédentes conventions signées par la DGFIP et la Ville en 2004 et en 2009 en prenant en compte les besoins et les attentes mutuelles, mais aussi de définir les enjeux prioritaires de la gestion publique pour les années à venir.

La DGFIP et la Ville de Montpellier ont décidé de contractualiser leur partenariat par cette présente convention afin de marquer la continuation de leurs engagements réciproques.

Objet de la convention

La présente convention s'articule autour de quatre axes principaux :

- ✓ l'optimisation des procédures de dépense et de recouvrement,
- ✓ l'amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables,
- ✓ l'amélioration de la qualité comptable,
- ✓ l'amélioration de l'expertise financière et fiscale.

Ces axes se déclinent en 13 fiches actions annexées à la présente convention.

Pour chacune d'elles, l'objectif recherché, les modalités de mise en œuvre, le calendrier prévisionnel de réalisation, les indicateurs de résultat et le nom des responsables de l'action sont définis.

Axe 1 : Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Cet axe recouvre cinq actions visant à optimiser le recouvrement des recettes locales et à approfondir le contrôle des dépenses.

Axe 2 : Amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables

Cet axe se décline autour de deux actions valorisant la dématérialisation et la modernisation des échanges de fichiers.

Axe 3 : Amélioration de la qualité comptable

Cet axe, articulé autour de trois actions, permet de perfectionner la qualité comptable du budget de la Ville afin de se conformer aux instructions réglementaires et de constituer une base fiable au service de l'ordonnateur.

Axe 4 : Amélioration de l'expertise financière et fiscale

Cet axe porte trois actions spécifiques qui conduisent à développer la thématique des analyses financières, de la fiscalité directe locale et à densifier, entre les deux administrations, les échanges d'informations utiles à la qualité du recensement des bases d'imposition, qui repose sur la coopération des services municipaux et fiscaux concernés, largement justifiée par le principe de l'équité fiscale.

AXE 1 : OPTIMISATION DES PROCEDURES DE DEPENSES ET DE RECOUVREMENT

L'objectif affiché des partenaires est de développer les moyens modernes de paiement pour répondre aux demandes des usagers tout en suivant les évolutions technologiques afin de disposer de services publics adaptés (fiche action n°1).

La professionnalisation des agents est aussi un vecteur clé de l'optimisation des procédures de dépense et de recouvrement (fiche action n°2). Cette initiative implique un renforcement de la formation des différents agents pour leur fournir des compétences plus larges.

Les partenaires souhaitent continuer les audits partenariaux, notamment pour réduire les délais de paiement et sécuriser les activités pouvant être soumises à TVA (fiche action n°4).

Enfin, une consolidation des contrôles hiérarchisés des dépenses (fiche action n°3) et une optimisation de la chaîne des recouvrements (fiche action n°5) doivent permettre une exécution plus rapide et sécurisée des dépenses et des recettes.

AXE 2 : AMELIORATION DES ECHANGES D'INFORMATIONS BUDGETAIRES ET COMPTABLES

La dématérialisation des échanges de données applicatives comptables et financières permettra la dématérialisation des pièces justificatives, comme les annexes des budgets (fiche action n°6). Les partenaires poursuivent la dématérialisation initiée par le PES V2 pour accélérer les procédures et diminuer les flux papiers.

Le deuxième objectif est complémentaire puisqu'il vise à renforcer les échanges d'informations et de fichiers (fiche action n°7). Favoriser la communication entre l'ordonnateur et le comptable est gage d'une gestion plus efficace et coordonnée.

AXE 3 : AMELIORATION DE LA QUALITE COMPTABLE

L'amélioration de la qualité et de la sincérité comptable est une préoccupation partagée par les signataires de la convention. Il s'agit de respecter les grands principes du droit comptable selon lesquels les comptes annuels doivent être réguliers, sincères (fiches action n°8 et n°9) et donner une image fidèle du patrimoine de la Ville (fiche action n°9).

AXE 4 : AMELIORATION DE L'EXPERTISE FINANCIERE ET FISCALE

Afin d'être en mesure de donner à l'exécutif local une vision plus large des marges de manœuvre dont il dispose et dans un souci d'amélioration du suivi de la fiscalité locale, les partenaires souhaitent intervenir en concertation sur ces deux thématiques prioritaires :

- A l'instar de celle effectuée par la Trésorerie, dans le cadre de l'analyse financière de la Ville remise en 2012 pour les années 2007-2011, une nouvelle analyse pourrait être présentée
 - sur le plan financier (fiche action n°11)
 - sur le plan fiscal en parallèle au « diagnostic fiscal » (fiche action n° 12).
- L'optimisation des procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition : l'observatoire fiscal mis en place à la Ville doit intensifier les actions déjà menées (campagnes de lutte contre la vacance fiscale, Numéro Vert, travail des 2 Commissions Communales des Impôts Directs annuelles) en s'inscrivant dans la mise en œuvre des recommandations du rapport d'audit partenarial remis le 5 février 2014 à la Ville par la Mission Départementale d'Audit DGFIP/DRFIP (fiche action n° 13).

Pilotage et suivi de la convention

Le suivi de la réalisation des actions définies dans la présente convention sera assuré par un comité de pilotage et un comité technique.

1. Le comité de pilotage :

Il est co-présidé par Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier et par Madame La Directrice Régionale des Finances Publiques.

Il est chargé de fixer les grandes orientations et les choix stratégiques relatifs à la convention, de valider les points d'étape de sa mise en place sur la base des résultats présentés par le comité technique, de décider les protocoles et avenants pouvant être signés, de décider toute modification à apporter, le cas échéant, au calendrier et aux outils de suivi (indicateurs).
Il se réunit au moins deux fois sur la durée du mandat.

2. Le comité technique :

Il est co-animé, pour la ville de Montpellier, par l'adjoint délégué aux Finances, par le Directeur des Finances et du Contrôle de Gestion et, pour la Direction des Finances Publiques, par le Trésorier et le Directeur Départemental chef de la Division des Collectivités Locales de la DRFIP.

Il associe les personnes déléguées par les parties signataires et doit mettre en œuvre les actions décidées dans le cadre de la convention, produire un tableau de bord semestriel des indicateurs retenus, proposer de compléter ou de modifier la liste de ceux-ci, préparer et assurer le secrétariat des réunions du comité de pilotage (secrétariat assuré par la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion).

Il se réunit à minima une fois par an.

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans. Elle peut donner lieu à avenant.

Convention de Services Comptables et Financiers

Entre

La Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques

Les fiches Action

Axe 1 - Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

- Action 1 - Développer les moyens modernes de paiement
- Action 2 - Professionnaliser les agents municipaux
- Action 3 - Consolider le contrôle hiérarchisé des dépenses
- Action 4 - Poursuivre les audits dans le cadre partenarial
- Action 5 - Optimiser la chaîne du recouvrement

Axe 2 - Amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables

- Action 6 - Dématérialiser les échanges de données applicatives comptables et financières
- Action 7 - Développer les échanges d'informations et de fichiers

Axe 3 - Amélioration de la qualité comptable

- Action 8 - Tendre vers une certification des comptes
- Action 9 - Poursuivre l'amélioration de l'indicateur de qualité comptable
- Action 10 - Améliorer le suivi du patrimoine de la collectivité

Axe 4 - Amélioration de l'expertise financière et fiscale

- Action 11 - Réaliser des analyses financières rétrospectives
- Action 12 - Réaliser et communiquer des analyses fiscales rétrospectives
- Action 13 - Fiabiliser les valeurs locatives et optimiser les bases

Axe 1 - Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Action 1 - Développer les moyens modernes de paiement

| Etat des lieux | Descriptif |
|---|--|
| | |
| <p>En recette : Depuis le 4 février 2011, la Ville de Montpellier a mis en place un nouveau moyen de paiement : BAMBINEO. Le téléservice BAMBINEO permet de régler la cantine, la garderie et la crèche en ligne. Un serveur vocal est également proposé pour les restaurants scolaires. La carte bancaire est aussi un mode de paiement accepté dans les crèches, les maisons pour tous et les établissements culturels (théâtre, cinéma....).</p> <p>Ces innovations viennent renforcer les anciens moyens de paiement (chèques et espèces)</p> <p>La Ville a également instauré les prélèvements pour son dispositif Cité Montpellier Logement qui permet d'avoir une « avance » remboursable avec souplesse et sans intérêt, qui aide à régler les premiers frais de sa première location avec plus de sérénité</p> <p>En dépense : La Ville a signé en juillet 2014 une convention tripartite avec la Trésorerie et EDF pour le paiement des factures par prélèvement automatique. De même, la carte professionnelle a été mise en place depuis 2009</p> | <p>La Ville de Montpellier souhaite continuer de développer les moyens modernes de paiement notamment dans toutes ses règles : le prélèvement automatique, la carte bancaire et les TPE portables, le paiement par internet et le paiement sans contact. Au-delà des règles, les moyens modernes de paiement doivent être développés pour tous les paiements directs à la collectivité</p> |

| Objectifs | Description ou démarche méthodologique |
|---|--|
| | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser l'encaissement des produits locaux - Offrir un service public réactif et accessible à tous les usagers | <ul style="list-style-type: none"> - Identifier avec précision les natures de recettes et les règles concernées par type de paiement proposé - Former les régisseurs aux nouvelles modalités d'encaissement - Informer et promouvoir auprès des usagers ces nouveaux moyens de paiement - Etudier le coût de la mise en place du talon optique |

| Indicateurs | |
|-------------|--|
| | |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Progression des recouvrements par mode d'encaissement nouvellement proposé |

| Calendrier prévisionnel | |
|-------------------------|---|
| | |
| | <p>L'objectif de cette mission est d'aboutir à la mise en place de l'ensemble de ces nouveaux outils selon le calendrier fixé par moyen de paiement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de la carte bancaire dans les ALSH pour fin 2015 - Etude sur le coût de mise en place de TPE - Paiement par internet fin 2015 pour les tarifications familiales - Prélèvement fin 2018 pour les tarifications familiales |

| Contact | | | | | |
|---|---|---------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------|----------------|
| | | | | | |
| Mme ROSE BONAUD | M. ESCUDIE | M. FAYOLLE | Mme PEIRO | Correspondante monétique | 04-67-15-75-67 |
| Chef du service Gestion Budgétaire et Comptable | Tresorier Municipal | Directeur des Systèmes d'Information | | | 04-67-34-71-30 |
| 04-67-34-70-27 | 04-67-65-92-00 | 04-67-34-71-30 | | | |
| christelle.bonaud@ville-montpellier.fr | jean-louis.escudie@dgfip.finances.gouv.fr | frederic.fayolle@ville-montpellier.fr | cristina.peiro@dgfip.finances.gouv.fr | | |

Axe 1 - Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Action 2 – Professionnaliser les agents municipaux

| | | | |
|--|---|---|---|
| Etat des lieux | En 2014, une mise à jour du Guide des procédures budgétaires et comptables et 2 nouveaux guides, un pour les régisseurs et l'autre pour les subventions reçues ont été édités à l'intention des gestionnaires de la Ville. Ils ont vocation à les aider dans la réalisation de leurs procédures courantes et à instaurer un ensemble de « bonnes pratiques » | | |
| Descriptif | La Ville de Montpellier souhaite renforcer les compétences de ses agents en multipliant les actions en faveur de leur professionnalisation | | |
| Objectifs | Renforcer les connaissances des agents municipaux sur les problèmes relatifs aux procédures de dépense et de recouvrement | | |
| Description ou démarche méthodologique | <p>La Ville se fixe comme objectif de diversifier et multiplier les actions qui peuvent renforcer le professionnalisme de ses agents, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Professionnaliser leur formation - Diversifier les supports d'appui à leur formation initiale - Accroître les interventions professionnelles <p>Elle prévoit notamment d'organiser des séances de formation de ses régisseurs en faisant appel à la trésorerie</p> | | |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> - Diversification des compétences des différents agents - Nombre de formations qualifiantes menées par année | | |
| Calendrier prévisionnel | Formation des régisseurs avec la Trésorerie Municipale d'ici mi 2015 Sensibilisation des services municipaux concernés à la gestion de la TVA de droit commun | | |
| Contact | M. DOMEIZEL M. ESCUDIE | Directeur des Finances et du Contrôle de Gestion Trésorier Municipal | Vincent.domeizel@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgfp.finances.gouv.fr |

Axe 1 - Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Action 3 - Consolider le contrôle hiérarchisé des dépenses

| | | | |
|--|---|---|--|
| Etat des lieux | Depuis la signature de la Convention de Services Comptables et Financiers de 2009, le comptable fait une restitution annuelle à l'ordonnateur sur la pratique du CHD et sur le délai global de paiement. Cette restitution permet de connaître l'évolution du nombre de retours et des rejets, le nombre de mandats contrôlés dans le cadre du CHD et les délais de mandatement de l'ordonnateur et de paiement du comptable | | |
| Descriptif | <ul style="list-style-type: none">- Les contrôles du comptable portent sur des sommes significatives, toutes les pièces justificatives des marchés, la disponibilité des crédits- La Ville souhaite faciliter ces contrôles en fournissant des documents adaptés et en transmettant des flux de qualité (typage des pièces...)- Sur la problématique de la dépense publique, l'objectif est de mettre en œuvre des circuits permettant un paiement rapide des prestataires afin de soutenir leur activité | | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none">- Permettre un contrôle efficient chez le comptable.- Concentrer les contrôles sur les dépenses à risques et à enjeux.- Informer l'ordonnateur sur la qualité de ses mandaterments et sur la nature des incidents de paiement observés, pour identifier un plan d'amélioration partagé. | | |
| Description ou démarche méthodologique | Le plan de contrôle du comptable doit être ajusté en fonction des résultats constatés | | |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none">- Evolution du nombre de retours et de rejets.- Nombre de mandats contrôlés dans le cadre du CHD- Délais de mandatement de l'ordonnateur et de paiement du comptable | | |
| Calendrier prévisionnel | | | |
| Contact | Mme ROSE BONAUD M. VEYRAT | Chef du service Gestion Budgétaire et Comptable Adjoint au Trésorier Municipal | christelle.bonaud@ville-montpellier.fr jean-luc.veyrat@dgifp.finances.gouv.fr |

Axe 1 - Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Action 4 – Poursuivre les audits dans le cadre partenarial

| | | | |
|--|--|---|--|
| Etat des lieux | Un audit concernant le « recouvrement des recettes » (contrôle base tiers, procédures, ANV, seuils...) a été réalisé en 2011 ainsi qu'un audit sur la fiscalité en 2009. La Ville souhaite bénéficier d'audits sur d'autres thématiques | | |
| Descriptif | Réaliser des audits partenariaux réguliers sur des thématiques présentant un intérêt conjoint pour les deux partenaires Le nombre et le calendrier seront définis d'un commun accord entre la Ville et la DRFIP en fonction des moyens mobilisables par les partenaires et leur planning de charges | | |
| Objectifs | L'objectif est de réaliser 2 audits partenariaux au minimum pendant la durée de la convention pour améliorer et sécuriser les procédures | | |
| Description ou démarche méthodologique | <ul style="list-style-type: none">- L'audit conjoint est réalisé par des auditeurs qui se déplacent chez le comptable et chez l'ordonnateur- Rapport mentionnant des propositions d'amélioration et de simplification des procédures- Accompagner la collectivité dans la mise en place des actions retenues | | |
| Indicateurs | Nombre d'audits partenariaux sur la durée de la convention | | |
| Calendrier prévisionnel | 2015 et suivants | | |
| Contact | M. DOMEIZEL M. ESCUDIE | Directeur des Finances et du Contrôle de Gestion Trésorier Municipal | Vincent.domeizel@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgfip.finances.gouv.fr |

Axe 1 - Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Action 5 - Optimiser la chaîne du recouvrement

| | | | |
|--|--|---|--|
| Etat des lieux | <p>La Ville a mis en place une autorisation permanente de poursuite (commandement, OTD, saisie) et un seuil de poursuite. L'enregistrement des redevables dans le logiciel de gestion financière a été renforcé</p> <p>La Ville a optimisé la procédure des restes à recouvrer transmis par le comptable trimestriellement. La liste des admissions en non-valeur et des créances éteintes est également transmise par voie dématérialisée</p> | | |
| Descriptif | <p>La responsabilité du recouvrement des recettes incombe au Trésorier. Il convient d'engager une démarche conjointe de suivi des éléments fournis par la collectivité notamment sur les informations concernant les débiteurs</p> | | |
| Objectifs | <p>Améliorer les informations portées sur les titres concernant l'identité des débiteurs pour les personnes physiques et morales</p> <p>Améliorer les conditions d'exercice du recouvrement, notamment les contentieux des produits locaux basés sur les moyens d'action du comptable et sur la politique de recouvrement de la Ville</p> <p>Poursuivre le regroupement de la facturation des titres inférieurs à 5€</p> | | |
| Description ou démarche méthodologique | <p>Mise en œuvre de la compensation légale</p> <p>Définir les procédures de recherche du renseignement concernant les débiteurs détaillants</p> | | |
| Indicateurs | <p>Evolution du taux de recouvrement par type de créance</p> <p>Nombre et type d'actes de poursuites</p> <p>Nombre de rejets, nombre d'annulations de titres</p> <p>Volume annuel des admissions en non-valeur</p> | | |
| Calendrier prévisionnel | 2015 | | |
| Contact | <p>Mme OORREEL M. PHILIPPE</p> | <p>Responsable pôle Recettes Budget Régies Adjoint au Trésorier Municipal</p> | <p>celine.correel@ville-montpellier.fr lionel.philippe@dgfip.finances.gouv.fr</p> <p>04-67-34-73-44 04-67-65-92-03</p> |

Axe 2 - Amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables

Action 6 – Dématérialiser les échanges de données applicatives comptables et financières

| | | | |
|--|--|--|---|
| Etat des lieux | Depuis novembre 2013 la Ville a mis en place le PES 2 pour la dématérialisation des pièces comptables bordereaux, titres, mandats | | |
| Descriptif | Mettre en place la dématérialisation des pièces justificatives Mettre en œuvre PES RETOUR Dématérialiser les actes budgétaires (annexes des budgets) | | |
| Objectifs | Substituer le PES retour à OCRE Diminuer les coûts de gestion des flux papiers Accélérer les échanges des pièces comptables | | |
| Description ou démarche méthodologique | Démarrage de la démarche de déploiement du PES Retour | | |
| Indicateurs | Pourcentage de retours PES constatés dans la base du logiciel de Gestion Financière de la Ville | | |
| Calendrier prévisionnel | Fin 2014 pour la dématérialisation des pièces justificatives | | |
| Contact | Mme ROSE BONAUD M. ESCUDIE M. FAYOLLE Mme BELAYGUE | Chef du service Gestion Budgétaire et Comptable Trésorier Municipal Directeur des Systèmes d'Information Correspondante Dématérialisation | 04-67-34-70-27 04-67-65-92-00 04-67-34-71-30 04-67-15-74-71 christelle.bonaud@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgfip.finances.gouv.fr frederic.fayolle@ville-montpellier.fr eddie.belaygue@dgfip.finances.gouv.fr |

Axe 2 - Amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables

Action 7 – Développer les échanges d'informations et de fichiers locaux

| | | | | |
|--|--|--|--|---|
| Etat des lieux | Un espace collaboratif a été mis en place pour échanger les fichiers d'informations entre la Trésorerie Municipale et la Ville La Ville a également accès à HELIOS via le portail de la DGFIP pour la consultation des mandats et des titres, ainsi qu'à certains documents fiscaux depuis 2013 | | | |
| Descriptif | Favoriser les échanges et la consultation des informations et fichiers locaux par l'ordonnateur et le comptable | | | |
| Objectifs | Avoir accès en consultation aux comptes DFTNET par la Ville Accéder en consultation aux applications de l'ordonnateur par le comptable | | | |
| Description ou démarche méthodologique | | | | |
| Indicateurs | Communication des droits d'accès aux comptes DFTNET et aux applications de l'ordonnateur par le comptable | | | |
| Calendrier prévisionnel | 2015 et suivants | | | |
| Contact | Mme OORREEL M. ESCUDIE M. FAYOLLE | Responsable pôle Recettes Budget Régies Trésorier Municipal Directeur des Systèmes d'Information | 04-67-34-73-44 04-67-65-92-00 04-67-34-71-30 | Celine.oorreel@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgfip.finances.gouv.fr frederic.fayolle@ville-montpellier.fr |

235

Axe 3 - Amélioration de la qualité comptable

Action 8 – Tendre vers une certification des comptes

| | |
|--|---|
| Etat des lieux | Une réunion d'information s'est tenue le 8 juillet 2014 entre la Ville et les services de la DRFIP afin de discuter des modalités de mise en place |
| Descriptif | S'engager dans un processus de fiabilisation des comptes, préalable à une certification |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none">- Fiabilisation de la comptabilité- Renforcement du contrôle interne comptable- Documentation des procédures et des contrôles- Adaptation du système d'information |
| Description ou démarche méthodologique | <ul style="list-style-type: none">- Auto-diagnostic conjoint- Mise à jour de l'inventaire- Plan d'action global de mise à niveau de la comptabilité- Plan d'action pour les créances irrécouvrables |
| Indicateurs | Mise en place d'un marché avec un consultant financier pour réaliser un audit récurrent des comptes municipaux |
| Calendrier prévisionnel | A partir de 2015 |
| Contact | Mme ROSE BONAUD M. ESCUDIE Chef du service Gestion Budgétaire et Comptable Trésorier Municipal 04-67-34-70-27 04-67-65-92-00 christelle.bonaud@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgip.finances.gouv.fr |

Axe 3 - Amélioration de la qualité comptable

Action 9 – Poursuivre l'amélioration de l'indicateur de qualité comptable

| | | | |
|--|--|--|--|
| Etat des lieux | Une présentation de l'indice de qualité comptable est organisée actuellement entre les services de la Trésorerie et la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion L'état des lieux ainsi présenté impose une évolution des pratiques administratives de l'ordonnateur et du comptable | | |
| Descriptif | L'IQCL constitue un levier pour améliorer la fiabilisation des comptes. Le travail partenarial avec le comptable, qui a déjà porté ses fruits, doit être pérennisé et approfondi | | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none">- Préparer à la certification des comptes de la collectivité- Contribuer à la sincérité des comptes | | |
| Description ou démarche méthodologique | A partir du diagnostic établi annuellement par le comptable, travailler de manière partenariale sur les items à améliorer : intégration des immobilisations, amortissement des subventions, étatement des subventions, rattachement des charges et des produits, constitution de provisions y compris pour les créances irrécouvrables | | |
| Indicateurs | Validation des items | | |
| Calendrier prévisionnel | 2014 et suivants | | |
| Contact | Mme ROSE BONAUD M. ESCUDIE | Chef du service Gestion Budgétaire et Comptable Trésorier Municipal | christelle.bonaud@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgfp.finances.gouv.fr 04-67-34-70-27 04-67-65-92-00 |

Axe 3 - Amélioration de la qualité comptable

Action 10 - Améliorer le suivi du patrimoine de la collectivité

| | | | |
|--|---|--|--|
| Etat des lieux | Une délibération sur l'état de l'actif arrêté au 31/12/2006 a été votée au Conseil Municipal du 30/03/2009. La Ville de Montpellier est de fait une des premières grandes Villes françaises à s'être mise en conformité sur ce dossier. Mais l'actif n'a toujours pas été intégré dans le progiciel Hélios. La Ville a également développé une interface entre ses progiciels Astre et Astech pour favoriser le suivi financier du patrimoine de la Ville | | |
| Descriptif | La Ville s'engage à tenir à jour son actif sur cette base élaborée conjointement avec les services de la Trésorerie | | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none">- Intégrer l'inventaire dans Hélios et le mettre à jour régulièrement- Donner une image complète, actualisée et fidèle de la situation patrimoniale de la collectivité- Réaliser un suivi commun et régulier des opérations patrimoniales | | |
| Description ou démarche méthodologique | Poursuite des travaux d'inventaire entrepris par la collectivité Ajustement comptable de l'inventaire avec la comptabilité et mise en œuvre de son intégration dans HELIOS Procéder ensuite annuellement aux opérations de fiabilisation (intégration des travaux en cours, comptabilisation des cessions, sorties, affectations...) | | |
| Indicateurs | Tableau de bord par compte d'imputation budgétaire Pourcentage d'intégration du compte 23 vers le compte 21 | | |
| Calendrier prévisionnel | 2014 et suivants | | |
| Contact | Mme ROSE BONAUD M. ESCUDIE M. FAYOLLE | Chef du service Gestion Budgétaire et Comptable Trésorier Municipal Directeur des Systèmes d'Information | 04-67-34-70-27 04-67-65-92-00 04-67-34-71-30 christelle.bonaud@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgfip.finances.gouv.fr frederic.fayolle@dgfip.finances.gouv.fr |

Axe 4 - Amélioration de l'expertise financière et fiscale

Action 11- Réaliser des analyses financières rétrospectives

| | | | |
|---|---|--|---|
| Etat des lieux | La Ville souhaite bénéficier, comme cela a été initié en 2008, des analyses rétrospectives de la Trésorerie. Celles-ci viennent compléter les analyses portées en interne par la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion. La collaboration telle qu'elle a été mise en œuvre par la Trésorerie est conforme aux souhaits de la Ville | | |
| Descriptif | La Ville souhaite bénéficier d'une analyse rétrospective avec une mise à jour régulière de la part des services de la DGFIP | | |
| Objectifs | Elaborer des études financières permettant à la collectivité d'avoir une vision de ses marges de manœuvre Comparer autant que faire se peut la Ville de Montpellier avec des structures similaires | | |
| Description ou démarche méthodologique | Réalisation de l'étude si possible dans le cadre d'un cahier des charges Restitution écrite et orale avant le 30 juin N+1 | | |
| Indicateurs | Restitution avant le 30 juin N+1 Réactualisation régulière de l'étude | | |
| Calendrier prévisionnel | 2015 et suivants | | |
| Contact | M. REDAL | Chargé de mission Direction des Finances et du Contrôle de Gestion | 04-67-34-72-56 Michel.redal@ville-montpellier.fr |
| | M. ESCUDIE | Trésorier Municipal | 04-67-65-92-00 jean-louis.escudie@dgfip.finances.gouv.fr |

Axe 4 - Amélioration de l'expertise financière et fiscale

Action 12 - Aider à la prise de décision sur la base d'une analyse fiscale rétrospective actualisée chaque année

| | |
|--|---|
| Etat des lieux | Le suivi et l'analyse de l'évolution de la fiscalité directe locale doivent être formalisés pour une communication aux élus claire et adaptée, leur permettant d'appréhender correctement leurs décisions en la matière. La mise en ligne des documents fiscaux par le portail de la DGFIP des documents fiscaux a été initiée en 2013 et doit se poursuivre |
| Descriptif | La Ville souhaite bénéficier d'une analyse fiscale rétrospective actualisée de la DGFIP, à l'instar de celle remise par la Trésorerie en 2008 qui complètera le diagnostic fiscal élaboré par la DFCG pour ce qui concerne la Ville sur la période 2009-2013 qui sera transmis à la DGFIP. Cela permettra, le cas échéant, un échange collaboratif sur certains points spécifiques liés aux évolutions constatées. |
| Objectifs | Etre en mesure de produire une communication étayée à l'exécutif local, qui lui permette d'identifier les problématiques fiscales. |
| Description ou démarche méthodologique | Le diagnostic fiscal de la DFCG est livrable à ce jour pour la période 2009-2013. Il sera actualisé chaque année des données définitives et communiqué au cours du 4 ^{ème} trimestre à la DGFIP par accès à un lien hypertexte (en cours) Afin que la collectivité puisse disposer d'une information fiscale complète, la DGFIP fournira un calendrier des états fiscaux disponibles que la Ville pourra demander au fur et à mesure de leur mise à disposition |
| Indicateurs | Production annuelle du diagnostic fiscal |
| Calendrier prévisionnel | 2015 et suivants |
| Contact | Mme CUBIZOLLE M. ESCUDIE Chef du service Expertise Financière Trésorier Municipal 04-67-34-72-62 04-67-65-92-00 michele.cubizolle@ville-montpellier.fr jean-louis.escudie@dgfip.finances.gouv.fr |

Axe 4 - Amélioration de l'expertise financière et fiscale

Action 13-Optimiser les procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition

| | |
|--|---|
| Etat des lieux | <p>Pour améliorer le suivi de la fiscalité et l'équité entre les contribuables montpelliérains, un audit partenarial a été réalisé en 2013, sur un périmètre fixé dans le document de cadrage signé le 17 septembre 2013 par la Ville et la DRFIP. En préalable à la mission d'audit « Optimisation des recettes fiscales liées à la taxe d'habitation » qui a fait l'objet du rapport remis par la Mission Départementale d'Audit DGFIP/DRFIP à la Ville le 5 février 2014, un formulaire « Fiche Adresse » a été proposé pour servir à fiabiliser les données Ville communiquées à la DGFIP</p> |
| Descriptif | <p>Pour fiabiliser le produit de la TH, mettre en œuvre les 15 recommandations de l'audit partenarial (<i>Annexe 1</i>) qui peuvent être ainsi résumées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - communication par la Ville de données exhaustives et contrôlées sur les immeubles neufs, pour améliorer qualité et délais de prise en charge - amélioration par l'Administration Fiscale des procédures de recensement, de mise à jour des données et de prévision des bases <p>Travailler en amont des 2 CCID annuelles au partage d'informations et s'accorder sur une fiche de liaison permettant le signalement d'anomalies</p> <p>Mettre en place un comité de suivi des actions correctives entreprises et programmer des réunions semestrielles</p> |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer et fiabiliser le traitement des données relatives aux locaux, dès de la délivrance du permis et jusqu'à la phase d'imposition, en palliant les difficultés dues à la multiplicité des acteurs, applications informatiques et méthodes de collecte de l'information, par le renforcement et la formalisation des échanges entre la Ville et la DGFIP (sur le flux de données nouvelles) - Corriger les écarts ou erreurs constatés en matière de traitement des données dans les applications DGFIP (sur le stock de données existantes) - Optimiser les prévisions budgétaires de la Ville sur les produits fiscaux attendus |
| Description ou démarche méthodologique | <p>L'audit partenarial a débouché sur 15 recommandations formant un plan d'actions. A titre d'exemple, il est prévu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ville : renforcer les contrôles internes sur la saisie des Autorisations du Droits des Sols dans Droits de Cités, surtout celle des Permis de Construire (complétude des adresses normalisées, références cadastrales actualisées, descriptifs en termes de logements, stationnement...) - Ville : relancer le dépôt de Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) accompagnée de la Fiche Adresse et les diffuser - Ville/DGFIP : systématiser les échanges croisés concernant l'achèvement des travaux, notamment pour les grosses opérations - DGFIP : établir un plan pluriannuel de rattachement des dépendances aux locaux principaux en commençant par les plus forts enjeux, et de réexamen du statut des résidences para-hôtelières étudiantes vis-à-vis de la taxe d'habitation (TH) - DGFIP : améliorer la procédure de relance pour déclaration, d'envoi de courriers-imprimés aux associations et institutionnels (S) passibles de TH - DGFIP : mise en œuvre d'une procédure existante, permettant d'améliorer les prévisions fiscales budgétaires de la Ville |
| Indicateurs | <p>Diminution du différentiel entre l'évolution du nombre de logements et celle du produit de la taxe d'habitation</p> <p>Baisse du pourcentage de locaux fiscalement vacants sur la commune</p> |
| Calendrier prévisionnel | Fin 2014 et suivants |
| Contact | <p>Mme CUBIZOLLE Chef du service Expertise Financière 04-67-34-72-62 michele.cubizolle@ville-montpellier.fr</p> <p>M. ESCUDIE Trésorier Municipal 04-67-65-92-00 jean-louis.escudie@dgifp.finances.gouv.fr</p> |

Annexe 1

| N° | LIBELLE | ACTEURS | Point de situation au 15/10/2014 |
|----|---|----------------------|--|
| 1 | Fiabiliser les saisies dans l'application Droits de Cités par un contrôle interne annuel qui mettrait en évidence la typologie des manquements | Ville de Montpellier | A préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP |
| 2 | Relance systématique, par le service de l'urbanisme, des pétitionnaires au bout du délai de deux ou trois ans | Ville de Montpellier | A préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP |
| 3 | Fiabiliser le circuit de la fiche adresse en la communiquant, pour enrichissement à la direction de l'espace public | Ville de Montpellier | A préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP |
| 4 | Saisir au début de libellé dans Droits de Cités les informations susceptibles d'augmenter la valeur locative | Ville de Montpellier | A préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP |
| 5 | Transmission par la DUOP des fiches adresses afin de fiabiliser la base MAJIC ainsi que des arrêtés de création de rue pour fiabiliser les adresses et leur prise en charge | Ville de Montpellier | A préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP |
| 6 | Effectuer les relances de dépôt des déclarations H2 le plus rapidement possible après dépôt des premières déclarations | DRFIP | Fiche technique de rappel de consignes aux SIP en cours de finalisation par la DRFIP Calendrier prévisionnel : 1 ^{er} trim 2015 |
| 7 | Communication croisée des dates d'achèvement des travaux et de tout changement dès leur connaissance | DRFIP- VILLE | A préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP |
| 8 | Etablir un plan pluriannuel de rattachement des dépendances des locaux principaux | DRFIP | Rattachement effectué par les SIP depuis 2012 Pour la TH, à compter de 2015, les SIP demanderont aux propriétaires d'1 local vacant les éventuels occupants d'un garage/parking |
| 9 | Exploiter la liste 11 d'ILLIAD (locaux vacants et IR seuls) | DRFIP | Les consignes ont été données aux SIP en juillet 2014 pour une mise en œuvre au 3 ^e trimestre 2014 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|--|-------|--|--|---|---|---|--|----|---|--------------|---|----|--|-------|--|
| 10 | Soumettre, selon un plan pluriannuel, les résidences para hôtelières n'accueillant que des étudiants à l'année, à la taxe d'habitation | DRFIP | Recensement des 46 résidences para-hôtelières réalisées Expertise en cours de la situation fiscale de ces résidences pour mettre à jour les bases de TH avec rétroactivité le cas échéant (Calendrier prévisionnel : 1 ^{er} trimestre 2015) Travaux restant à réaliser Recensement des gestionnaires de résidence (besoin d'informations détenues par la Mairie) ; calendrier prévisionnel : 4 ^e trimestre 2014 Recensement nominatif des étudiants occupants (Calendrier prévisionnel : 1 ^{er} trimestre 2015) Saisine des informations dans les applications informatiques(ILLAD)(Calendrier prévisionnel : 2 ^e trimestre 2015) | | Création d'un questionnaire type IL pour les associations contactant la DRFIP à l'occasion d'une demande de rescrit fiscal (Calendrier prévisionnel : 1 ^{er} trimestre 2015) | Expertise en cours de la liste potentielle des locaux concernés et de leur éventuel assujettissement à la TH Concernant essentiellement des lieux de culte et des écoles privées ; à préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP | Liste exploitée ; sur ces 10 propriétaires ,85% des logements vacants concernent des OPH qui fournissent régulièrement à la DRFIP la liste de leurs occupants et 2% des résidences para hôtelières (cf action n°10) | | 14 | Etablir une convention qui pourrait s'inscrire dans la démarche partenariale entre la DRFIP et la ville de Montpellier | DRFIP- VILLE | A préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP | 15 | Utiliser la procédure de l'état 1203 entre les SIP et le SFDL pour améliorer la prévision budgétaire | DRFIP | |
| 11 | Aménager les imprimés destinés aux associations pour obtenir des renseignements en matière d'impôts locaux | DRFIP | | | | | | | 12 | Adresser un courrier aux propriétaires de locaux types S soumis à la TH afin de déterminer la fiscalité applicable (locaux ouverts au public etc) | DRFIP | des écoles privées ; à préciser lors d'une réunion technique entre la ville et la DRFIP | 13 | Concernant les dépendances bâties, travailler sur les 10 propriétaires concentrant les plus forts enjeux en terme de valeur locative | DRFIP | |

Fait à Montpellier le

Le Maire de Montpellier

**Président de la Communauté d'Agglomération
de Montpellier**

La Directrice Régionale

**des Finances Publiques de l'Hérault
et de la Région Languedoc-
Roussillon**

Philippe SAUREL

Nadine CHAUVIERE

Le receveur municipal

Jean-Louis ESCUDIE

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Apurement annuel des régies exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne ainsi que des vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Au cours de l'année 2014, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 2 242.20 € concernant 3 régies.

- Régie Aire de Bionne
- Régie Halte Garderie Europa Assas
- Régie Maison pour Tous Georges Sand

Chaque régisseurs doit, lorsque l'écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Chacun a suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a par la suite été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Or, l'écart de deux de ces régies ne résultent pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs pourrait être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celle-ci.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- En accord avec le Trésorier Principal Municipal de bien vouloir donner un avis favorable à cette proposition de remise totale détaillée ci-dessous :

| Régies | Régisseurs | Montant du déficit | Constat du déficit par la Trésorerie Municipale | Avis du Trésorier |
|----------------|--------------|--------------------|---|--|
| Aire de Bionne | Mr GUTIERREZ | 50.00 € | 24 Janvier 2014 | Avis favorable à une remise gracieuse totale |

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2014 au chapitre 925
- En accord avec le Trésorier Principal Municipal de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

| Régies | Régisseurs | Montant du déficit | Constat du déficit par la Trésorerie Municipale | Avis du Trésorier |
|-------------------------------|------------|--------------------|--|--|
| Halte-Garderie Europa Assas | Mme TASQUE | 105.00 € | 22 Mai 2014 | Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 10 € |
| Maison pour Tous Georges Sand | Mr MAACHOU | 2 087.20 € | Constat initial le 28 Janvier 2011 puis constat définitif le 08 Juillet 2014 | Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 1 500 € |

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2014 aux chapitres 926 et 924
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ces demandes.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2013 sur la base de son rapport d'activité.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de Montpellier et les délégués de la Commune présentent au Conseil Municipal le rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur la base de son rapport d'activité. Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

I. Les Compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

1. 4 compétences obligatoires :

La loi du 12 juillet 1999 prévoit de doter toutes les Communautés d'Agglomération de 4 compétences obligatoires :

- Le développement économique d'intérêt communautaire,
- L'aménagement de l'espace communautaire et les transports en commun,
- L'équilibre social de l'habitat,
- La politique de la ville d'intérêt communautaire.

2. 5 compétences optionnelles :

Chaque établissement intercommunal choisit au moins trois compétences à exercer. Montpellier Agglomération a opté pour :

- La création, l'aménagement et l'entretien de la voirie communautaire et des parcs de stationnement d'intérêt communautaire,
- L'assainissement des eaux usées,
- La construction et la gestion d'équipements culturels,
- La production et la distribution de l'eau potable,
- La protection et la mise en valeur de l'environnement, la collecte, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers.

3. 7 compétences facultatives :

La Communauté d'Agglomération a également décidé de prendre en charge les compétences facultatives suivantes :

- les services funéraires,
- le service de fourrière animale,
- la lutte contre les inondations dans la basse vallée du Lez,
- le développement et la gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas-Rhône et du Languedoc,
- l'étude et la réalisation de toutes opérations de travaux susceptibles de favoriser le développement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- le développement des réseaux « très haut débit » en relation avec les autres acteurs publics locaux.

II. Chiffre Clés 2013

1. Ressources Humaines

La Communauté d'Agglomération de Montpellier compte au 31 décembre 2013 **1 423 agents** (soit une évolution de moins de 1% par rapport à 2012) dont 1202 titulaires, stagiaires ou agents détachés et 221 agents non titulaires. Elle compte, au 31 décembre 2013, 704 femmes, soit 49,5 % de l'effectif et 705 hommes, soit 50,5 %.

2. Résultats financiers

L'exercice 2013 a été caractérisé par une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement et une maîtrise des dépenses d'équipement et ce dans un contexte marqué par des réformes institutionnelles importantes, et une conjoncture nationale difficile.

Le taux d'exécution des dépenses d'équipement s'élève à 78 %.

En fonction des domaines d'intervention, les dépenses d'équipement se répartissent ainsi :

- Budget Principal : 124 M€
- Budget Services Funéraires : 0,12 M€
- Budget Assainissement : 8 M€
- Budget Eau potable : 2,4 M€

Les 3 principaux postes de dépenses (investissement + fonctionnement) :

- La culture, le sport et la solidarité: 106,5 M€
- Les transports urbains et la voirie : 104,2 M€
- L'environnement : 81 M€

368

Les 3 principaux postes de recettes :

- Fiscalité des entreprises: 191,4 M€
- Fiscalité des ménages : 122 M€
- Dotations et compensations de l'Etat: 86,2 M€

Les dotations baissent néanmoins de 1,6 % compte tenu des mesures prises dans le cadre du redressement des finances publiques.

Les indicateurs de gestion sont très performants :

- Le taux d'épargne brute représente 23% des dépenses de fonctionnement et permet de dégager un autofinancement important tout en absorbant la montée en puissance des dépenses d'équipement.
- Les dépenses de personnel restent contenues et représentent 16,5 % des dépenses réelles de fonctionnement.
- Un taux moyen global de la dette de 2,85% (inférieur aux conditions actuelles du marché).

II. Les Activités 2013

1. Transports et déplacements:

2013 est la première année pleine de fonctionnement avec un réseau de 4 lignes de tramway. On a enregistré plus de 73 millions de voyageurs soit une hausse de 7,5% par rapport à 2012.

Outre le tramway, le réseau des transports collectifs est composé de 36 lignes de bus dont un réseau de nuit avec l'amigo, 10 parcs relais P+Tram, 50 stations VéloMag' et 22 stations d'auto-partage Modulauto.

Les éléments clés 2013:

- Les dépenses d'investissement se sont élevées à 26 M€,
- la Communauté d'Agglomération a contribué à hauteur de 13,7 M€ au financement des tarifications réduites à destination des personnes à faibles revenus,
- la contribution publique versée par Montpellier Agglomération à TaM dans le cadre de la délégation du service public des transports en commun est de 55,5 M€, dont 13,7 M€ de compensations tarifaires sociales et subventions scolaires,
- poursuite du programme d'investissements en bus GNV, avec l'achat de 2 bus, qui permet d'obtenir un parc de véhicules disposant d'équipements performants, notamment pour le confort et la sécurité de la clientèle : palettes pour l'accès des fauteuils roulants, plancher bas, climatisation, vidéo-surveillance, information des usagers.

2. Aménagement de l'espace communautaire :

L'exercice 2013 a vu le lancement de la modification du schéma de cohérence territoriale : la Communauté d'Agglomération a notifié deux marchés distincts à une équipe pluridisciplinaire de prestataires. Il s'agit du groupement DBW -Claire Schorter - Tetra pour les études d'urbanisme, du bureau d'études BERENICE pour l'urbanisme commercial et du bureau d'études SOBERCO Environnement pour les études environnementales.

Depuis octobre 2013, la Communauté d'Agglomération réalise avec l'appui des prestataires l'actualisation du diagnostic territorial dont le volet environnemental (dit « État Initial de l'Environnement »).

Autres éléments clés de l'exercice 2013 :



- Le soutien financier au titre de l'accompagnement des PLU des communes a mobilisé près de 55 000€ sur l'exercice,
- Plans Locaux de Déplacements : La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose aux communes souhaitant s'inscrire de manière volontaire sur ces démarches, un soutien à la fois technique et financier afin d'accélérer leur mise en œuvre. Une première commune de l'agglomération a ainsi pu bénéficier en 2013 d'un accompagnement technique,
- les services de l'Agglomération ont encadré cette année le travail d'état des lieux de l'organisation de la logistique urbaine réalisé par des étudiants du Master Mobilité de Montpellier III, en partenariat avec la Ville de Montpellier, la DDTM de l'Hérault, le Marché d'Intérêt National de Montpellier (MIN), le Port de Commerce de Sète et les représentants des transporteurs. Ce travail a notamment permis d'identifier les flux actuels et potentiels entre le territoire et les grands pôles logistiques régionaux,
- le plan climat Energie Territorial a mobilisé 64 000 € de crédits sur l'exercice,
- les premières phases du marché pour la création du site Natura 2000 de la plaine de Frabègues-Poussan ont mobilisé en 2013 un budget de 46 000 €,
- Schéma Directeur Temps et Territoire : le SDiTT a principalement porté sur la réforme des rythmes scolaires, qui a été mise en œuvre dans 10 communes de l'Agglomération en septembre 2013. Montpellier Agglomération a ainsi : fourni un cadre d'échanges d'information, de partage, de co-élaboration aux communes, aux acteurs locaux et aux entreprises, contribué aux politiques communales périscolaires en offrant des activités périscolaires culturelles, des formations aux animateurs communaux et des moyens (prêts de jeux de société), mis en place une offre de transport pour assurer les transferts entre les écoles et les centres de loisirs le mercredi midi, quand ces centres de loisirs étaient mutualisés entre plusieurs communes,
- adoption du Programme Local de l'Habitat qui territorialise les objectifs de production de logements par types d'offres et par commune, permettant ainsi une répartition de l'offre nouvelle équilibrée sur l'ensemble du territoire intercommunal,
- concours à la Ville de Montpellier pour la mise en œuvre de son projet de rénovation urbaine (PRU) ; cette action, contribuant au développement urbain des trois quartiers prioritaires Centre, Mosson et Cévennes, correspond à une dépense de 466 000 € au titre de l'exercice 2013.

3. Foncier et Aménagement Opérationnel :

Les opérations d'aménagement économiques, y compris l'immobilier d'entreprise ou le développement des sites stratégiques, représentent en 2013 un investissement total sur la durée de la réalisation de l'ensemble des concessions d'aménagement de l'ordre de 921 M€ dont 491 M€ pour la SAAM (comprenant notamment Ode à la Mer et le secteur nouvelle gare TGV) et 430 M€ pour la SERM, avec une participation financière totale de Montpellier Agglomération de 87,6 M€. En moyenne sur l'ensemble des parcs d'activités le taux de participation de l'Agglomération se situe à 9,5 %.

L'année 2013 est marquée aussi par la poursuite des grands projets structurants sur les sites stratégiques de Montpellier Agglomération :

- L'aménagement du secteur de la gare Montpellier Sud de France,
- Eurêka Extension - Pôle Régional de Gériatrie (Castelnau-le-Lez),
- Ode à la Mer Nature Urbaine - Route de la Mer (Lattes Pérols),
- Baillargues Secteur Sud – « La Plaine du Colombier ».

En 2013, le service « Droit des sols » a instruit les actes de 28 communes au total. En ce qui concerne l'instruction des autorisations d'urbanisme : 6 625 actes ont été traités au cours de l'année 2013 contre 6 873 actes en 2012 soit une légère diminution d'environ 5 %. Les demandes de certificats d'urbanisme constituent la part la plus importante des actes traités (52 %). La part de l'instruction des permis dans l'activité connaît une baisse par rapport à l'année précédente : 18 % en 2013 contre 23 % en 2012. En ce qui concerne l'instruction accessibilité relative aux Établissements Recevant du Public

(ERP), 181 rapports ont été présentés et soutenus en Commission d'accessibilité : 107 concernaient des autorisations de travaux et 74 des permis de construire.

4. Développement Economique et de l'Emploi :

En 2013, la stratégie de la Communauté d'Agglomération a été recentrée autour d'enjeux clés : renforcement de l'innovation et de la capacité du territoire à innover, l'accompagnement à la croissance des TPE-PME du territoire, renforcement de l'attractivité et du rayonnement international de l'agglomération, le développement des entreprises stratégiques de l'agglomération en tant que moteurs économiques, l'insertion pour les publics en difficulté et l'emploi.

Les éléments clés de l'exercice 2013 sont :

- 3 projets prioritaires sont entrés en phase d'étude opérationnelle : le projet de métropole numérique en lien avec l'appel à projet French Tech lancé par le gouvernement, la création d'un accélérateur de croissance pour les TPE/PME, la réflexion sur l'implantation d'une école internationale pour attirer et fidéliser les cadres internationaux sur l'agglomération,
- afin d'optimiser l'offre foncière et immobilière territoriale, Montpellier Agglomération a lancé en 2013 l'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) pour répondre à l'enjeu majeur que constitue la capacité du territoire à accueillir des entreprises et à proposer un foncier adapté au développement des activités économiques sur le territoire,
- dans le cadre d'un renforcement de son partenariat avec EUPIC, Montpellier Agglomération a ouvert en 2013 un showroom de 300 m2 dédiés aux vins de l'agglomération dans le 6ème parc commercial chinois. 23 viticulteurs sur les 51 que compte l'agglomération y sont représentés. Cette action a permis aux viticulteurs de générer près de 400 000 € de chiffres d'affaires sur le marché du vin chinois en 2013,
- lancement d'une étude d'opportunité de réalisation d'un nouveau village d'entreprise et de services (VEAS) dans le domaine de l'écoconstruction et réalisation d'une étude d'appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'éco-construction. Montpellier Agglomération a maintenu son soutien au pôle de compétitivité Derbi,
- le 7 octobre 2013, Montpellier Agglomération a inauguré la Cellule Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) Emploi Grands Travaux. Cette cellule multipartenariale, coordonnée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Pôle Emploi et la Région LR, a pour mission d'aider les entreprises à recruter dans le cadre des grands travaux à venir sur le territoire et à faciliter leur réponse aux clauses sociales, le but étant de stimuler l'emploi local et favoriser l'insertion.

5. Environnement :

De nombreuses actions et animations pédagogiques ont été menées au cours de l'année 2013 afin de sensibiliser les habitants aux bienfaits du tri :

- Sensibilisation des élèves,
- Collectes textile,
- Implication des agents de Montpellier Agglomération,
- Collectes solidaires,
- Développement du compostage (35 résidences collectives, 5 structures communales et jardins partagés et 10 établissements scolaires ont été équipés gratuitement de composteurs),
- Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (du 16 au 24 novembre 2013),
- Lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Renouvellement du parc de colonnes d'apport volontaire,
- Poursuite du programme de mise en place de conteneurs enterrés,
- Un partenariat avec ACM renouvelé et conforté.

6. Gestion de l'eau :

Le service public de l'eau potable de Jacou, Le Crès et Vendargues est désormais directement assuré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant à 13 le nombre de communes sur lesquelles elle exerce la compétence.

L'année 2013 a vu l'achèvement de deux projets majeurs pour la gestion globale des ressources en eau :

- Le projet de recherche « Gestion multiusages des aquifères karstiques méditerranéens – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation »,
- approbation par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013 du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable.

La Communauté d'Agglomération a aussi accompagné un certain nombre de travaux :

- travaux d'extension et/ou de renforcement des réseaux (rue de la Plaine à Grabels, rue des Fleurs et Chemin de la Garrigue à Lattes, rue du Pioch de Baïllos à Montferrier sur-Lez),
- travaux d'accompagnement de voirie (secteur du Centre Commercial Saint Charles à Grabels, centre ancien de Montferrier-sur-Lez, phase I de l'avenue du professeur Blayac à Montpellier, rue Barnoyer à Pérols),
- travaux d'accompagnement des chantiers de déplacement de l'A9 et du contournement ferré Nîmes-Montpellier.

7. Sports :

La Communauté d'Agglomération a continué de soutenir les clubs sportifs en attribuant une enveloppe de 12,3 M€ de subventions.

Elle contribue également au projet de l'apprentissage gratuit de la natation par les élèves des écoles du territoire. En 2013, les 31 communes sont concernées, avec 800 classes se sont 19 000 élèves qui ont bénéficié du programme.

Montpellier Agglomération a développé un réseau d'équipements sportifs et de loisirs sur l'ensemble du territoire. Les faits marquants 2013 sont :

- Ouverture de la piscine Les Néréides financée à hauteur de 7,55 M€ par la Communauté d'Agglomération,
- réalisation d'une salle de réception pour le palais des sports René Bournol. En 2013, Montpellier Agglomération a investi 620 000€ pour finir la réalisation de ces locaux de remise en forme,
- 365 000 € ont été consacré à la réalisation de travaux au stade Yves du manoir,
- la Communauté d'Agglomération a réalisé 2,6 M€ de travaux au stade de la Mosson. Ils ont porté sur la réfection de la pelouse, l'installation d'un système anti-effractions, l'achat de matériels, la restructuration de la station de pompage....

8. Culture :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte un soutien actif à la diffusion et la création artistiques de haut niveau d'une part, par l'octroi de subventions aux structures culturelles développant des projets d'intérêt communautaire ; d'autre part, par la mise à disposition de lieux d'excellence tels que Le Corum, l'Opéra Comédie, le Zénith Sud, l'Agora Cité internationale de la danse...

Trois festivals ayant un rayonnement national et international sont subventionnés par Montpellier Agglomération dans les domaines de la danse, de la musique et du cinéma. Il s'agit du festival Montpellier Danse, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier est le partenaire majoritaire, avec un soutien de 1 619 000 € versé en 2013, du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc Roussillon, qui a reçu une subvention de 394 000 €, et du Festival International du Cinéma Méditerranéen, qui a bénéficié de 450 000 €.

La modernisation des médiathèques déjà engagée, dans le but d'améliorer l'accès et l'accueil du public, s'est poursuivie en 2013, avec des travaux importants menés dans trois établissements. L'automatisation des prêts/retours a été mise en œuvre à la médiathèque Garcia Lorca, une boîte de retour des documents a été installée. Le réaménagement complet du hall a également été réalisé, afin de créer des espaces d'accueil personnalisés et plus conviviaux. Le coût de ces travaux s'élève à 10 500 €. Plus de la moitié des bâtiments est maintenant automatisée et dispose de boîtes de retour.

La médiathèque Jean-Jacques Rousseau a également vu ses espaces entièrement reconfigurés, avec de nouveaux aménagements et mobiliers favorisant les usages de lecture, de détente, ou de travail sur place. Une extension du secteur Jeunesse et du secteur Adultes a été réalisée, et le département Images et Son a été déplacé. 80 000 € ont été consacrés à ces nouveaux aménagements.

Enfin, la réfection des sanitaires situés au rez-de-chaussée de la médiathèque Émile Zola a été effectuée, pour un montant de 100 000 €.

9. Solidarité :

En 2013, 1473 habitants de la Communauté d'Agglomération sont abonnés à la téléalarme, qui permet de maintenir les personnes à domicile en toute sécurité. 278 nouvelles installations ont été réalisées cette année.

D'importants travaux ont été réalisés aux services funéraires en 2013 :

- réhabilitation du four n°2 : rebriquage complet a été réalisé pour un montant de 46 285 €.
- Réhabilitation des façades du complexe funéraire. Il a été procédé au remplacement des menuiseries en aluminium et des volets roulants pour un montant total de 32 933 €. Le ravalement et l'isolation des façades du complexe funéraire, travaux effectués en 2013, ont été menés à bien pour un montant de 56 823 €.
- Enfin, des travaux de peinture au niveau du plafond et de la mezzanine ont concerné la salle de cérémonies et la salle de projection vidéo pour un montant total de 19 780 €.

10. Démocratie de Proximité :

On comptait 262 214 détenteurs de la carte Pass'Agglo au 31 décembre 2013 avec la création de 15 082 nouvelles cartes.

Les Maisons de l'Agglomération réalisent de nombreuses opérations concernant les transports assurés par la Tam au sein de l'Agglomération : la vente de titres de transport, le rechargement des cartes, la prolongation ou le changement d'abonnement, la mise à disposition de dossiers de subvention scolaire Hérault Transport, la location de Vélomagg', l'accueil et l'information des usagers concernant les lignes du réseau, les horaires et les tarifs en vigueur. Le montant global des ventes s'élève à 1 248 694 € en 2013.

Les chiffres clés de l'exercice 2013 :

- 2 217 demandes d'usagers ont été traitées par les Maisons de l'Agglomération : elles portaient principalement sur la détérioration des bacs de tri ou l'absence de collecte. 6 597 rendez-vous ont été pris par les Maisons d'Agglomération pour la collecte des encombrants et 4 670 appels reçus pour des renseignements, soit un total de 11 267 appels au sujet de la collecte. Cette activité connaît une hausse de 1,5 % par rapport à l'année 2012,
- 24 animations ont été organisées dans les murs des maisons de l'Agglomération au cours de l'année,
- 3 cycles de rencontres culturelles ont été organisés en partenariat avec le musée Fabre. Les usagers ont pu découvrir, au plus près de leur domicile, l'exposition d'hiver « L'atelier de l'œuvre » sur le dessin italien en février ; celle d'été « Signac, les couleurs de l'eau » en juin et enfin l'exposition « Le goût de Diderot » en novembre.

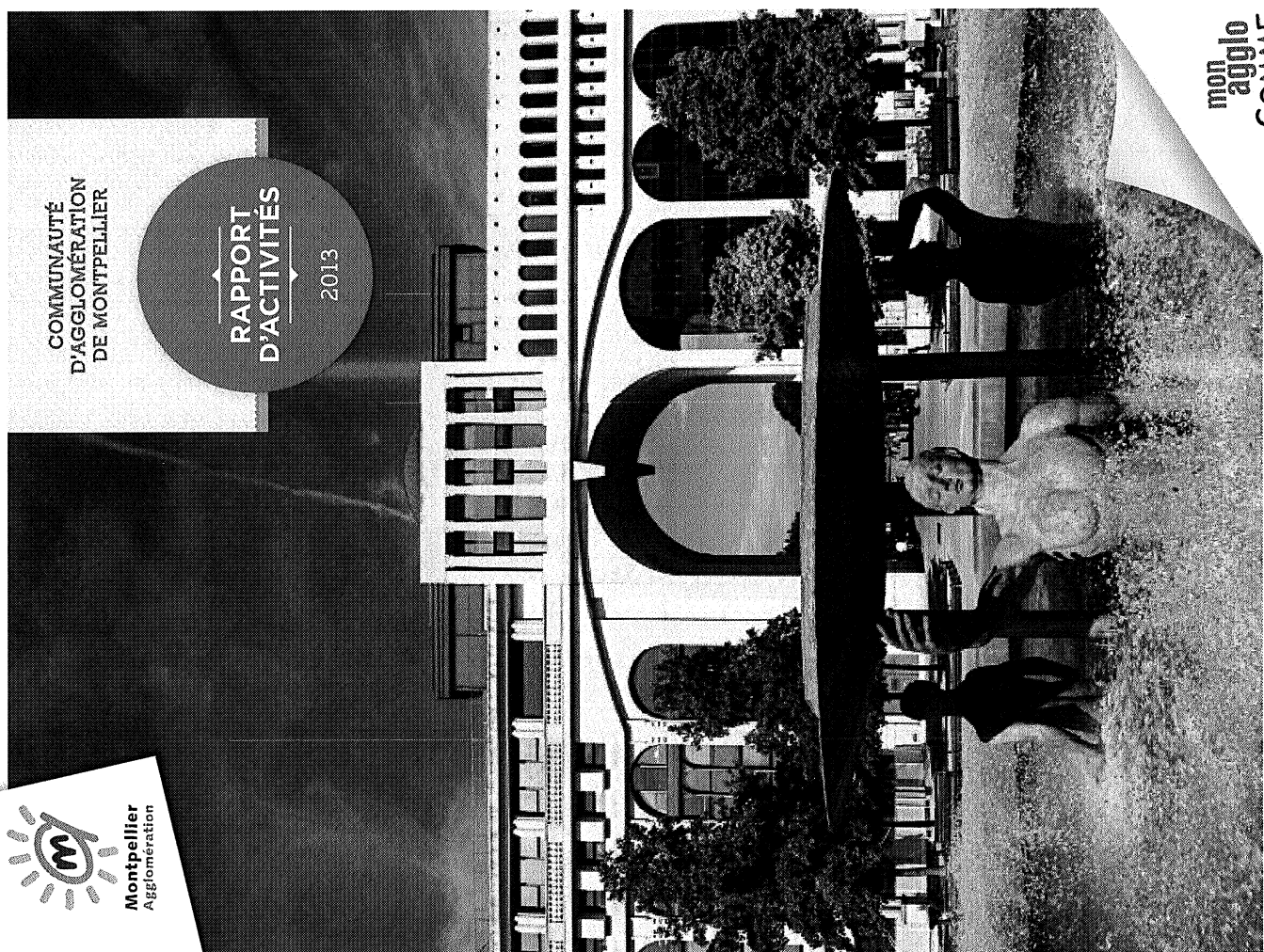
En conséquence, il est demandé au conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

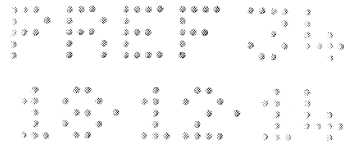
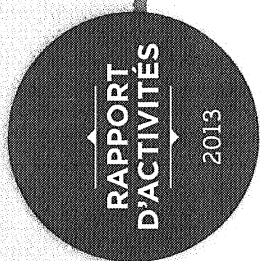
Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



mon
agglo
COMME
JE L'AIME
montpellier-agglo.com

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
DE MONTPELLIER



Je vous invite à une lecture détaillée du rapport d'activités pour 2013. Cette synthèse transversale est l'occasion d'apprécier le travail des agents de notre collectivité quels que soient leur grade, service ou direction au nom de l'intérêt général et communautaire. Qu'ils en soient ici remerciés.

Les perspectives pour 2014 s'inscrivent dans un contexte délicat, marqué par la nécessaire maîtrise de la dépense publique au niveau de l'Etat et des collectivités locales. La communauté d'agglomération de Montpellier regarde l'avenir avec sérénité et confiance. Le cœur de notre action, c'est le projet que nous voulons porter pour notre territoire : des politiques publiques ambitieuses et innovantes en phase avec les aspirations des habitants.

Nous devons affirmer la place de notre territoire et travailler inlassablement à son attractivité. A l'heure où de profondes évolutions vont toucher la cartographie des collectivités territoriales, il faut insuffler un nouvel esprit communautaire. Celui d'un avenir métropolitain qui sera, demain, le cadre d'une agglomération moderne. Mais tout cela doit se faire sans précipitation. **Avec une approche respectueuse et concertée des communes membres, des localités et intercommunalités voisines. Notre territoire doit avant tout être une terre de coopération, du Pic-Saint-Loup jusqu'à la mer.**

Développer notre territoire consiste notamment à poursuivre son aménagement pour favoriser plus encore les déplacements. Sous l'impulsion de Georges Frêche, un réseau cohérent de 4 lignes de tramway a redessiné la ville et la desserte de ses quartiers et a permis d'irriguer les personnes chaque jour. Dès ma prise de fonction, j'ai précisé le calendrier de l'achèvement des travaux de la ligne 4, qui permettra de boucler la ceinture de l'Ecusson. J'ai annoncé que cette ligne dans sa configuration complète sera mise en service au premier semestre 2016.

Je souhaite également que nous réparions une double incohérence. **Montpellier doit avoir un accès vers son littoral et son aéroport.** C'est un préalable essentiel à la redynamisation économique et au développement touristique. Cela nécessite une approche concertée en lien avec nos partenaires. Je souhaite que nous y parvenions dans un délai raisonnable car cette double avancée va dans le sens de l'intérêt général.

L'eau constitue un autre dossier majeur. Elle est notre bien commun du vivant. C'est un bien public et précieux. Notre collectivité intervient à chaque étape du cycle de l'eau mais doit surtout répondre aux objectifs du service public de l'eau. La ressource n'est pas inépuisable. La priorité qui s'impose à nous est de protéger l'état de la ressource en eau sur le long terme, de garantir le contrôle de la qualité de l'eau et de maîtriser le prix facturé aux habitants. Ce sont les défis qui s'imposent à nous aujourd'hui pour les générations futures. **Pour cela, la communauté d'agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1er janvier 2016.**

En 2013, notre collectivité a poursuivi l'équipement du territoire. Le réseau des piscines s'est étoffé. Une 13e unité a ouvert ses portes au public : Les Néréides à Lattes. La 14e est déjà lancée. Ce sera Heracles, à Saint-Bres. Parallèlement à cela, nous avons poursuivi les opérations en faveur de la culture et du sport pour tous en intensifiant notamment les opérations délocalisées dans les communes à l'image des grands festivals d'été.

La production de logements prend tout son sens sur notre territoire qui accueille près de 5 000 nouveaux arrivants chaque année. De nombreuses familles modestes connaissent des difficultés pour parvenir à se loger convenablement tout comme les étudiants, les seniors et les ménages qui souhaitent accéder à la propriété. **L'agglomération doit continuer à accompagner la réalisation d'une offre adaptée à tous les besoins avec le souci d'une répartition géographique équilibrée.**

Au chapitre du développement économique, notre collectivité a su mettre en place des outils performants pour accompagner la croissance des PME, les start-ups innovantes et les entreprises à l'international. **Désormais, nous devons nous appuyer sur notre riche écosystème autour de la filière numérique pour décrocher le label French Tech lancé par le ministère pour lequel nous avons candidaté.** Nous devons soutenir les nombreux talents qui font le numérique dans notre agglomération. Ils portent une bonne partie des nouveaux emplois de demain.



PHILIPPE SAUREL
Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
Maire de la Ville de Montpellier

01 L'INSTITUTION

- P8** Une collectivité au service de l'intérêt général
- P17** Les ressources humaines
- P21** Des services transversaux performants
- P24** Les résultats financiers

02 AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

- P30** Aménagement du territoire : fixer le cap avec maîtrise
- P35** Système d'Information Géographique : une planification stratégique
- P36** Un Programme Local de l'Habitat garant de la mixité sociale
- P39** Une politique de la ville pour revitaliser les quartiers prioritaires

03 FONCIER ET AMÉNAGEMENT OPÉRATIONNEL

- P42** La maîtrise du foncier au service des grands projets d'intérêt communautaire
- P42** L'aménagement opérationnel
- P46** L'accompagnement et le soutien aux communes

04 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- P50** Une stratégie économique recentrée
- P51** L'innovation : accélérateur de croissance
- P53** La Cité Intelligente comme moteur de développement économique
- P55** Croissance des TPE/PME : enjeu prioritaire pour stimuler l'entrepreneuriat

- P55** L'international comme clé d'attractivité du territoire
- P56** Soutien aux filières économiques avec des actions ciblées
- P58** L'emploi et l'insertion : une mobilisation de tous les instants

05 TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

- P62** Réseau de tramway : colonne vertébrale du système de déplacements
- P64** L'exploitation des transports en commun par la TaM
- P68** Des services toujours plus proches des usagers
- P69** La coopération avec les autres collectivités
- P70** Les nouvelles technologies au service des transports publics
- P71** Les grandes infrastructures de transports
- P72** La voirie et le jalonement

06 ENVIRONNEMENT

- P76** La prévention, la collecte et le tri des déchets
- P79** Le traitement et la valorisation des déchets

07 EAU

- P84** Gouvernance partagée et cohérente sur l'ensemble du territoire
- P85** Eau potable : assurer l'autonomie pour les générations futures
- P88** Eau brute : préserver les ressources et les milieux naturels
- P89** Assainissement : une démarche exemplaire qui préserve les écosystèmes
- P92** Lutte contre les inondations : un chantier colossal

08 SPORT

- P96** Un réseau d'équipements dense et performant
- P100** L'apprentissage, gage de sécurité pour les enfants de Montpellier Agglomération
- P101** Montpellier Agglomération, partenaire privilégié des clubs sportifs
- P101** Un soutien actif et renouvelé aux événements sportifs

09 CULTURE

- P104** Un soutien affirmé pour une création et une diffusion artistique d'excellence
- P105** Des manifestations culturelles gratuites et populaires
- P106** Un rôle actif en matière d'éducation artistique et culturelle
- P108** Le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération
- P113** Le musée Fabre de Montpellier Agglomération
- P119** Le site archéologique Lattara - Musée Henri Prades
- P125** Le planétarium Galilée
- P127** Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération
- P130** L'École Supérieure des Beaux-arts
- P133** L'Écolothèque

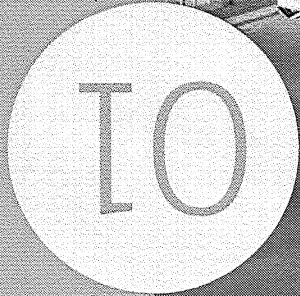
10 SOLIDARITÉ

- P138** La téléalarme, maintenir les personnes à domicile en toute sécurité
- P140** Les services funéraires, à vos côtés dans l'épreuve

11 DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ

- P144** Pass'Agglo, la carte qui rend service
- P145** Des services publics de proximité pour faciliter le quotidien
- P146** Un lieu de vie ouvert à tous

L'INSTITUTION



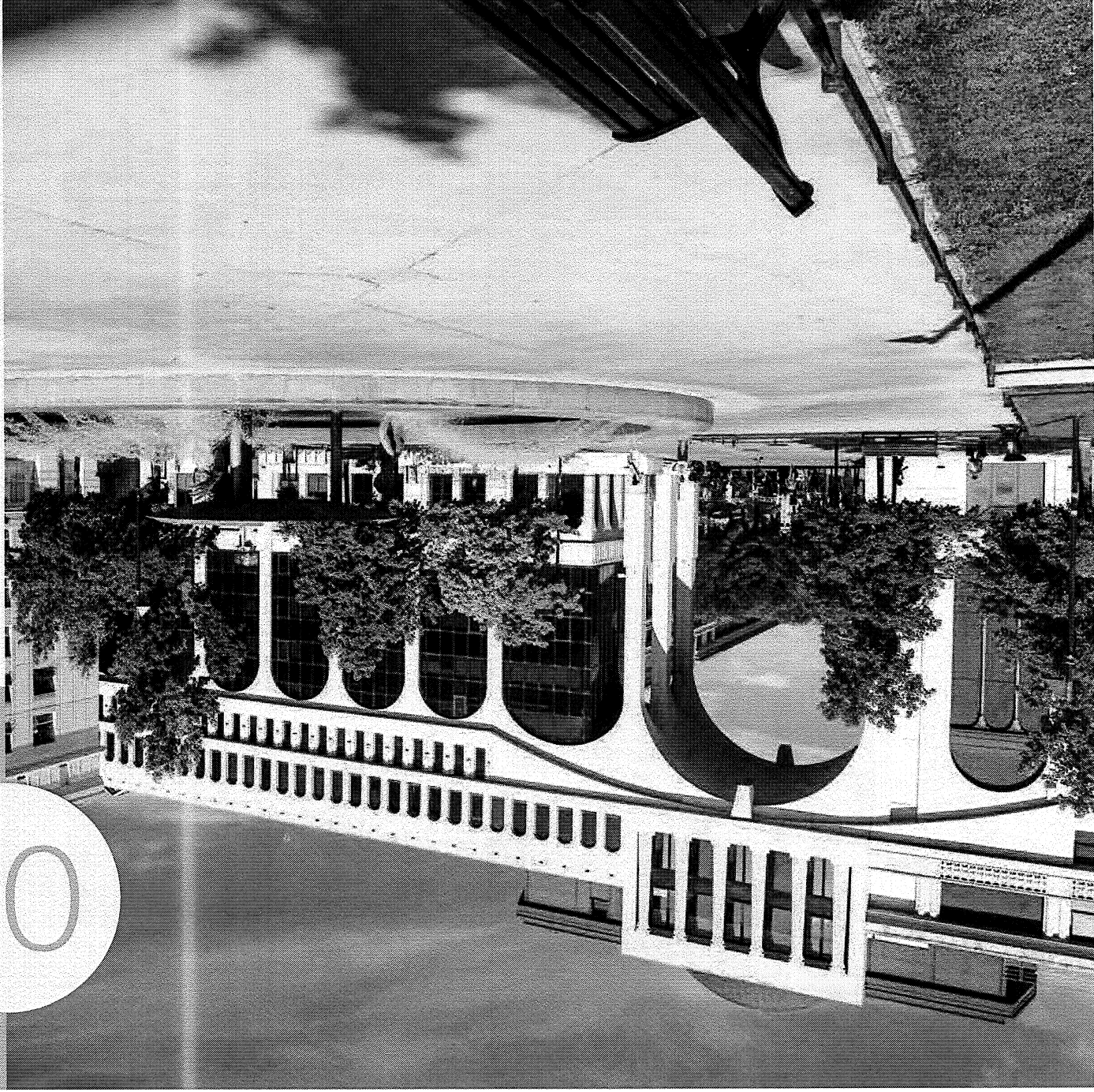
Rapprocher les hommes et les pratiques sur un territoire avec une mise en commun des moyens humains, financiers et matériels. Telle était l'idée maîtresse qui a prévalu à la naissance de l'intercommunalité.

Hier district, communauté d'agglomération depuis 2001, la réalité intercommunale a considérablement évolué au fil du temps. Le nombre de communes a grandi, les compétences se sont élargies. A celles dites obligatoires s'en sont ajoutées d'autres optionnelles ou facultatives.

Côté fonctionnement, autour de l'organe exécutif et de l'assemblée délibérante, les instances de travail et/ou de consultation se multiplient avec en premier lieu des commissions mais aussi une prise en compte plus prononcée de l'avis des citoyens dans des structures dédiées.

Une collectivité en marche, ce sont avant tout des femmes et des hommes au service de l'intérêt général. Sur le plan des ressources humaines, les effectifs sont stables et homogènes et la part est presque mathématique.

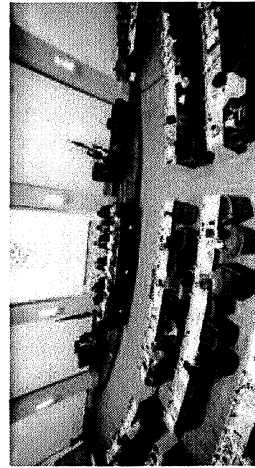
Du côté des services, l'ambition est notamment d'être exemplaire dans la maîtrise de l'énergie et audacieux en matière de développement numérique. Les résultats financiers, eux, laissent apparaître une volonté d'aller de l'avant et de travailler pour l'emploi avec le maintien d'un haut niveau d'investissements, des charges contenues et un endettement maîtrisé.



UNE COLLECTIVITÉ AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La loi du 12 juillet 1999, relative à « la simplification et au renforcement de la coopération intercommunale », a permis de clarifier le champ institutionnel en réduisant le nombre de niveaux de coopération. De ce fait, au plus tard le 1^{er} janvier 2002, les Districts et les Communautés de villes devaient avoir disparu au profit des Communautés urbaines ou de communes et d'un nouvel Établissement Public de Coopération Intercommunale créé par la Loi dite Chevènement : les Communautés d'Agglomération.

Le District de Montpellier, composé alors de 15 communes, répondait aux contraintes juridiques imposées pour la constitution d'une Communauté d'Agglomération : un territoire de plus de 50 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Au 1^{er} août 2001, le District s'est donc transformé en Communauté d'Agglomération.



La Communauté d'Agglomération de Montpellier comprend actuellement les 31 communes suivantes :

! BAILLARGUES
! BEAULIEU
! CASTELNAU-LE-LEZ
! CASTRIES
! CLAPIERS
! Cournonsec
! Courmouret
! Fabrègues
! Grabels
! JACOU
! JUVIGNAC
! LATTES
! LAVERGNE
! LE CRÈS
! MONTAUD
! MONTFERRIER-SUR-LEZ
! MONTPELLIER
! MURVIEL LES MONTPELLIER
! PEROLS
! PIGNAN
! PRADES LE LEZ
! RESTINGLIÈRES
! SAINT-BRÈS
! SAINT-DREZERY
! SAINT GENIÈS DES MOURGUES
! SAINT GEORGES D'ORQUES
! SAUSSAN
! SAINT JEAN DE VÉDAS
! SUSSARGUES
! VENDARGUES
! VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE

Le Conseil Communautaire est composé de **90 membres**. Toutes les communes membres sont représentées, aucune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de représentants par commune est déterminé proportionnellement à la population de chaque commune.

Il est de 1 pour les communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Cournonsec, Courmouret, Jacou, Laverne, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Murviel-Lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Restinglières, Saint-Brès, Saint-Drezery, Saint-Genès-des-Mourgues, Saint-Georges-d'Orques, Saussan, Sussargues-Vendargues; de 2 pour Le Crès, Fabrègues, Juvignac, Pérols, Pignan, Saint-Jean-de-Védas, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels ; de 4 pour Castelnau-le-Lez ; de 5 pour Lattes et de 45 pour Montpellier.

Le 4 avril 2013, Castelnau-le-Lez a perdu un siège au profit de Grabels.

Les compétences

La Communauté d'Agglomération de Montpellier veille à développer le territoire de façon harmonieuse et cohérente, afin de répondre efficacement aux besoins quotidiens, exprimés et à venir de ses habitants.

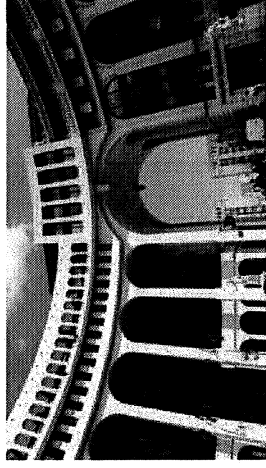
Conformément à la loi (12 juillet 1999), Montpellier Agglomération est dotée de **4 compétences obligatoires** :

- ! le développement économique,
 - ! l'aménagement de l'espace communautaire et les transports en commun,
 - ! l'équilibre social de l'habitat,
 - ! la politique de la ville.
- Chaque établissement intercommunal ayant à choisir au moins **3 compétences optionnelles**, la Communauté d'Agglomération a opté pour les 5 suivantes :
- ! la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie communautaire et des parcs de stationnement,
 - ! l'assainissement des eaux usées,
 - ! la production et la distribution de l'eau potable,
 - ! la protection et la mise en valeur de l'environnement, la collecte, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers,
 - ! la construction et la gestion des équipements culturels et sportifs.



Enfin, Montpellier Agglomération a décidé de prendre en charge les compétences facultatives suivantes :

- ! les services funéraires,
- ! le service de fourrière animale,
- ! la lutte contre les inondations dans la basse vallée du Lez,
- ! le développement et la gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas-Rhône et du Languedoc,
- ! l'étude et la réalisation de toutes opérations de travaux susceptibles de favoriser le développement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- ! le développement des réseaux « très haut débit » en relation avec les autres acteurs publics locaux.



Le mode de fonctionnement

Le mode de fonctionnement de la Communauté d'Agglomération est défini par la loi, et s'inspire de celui des communes pour les prises de décision.

Organe exécutif et assemblée délibérante

Le Conseil de Communauté est composé de **90 membres élus**. Depuis l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2000, tous sont des maires ou des conseillers municipaux désignés par leur commune pour la représenter au sein de cette structure intercommunale.

Après le décès de Georges Frêche, le 24 octobre 2010, Jean-Pierre Moure a été élu le 2 décembre 2010 comme nouveau Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avec 86 voix sur 90 votants.

A l'occasion de cette élection, le bureau qui constitue l'organe exécutif de la collectivité, a été renforcé de 5 postes de conseillers spéciaux, qui assurent une mission de suivi particulier sur des dossiers importants :

- ! l'économie de proximité, les filières biologiques, circuits courts et maraîchage ;
- ! les relations avec les pays de la Méditerranée occidentale ; le patrimoine remarquable ;
- ! les zones humides et étangs littoraux ;
- ! l'archéologie, Site archéologique Lattara - musée Henri Prades et la culture occitane.

Le bureau d'Agglomération est à présent constitué de 27 vice-présidents et de 5 conseillers spéciaux.

Préparation des séances du Conseil

Les affaires soumises au Conseil de Communauté sont dans un premier temps examinées par les commissions de travail. L'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour est ensuite présenté aux membres du Bureau. Les affaires, rapportées par les vice-présidents, sont ensuite soumises au Conseil d'Agglomération et les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

Les commissions

Les commissions constituent des groupes de travail spécialisés. Elles jouent un rôle déterminant dans l'élaboration des projets et des actions de la Communauté d'Agglomération. Elles préparent les décisions du Conseil de Communauté et la fréquence de réunion des commissions est fonction des réunions du conseil.

Composition : À l'exception de la Commission Finances constituée de l'ensemble des maires des 31 communes, la composition des commissions est libre. Les conseillers, qu'ils siègent au conseil communautaire ou uniquement au conseil municipal, font acte de candidature en fonction de leurs compétences ou de leurs centres d'intérêt. Afin de permettre à toutes les communes d'être représentées, chaque maire peut désigner son adjoint concerné ou un conseiller municipal dans chacune des commissions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le nombre des membres est variable d'une commission à l'autre. La composition de chacune d'entre elle a été adoptée par délibération n°9894 du 15 décembre 2010.

La présidence des commissions est assurée par un président délégué. Également vice-présidents du Conseil de Communauté, les présidents délégués sont élus par les membres des commissions. Le Président de la Communauté d'Agglomération reste président de droit de l'ensemble des commissions.

Artisanat, Commerce, Marché d'Intérêt National



Étals sur le Marché d'Intérêt National de Montpellier Agglomération

- ! Politique en faveur de l'artisanat et du commerce et des zones d'activités destinées à l'accueil d'entreprises artisanales et de services de proximité
- ! Création et gestion des villages d'entreprises et des zones d'activités destinées à d'entreprises artisanales et de services de proximité (Hannibal, Parc 2000)

- ! Relation avec les chambres consulaires
- ! Suivi de la Commission Départementale d'Équipement Commercial (CDEC)
- ! Suivi du marché d'intérêt national

Commission d'Appel d'Offres

La Commission d'Appel d'Offres est composée de cinq membres, élus par le Conseil de Communauté. Contrairement aux autres commissions dont l'avis est consultatif, elle répond à des dispositions légales. Elle est obligatoirement réunie à certains stades de la procédure de mise en place d'un marché public, notamment pour l'ouverture des plis et l'enregistrement des pièces contenues dans ceux-ci, mais aussi pour la désignation des candidats retenus.

Communication

- ! Communication institutionnelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- ! Relations avec les prestataires chargés de la conception, de la réalisation et de l'impression des documents de communication.



Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes

- ! Affaires Juridiques et Marchés Publics :
 - Assurances (contrats, suivi des polices, mise en jeu des garanties),
 - Commission d'Accès aux Documents Administratifs, contentieux, archives.

Ressources informatiques :

- Équipement, maintenance et formation informatique des services, réalisation du schéma directeur, dématérialisation des arrêtés et des procédures.

Moyens généraux et bâtiments :

- Marchés de fournitures courantes, maintenance, gestion des fluides et de l'énergie des bâtiments de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Travaux d'aménagements, de rénovation, d'extension ou de réalisation de bâtiment de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (hors bâtiments culturels et sportifs).
- Parc automobile de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Gestion du Patrimoine immobilier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (hors bâtiments culturels et sportifs).

Copropriétés

- ! Gestion, acquisitions de bâtiments de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en copropriété
- ! Participation aux syndics de copropriétés

Culture, Enseignements Artistiques

- ! Politique culturelle
- ! Création et gestion d'équipements et services culturels d'intérêt communautaire
- ! Enseignements musical, théâtral (Conservatoire à Rayonnement Régional) et artistique
- ! Soutien aux institutions culturelles structurantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- ! Festival international de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon, Festival international du Cinéma Méditerranéen et Festival Montpellier Danse



Aide à la diffusion théâtrale

- ! Soutien aux musiques contemporaines (salle Victoire 2)
- ! Soutien aux initiatives, pratiques et manifestations culturelles
- ! Relations avec les organismes et associations culturels : Complexe du Mas de Grille, Médiathèque Centrale Émile Zola, réseau des médiathèques, musée Fabre, musée de l'Histoire de France en Algérie, musée Henri Prades et site archéologique Lattara, Opéra Comédie, Théâtre de Grammont, Agora Cité internationale de la danse, Domaine Bonnier de la Mosson, Planétarium Galilée, Aquarium Mare Nostrum

Développement Durable, Énergies Nouvelles et Gestion des Temps

- ! Agenda 21
- ! Plan Climat Énergie Territorial et projets en matière de Développement Durable
- ! Protection et mise en valeur des milieux naturels sensibles
- ! Relations avec les acteurs compétents
- ! Énergies renouvelables
- ! Lutte contre les nuisances sonores et la pollution de l'air
- ! Gestion des temps
- ! Soutien aux actions de maîtrise de l'énergie



Eau et assainissement

- ! Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du « Bas Rhône et du Languedoc »
- ! Élaboration et mise en œuvre du schéma d'assainissement collectif et non collectif
- ! Réalisation et gestion d'équipements de collecte et de traitement des eaux usées
- ! Suivi des SAGE
- ! Représentation dans les commissions d'études et de concertation
- ! Relations avec les prestataires et délégataires
- ! Élaboration et mise en œuvre du schéma d'eau potable
- ! Compétences exercées à l'échelle du bassin versant de la zone humide de l'étang de l'Or :
 - réflexion et concertation, études globales, animations, suivi et évolution de la politique de l'eau et des milieux aquatiques,
 - participation aux réseaux nationaux et internationaux gestionnaires des milieux aquatiques et ressources naturelles, sensibilisation et information du public,
 - gestion, fonctionnement et entretien des ouvrages départementaux permettant de réguler les apports d'eau douce et salée de l'étang de l'Or.

Écolothèque

- ! Gestion du centre de loisirs et du centre de ressources environnement
- ! Définition des principales missions de l'Écolothèque
- ! Suivi du fonctionnement, de l'aménagement et de l'équipement
- ! Relations avec l'Éducation Nationale
- ! Étude d'une nouvelle Écolothèque (création).

Économie Agricole, Viticole, Traditions Populaires et Ruralité, Relations avec la Chasse et la Pêche

- ! Promotion et préservation des activités agricoles et viticoles : restructuration des caveaux, soutien aux structures coopératives
- ! Relations avec la Chambre d'Agriculture
- ! Soutien aux actions de commercialisation ou de développement de la qualité
- ! Soutien aux actions de préservation ou de développement des activités arboricoles et maraichères



! Représentation auprès des organismes en charge des questions de chasse et de pêche traditionnelles

! Relations avec les associations ou organismes œuvrant pour le maintien et le développement des traditions populaires locales

! Promotion ou réalisation de manifestations en relation avec l'objet de la commission

! Développement d'actions en faveur des territoires ruraux

! Actions de promotion de la culture occitane sur le territoire de la Communauté d'Agglomération

! Actions de promotion de la course camarguaise

! Actions en faveur de la promotion et du développement du jeu de balle au tam-bourin

! Fête de la Truffe

.....
La Fête
de la Tomate
à Clapiers
.....

Environnement

- ! Traitement et valorisation des déchets ménagers (Demeter, déchets verts, composteurs)
- ! Actions en faveur de la valorisation et de la réduction des déchets
- ! Mise en œuvre du plan départemental de gestion des déchets ménagers
- ! Gestion et post-exploitation du Thôt
- ! Centre de Stockage des Déchets Ultimes
- ! Réalisation et exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst
- ! Gestion des Points propreté
- ! Gestion des régies de collecte

Finances

- ! Orientations budgétaires
- ! Élaboration et suivi des documents budgétaires (BP, BS, CA)
- ! Fiscalité
- ! Emprunts, gestion, dette
- ! Exécution comptable
- ! Attributions de subventions
- ! Garanties d'emprunt (hors logement social)
- ! Relations avec le SDIS

Innovation

- ! Projets innovants, dématérialisation et e-administration
- ! Nouvelles technologies au service des citoyens
- ! Modernisation des outils de gestion
- ! Domotique et bâtiments intelligents
- ! Réseaux très haut débit

Insertion par l'Économique

- ! Mission Locale d'Insertion, Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation,
- ! Plan Local d'Insertion par l'Économique
- ! Subventions aux associations et aux entreprises œuvrant dans le domaine de l'insertion

.....
Les Rencontres
pour l'Emploi
organisées par
Montpellier
Agglomération
rencontre
toujours un vif
succès
.....

**Lutte contre les inondations**

- ! Réalisation des études et des travaux de protection contre les inondations dans les vallées du Lez, de la Lironde et de la Mosson
- ! Toute action nécessaire à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de ces aménagements
- ! Études des phénomènes hydrauliques et des crues sur le territoire de la Communauté d'Agglomération visant à définir ou préciser les secteurs urbanisés sujets à risque d'inondation et la nature des aménagements à réaliser pour réduire ce risque
- ! Participation aux études nécessaires à l'élaboration du schéma global de lutte contre les inondations recommandée par le Sage Lez-Mosson-Étangs palavasiens au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) à l'échelle du bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens
- ! Toute action nécessaire à la bonne réalisation des études précitées



Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Économique et Emploi

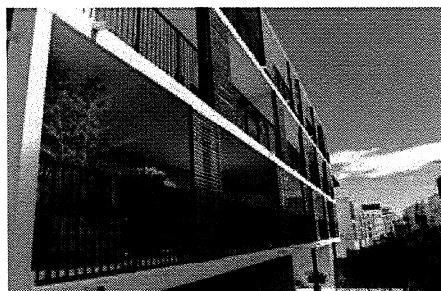
- ! Développement Économique
- ! Développement des actions économiques internationales
- ! Animation et accompagnement du développement économique local
- ! Création, aménagement et gestion des parcs d'activités, ZAC
- ! Prospection, accueil et implantation d'entreprises nouvelles
- ! Actions en faveur de la création d'entreprises nouvelles
- ! Développement des nouvelles technologies
- ! Soutien à la recherche et au développement
- ! Participation aux pôles de compétitivité
- ! Relations avec le GIP Pôle Universitaire Européen et enseignement supérieur
- ! Relations avec les acteurs relevant des pôles d'excellence
- ! Représentation auprès de l'organisme concessionnaire de l'aéroport

Personnel

- ! Ressources humaines : Carrière, Effectifs, Recrutements, Formations, Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, Rémunérations
- ! Relations sociales et conditions de travail
- ! Élection et fonctionnement des CTP, CAP et CHS
- ! Frais de mission et de représentation des élus

Politique de la Ville, Logement, Habitat

- ! Programme Local de l'Habitat
- ! Aide à la réalisation de logements sociaux
- ! Relations avec les organismes en charge du logement social
- ! Politique de la Ville
- ! Actions en faveur de la rénovation de logements existants
- ! Garanties d'emprunts pour la réalisation de logements sociaux
- ! Contrat de Ville, Grand projet de Ville et autres politiques contractuelles avec l'État
- ! Participation aux dispositifs contractuels de développement urbain
- ! Action en faveur de la mixité sociale



.....
Déterminer les objectifs d'une politique de l'habitat conforme à l'intérêt communautaire est l'une des compétences obligatoires de Montpellier Agglomération
.....

Protection des Animaux, Fourrière Animale

- ! Conduite en fourrière des animaux errants après capture
- ! Service d'accueil des animaux errants en attente de cession gratuite à des organismes habilités à proposer l'adoption
- ! Construction et gestion d'une fourrière et d'un refuge pour animaux

Relations Internationales

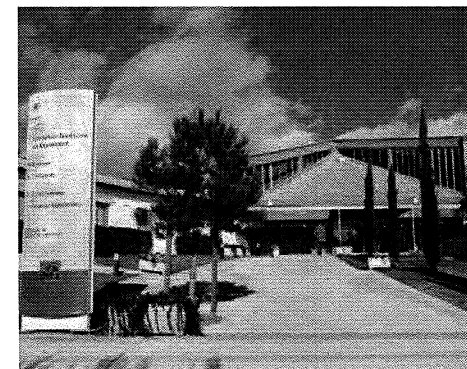
- ! Politique internationale concernant les activités de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- ! Actions de représentation et de promotion des territoires de la Communauté d'Agglomération au niveau international
- ! Relations avec la Communauté européenne
- ! Participation à des programmes initiés par la Communauté européenne
- ! Gestion des fonds structurels

Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopôle

- ! Promotion des politiques d'accessibilité
- ! Politique santé, prévention, handicap
- ! Téléalarme
- ! Plan de mise en accessibilité de voiries et espaces publics
- ! Schéma directeur d'accessibilité des services de transports publics
- ! Gestion de la Commission intercommunale d'accessibilité
- ! Relations avec l'association « Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques du Languedoc-Roussillon » (GIHP)

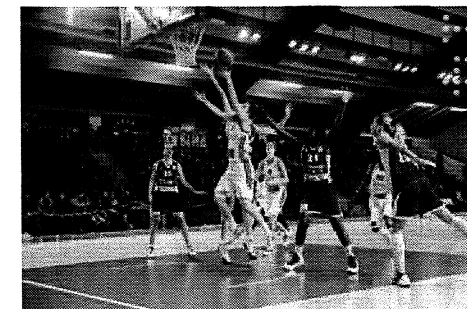
Services Funéraires

- ! Gestion du Service Funéraire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- ! Aménagement, extension et équipement du Centre Funéraire



Sports

- ! Politique sportive
- ! Construction, aménagement et gestion d'équipements sportifs structurants
- ! Développement de la pratique de la natation et du patinage
- ! Soutien aux clubs sportifs de haut niveau
- ! Soutien aux manifestations sportives de niveau national ou international
- ! Soutien aux initiatives, pratiques et manifestations sportives
- ! Relations avec les associations et clubs sportifs

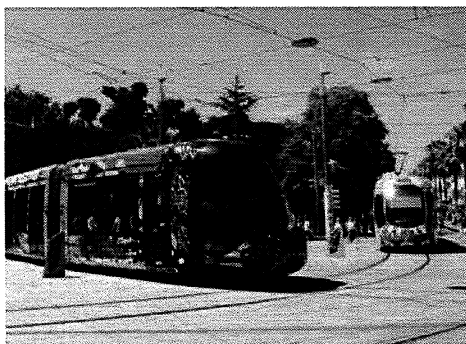


Tourisme

- ! Manifestations, salons, congrès à vocation touristique
- ! Développement des activités de tourisme, loisirs
- ! Relations avec les Offices de Tourisme
- ! Tourisme d'affaires, foires, expositions, congrès (Enjoy)

Tramway, Transports, Déplacements

- ! Études et Projet de réalisation de la 5^e ligne de tramway et extension de la 1^{re} ligne
- ! Gestion, exploitation des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e lignes de tramway
- ! Création, gestion et développement des réseaux de tramway et de bus
- ! Relations avec les exploitants
- ! Politique des déplacements urbains
- ! Développement des modes de déplacement doux (Vélo, magg'...)
- ! Développement de l'intermodalité



Urbanisme et politique foncière

- ! Schéma de Cohérence Territoriale
- ! Plan de Déplacements Urbains
- ! Avis sur projets et schémas régionaux
- ! Avis sur des opérations d'urbanisme menées sur le territoire de l'agglomération
- ! Avis sur les documents d'urbanisme des communes membres pour lesquels la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée
- ! Acquisitions et cessions foncières
- ! Création de réserves foncières - ZAD
- ! Exercice du droit de préemption

Voirie, Jalonnement

- ! Aménagements de voirie d'intérêt communautaire et en faveur des transports en commun
- ! Réalisation et maintenance du jalonnement directionnel dans les communes

LES RESSOURCES HUMAINES

Des effectifs constants et équilibrés

Le nombre d'agents sur emplois permanents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est resté stable au cours de l'année pour atteindre 1 423 agents au 31 décembre 2013. On distingue 1 202 titulaires, stagiaires et agents détachés et 221 agents non titulaires.

Répartition des effectif par catégories, statuts et pôles

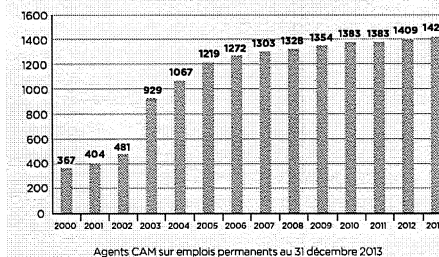
La Communauté d'Agglomération de Montpellier comptait fin 2013 :

- ! 297 agents de catégorie A
- ! 345 agents de catégorie B
- ! 781 agents de catégorie C

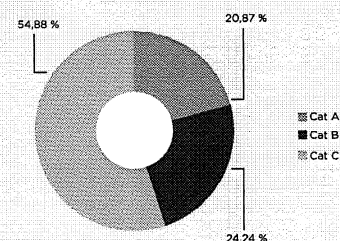
Des agents de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement sur le terrain



Évolution des effectifs de Montpellier Agglomération



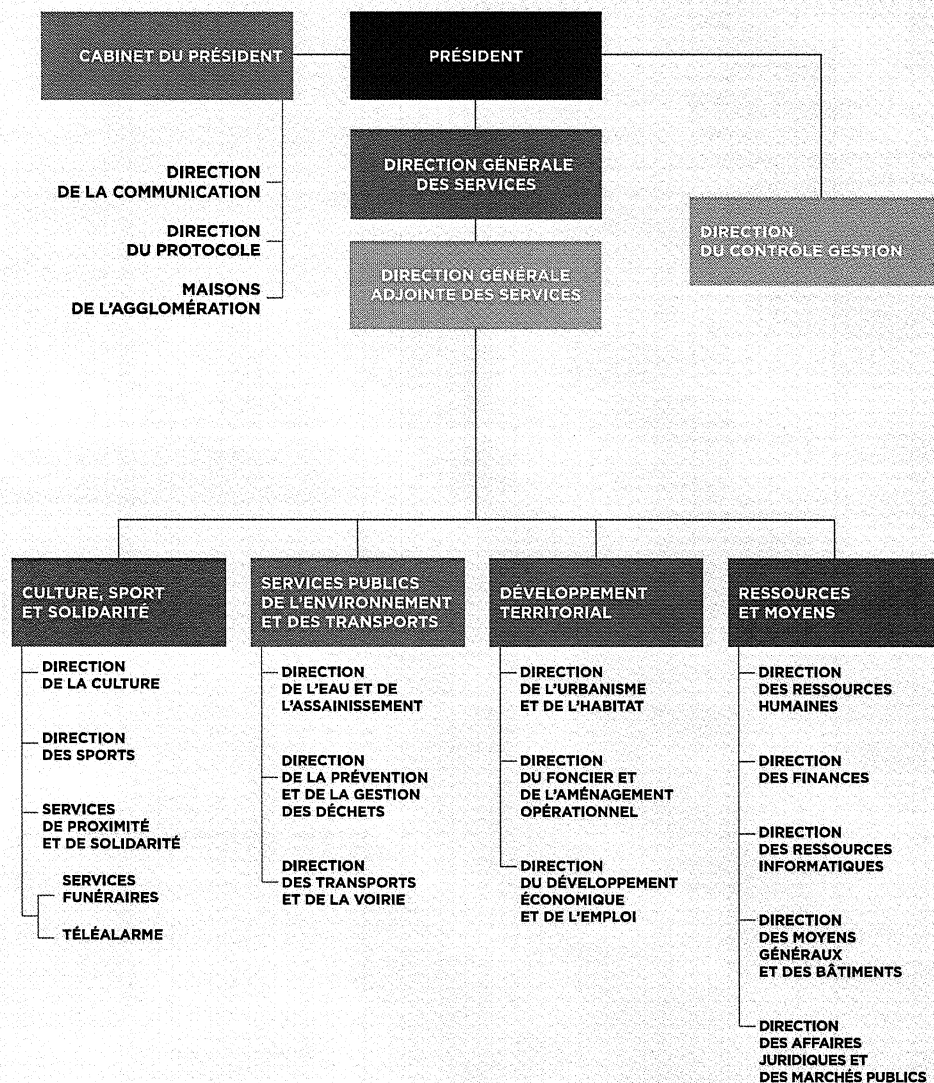
Répartition par catégories de l'effectif sur emploi permanent au 31 décembre 2013



Répartition des effectifs

| Pôles | Fonctionnaires | Non titulaires | Total |
|---|----------------|----------------|-------------|
| DGS | 9 | 4 | 13 |
| Cabinet | 44 | 16 | 60 |
| Ressources et Moyens | 126 | 18 | 144 |
| Culture, Sports et Solidarité | 663 | 143 | 806 |
| Développement Territorial | 82 | 28 | 110 |
| Services Publics de l'Environnement et des Transports | 209 | 12 | 221 |
| Détachés et mis à disposition | 69 | | 69 |
| Total | 1202 | 221 | 1423 |

Organigramme 2013 de Montpellier Agglomération



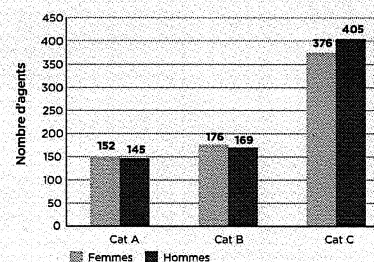
Réunion des
correspondants
Communication
de
Montpellier
Agglomération



Parité hommes / femmes par catégorie

Signataire de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier compte, au 31 décembre 2013, **704 femmes**, soit 49,5 % de l'effectif et **705 hommes**, soit 50,5 %. Avec une quasi égalité, ces chiffres illustrent la volonté de Montpellier Agglomération d'œuvrer pour l'égalité et permettre à la parité de gagner du terrain dans l'ensemble des typologies de postes.

Répartition des agents sur emploi permanent
par catégories et par sexes



Les temps forts de l'année 2013

Évaluation des Risques Professionnels au sein des établissements culturels

Dans le cadre de sa politique de prévention des risques professionnels, la Communauté d'Agglomération a réalisé l'évaluation de 24 établissements de la Direction de la Culture. Les risques sont les événements associés aux sources de danger identifiés, en fonction des conditions d'exposition des personnels. L'objectif est d'établir un plan d'actions permettant de limiter ou de supprimer ces risques de manière opérationnelle. L'évaluation des risques a été faite par unité de travail à partir de l'observation des postes de travail, des modes opératoires et d'entretiens avec les agents concernés.

Accès à l'emploi titulaire

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, prévoit un dispositif d'accès à l'emploi titulaire ouvert pendant une durée de 4 ans, soit jusqu'au 12 mars 2016, par la voie de recrutements réservés donnant accès au statut de fonctionnaire sous certaines conditions.

Le programme pluriannuel est établi en fonction des besoins de la collectivité ou de l'établissement public, en tenant compte des objectifs de la Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences, et détermine les grades des cadres d'emploi ouverts aux recrutements réservés, le nombre de postes ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition dans les sessions successives de recrutement.

Ce dispositif vient compléter la politique menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis de nombreuses années incitant les agents contractuels à présenter les concours en leur proposant des préparations adaptées. Ainsi, les agents non titulaires sur postes permanents représentent moins de 10 % des effectifs à la Communauté d'Agglomération, contre 23 % en moyenne dans la Fonction Publique Territoriale.

Politique de formation active

La formation est un levier essentiel pour moderniser le service public et s'adapter aux nouveaux enjeux. Montpellier Agglomération a poursuivi la mise en œuvre de son plan de formation triennal. Ainsi, en 2013, près de 979 agents sont partis en moyenne 5 jours en formation. Toujours en vue de répondre au plus près des besoins des services, 55 formations ont été organisées en interne avec 3 thématiques mises en avant cette année : l'entretien annuel d'évaluation, les marchés publics et les risques incendie.



Séance de formation secours à la Piscine Jean Taris en juillet 2013

Plan d'actions managérial

9 groupes de travail composés de cadres de l'agglomération de Montpellier ont travaillé courant 2013 pour faire émerger des propositions innovantes dans des domaines transversaux : les outils décisionnels, la gestion des temps, l'espace numérique de travail ou bien l'intégration de nouveaux arrivants. Ces propositions, fruits d'un travail collaboratif, seront progressivement intégrées par les directions opérationnelles concernées.

Dans le but de fluidifier les relations managériales, il convient de noter que l'expérimentation de l'entretien professionnel a été reconduite pour l'année 2013.



Réunion d'un groupe de travail sur le plan d'actions managérial en octobre 2013

Modernisation des outils RH

L'année 2013 a vu aboutir des projets informatiques majeurs pour la Direction des Ressources Humaines visant à moderniser ses outils tout en proposant de nouveaux services aux agents.

Ainsi le Système d'Information Ressources Humaines a intégré la technologie web, la dématérialisation des congés pour les agents a été déployée et enfin le projet de nouvel intranet, rénovant notamment les outils de communication interne et proposant un bureau numérique aux agents, a été finalisé fin 2013 et mis en œuvre tout début 2014.

Sur ce dernier projet, il convient de souligner que ce nouvel intranet va améliorer la communication interne en favorisant la contribution de l'ensemble des services et en permettant la mise en place d'un véritable portail numérique communautaire plus convivial et performant.

Enfin, il est rappelé que la prime variable complémentaire servie aux agents a été augmentée en 2013.

Prêt de vélo aux agents

Dans le cadre du PDE, les agents ont la possibilité de bénéficier d'un prêt de vélo pour effectuer les trajets domicile / travail en contrepartie de l'abandon de leur place de stationnement. Fin 2013, 170 vélos avaient été distribués.



Parc à vélos devant l'Hôtel d'Agglomération

Électromobilité

La Communauté d'Agglomération dispose désormais de 63 vélos à assistance électrique mis à la disposition des agents pour leurs déplacements professionnels. 2 Kangoo électriques ont également été mis à la disposition de la régie des piscines.

DES SERVICES TRANSVERSAUX PERFORMANTS

Les actions en faveur de la maîtrise de l'énergie

Montpellier Agglomération poursuit sa politique de maîtrise de l'énergie et de recherche de la performance énergétique. Plusieurs opérations d'économies d'énergie ont été mises en œuvre en 2013, en particulier des travaux de modernisation des installations de chauffage et climatisation pour 479 000 € : remplacement de la centrale de traitement d'air de la salle du conseil et de la médiathèque de la Gare à Pignan, modernisation du système de climatisation du Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades à Lattes, modernisation de gestion technique centralisée dans les piscines, travaux de prévention du risque légionnelle dans les réseaux d'eau chaude sanitaire des piscines.

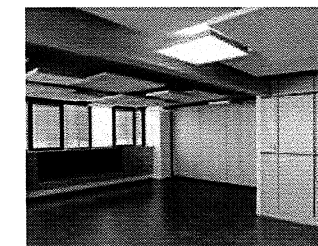
Montpellier Agglomération a décidé de s'engager dans une démarche de labellisation *Cit'ergie* dans le cadre d'un appel à candidature de l'ADEME. *Cit'ergie* va permettre à la collectivité d'évaluer les actions engagées dans le cadre de sa politique énergétique dans tous ses domaines de compétence et d'assurer le suivi des actions du Plan Climat Énergie Territoire voté par le Conseil d'Agglomération. En 2013, la première phase de l'étude a consisté à diagnostiquer la politique Énergie Climat de la collectivité afin d'établir un premier état des lieux et un programme d'actions. Cette phase en cours sera terminée à la fin du 1^{er} semestre 2014.

en processus
Cit'ergie
European Energy Award®

Les opérations d'aménagement et d'accessibilité des bâtiments

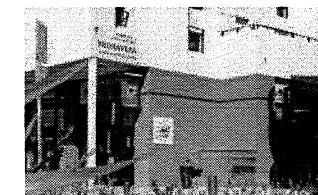
Les travaux de mise en conformité accessibilité de l'Hôtel d'Agglomération se sont poursuivis pour un montant de 356 800 €. Les travaux ont concerné la salle du Conseil, les espaces de réunion du 1^{er} étage du pavillon Zeus, ainsi que la signalétique dans les escaliers des pavillons Junon et Zeus, conformément à la loi sur l'Égalité des chances du 11 février 2005.

Le 1^{er} étage du pavillon Junon a été aménagé en maîtrise d'œuvre interne, en bureaux pour les services de l'Agglomération (direction Eau et Assainissement notamment) pour un montant de 805 000 €.



Aménagement du 1^{er} étage du pavillon Junon de l'Hôtel d'Agglomération

La Maison de l'Agglomération de Castelnau-le-Lez a été déplacée dans de nouveaux locaux achetés et aménagés par la Communauté d'Agglomération pour un montant total de 285 000 €.



Nouveaux locaux pour la Maison de l'Agglomération de Castelnau-le-Lez

Les travaux de remplacement des sols en moquette de l'Hôtel d'Agglomération par des sols souples se sont poursuivis en 2013, dans le but de faciliter les opérations de nettoyage et afin d'améliorer les conditions d'hygiène et de santé des agents.

Le Domaine de la Pompignane acquis en 2012 par la Communauté d'Agglomération est composé d'une bâtisse formant deux corps de bâtiments perpendiculaires et d'un chai, d'une maison de gardien et d'un parc. En 2013, des travaux d'aménagements et de réhabilitation des salles de réunion ont été réalisés pour un montant de 183 000 €. Par ailleurs, les études de réhabilitation de la salle *Céleste Empire* ont été livrées.

Le service Énergie Telecom poursuit le travail d'optimisation des installations de téléphonie. Des standards automatiques ont également été installés dans les piscines afin d'améliorer l'information du public, sur les horaires par exemple.

Le Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades à Lattes, la médiathèque Fellini et la pépinière d'entreprises MIBI à Montpellier ont été équipés de défibrillateurs en 2013. Ces dernières acquisitions portent à 35 le nombre total des bâtiments de l'Agglomération équipés, soit près de 60 %.

Une politique d'achats mutualisés optimisée

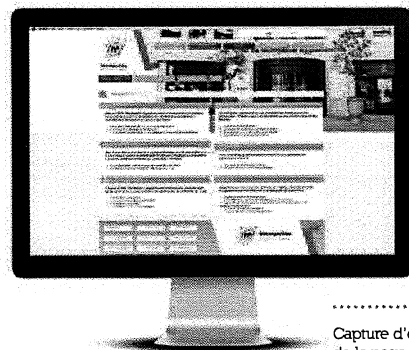
La démarche de mutualisation des procédures d'achats avec les communes de l'agglomération initiée par Montpellier Agglomération se poursuit. En 2013, plusieurs groupements de commandes ont été constitués permettant aux communes de réduire leurs budgets de mise en concurrence et de bénéficier de tarifs avantageux par l'augmentation des volumes achetés.

Le développement du numérique sous toutes ses formes

Programme e-services aux citoyens

Débuté par une étude de faisabilité au sein des différentes directions, le programme « e-services aux citoyens » a permis l'ouverture d'une plateforme e-services (intégrée au portail web de la collectivité) articulée autour d'un compte citoyen fédérateur et mutualisable avec les communes de l'agglomération qui le désirent (6 à ce jour). Cette plateforme propose 21 télé-services dans les domaines de l'emploi, de la collecte des déchets, du raccordement au réseau d'assainissement, de la relation avec les associations culturelles et sportives, du service de la Téléalarme, mais aussi

un accès à tous les services numériques proposés par Montpellier Agglomération (ventes en ligne au Musée Fabre et au Planétarium, Open data, délibérations en ligne...).



Capture d'écran de la page e-services du site de Montpellier Agglomération

Gestion d'un compte citoyen fédéré

Il s'agit de gérer différents « comptes » et « profils » utilisateurs pour organiser l'accès à de multiples services, l'interactivité avec les citoyens mais aussi pour améliorer la cohérence de l'offre de services et sa lisibilité. De manière volontaire, l'utilisateur peut créer un lien entre différents systèmes où il est connu avec des identifiants différents et constituer ainsi une identité unifiée servant de support à des échanges entre ces systèmes.

Développement de l'Open Data

En proposant un Open Data mutualisé, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques. La principale caractéristique du projet Open Data de Montpellier Agglomération est la mutualisation aux communes membres et volontaires. On retrouve les 4 communes pilotes impliquées en amont du projet - Castelnaud-le-Lez, Castries, Courdonterral et Le Crès - dès l'ouverture de la plateforme auxquelles s'ajoutent 6 communes arrivées en juin 2013.

Concrètement, l'Open Data consiste à partager des données publiques dans les formats ouverts et opérables. Ceci afin de libérer les données récoltées ou produites par les autorités publiques et de les rendre à la société, ses citoyens, associations, entreprises privées et administrations publiques, pour qu'ils s'en saisissent et les exploitent. Il s'agit ainsi de :

Mettre à disposition des citoyens, des entreprises, des chercheurs, des associations et autres acteurs publics, les masses de données numériques que la collectivité produit dans son activité quotidienne : informations géographiques, statistiques, localisation de services, textes réglementaires, études, informations transports...

Permettre la réutilisation de ces mêmes données publiques, par d'autres logiciels, applications et services.

Lancement du 1^{er} Hackathon

Le premier Hackathon organisé par Montpellier Agglomération (concours destiné à stimuler la création d'usages innovants à partir des données ouvertes) s'est déroulé les 20, 21 et 22 septembre 2013 à l'Hôtel d'Agglomération. Il s'adressait aux développeurs et designers qui ont eu 48 heures pour créer des applications ayant pour thèmes l'environnement et la mobilité.

Après avoir travaillé tout le week-end sur les jeux de données publiques mis à leur disposition, les groupes de candidats ont présenté leur réalisation à un jury composé d'élus, d'experts du numérique et de professionnels de l'environnement et de la mobilité. Ce dernier a récompensé les 2 meilleures réalisations, le 3^e prix a été attribué après un vote du public.

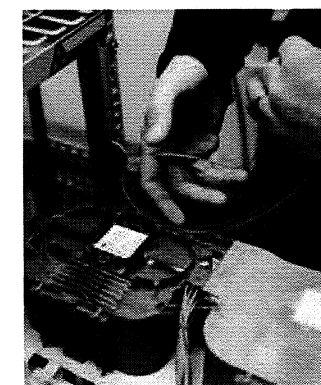


Le 1^{er} Hackathon de Montpellier Agglomération lancé en septembre 2013

Schéma Directeur d'Aménagement Numérique

Montpellier Agglomération s'est dotée d'un nouvel outil de planification cohérent avec son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique.

Ce document opérationnel de moyen / long terme (2012-2016) pose la première pierre de la stratégie de développement numérique de la Communauté d'Agglomération sur son territoire et de cadrage des travaux d'investissements nécessaires pour atteindre ses objectifs.



Travaux d'installation de fibre optique en décembre 2013

Priorité 1 : Desserte en Très Haut Débit (THD) des entreprises des Parcs d'Activité Économique (PAE) afin de faciliter leur raccordement par les opérateurs privés. Le coût de raccordement sera ainsi quasi nul et les délais d'intervention fortement réduits. Les PAE ont fait l'objet d'une priorisation par la Direction du Développement Économique et de l'Emploi et la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de Montpellier Agglomération.

Priorité 2 : Interconnexion des sites publics au THD en construisant un réseau fibre par le biais de travaux de génie civil et de raccordement des bâtiments publics. Les sites publics ont fait l'objet d'une priorisation par Montpellier Agglomération.

Priorité 3 : Interconnexion au THD des Zones d'Activités Économiques (ZAE) qui ne sont actuellement pas raccordées en entrée de zone par un réseau fibre optique (notamment par le réseau *Num'Hérault* du Conseil Général de l'Hérault ou *Pégase* de la Ville de Montpellier). Cette opération concerne 7 ZAE sur le territoire de Montpellier Agglomération.

LES RÉSULTATS FINANCIERS

des marchés de la ligne 3, la poursuite du Schéma Directeur d'Assainissement, la lutte contre les inondations, l'urbanisme avec le contournement Nîmes-Montpellier et le projet urbain de la Route de la Mer ou l'inauguration de la 13^{ème} piscine communautaire Les Néréides à Lattes.

En parallèle, Montpellier Agglomération a poursuivi ses opérations en matière de réalisation de logements et de soutien aux secteurs économiques porteurs comme le numérique.

En fonction des domaines d'intervention, les dépenses d'équipement se répartissent ainsi :

- ! Budget Principal : **124 M€**
- ! Budget Services Funéraires : **0,12 M€**
- ! Budget Assainissement : **8 M€**
- ! Budget Eau potable : **2,4 M€**

Avec un budget consolidé de 646 M€ en 2013, l'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est portée dans des domaines aussi variés que la collecte des déchets ménagers, l'amélioration des réseaux d'eau et d'assainissement, l'accompagnement des entreprises ou la promotion de la culture et du sport, à travers le réseau des médiathèques, le réseau des piscines et de nombreuses manifestations culturelles et sportives.

En investissement, les principaux axes d'intervention ont concerné le secteur des transports, avec en particulier, le solde

Les résultats du compte administratif 2013

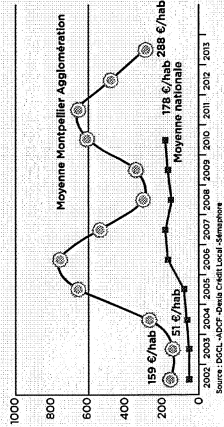
| | Dépenses | Recettes | Résultat de l'exercice | Résultat de clôture |
|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| Budget Principal | | | | |
| Fonctionnement | 386 831 977,46 | 464 099 730,74 | 77 268 153,28 | 101 002 966,71 |
| Investissement | 211 950 254,19 | 193 337 212,76 | -18 613 041,43 | -83 556 687,91 |
| Total | 598 781 831,65 | 657 436 943,50 | 58 665 111,85 | 17 446 278,80 |
| Service Funéraires | | | | |
| Fonctionnement | | | | |
| Investissement | 4 506 041,44 | 4 888 401,32 | 382 359,88 | 3 864 654,75 |
| Total | 157 658,85 | 406 881,68 | 249 222,83 | 299 542,78 |
| Assainissement | | | | |
| Fonctionnement | 16 780 101,10 | 25 418 050,73 | 8 637 949,63 | 16 071 331,18 |
| Investissement | 17 591 774,45 | 20 542 612,17 | 2 950 837,72 | -1 102 387,50 |
| Total | 34 371 875,55 | 45 960 662,90 | 11 588 787,35 | 14 968 943,68 |
| Assainissement non collectif | | | | |
| Fonctionnement | 42 392,36 | 51 420,64 | 9 028,28 | 36 140,50 |
| Investissement | 0,00 | 1 581,00 | 1 581,00 | 6 281,72 |
| Total | 42 392,36 | 53 001,64 | 10 609,28 | 42 422,22 |
| Eau brute | | | | |
| Fonctionnement | 163 429,61 | 235 283,22 | 71 853,61 | 119 376,87 |
| Investissement | 0,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| Total | 163 429,61 | 242 283,22 | 78 853,61 | 126 376,87 |
| Eau potable | | | | |
| Fonctionnement | 4 666 298,28 | 6 330 366,61 | 1 664 068,33 | 3 234 087,11 |
| Investissement | 3 456 523,88 | 4 519 996,89 | 1 063 473,01 | 4 121,03 |
| Total | 8 122 822,16 | 10 850 363,50 | 2 727 541,34 | 3 238 208,14 |
| Total Budget | | | | |
| Fonctionnement | 412 989 940,25 | 501 023 253,26 | 88 033 413,01 | 124 328 557,12 |
| Investissement | 233 156 211,37 | 218 815 284,50 | -14 340 926,87 | -84 342 129,88 |
| Total | 646 146 051,62 | 719 838 537,76 | 73 692 486,14 | 39 986 427,24 |

Une politique d'investissement dynamique

Le taux d'exécution des dépenses d'équipement s'élève à 78 %.

Si les dépenses d'investissement du budget principal diminuent sensiblement par rapport à 2012 (-36 %), leur niveau reste important (124 M€ hors dette).

Dépenses d'équipement par habitant
Budget principal depuis 2002



Les dépenses de fonctionnement

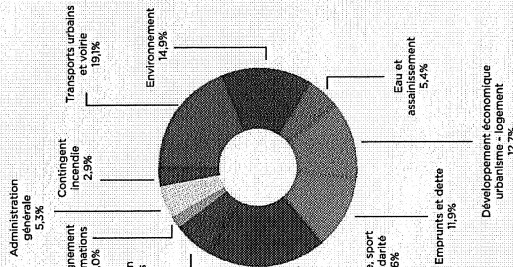
Elles s'élèvent à 347,8 M€.

La masse salariale connaît une augmentation de 5,2 %. Cette évolution, qui reste en-dessous de l'évolution estimée au niveau national (+6,5 %), s'explique essentiellement par la revalorisation des catégories B et C, l'augmentation du taux de cotisation CNRACL, la revalorisation du régime indemnitaire et l'ouverture de nouveaux équipements (piscine Les Néréides à Lattes).

La part de ces dépenses dans les dépenses réelles de fonctionnement reste contenue à 16,5 %.

Parmi les autres principaux postes, les intérêts diminuent de 6,3 % en 2013 du fait de l'évolution des marchés financiers et de la structure de l'encours de la dette, qui permet de bénéficier de taux variables peu élevés.

Répartition des dépenses réelles 2013 par fonctions
(budget consolidé / investissement + fonctionnement)

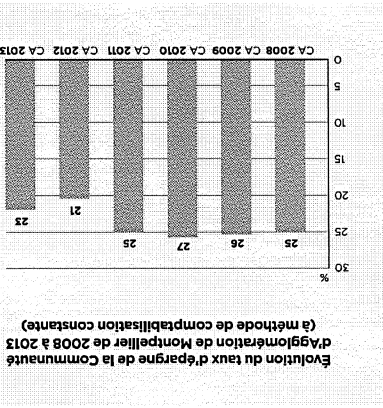
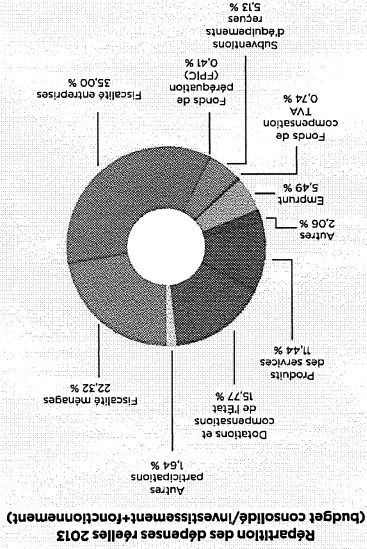


Les recettes
de fonctionnement

Elles s'élevaient à 450,6 M€. 57 % des recettes totales, tous budgets confondus, proviennent de la fiscalité directe. Depuis la réforme de la taxe professionnelle, elle se répartit entre les ménages (taxe d'habitation, foncier bâti, foncier non bâti et taxe d'enlèvement des ordures ménagères : 122 M€, soit 39 % de la fiscalité directe) et les entreprises (cotisation économique territoriale, taxe sur les surfaces commerciales, IFER, versement transport et TEOM : 191,4 M€ soit 61 % de la fiscalité directe).

Le volume des dotations de l'Etat (dotation globale de fonctionnement, compensations fiscales et dotation globale de décentralisation) reste important (86,2 M€). Les dotations baissent néanmoins de 1,6 % compte tenu des mesures prises dans le cadre du redressement des finances publiques.

Parallèlement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est bénéficiaire du Fonds de Pééréquation des Ressources Communales et Intercommunales (FPCI) qui connaît, lui, une forte augmentation. Ce fonds, qui institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités d'une même catégorie, s'élève à 2,2 M€ en 2013, soit une hausse de 178 %.



Evolution du taux d'épargne de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 2008 à 2013 (la méthode de comptabilisation constante)

L'épargne brute augmentée de 9 % et s'élève à **102,2 M€** compte tenu de ces évolutions. Le taux d'épargne représente ainsi 23 % des recettes de fonctionnement. Cela correspond pond à la part des recettes courantes que la collectivité parvient à dégager pour financer les dépenses d'investissement.

Le financement
de l'investissement

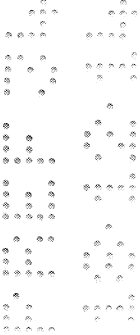
Pour mémoire, ce ratio mesure le nombre d'années qui serait nécessaire à la collectivité pour rembourser son encours de dette si elle y affectait l'ensemble de son épargne. Les principales caractéristiques de la dette sont les suivantes : Une structure de la dette équilibrée qui assure une bonne prévisibilité des frais financiers, tout en bénéficiant des niveaux historiquement bas des taux monétaires : 54 % de la dette est contractée à taux fixe et 46 % à taux variable. Des conditions financières optimisées : les niveaux de marges obtenus sont particulièrement compétitifs, la Communauté d'Agglomération ayant pu bénéficier de prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). A titre d'exemple, alors que les marges bancaires étaient de 1,75 % en moyenne en 2013, la marge des prêts BEI s'élevait à 0,69 %.

Un taux moyen de la dette de **2,85 %** particulièrement bien positionné (la moyenne de la strate se situe à 3,07 %) Une répartition des emprunts auprès de 11 prêteurs qui permet de garantir une sécurisation du risque de contrepartie.

Un endettement maîtrisé

Montpellier Agglomération bénéficie du soutien de ses partenaires locaux dans le développement des projets structurants tels que les lignes de tramway, la lutte contre les inondations, le développement des médiathèques et des piscines ou encore le développement économique... Les recettes propres s'élèvent à **24 M€**. Elles sont constituées pour l'essentiel par les subventions reçues pour le financement de nos projets (15,5 M€), le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA 4 M€) et les ventes de terrains et remboursements d'avances (3 M€).

Les ressources propres



02

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Dans le domaine de l'aménagement de l'espace, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce des compétences en matière de prospective territoriale et de planification urbaine.

À ce titre, elle établit et met en œuvre les documents de planification stratégique d'échelle intercommunale.

Elle réalise également des études de définition urbaines ou de prospective territoriale dans les domaines de l'aménagement, des mobilités, de l'environnement et de la gestion des temps.

Les Pierres de l'air

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : FIXER LE CAP AVEC MAÎTRISE

Le Schéma de Cohérence Territoriale : l'outil de référence

Adopté à l'unanimité le 17 février 2006, le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération de Montpellier définit les orientations générales d'aménagement du territoire à l'horizon 2020. Ce document de référence fixe le cap d'un développement urbain maîtrisé, conciliant les atouts d'une croissance démographique forte et les exigences d'une préservation du capital foncier et environnemental de l'agglomération montpelliéraine. Conformément aux objectifs de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, il encadre et met en cohérence les documents de planification sectoriels (Plan de Déplacements Urbains, Programme Local de l'Habitat, Schéma De Développement Commercial), ainsi que les documents d'urbanisme local (Plans Locaux d'Urbanisme, Zones d'Aménagement Concerté).

Afin de procéder à l'intégration, tant sur le fond que sur la forme, des évolutions récentes du Code de l'urbanisme (Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement de 2009 et Loi portant Engagement National pour l'environnement de 2010 en particulier),

la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé, par délibération en date du 28 juin 2012, la révision de ce document stratégique. Il s'agit, principalement :

- de compléter les dispositions du SCOT afin d'adapter le territoire communautaire au changement climatique et d'en atténuer les effets ;
- de prendre en compte les enjeux relatifs à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques en identifiant les composantes locales de la trame verte et bleue régionale ;
- de préciser les objectifs relatifs à l'équipement commercial et aux localisations préférentielles des commerces ;
- d'ajuster les limites des secteurs d'extension urbaine potentielle afin de répondre, principalement, à la demande en foncier à vocation économique.

En septembre 2013, la Communauté d'Agglomération a notifié deux marchés distincts à une équipe pluridisciplinaire de prestataires. Il s'agit du groupement DBW -Claire Schorter -Tetra pour les études d'urbanisme, du bureau d'études BERENICE pour l'urbanisme commercial et du bureau d'études SOBERCO Environnement pour les études environnementales.

Depuis octobre 2013, la Communauté d'Agglomération réalise avec l'appui des prestataires l'actualisation du diagnostic territorial dont le volet environnemental (dit « Etat Initial de l'Environnement »).

Sept nouveaux Plans Locaux d'Urbanisme entérinés

La mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale a conduit à l'approbation de sept nouveaux Plans Locaux d'Urbanisme à Clapiers, Courbonterral, Grabels, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, sous la maîtrise d'ouvrage des communes et en concertation avec la Communauté d'Agglomération.

Le soutien financier au titre de l'accompagnement des PLU a mobilisé près de **55 000 € sur l'exercice 2013**.

Un Plan de Déplacements Urbains pour limiter la dépendance automobile

Visant à définir les principes en matière d'organisation des transports de personnes et de marchandises dans le périmètre des transports urbains du territoire communautaire, le PDU a été approuvé lors du Conseil d'Agglomération du 19 juillet 2012.

Volontariste, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite en premier lieu limiter la dépendance automobile, en diminuant de 10 % la part modale de l'automobile d'ici 2020, ambitionnant de ramener celle-ci à 51 % : au bénéfice de l'ensemble des modes « écomobiles » (tramway, bus, intermodalités, vélos et vélos à assistance électrique, marche, autopartage, covoiturage).

En 2013, la mise en œuvre du PDU s'est particulièrement concrétisée par le développement des Plans Locaux de Déplacements, par la révision du Plan de Prévention de l'Atmosphère et par des réflexions sur la logistique urbaine.

Les Plans Locaux de Déplacements (PLD)

Les PLD ont vocation à préciser, de manière opérationnelle, les orientations du PDU à l'échelle communale, en programmant des actions adaptées aux spécificités des communes concernées.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose aux communes souhaitant s'inscrire de manière volontaire sur ces démarches, un soutien à la fois technique et financier afin d'accélérer leur mise en œuvre. Une première commune de l'agglomération a ainsi pu bénéficier en 2013 d'un accompagnement technique.

La révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Outil réglementaire de gestion de la qualité de l'air, le PPA a vocation à protéger la santé des populations et l'environnement, en maintenant ou en ramenant les concentrations en polluants dans l'air à des niveaux inférieurs aux valeurs limites réglementaires. Au regard des nouvelles dispositions réglementaires et de la nécessaire efficacité de ses actions, une démarche de révision du premier PPA, approuvé en novembre 2006, a été conduite en 2013 par les services de l'État.



Les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été associés tout au long de cette démarche. Le projet de PPA révisé porte aujourd'hui sur l'ensemble de l'aire urbaine de Montpellier, à l'exception de la commune de Corconne située dans le département du Gard, soit 115 communes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par ailleurs membre du Conseil d'Administration d'Air LR depuis de nombreuses années, s'inscrit pleinement dans le programme d'actions du PPA révisé. Cette nouvelle version du PPA devrait être approuvée dans le courant de l'année 2014.

Un partenariat avec l'Université Montpellier III pour réaliser un état des lieux de l'organisation de la logistique urbaine

L'essor de l'e-commerce, le développement de magasins de quartiers, des contraintes de plus en plus fortes sur le partage de l'espace, l'émergence de nouvelles réglementations sur la qualité de l'air, la réduction du bruit... entraînent depuis quelques années d'importantes mutations dans l'acheminement des marchandises qui entrent, circulent et sortent de l'agglomération.

En 2013, les services de l'Agglomération ont encadré le travail d'état des lieux réalisé par des étudiants du Master Mobilité de Montpellier III, en partenariat avec la Ville de Montpellier, la DDTM de l'Hérault, le Marché

La marche à pied fait partie des modes de déplacement doux qui doivent progressivement se substituer à la voiture



et renforcée par le Plan Climat permet l'atteinte des objectifs du « 3x20 », adaptés au contexte local, dans le respect des objectifs fixés par le Schéma Régional Climat Air Énergie Languedoc-Roussillon (SRCAE) :

■ réduire les émissions de gaz à effet de serre de 21 % par rapport aux émissions de 1990, par habitant ;

.....
Les secondes
assises du
Plan Climat
ont eu lieu au
Corum en mai
2013
.....



d'intérêt National de Montpellier (VIN), le Port de Commerce de Sète et les représentants des transporteurs. Ce travail a notamment permis d'identifier les flux actuels et potentiels entre le territoire et les grands pôles logistiques régionaux.

Plan Climat Énergie Territorial : 8 orientations stratégiques et 29 actions

Lauréat d'un appel à projet initié par l'ADEME et la Région Languedoc-Roussillon, Montpellier Agglomération a engagé en 2010, la démarche d'élaboration de son Plan Climat Énergie Territorial (PCET).

Montpellier Agglomération a fait le choix d'une démarche intégrée associant la Ville de Montpellier ainsi que les communes membres volontaires de Lattes, Pérols et Baillargues, afin de mutualiser les bilans et les études prospectives à l'échelle du territoire intercommunal ainsi que de partager une stratégie mobilisant l'ensemble des institutions et acteurs locaux.

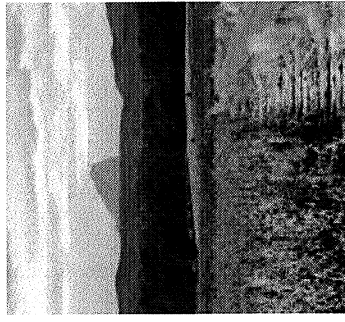
Cette démarche a mobilisé de nombreux acteurs institutionnels et de la société civile. La phase de concertation, débütée par des premières Assises du Plan Climat, en janvier 2012, s'est poursuivie tout au long des deux années 2012 et 2013 par des ateliers territoriaux avec les partenaires impliqués et deux ateliers entre collectivités. Les secondes assises en mai 2013 ont permis de recueillir les derniers avis et contributions sur le plan d'action et d'échanger sur le dispositif de suivi-évaluation du Plan Climat.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi pu arrêter en novembre 2013 le projet de Plan Climat 2013-2018, fixant huit orientations stratégiques et déclinant 29 actions, en particulier sur les enjeux d'aménagement durable, de rénovation thermique des logements, des mobilités post-carbone, des changements de modes de production et de consommation...

Cette politique énergie-climat, déjà prise en compte dans l'action publique locale

Le comité de pilotage du site, institué par le Préfet, a validé, en novembre 2011, le portage de l'élaboration du document d'objectifs par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce document d'objectifs, établi conformément à une méthodologie nationale, constitue le document de gestion propre au site Natura 2000 en question.

Pour mener à bien l'élaboration de ce document, Montpellier Agglomération a retenu une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire depuis mai 2012. En 2013, suite à la validation par le comité de pilotage des diagnostics écologique et socio-économique, des groupes de travail thématiques regroupant les partenaires et acteurs locaux ont permis d'échanger sur les principaux objectifs de conservation et sur le programme d'actions. Le document d'objectifs sera proposé à l'approbation du comité de pilotage du site début 2014.



Les premières phases du marché ont mobilisé en 2013 un budget de **46 000 €**.

Schéma Directeur Temps et Territoire : une nouvelle organisation du temps

Les rythmes scolaires, les rythmes de travail, de sommeil, les temps d'accès, les horaires des services à la population, des commerces, structurent la vie sur nos territoires. Aussi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité réfléchir à l'aménagement temporel du territoire et de ses services avec l'ensemble des acteurs locaux et de la société civile. Pour ce faire, elle a lancé l'élaboration d'un Schéma Directeur Temps et Territoire

(SDITT) à l'automne 2012, en concomitance avec la réforme des rythmes scolaires portée par l'État, celle-ci nécessitant de modifier en profondeur l'organisation temporelle des services à la population (éducatifs, culturels et sportifs, transports...). Ce Schéma Directeur Temps et Territoire constitue une première en France. Il a pour objectifs :



■ de concevoir une organisation du temps qui permette à chacun d'avoir une bonne articulation de ses temps de vie, de réduire les inégalités temporelles et de respecter les rythmes structurant de l'individu,

■ de structurer et d'optimiser l'aménagement temporel de notre territoire : planification temporelle du territoire, coordination des acteurs locaux, régulation des activités,

■ d'adapter les services à la population et de sensibiliser les entreprises aux évolutions temporelles, tout en facilitant l'articulation des temps des salariés.

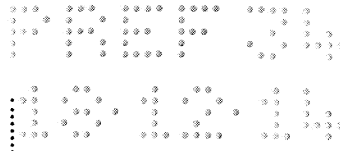
Il constitue ainsi un prolongement du Schéma de Cohérence Territoriale dans une dimension temporelle.

En 2013, le SDITT a principalement porté sur la réforme des rythmes scolaires, qui a été mise en œuvre dans 10 communes de l'agglomération en septembre 2013. Montpellier Agglomération a ainsi :

■ fourni un cadre d'échanges d'information, de partage, de co-élaboration aux communes, aux acteurs locaux et aux entreprises,

■ contribué aux politiques communales périscolaires en offrant des activités aux animateurs communaux et des moyens (prêts de jeux de société),

.....
10 communes de
l'Agglomération
sont passées
aux nouveaux
rythmes scolaires
en 2013
.....



Il mis en place une offre de transport pour assurer les transferts entre les écoles et les centres de loisirs le mercredi midi, quand ces centres de loisirs étaient mutualisés entre plusieurs communes.

L'ensemble de ces actions, prises en charge par les différentes directions opérationnelles, ont représenté un budget de **33 000 €** en 2013.

Études urbaines : anticiper l'évolution du territoire et les besoins des habitants

Participant directement de la mise en œuvre opérationnelle du Schéma de cohérence territoriale, une démarche d'études urbaines a été initiée dès 2003 dans le cadre d'un partenariat entre les communes et la Communauté d'Agglomération. Ces études visent notamment à établir des plans de référence définissant des projets d'aménagement d'ensemble sur des sites d'extension urbaine potentielle. Elles ont vocation à alimenter les orientations d'aménagement des Plans locaux d'urbanisme et à susciter des démarches de projets opérationnels.

La maîtrise d'ouvrage de ces études est assurée par les communes ou par Montpellier Agglomération en fonction des problématiques et des échelles de territoires abordées.

En 2013, Montpellier Agglomération a lancé une étude concernant les potentiels urbains autour de l'autoroute A9. Cette démarche, toujours en cours, est menée en partenariat avec les communes de Montpellier, Lattes et Saint Jean de Védas, la Communauté d'Agglomération en assurant le pilotage. Le coût global de cette étude est de 170 000 € TTC, dont 100 000 € à la charge de la Communauté d'Agglomération ; **40 000 €** ont déjà été mobilisés sur 2013.

.....

Suite aux études de dédoublement de l'A9, les travaux ont commencé au sud de l'autoroute actuelle

.....



SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE : UNE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

La mise en œuvre du SIG constitue un enjeu important dans l'élaboration des documents de planification stratégique du territoire communautaire et de suivi des projets de Montpellier Agglomération. Cet outil fédérateur à disposition des services communautaires permet de rassembler l'ensemble des informations utiles à la connaissance et à la maîtrise de son développement, tout en assurant la complémentarité et la cohérence des documents de planification entre eux.

Dans ce cadre, une grande campagne de mise à jour de l'occupation du sol sur la base d'une orthophotographie récente a été menée, intégrant la validation des services des communes. Cette base de données permet entre autres de produire des indicateurs indispensables (étalement urbain, artificialisation des sols, réinvestissement urbain, mutations diverses...) pour le suivi du SCOT de l'Agglomération de Montpellier.

En 2013, des données de référence du SIG ont aussi été actualisées ou nouvellement acquises (cadastre, orthophotographie, ZAC, PLH, recensement INSEE, assainissement, eau potable, haut débit...). La mise à jour systématique des Plans Locaux d'Urbanisme des 31 communes a été poursuivie au fur et à mesure des différentes évolutions de ces documents. Un travail collaboratif avec les communes de l'Agglomération a été engagé afin de concevoir des plans de ville normalisés.

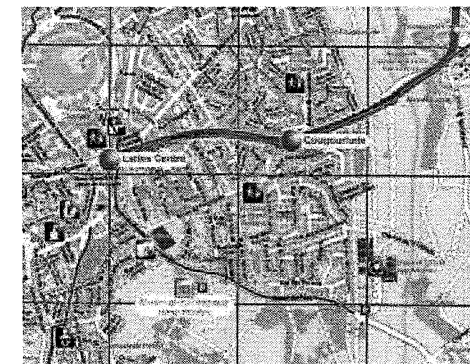
Pour faire face à une demande de communication accrue sur les données du SIG, il a été développé un outil spécifique de catalogage. Il permet facilement de documenter, rechercher et diffuser les données SIG de l'Agglomération de Montpellier, en compatibilité avec la Directive européenne INSPIRE. Cet outil est totalement intégré à l'architecture du Système d'Information mis en œuvre, en interface avec le site cartographique de consultation interactive (Visionneuse du SIG intercommunal). Cette dernière a continué à évoluer en tenant compte des besoins des utilisateurs. Des Webservices cartographiques ont été mis en œuvre dans le cadre des programmes de recherche et développement EcoCité - Ville intelligente.

Face au succès grandissant du SIG intercommunal, des sessions de formations et des réunions du Club Utilisateur ont été régulièrement organisées ; une lettre d'information bimestrielle a été diffusée. La production de données par les services de l'Agglomération, l'animation et l'assistance aux utilisateurs se sont accrues en accord avec les objectifs fixés par le protocole de gestion partagée de l'information géographique.

Dans le cadre de la Charte intercommunale définie, le SIG est utilisé par les agents des 28 communes adhérentes. Ces communes bénéficient ainsi d'un accès personnalisé à la visionneuse, de la livraison des nouvelles bases de données, de formations et d'une assistance au SIG.

Les différentes actions du SIG ont mobilisé un budget de **26 000 €** sur l'exercice 2013.

Extrait de plan de la ville de Lattes



communes de l'Agglomération, y compris celles non concernées par l'obligation SRU / «Duflo».

Dans un souci d'opérationnalité, le PLH liste les opérations d'aménagement ou de logement qui rendront possible l'atteinte de ces objectifs, dans lesquels prendront place les programmes de logements aidés.

Les objectifs de production de logements et la part minimum de logement locatif social familial à réaliser ont été fixés pour chacune des communes, après concertation, en prenant en compte les objectifs triennaux de logements locatifs sociaux définis à l'article 15 de la loi du 18 janvier 2013 dite « Duflo 1 » pour la période 2014 à 2019.

La démarche d'étude du PLH a mobilisé **75 000 €** sur l'exercice 2013.

UN PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT GARANT DE LA MIXITÉ SOCIALE

Montpellier Agglomération s'est engagée dès avril 2010 dans l'élaboration de son 3^{ème} Programme Local de l'Habitat couvrant la période 2013-2018. Le PLH est un instrument de prévision et de programmation visant à répondre aux besoins en logement et à favoriser la mixité sociale. Il a pour objet de répartir de façon équilibrée et diversifiée les logements sur le territoire des communes et entre les quartiers d'une même commune.

Après plus de deux ans d'étude et de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur de l'habitat au travers d'ateliers de travail, de comités avec les maires et des Assises de l'Habitat, organisées au Corum en février 2012, l'année 2013 a été marquée par les différentes étapes de la procédure d'adoption du PLH :

l'arrêt du projet en Conseil Communautaire le 23 mai,

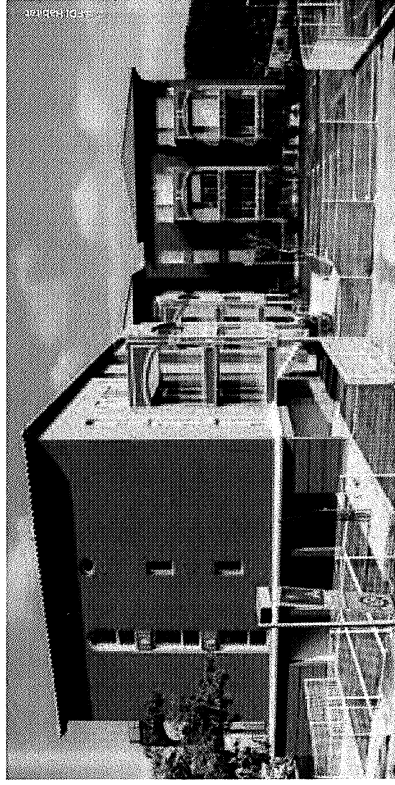
l'2^{ème} arrêt après avis des communes en Conseil le 25 juillet,

l'avis « particulièrement favorable » délivré par le Comité Régional de l'Habitat réuni le 20 septembre,

l'adoption définitive le 27 novembre par le Conseil d'Agglomération.

Le PLH adopté territorialise les objectifs de production de logements par types d'offres et par commune, permettant ainsi une répartition de l'offre nouvelle équilibrée sur l'ensemble du territoire intercommunal. Un objectif minimum de 30 % de logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion (hors foyer) est fixé dans chacune des 31

La production de logement social



.....
Programme
Immobilier
Le Trocadero à
Port Ariane à
Lattes
.....

Dans le cadre de la délégation de compétence de l'État, la Communauté d'Agglomération a financé 1 491 logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion en 2013, auxquels il convient d'ajouter 14 logements financés par l'ANRU, soit un total de 1 505 logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion, conforme à l'objectif du PLH 2013-2018.

Les dépenses par délégation de l'État ont représenté près de 5,2 M€.

En 2013, les logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion ainsi financés ont représenté 29 % de l'ensemble des logements autorisés au cours de l'année, compte tenu des dotations allouées par l'État, pour un objectif d'au moins 30 %.

Le rééquilibrage de la production sociale en faveur du logement des plus modestes s'est poursuivi en 2013. Les logements mobilisant un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) atteignent 1 386 unités, pour un objectif d'au moins 1 250.

Cette répartition qui favorise le logement social et très social correspond au profil économique des demandeurs éligibles pour 79 % d'entre eux au PLAI.

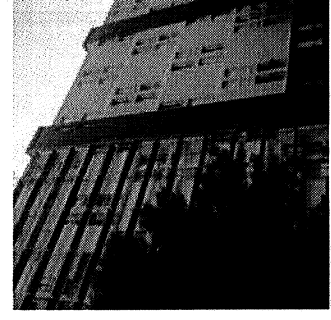
La Communauté d'Agglomération a garanti les emprunts des bailleurs sociaux pour la réalisation de 67 programmes, représentant 3 099 logements sociaux et **près de 174 M€ de prêts garantis.**

Montpellier Agglomération subventionne en outre, sur ses fonds propres, le surcoût des opérations de logement social non équilibrées financièrement : cette aide a concerné 420 logements pour un montant global de près de **2,3 M€** en 2013.

La réhabilitation du parc de logements privés

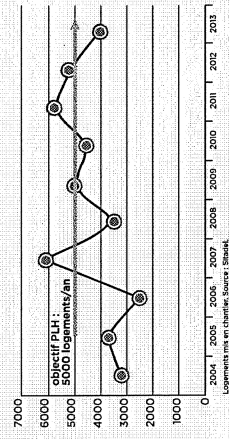
Les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat attribuées en 2013 par la Communauté d'Agglomération, complétées par ses aides propres, ont permis de réhabiliter 225 logements se répartissant de la façon suivante :

124 logements locatifs privés à loyer maîtrisé, dont 6 font l'objet d'un gain énergétique supérieur à 35 %.



.....
Exemple de
rénovation de
l'habitat privé
ancien avec
la copropriété
des
Cévennes 1
à Montpellier
.....

**Le rythme de la production globale
de logements depuis 2004**





L'opération «Rénover pour un habitat durable et solidaire»
vise la rénovation de 900 logements d'ici 5 ans

1201 logements occupés par des propriétaires modestes, dont 124 ont fait l'objet d'un gain énergétique supérieur à 25 %.

Les subventions attribuées par Montpellier Agglomération ont également permis la rénovation des parties communes de 11 ensembles immobiliers regroupant 440 logements, dans le cadre d'opérations spécifiques visant à requalifier les copropriétés dégradées.

Les interventions sur le parc privé ont été principalement suscitées par l'OPAH Copropriété Dégradée Cévennes 1 et l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » portée par Montpellier Agglomération. Celle-ci a été relancée et intensifiée fin 2013, avec l'objectif de rénover 900 logements dans les 5 prochaines années. L'opération doit ainsi susciter 26 M€ de travaux et mobiliser 14 M€ de subventions d'ici fin 2019.

À noter, en 2013, la rénovation thermique de la copropriété des Flamants Roses dans le quartier Mosson, en dehors de toute opé-

ration programmée, en vue de sa sortie de l'administration provisoire comme prévu par la réglementation de l'ANAH, avec un gain énergétique potentiel évalué à 40 % pour 139 logements.

Au global, la politique d'aide à la réhabilitation a représenté en 2013, une enveloppe financière de **1,2 M€** attribuée par délégation ; l'Agglomération a par ailleurs mobilisé, sur ses fonds propres, un budget complémentaire de **290 000 €**.

UNE POLITIQUE DE LA VILLE POUR REVITALISER LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Au titre de sa compétence Politique de la Ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est partenaire des dispositifs contractuels de développement social urbain et d'insertion par l'économique.

Depuis 2007, l'Agglomération apporte son concours à la Ville de Montpellier pour la mise en œuvre de son projet de rénovation urbaine (PRU) ; cette action, contribuant au développement urbain des trois quartiers prioritaires Centre, Mosson et Cévennes, correspond à une dépense de **466 000 €** au titre de l'exercice 2013. Les opérations financées ont concerné l'acquisition-amélioration ainsi que la création de logements sociaux neufs, l'acquisition-démolition de bâtiments obsolètes et l'ingénierie et la conduite du projet de rénovation du Petit Bard.

En matière de développement social, l'Agglomération a cosigné en 2007 le Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2009 pour la Ville de Montpellier qui, prolongé, demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 ; l'objectif est de réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et leur environnement. Cette action se traduit notamment par un soutien aux associations à l'issue d'un appel à projets annuel.

En 2013, l'Agglomération est intervenue sur 15 projets, relevant plus précisément de ses compétences équilibre social de l'habitat et développement économique, pour un montant total de **63 000 €**.



03

FONCIER ET AMÉNAGEMENT OPÉRATIONNEL

La politique d'aménagement opérationnel de Montpellier Agglomération vise à mener des opérations urbaines - qu'elles soient de petite taille ou à l'échelle d'un quartier - pour permettre un développement harmonieux de l'espace communautaire.

Depuis la programmation, en passant par la conception des nouveaux espaces publics, le montage financier opérationnel et les procédures foncières, environnementales et d'urbanisme requises, tout le processus d'aménagement est ainsi géré par la collectivité. Celle-ci intervient pour ses opérations propres mais aussi pour accompagner les communes dans leurs politiques urbaines et le montage de leurs opérations d'aménagement public.

Mêler des projets urbains
pour un développement
harmonieux du territoire

374

LA MAÎTRISE DU FONCIER AU SERVICE DES GRANDS PROJETS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

10,7 M€ ont été investis dans le foncier, aussi bien pour des réserves foncières que pour le développement économique, soit une légère baisse par rapport à 2012. À noter que certaines acquisitions font l'objet de paiements fractionnés lissés sur les années à venir, notamment les acquisitions réalisées auprès de la Ville de Montpellier (2,7 M€ en 2014 et 0,9 M€ en 2015).

Ainsi, près de **59 hectares** ont été acquis de manière à constituer des réserves foncières, notamment sur le site stratégique du futur quartier de la gare nouvelle de Montpellier, situé sur les communes de Montpellier et de Lattes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier y a réalisé les acquisitions en grande partie à l'amiable et par voie de préemption pour **9,9 M€**, auxquels il convient d'ajouter le portage financier par l'Établissement Public Foncier (**2,5 M€**).

Par ailleurs, ce dernier réalise des opérations de portage foncier sur 2 sites stratégiques : Roque Fraïsse à Saint Jean de Védas pour **6 M€** et sur la Plaine du Colombier à Baillargues pour **1,4 M€**.

Le Parc d'activités Descartes à Lavérune suscite beaucoup d'intérêt auprès des TPE – PME artisanales par son dynamisme et sa qualité environnementale

L'AMÉNAGEMENT OPÉRATIONNEL

Accroître et diversifier l'offre pour l'accueil d'entreprises et la création d'emplois

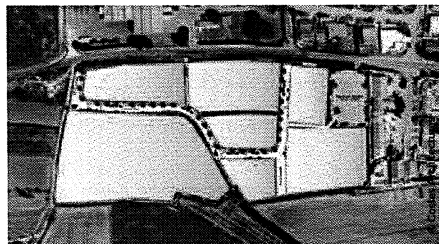
Montpellier Agglomération possède aujourd'hui **19 parcs d'activités** répartis sur 900 hectares et accueillant plus de 2 000 entreprises pour environ 26 000 emplois.

Les opérations d'aménagement économiques, y compris l'immobilier d'entreprise ou le développement des sites stratégiques, représentent en 2013 un investissement total sur la durée de la réalisation de l'ensemble des concessions d'aménagement de l'ordre de **921 M€** dont **491 M€** pour la SAAM (comportant notamment Ode à la Mer et le secteur nouvelle gare TGV) et **430 M€** pour la SERM, avec une participation financière totale de Montpellier agglomération de **87,6 M€**. En moyenne sur l'ensemble des parcs d'activités le taux de participation de l'Agglomération se situe à 9,5 %.

L'investissement réalisé dans le cadre des opérations d'aménagement pour la seule année 2013 représente :

12,3 M€ pour les parcs d'activités avec notamment : **711 000 M€** pour le parc Descartes à Lavérune, **410 000 M€** pour Marcel Dassault à Saint Jean de Védas, **303 000 M€** pour l'Ecoparc de Fabrègues, **558 000 M€** pour la requalification du Parc du Salaison à Vendargues et **88 000 €** pour le Parc Aftallon à Baillargues.

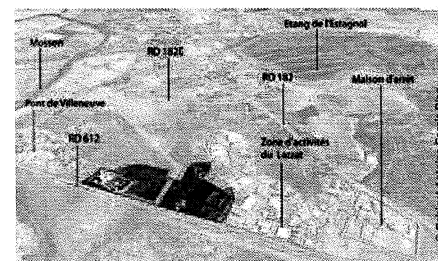
14,4 M€ pour la route de la Mer + **3 M€** d'avance
Une avance de **2 M€** pour Odysséum.



Montpellier Agglomération a aménagé sur ses parcs d'activités 190 hectares de lots cessibles dont 164 commercialisés, 9 sous compromis de vente, 12 sous option et 5 disponibles immédiatement.

Au sein des concessions d'aménagement en cours, 57 hectares cessibles restent à aménager (Garosud extension, Parc de l'aéroport, Euromédecine, Eurêka, Jean Mermoz, Descartes à Lavérune, Parc 2000). Dans les 3 prochaines années, 34 hectares dédiés à de l'artisanat et de l'industrie ainsi que 160 000 m² de surface de plancher dédiés à des activités tertiaires pourront être proposés à la commercialisation sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

De nouvelles opérations ont fait l'objet d'études pré-opérationnelles sur les communes de Villeneuve-lès-Maguelone (Charles Martel Extension dans le prolongement du parc du Larzat), Cournonsec (Frigoulet), Courmonterral (Cannabe), Lattes (Saporta), Saint Jean de Védas (Lauze Est).



Charles Martel : une zone d'activité artisanale au sud-ouest de l'Agglomération à Villeneuve-lès-Maguelone

Les travaux de requalification des emprises publiques du parc d'activités du « Salaison » à Vendargues ont débuté. Ce projet, dont la première phase représente un montant de 9 000 000 €, doit permettre à terme de redynamiser la zone en impliquant les entreprises dans un projet global de développement économique. Des premiers résultats concernant la densification de l'activité économiques peuvent être constatés puisque 15 hectares déjà bâtis font l'objet de projets de construction de nouveaux bâtiments.



Le projet de requalification du parc d'activités du Salaison a fait l'objet d'un audit en vue de la certification « Haute Qualité Environnementale Aménagement ». Celle-ci devrait être obtenue avant l'été 2014. Cette démarche sera un gage de qualité pour le projet tout en lui apportant une lisibilité. Le réinvestissement de la façade commerciale ainsi que le traitement paysager de l'interface « Parc d'activités / zones d'habitats » seront mis à l'étude en 2014.

Le déploiement d'opérations d'aménagement communautaires mixtes habitat – économie – transport

Montpellier Agglomération, avec les communes de Castelnau-le-Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, a obtenu le label national EcoCité pour son projet urbain « De Montpellier à la mer », parmi 13 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer. Ce projet d'urbanisme est ainsi reconnu comme une opération emblématique du nouvel urbanisme durable, novateur et ambitieux. Le territoire de l'EcoCité intègre des projets majeurs développés sur les 4 communes, sur une surface d'environ 2 500 hectares, et préfigure le nouveau cœur de l'agglomération montpelliéraine à l'horizon 2020-2030.

Vue aérienne du parc d'activités industriel du Salaison à Vendargues, un site stratégique à l'Est de l'Agglomération de Montpellier.

De grands projets structurants sur les sites stratégiques de Montpellier Agglomération

L'aménagement du secteur de la gare Montpellier Sud de France

Cet aménagement, à la croisée des développements urbains de Montpellier à la mer et du corridor de transports languedociens (A9 actuelle, A9 déplacée, LGV et aéroport), est identifié comme l'un des 11 sites stratégiques au SCOT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Dans ce cadre, dès 2011, la collectivité a confié mandat à la SAAM pour conduire les études préalables à l'aménagement de ce site de 350 hectares, sur les communes de Montpellier et de Lattes, entre l'A9 actuelle et le quartier de Boirargues. En septembre 2012, à l'issue

d'un dialogue compétitif, l'urbaniste Kees Christiaanse a été retenu comme urbaniste du projet (équipe KCAP/Ilex Oasiss).

L'année 2013 a permis d'avancer de manière significative sur la définition des objectifs et principales composantes du projet d'ensemble (dénommé « Oz Montpellier Nature urbaine », ainsi que sur l'engagement des procédures, avec notamment :

- la poursuite des études d'aménagement de ce futur pôle urbain et celles relatives à la prolongation de la ligne 1 du tramway pour assurer la desserte en transports en commun de la gare, pour lesquelles un montant de 1,3M€ a été mandaté en 2013,

- la coordination avec les maîtres d'ouvrages des grandes infrastructures (ASF, RFF, Oc'Via), afin d'assurer au mieux l'intégration de ces infrastructures au territoire et leur cohérence avec le projet (rapprochement de l'A9 à 23 mètres de la gare nouvelle contre 80 mètres initialement prévus, accepté par décision ministérielle sur la base du projet urbain),

- la création en septembre 2013 à l'issue de la concertation avec le public, de l'opération d'aménagement d'ensemble sur le périmètre des 350 hectares,

- l'approbation sur ce périmètre d'une concession d'aménagement, confiée à la SAAM, sur une période de 25 ans pour laquelle une avance de trésorerie à hauteur de 500 000 € a été mobilisée au BP 2013,

- la définition des objectifs, la concertation et la création, à l'automne, de la ZAC OZ 1.

Eurêka Extension - Pôle Régional de Gérontologie (Castelnau-le-Lez)

Porté conjointement par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la commune de Castelnau-le-Lez et Montpellier Agglomération, le projet de Pôle Régional de Gérontologie se présente comme un projet innovant dédié à la prise en charge du vieillissement regroupant un ensemble de services et structures coordonnées pour les soins à la personne.

Eurêka Extension : un quartier intergénérationnel ouvert sur la nature



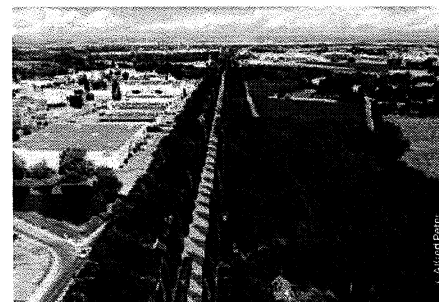
© Atelier Emmanuel Nègre

En 2013, en lien avec la commune de Castelnau-le-Lez, la programmation de la ZAC extension Eurêka, partie intégrant du territoire de l'EcoCité, a été modifiée afin d'insérer le Pôle Régional de Gérontologie au sein d'un quartier mixte et intergénérationnel intégrant logements, bureaux, services et activités artisanales. Ont été élaborés un nouveau dossier de ZAC et une modification du plan local d'urbanisme (PLU). En outre, le projet confié à l'architecte Emmanuel Nebout, a été affiné dans un esprit de haute performance environnementale sur différents volets : mixité fonctionnelle des îlots, gestion performante de l'énergie, lutte contre les îlots de chaleur, mode de gestion des déchets favorisant leur tri et leur réduction à la source, limitation de l'imperméabilisation, préservation de la biodiversité, intégration d'activités agricoles de proximité...

Ode à la Mer Nature Urbaine - Route de la Mer (Lattes Pérols)

Le développement naturel de la ville vers la mer se poursuit, après le quartier de Port Marianne et le déplacement de l'Hôtel de Ville, par la reconquête des zones commerciales de la route de la Mer. Il s'agit de faire émerger une nouvelle urbanité dialoguant avec la plaine littorale sur les communes de Lattes et de Pérols le long des 5 kilomètres de l'axe privilégié structuré par la ligne 3 de tramway.

Un projet de renouvellement urbain autour du tramway



© Alfred Pater



© Emmanuel Nègre et Robert & Associés

Ode à la mer, projet d'aménagement phare de l'EcoCité

Le projet ambitionne de transformer l'actuelle route commerciale, en une structure urbaine mixte, vitrine de l'agglomération. Une avenue qui donnera une large place aux modes de déplacement doux et qui constituera un vaste projet urbain composé de logements, bureaux, commerces et équipements publics. Ce renouvellement permettra également de requalifier les zones commerciales existantes. Cet ambitieux projet urbain est programmé sur une trentaine d'années et s'inscrit dans un périmètre dynamisé par la présence de grands équipements comme la grande salle Park&Suites Arena, le Parc des expositions, l'aéroport et bientôt la future gare LGV.

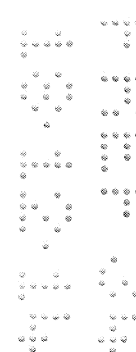
L'année 2013 a vu la mise en œuvre de cette opération d'aménagement d'ensemble, créée fin 2011, avec la désignation de son aménageur : la SAAM. Les études pré-opérationnelles se sont poursuivies en 2013 pour **25 000€**.

Ainsi en 2013 :

- le dossier de création de la ZAC ODE acte 1 a été approuvé en juillet et la DUP, avec la mise en compatibilité du PLU de Pérols, a été engagée,

- le dossier de création de la ZAC ODE Acte 2 a été approuvé en fin d'année.

Une participation de **4,4 M€** et une avance au BP 2013 de 3 M€ ont été mobilisées pour permettre les acquisitions foncières.



L'ACCOMPAGNEMENT
ET LE SOUTIEN
AUX COMMUNESBaillargues Secteur Sud -
« La Plaine du Colombier »

Le site de « La Plaine du Colombier » à Baillargues, d'environ **125 hectares**, situé au Sud de la RD 613 et traversé par la voie ferrée, constitue l'un des 12 sites stratégiques définis par le SCOT. Il a vocation à devenir un pôle urbain majeur de la seconde couronne de l'Est de l'agglomération, du fait notamment de son excellente qualité de desserte et de l'aménagement prochain d'une gare TER.

Montpellier Agglomération a décidé d'engager la dévolution des premières études pré-opérationnelles d'aménagement du secteur de la Plaine du Colombier. L'objectif, en lien étroit avec la commune de Baillargues, est de définir les programmes, les partis d'aménagement, les modalités de réalisation pour l'engagement éventuel de différentes opérations dans le respect d'une cohérence d'ensemble. Montpellier Agglomération participera aux équipements primaires de cette opération, qu'il s'agisse du plan d'eau (Parc Multiglisser Gérard Bruyère projet porté par la commune) ou du Pôle d'Echanges Multimodal (y compris la suppression du PN33 et le recalibrage de la RD26 entre le PEM et Mauguio au sud).

Dans le cadre du mandat confié à la SAAM des études préélabores ont été réalisées, notamment des études hydrauliques. Un dossier Loi Eau a été déposé auprès des services de l'Etat pour la réalisation d'une allée alluviale.

Un montant de **55 000 €** a été engagé en 2013 pour la réalisation des études hydrauliques. Un fonds de concours de 351 000 € a été versé à Réseau Ferré de France (RFF) pour la réalisation du futur Pôle d'Echange Multimodal.

Le Crès, aménagement du
secteur sud de la commune

La future connexion à l'autoroute A9 via la Déviation Est de Montpellier, la présence d'un projet de Transport Collectif en Site Propre ainsi que la desserte ferroviaire font de ce site un secteur stratégique pouvant aller un projet de réinvestissement urbain et d'extension urbaine. Une programmation mixte « activités et habitat » peut aussi être envisagée.

Ce secteur se compose de 2 sous-secteurs séparés par la voie ferrée « Tarascon - Sète ».

Un périmètre de réinvestissement urbain qui se situe de part et d'autre de la RD613.

Un site d'extension urbaine du SCOT qui occupe l'ensemble du territoire communal situé au sud de la voie ferrée, classé en zone Agricole au PLU.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié en 2010 un mandat à la SAAM pour un montant total de 285 000 €. Actuellement, ces études se concentrent sur le secteur de réinvestissement urbain selon la volonté de la commune du Crès. Au cours de l'année 2013, le mandat d'études a fait l'objet d'un avenant pour réaliser de nouvelles études techniques qui devraient s'achever en 2015.

.....
Etude
d'aménagement
du secteur sud
de la commune
du Crès
.....

Fonds de concours et appui
technique aux communes

La Communauté d'Agglomération de Montpellier cofinance, avec les communes des études préélabores à la réalisation d'équipements publics liés à des opérations d'aménagement.

A ce jour :

1 625 000 € d'études ont été cofinancées avec la commune de Pérols pour une nouvelle zone d'aménagement.

1 200 000 € d'études ont été cofinancées avec la commune de Sussargues sur le futur secteur d'extension urbaine. Au cours de l'année 2014, de nouvelles études préélabores, pour un montant de 80 000 €, permettront de définir la faisabilité d'une opération d'aménagement.

Le service aménagement a également fourni un appui technique à la commune de Courmontal pour la constitution d'un projet urbain partenarial (PUP) permettant l'émergence d'une opération d'aménagement.

Il est important de noter que le PUP permet de financer, par l'opération d'aménagement d'initiative privée, près de 4 M€ d'équipements publics sur la commune de Courmontal (extension d'un groupe scolaire, participation au financement d'un plateau sportif et à la réfection de voiries et réseaux...).

Le service Droit des sols

En 2013, le service « Droit des sols » a instruit les actes de 28 communes au total. La commune de Sausan a opté pour le transfert de l'instruction de ses autorisations d'urbanisme dès avril 2013.

En ce qui concerne l'instruction des autorisations d'urbanisme :

1 625 actes ont été traités au cours de l'année 2013 contre 6 873 actes en 2012 soit une légère diminution d'environ 5 % sur l'année mais de façon continue depuis 2011.

Les demandes de certificats d'urbanisme constituent la part la plus importante des actes traités (52 %).

La part de l'instruction des permis dans l'activité connaît une baisse par rapport à l'année précédente : 18 % en 2013 contre 23 % en 2012. Cette baisse n'impacte pas uniquement notre territoire. Elle est constatée sur le territoire national.

En ce qui concerne l'instruction d'accessibilité relative aux Etablissements Recevant du Public (ERP), 181 rapports ont été présentés et soutenus en Commission d'accessibilité sur l'année 2013. 107 concernaient des autorisations de travaux et 74 des permis de construire.

Le service « Droit des sols » mène également une politique de conseil auprès des communes :

1 en collaborant étroitement avec les services Urbanisme pour la gestion, en amont, des projets devant faire l'objet de demandes d'autorisation (lotissements, ZAC, projets structurants).

1 en accueillant les usagers, les professionnels sur la faisabilité des projets en relation avec les services Urbanisme des communes.

1 en assistant les communes dans la gestion des recours gracieux et contentieux liés aux permis.

1 en apportant son expertise dans la rédaction des règlements des documents d'urbanisme.

1 en accompagnant les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre dans l'application et la compréhension des règles d'accessibilité.



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE & DE L'EMPLOI

04

Depuis trois décennies, Montpellier Agglomération s'est appliquée à développer un territoire d'innovation et d'excellence en impulsant des actions pionnières et en étant un partenaire privilégié du monde de l'entreprise. En lien avec les différents acteurs économiques, il s'agissait notamment de créer des conditions favorables à l'implantation des entreprises afin d'asseoir leur développement et d'entraîner les emplois de demain.

Pionnière, Montpellier Agglomération l'a été successivement en créant des parcs d'activités suivant des thématiques fortes, des pépinières d'entreprises, le MILI (trécompensé en 2007 par le prix du meilleur incubateur mondial décerné par la NBLA) ... Puis, comme l'innovation est un mouvement perpétuel, comme dans une économie mondialisée il faut toujours garder un temps d'avance, notre collectivité a travaillé avec un cabinet de conseil et d'audit à la mise en place d'une nouvelle stratégie de développement économique. Avec l'ambition de confirmer la place du territoire montpelliérain, c'est-à-dire celle d'une métropole européenne au rayonnement international.

L'objectif prioritaire est la préservation de l'emploi et ce d'autant que la crise fragilise fortement le tissu économique local. Montpellier Agglomération a mis en place des structures solides pour relever ce défi et booster le territoire. Enfin, notre collectivité s'est engagée sur de grands projets, futurs moteurs du développement économique, comme la Cité Intelligente et la French Tech au sujet de laquelle elle souhaite obtenir une labellisation.

© Montpellier Agglomération 2013

UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE RECENTRÉE

En 2013, la stratégie de la Communauté d'Agglomération a été recentrée autour d'enjeux clés : renforcement de l'innovation et de la capacité du territoire à innover, l'accompagnement à la croissance des TPE-PME du territoire, renforcement de l'attractivité et du rayonnement international de l'agglomération, le développement des entreprises stratégiques de l'agglomération en tant que moteurs économiques, l'insertion pour les publics en difficulté et l'emploi.

En 2013, 3 projets prioritaires sont entrés en phase d'étude opérationnelle : le projet de métropole numérique en lien avec l'appel à projet French Tech lancé par le gouvernement, la création d'un accélérateur de croissance pour les TPE/PME, la réflexion sur l'implantation d'une école internationale pour attirer et fidéliser les cadres internationaux sur l'agglomération.

Fin 2013, le réseau des partenaires dont les missions principales sont d'assurer la promotion du territoire à l'international et de détecter des projets internationaux pour l'agglomération, compte 700 membres. 200 rendez-vous ont été organisés afin de fédérer une communauté représentative du tissu économique et d'initier une véritable dynamique.

En 2013, 253 nouveaux projets d'implantation d'entreprise ont été traités, 4,1 ha de terrain ont été vendus. Les très bons résultats de commercialisation de l'immobilier communautaire tant sur ses ateliers que ses laboratoires ou bureaux permettent d'atteindre le niveau historique de 77 % de taux de remplissage.

Plus largement, l'immobilier d'entreprise de l'agglomération montpelliéraine affiche un retour à la « normale » en terme de transactions avec en 2013 : 64 000 m² de bureaux transactés et 60 000 m² de locaux d'activités.

Pour ne citer que les implantations les plus emblématiques : *Arkadin* à Antigone (190 emplois à 3 ans) ; *Déinove* dans l'hôtel d'entreprises du Biopole à Euromédecine (50 emplois à 3 ans), *Medtech* sur Eureka (40 emplois à 3 ans), *Sensorion* au Millénaire (25 emplois à 3 ans)...

Afin d'optimiser l'offre foncière et immobilière territoriale, Montpellier Agglomération a lancé en 2013 l'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) pour répondre à l'enjeu majeur que constitue la capacité du territoire à accueillir des entreprises et à proposer un foncier adapté au développement des activités économiques sur le territoire.

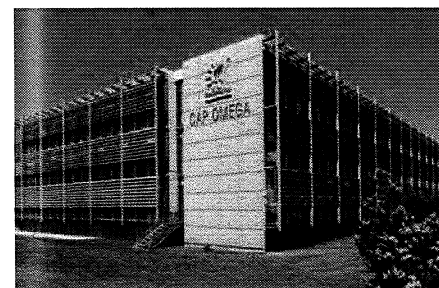
L'INNOVATION : ACCÉLÉRATEUR DE CROISSANCE

Le BIC - Cap Alpha - Cap Oméga

En 2012, le BIC de Montpellier Agglomération, pionnier des incubateurs technologiques en France et en Europe, célébrait ses 25 ans. Reconnu internationalement, primé à plusieurs reprises pour ses outils et programmes d'accompagnement, il a contribué à de nombreuses success stories du territoire : des sociétés comme *Genesys Conferencing*, *Budget Telecom*, *Awox*, *Techsia* devenue *Schlumberger*, ou plus récemment, *Medtech*, *Intrasense*, *Néotic* et *Aquafadas* sont issues des bancs du BIC.

Depuis 1987, le BIC a ainsi œuvré à la création de 515 entreprises innovantes. Les sociétés toujours en activité représentent aujourd'hui plus de 4 400 emplois et un chiffre d'affaires de 607 millions d'euros.

Un succès prouvé également par le taux de pérennité des entreprises : plus de 88 % ont franchi le cap critique des 3 ans (taux national : 66,9 %). Le taux de pérennisation à 5 ans est également remarquable (75 %).



Dans un contexte économique difficile en 2013, l'engouement pour l'entrepreneuriat innovant ne fléchit pas. Le BIC de Montpellier Agglomération maintient son activité à un niveau élevé au sein d'EBN, le réseau européen des Business & Innovation Centre, avec 157 projets et entreprises accompagnés (moyenne européenne des BIC : 79)* qui se caractérisent par leur innovation et leur fort potentiel de développement.

En chiffres

- 1 259 demandes d'accompagnement étudiées
- 1 43 nouveaux projets sélectionnés pour entrer au BIC
- 1 30 nouvelles entreprises innovantes créées dans l'année
- 1 48 projets de start-up et 109 entreprises innovantes de moins de 5 ans actuellement accompagnés (elles représentent plus de 500 salariés).

*Source : Étude statistique annuelle EBN (le réseau européen des BIC)

Des programmes pour accélérer le développement des start-up

Pour booster les compétences des créateurs sur leur métier de dirigeant, le BIC met en place un large éventail de programmes dédiés aux problématiques de l'entreprise innovante. Ces actions couvrent des besoins tant en ante-crédit, pour structurer le projet d'entreprise, qu'en post-crédit, pour accélérer le décollage de la jeune entreprise.

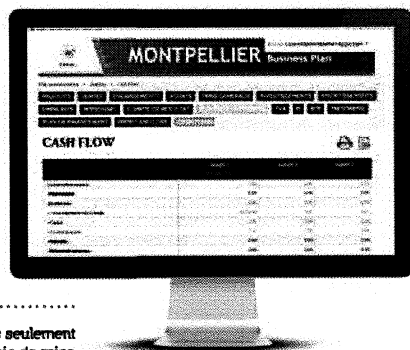
1 Plus de 1969 jours / stagiaires de formation, dispensés en 2013 aux créateurs pour développer leur entreprise

1 Un accompagnement professionnel pour mobiliser les financements privés et publics nécessaires à la croissance des start-up : en 2013, 15,3 M€ de fonds provenant d'investisseurs privés et 7,4 M€ de financements publics, ont été investis dans les entreprises du BIC.

Montpellier Business Plan : nouveau logiciel de prévisions financières pour les entrepreneurs

Dès 1991, le BIC de Montpellier Agglomération sort son premier guide technique sur le business plan qui servira d'outil de référence aux membres d'EBN (Réseau européen des BIC). Depuis, il n'aura cessé de développer des logiciels adaptés aux problématiques des créateurs d'entreprises innovantes et proches des exigences des financeurs.

Aujourd'hui, dix ans après la création du Montpellier Business Plan (450 000 téléchargements, primés à de nombreuses reprises), le BIC de Montpellier Agglomération a lancé le 27 novembre 2013 une nouvelle version de son logiciel, le « Montpellier Business Plan ». Conçue pour répondre aux pratiques des générations d'entrepreneurs actuelles et futures, elle offre une palette de fonctionnalités totalement en phase avec les nouvelles tendances.



Après seulement
2 mois de mise
en ligne, ce
nouveau logiciel
comptait déjà
3 000 utilisateurs

Création d'un Club Open Innovation

L'innovation ouverte (open innovation) est un des axes structurants de la stratégie économique. Elle consiste à développer un système intégré de pratiques d'innovation ouvertes impliquant largement tous les acteurs du territoire : les entreprises, les laboratoires de recherche et les institutions.

Un Club Open Innovation a été initié en septembre 2013 pour faciliter la pénétration des innovations des start-up du territoire auprès de l'ensemble des acteurs et optimiser les échanges entre entreprises et donneurs d'ordre. Il doit permettre in fine de développer une émulation autour de l'Innovation collaborative. Le 1^{er} Club Open Innovation dédié à l'EcoCité s'est tenu à Cap Oméga. Il a permis à 70 chefs d'entreprise de bénéficier d'une présentation des thématiques de la Cité intelligente avec organisation de rendez-vous entre responsables de projets et dirigeants.

Programme Soft Landings : accompagnement spécifique pour les entreprises internationales

Seul organisme français certifié NBIA «Soft Landings», Montpellier Agglomération met à profit 25 ans d'expérience d'accompagnement à la création d'entreprise pour faciliter l'implantation et l'ancrage d'entreprises internationales sur son territoire.

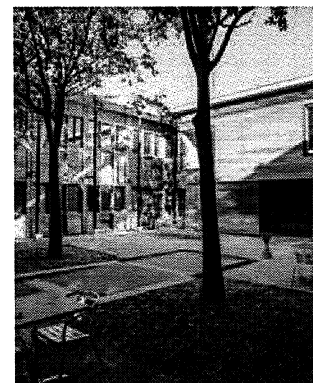
Au travers de son programme Soft Landings, le BIC propose aux entreprises d'origine étrangère une offre exclusive de services d'accompagnement pour s'installer sur le territoire : un interlocuteur dédié, une incubation virtuelle pour tester son projet d'implantation en France, des conseils juridiques et réglementaires, des services de domiciliation, de traduction, d'appui aux formalités administratives, d'accès au financement, d'introduction auprès de partenaires techniques ou commerciaux...

En 2013, sur les 20 projets internationaux qui ont été accompagnés dans leur étude d'implantation, 7 implantations effectives ont été réalisées au MIBI.

Des infrastructures et un hébergement de qualité pour nos entreprises

Les pépinières Cap Alpha (Santé et CleanTech) et Cap Omega (TIC) hébergent actuellement 57 entreprises qui emploient 399 personnes. Leur taux d'occupation est supérieur à 84,5 %.

En juin 2013, l'aménagement à Cap Omega de la Maison du Numérique by Novae LR est devenue en quelques mois un lieu phare d'animation du numérique qui favorise les croisements et échanges entre acteurs du numérique pour développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation.



Cap Alpha et Cap Omega, des pépinières high-tech facilitant
l'échange avec de nombreuses start-up

LA CITÉ INTELLIGENTE COMME MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La Cité Intelligente répond à des enjeux stratégiques définis par Montpellier Agglomération :

- ! Pour le citoyen, l'usager, le consommateur, l'habitant, le salarié : offrir des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains dans différents domaines : l'eau/l'hydraulique, la mobilité et la gestion dynamique des transports, l'énergie, le commerce et le fret, les grands flux, les services aux citoyens...
- ! Pour l'économie locale : fixer des entreprises par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, favoriser le développement de start-up (open innovation) ;
- ! Pour l'attractivité du territoire : améliorer les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement dans le cadre d'un aménagement et d'une gestion durables du territoire ;
- ! Pour le positionnement international de Montpellier Agglomération : en faire un territoire de référence en matière d'innovations urbaines, de ville intelligente...



Montpellier Agglomération implique les acteurs clés de son territoire dans une démarche partenariale entre les collectivités, les laboratoires de recherche, les entreprises, les exploitants de services, les usagers... Dans ce contexte favorable à l'innovation, le projet Cité Intelligente nécessite une phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grande nature.

Il s'agit ainsi de développer une plateforme numérique à vocation collaborative, de faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés pour favoriser la mutualisation de leur exploitation. Les données traitées sont ensuite restituées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers. In fine, c'est la promotion de l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start-up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Particulièrement innovante, la Cité Intelligente est l'un des premiers projets Smarter Cities européen multi-domaines et intégré. Montpellier Agglomération a lancé les contrats de Recherche & Développement multi-partenariaux avec 9 entreprises dont IBM en tant que partenaire principal, laboratoires et centres de recherche. 3 partenariats ont été finalisés en 2013.

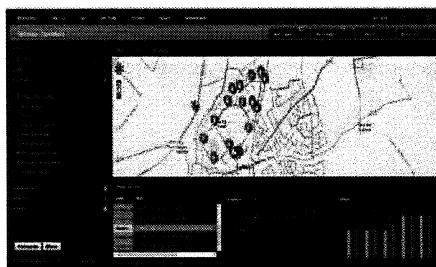
Le PRD2 - Projet de Recherche et Développement « Transport & Mobilité multimodale »

Ce projet de R&D proposera des services innovants d'informations à partir du développement d'une plate-forme de mobilité multimodale destinée à optimiser les déplacements quotidiens des personnes en s'appuyant notamment sur le Plan de Déplacement Urbain (PDU) de l'Agglomération de Montpellier.

Le PRD4 - Projet de Recherche et Développement sur l'eau/l'hydraulique « Télérelevé EcoCité »

Ce projet vise à mettre en place un pilote développé par les partenaires. Il permettra d'une part l'amélioration de la performance dans la gestion des réseaux d'eau potable (rendement) et d'eaux usées (collecte et traitement aval) et de la communication d'informations utiles aux usagers (alertes fuites sur réseau privé collectif ou particulier, gênes liées aux dysfonctionnements du réseau).

Extrait de la plate-forme collaborative présentant le suivi du réseau d'eau potable



Le PRD5 - Projet de Recherche et Développement « Ville en alerte »

Ce projet vise à développer la gestion transversale du risque hydrologique, puis multirisque dans un second temps, par la mise en place d'un prototype d'anticipation, de visualisation et d'évaluation des risques en temps réel permettant l'aide à la décision en matière de gestion du risque.

CROISSANCE DES TPE/PME : ENJEU PRIORITAIRE POUR STIMULER L'ENTREPRENARIAT

Le tissu économique local est essentiellement composé de TPE. En Languedoc Roussillon, 93 % des TPE/PME ne parviennent pas à franchir le seuil des 10 salariés. Pour franchir certains caps en termes d'effectifs, de chiffres d'affaires et de rayonnement international, les TPE peuvent s'appuyer sur les outils proposés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à travers le Pack Croissance.

430 membres sont inscrits fin 2013 sur le site logiciel Pack Croissance mis en place par l'agglomération et 65 TPE font l'objet d'un accompagnement dédié. 50 plans croissance ont été engagés. 6 ateliers Pack Croissance ont été organisés réunissant près de 80 participants.

Afin d' étoffer son offre 2013, Montpellier Agglomération a déployé des partenariats actifs avec des structures : 1^{ère} promotion du diplôme universitaire « Stratégie de croissance des PME » avec l'Université de Montpellier I ; participation au Davos des PME organisé par l'IAE... Le Pack Croissance a également fait l'objet d'une déclinaison pour les artisans dans le cadre du partenariat entre l'agglomération et la Chambre des Métiers.

Enfin, une étude opérationnelle a été lancée afin de créer un accélérateur de croissance des PME à potentiel du territoire. L'objectif est de créer un modèle d'accompagnement complet pour les TPE qui contribuera à faire de l'agglomération un territoire d'exception pour les entreprises.

L'INTERNATIONAL COMME CLÉ D'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Sur ce volet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pour objectifs d'accompagner le développement à l'international des entreprises du territoire (partenariats technologiques, partenariats commerciaux, implantation...), de favoriser le rayonnement de la collectivité à l'international, de favoriser l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire.

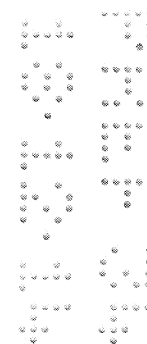
3 missions d'affaires à l'étranger ont été organisées par l'agglomération : Chengdu/Shanghai (Chine) pour la viticulture ; New-York/Sherbrooke (États-Unis/Canada) pour le numérique et la santé ; Chengdu/Shanghai/Qingdao (Chine) pour les entreprises technologiques et les pôles de compétitivité. 21 entreprises (dont 12 viticulteurs) ont participé à ces missions.

Dans le cadre d'un renforcement de son partenariat avec EUPIC, Montpellier Agglomération a ouvert en 2013 un showroom de 300 m² dédiés aux vins de l'agglomération dans le 6^{ème} parc commercial chinois. 23 viticulteurs sur les 51 que compte l'agglomération y sont représentés. **Cette action a permis aux viticulteurs de générer près de 400 000 € de chiffres d'affaires sur le marché du vin chinois en 2013.**

L'agglomération a reçu 13 délégations étrangères en 2013.

Ouvert en juin 2011, le MIBI (Montpellier International Business Incubator), dédié à l'accueil d'entreprises internationales, héberge à ce jour 20 sociétés (12 étrangères et 8 françaises fortement exportatrices), soit 131 emplois sur place et un taux d'occupation de 68 %.

Enfin, Montpellier Agglomération a maintenu son soutien au développement aéroportuaire à hauteur de 550 000 € pour renforcer les flux touristiques internationaux.



SOUTIEN AUX FILIÈRES ÉCONOMIQUES AVEC DES ACTIONS CIBLÉES

Le développement de l'entrepreneuriat s'appuie également sur des actions d'animation et de développement des filières stratégiques ainsi que le soutien financier et opérationnel des pôles de compétitivité. La nouvelle stratégie économique a proposé une ouverture à l'ensemble des secteurs d'activités économiques porteurs pour le territoire.

Numérique et French Tech : l'année 2013 a été consacrée à la définition d'une stratégie de développement du secteur du numérique, visant à favoriser le développement du secteur, de ses start-up et de ses PME de croissance, à favoriser le développement du numérique dans les autres secteurs, à promouvoir l'écosystème numérique local. Au niveau national, l'initiative des « quartiers numériques », devenue French Tech en fin d'année, partage largement les enjeux locaux de développement du secteur du numérique. Dans ce contexte, une étude de faisabilité d'un bâtiment totem dédié au numérique est lancée par l'agglomération. Il en ressort le projet d'un bâtiment d'environ 12 000 m² de surface de plancher, au sein d'un pôle immobilier « numérique » (constitué de bâtiments portés par les acteurs privés, pour accueillir des entreprises et une école du numérique).

En parallèle, l'agglomération a développé ses actions de soutien et d'animation de la filière numérique : lancement de la Maison du Numérique de Novae LR au sein de Cap Omega, soutien au Digiworld Summit organisé par l'Idate, organisation du MIG pro pour la 4^{ème} année consécutive (250 participants), soutien au projet d'implantation de *Fablab* dans l'hôtel d'entreprises du Millénaire, soutien au cluster jeux vidéo Pix'LR, soutien au pôle de compétitivité Optitec, soutien à l'émergence d'un cluster « Media Cloud Cluster » de la « maison connectée » (*Awox, Aquafadas, Intel, IBM...*).



© Claude-Paindaveine

.....
La Maison du Numérique est hébergée
au sein de Cap Omega
.....

Santé et e-santé : soutien du pôle Eurobiomed, soutien cluster diagnostic médical Euromédiag, développement de la commercialisation du biopôle. Accompagné par Montpellier Agglomération depuis sa genèse en 2010, le CR2i DiagnosTIC santé a été labellisé par l'État fin 2013 dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir (PIA). Le projet de CR2i DiagnosTIC santé, porté par l'association du même nom, a donné naissance début avril 2014 à l'entreprise *DigiHealth*. *DigiHealth* bénéficiera ainsi d'un financement maximum de l'État de 2,6 millions d'euros (sur 4 ans). Un cofinancement de Montpellier Agglomération (1 million d'euros sur 5 ans) et de la Région Languedoc Roussillon (1 million d'euros sur 4 ans, fonds Région LR et FEDER) est également prévu. *DigiHealth* a vocation à apporter des solutions intégrées en santé pour l'industrialisation de nouveaux outils/services/produits innovants en médecine personnalisée, ambulatoire et télémédecine. Implanté sur le Biopôle Euromédecine, vitrine des entreprises innovantes en santé sur Montpellier, *DigiHealth* estime à 85 le nombre d'emplois directs et environ 300 le nombre d'emplois indirects créés à 5 ans. Ainsi, sa création, véritable levier de développement économique, permettra de renforcer l'attractivité et la compétitivité de notre territoire.

Environnement durable : en 2013, l'agglomération de Montpellier a lancé une étude d'opportunité de réalisation d'un nouveau village d'entreprise et de services (VEAS) dans le domaine de l'éco-construction et mène une étude d'appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'éco-construction. Montpellier Agglomération a maintenu son soutien au pôle de compétitivité Derbi.

Agronomie : soutien du pôle de compétitivité Qualiméditerranée, organisation d'événementiels.

Eau : soutien au pôle de compétitivité Eau, participation au salon Hydrogaia.

Artisanat : renouvellement de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Chambre des Métiers de l'Hérault, la Capeb, l'UPA, l'UNAMS et la CGAD afin de favoriser le développement du secteur artisanal.

Tourisme : Montpellier Agglomération a conduit plusieurs actions pour soutenir le développement touristique sur son territoire, avec la reconduction de la convention de partenariat avec l'Office du Tourisme de Montpellier ; la signature en 2013 de la première convention de partenariat avec Atout France, la réalisation d'un « workshop » pro équipements culturels et la mise en place d'un contrat d'expertise du château de Castries.

Agriculture : l'année 2013 est celle d'une prise en charge de plus en plus affirmée des questions relatives au soutien et au développement de l'économie agricole par la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec la réalisation d'un état des lieux de l'économie agricole sur notre bassin économique, la signature de la première convention de partenariat entre la Chambre d'Agriculture et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Des actions de soutien et d'accompagnement à la mise en place d'un projet européen de « Food Meta Cluster », des missions relatives au développement des activités de Mercadis, ainsi qu'une aide au programme de gestion naturelle des espaces agricoles, ont également été réalisées.

Commerce : signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la CCI.



L'EMPLOI ET L'INSERTION : UNE MOBILISATION DE TOUS LES INSTANTS

Dans le cadre de sa politique en faveur de l'insertion par l'économie et de l'emploi, Montpellier Agglomération œuvre pour stimuler la création d'entreprises, pour répondre aux besoins de recrutement des entreprises, pour l'insertion par l'activité économique. Pour atteindre ces objectifs, Montpellier Agglomération mène, d'une part, des actions en direct, et d'autre part, elle subventionne, aux côtés d'autres financeurs, des structures de terrain spécialisées dans les champs de compétences de la collectivité en leur fixant des objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Les actions menées en direct

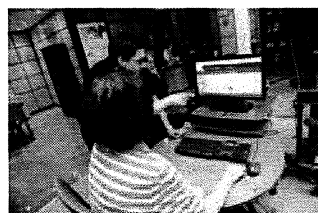
Le 7 octobre 2013, Montpellier Agglomération a inauguré la **Cellule Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) Emploi Grands Travaux**. Cette cellule multipartenariale, coordonnée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Pôle Emploi et la Région LR, a pour mission d'aider les entreprises à recruter dans le cadre des grands travaux à venir sur le territoire et à faciliter leur réponse aux clauses sociales, le but étant de stimuler l'emploi local et favoriser l'insertion. Cette cellule est régie par une convention réunissant 17 partenaires (Maîtres d'Ouvrage, fédérations professionnelles et acteurs de l'emploi). Au 31 décembre, après 3 mois d'exploitation, 1 100 personnes ont été reçues par les conseillers et 677 CV enregistrés.

Par ailleurs, Montpellier Agglomération continue à développer les **clauses sociales** sur ses marchés, afin d'utiliser la commande publique comme levier d'insertion. En 2013, elle a signé avec ses satellites une **charte d'engagement en faveur de l'emploi et de l'insertion** et près de 40 000 heures de travail ont été réalisées par des publics en insertion professionnelle, dans le cadre des clauses mises en place dans les marchés publics.



Montpellier Agglomération a organisé **2 Rencontres pour l'Emploi** : à Saint Georges d'Orques (2 000 visiteurs) et à Montpellier au Stade La Mosson - Mondial 98 (2 500 visiteurs), avec à chaque fois environ 300 offres d'emplois locales. Au total, au moins 68 embauches ont été conclues sur place et 595 rendez-vous ultérieurs proposés.

La **Cyber Base de Montpellier Agglomération** s'adresse aux demandeurs d'emploi et aux personnes désirant créer ou reprendre une entreprise. Elle est organisée autour de son site Internet et de son lieu d'accueil multimédia où des ateliers informatiques ont notamment été lancés pour faciliter la recherche d'emploi. En 2013, il est comptabilisé 15 048 connexions au site Internet, 8 131 visites (en moyenne 39 visites par jour) pour 489 usagers dont 89 % en recherche d'emploi.



Les
Rencontres
pour l'Emploi
organisées
à la Mosson
ont eu lieu
en décembre
2013

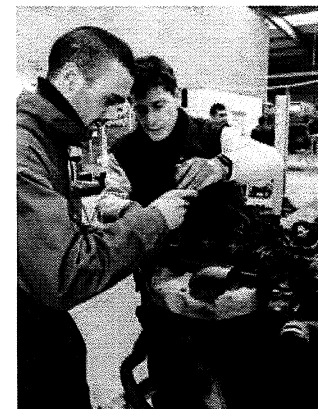
Atelier
d'insertion
mécanique
moteur

Près d'une
quarantaine
de personnes
se rendent
quotidiennement
à la
Cyber Base
de Montpellier
Agglomération

Les actions cofinancées par Montpellier Agglomération

La **Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier** accueille, accompagne et oriente les jeunes de 16 à moins de 26 ans sortis du système scolaire, sans emploi, afin de les aider à s'insérer socialement et professionnellement. **3235 jeunes sont entrés en emploi en 2013.**

Les **chantiers d'insertion et d'utilité sociale** : en 2013, **108 personnes ont bénéficié des chantiers d'insertion** au travers des chantiers *Informatique Plus*, *l'Avitarelle*, le chantier *Mecam* à Saint Jean de Védas et le *chantier des métiers de tertiaire et de la communication*.



La **Coopérative d'emploi Crealead** est soutenue pour son activité de « couveuse d'activités » qui permet aux porteurs d'un projet de création d'entreprise de tester leur activité en grandeur réelle tout en bénéficiant d'un statut de salarié. En 2013, **17 personnes ont créé leur activité.**

L'**AETE** est un organisme d'accompagnement à la création d'entreprise sur le territoire de l'agglomération. Il dispose également d'une antenne dans le quartier de la Mosson qui accompagne les porteurs de projets essentiellement issus des quartiers Mosson et Cèvennes. En 2013, la structure enregistre **40 créations d'activités dont 27 sur le quartier de la Mosson.**

Initiative Montpellier est soutenue pour son aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises à potentiel d'emploi, une aide financière sous la forme de prêts d'honneurs et de parrainage par des chefs d'entreprise bénévoles. **25 projets ont été financés et ont généré 62 emplois.**

L'**AIRDIE** favorise la création de très petites entreprises par son action de financement par le microcrédit solidaire en faveur des personnes exclues du système bancaire et intervient dans le financement d'activités de l'économie sociale et solidaire. **La structure a financé 80 projets ayant généré 91 emplois.**

Les actions du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)

! Le **club d'entreprises de la ZFU de FACE Hérault** : 200 entreprises de la ZFU mobilisées et journée portes ouvertes organisée dans 15 entreprises.

! Le **dispositif Profililières de FACE Hérault** : 22 insertions professionnelles de personnes dont 12 ont obtenu un emploi durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois).

! L'**action CitésLab de la BGE AEDE** : 85 projets amorcés pour 170 personnes reçues dans les quartiers.

! Le **Printemps des entrepreneurs de l'AETE** : ce forum dédié à la création et reprise d'entreprises a accueilli plus de 150 visiteurs au cœur du quartier de la Mosson.

Enfin, Montpellier Agglomération a soutenu :

! La **CAPEB** dans le cadre de l'action *Recruter autrement dans le bâtiment* : les mises en relation des publics avec les entreprises adhérentes ont permis à 30 personnes de trouver un emploi durable.

! **Pléiades Emploi Services (PES 34)** : 30 CDI et 34 CDD ont été créés.

! La **SCIC Réplic** : 64 personnes sont employées par les filiales de la SCIC REPLIC et 19 personnes sont sorties en emploi.



05

TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

En 2013, première année pleine de fonctionnement avec un réseau de 4 lignes de tramway, la barre des 70 millions de voyageurs a été franchie. Concrètement, cela signifie que chaque jour plus de 320 000 voyageurs empruntent les transports collectifs et dans 80 % des cas, il s'agit du tramway. La fréquentation est à la hausse sur 12 mois (+7,5 %).

Le réseau des transports collectifs de Montpellier Agglomération est aujourd'hui d'une remarquable densité. Il privilégie plus que jamais les transports doux et une approche multimodale. Outre le tramway, il est composé de 36 lignes de bus, toute en rabattement sur le tramway, un réseau de nuit avec l'Amigo, 10 parcs relais P+Tram qui offrent plus de 5 000 places interconnectées, 50 stations Vélomagg' pour le vélo en libre-service et 22 stations d'auto-partage Modulauto. Cette modalité à l'échelle du territoire est destinée à donner aux usagers plus de souplesse au quotidien dans leurs déplacements.

Développer l'offre globale de transports, moderniser le parc roulant, entretenir la voirie communautaire sont des préoccupations essentielles de Montpellier Agglomération qui vont au-delà de la mission de service public. Elles sont réalisées en respectant toujours davantage le cadre environnemental et la nature urbaine.

RÉSEAU DE TRAMWAY : COLONNE VERTÉBRALE DU SYSTÈME DE DÉPLACEMENTS

Les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ont validé l'idée qu'un réseau de tramway avec ses prolongements ultérieurs représente la colonne vertébrale du système de déplacements futur. Ce réseau est susceptible de modifier la répartition des modes de déplacements au niveau de notre agglomération dans une démarche plus générale de maîtrise du développement urbain.

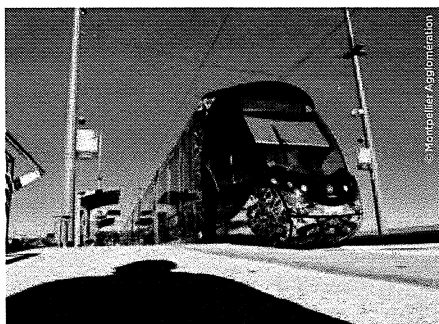
Les réflexions dans le cadre du PDU ont permis de proposer la mise en place à terme d'un réseau armature maillé associant 6 lignes de tramway et un réseau TER cadencé à partir duquel peuvent s'organiser les rabattements automobiles et en transports publics. La modernisation de la gare Saint-Roch en véritable pôle d'échanges multimodal et la création de la future Gare TGV Montpellier Sud de France viennent structurer ce réseau à l'échelle métropolitaine.

Le résultat est la définition d'un réseau de plus de 110 kilomètres de tramways à l'horizon 2020.

Ligne 3 : une 1^{ère} année pleine de fonctionnement très satisfaisante

2013 est la première année pleine de fonctionnement de la ligne 3 et de la ligne 4. La fréquentation a été tout à fait satisfaisante en 2013. La ligne 3 (13,4 millions de voyageurs) dépassant celle de la ligne 2 pour sa première année d'exploitation. Elle justifie ainsi pleinement son intérêt pour l'ensemble des habitants de l'agglomération. La ligne 4 a transporté, quant à elle, 4,7 millions de passagers.

La ligne 3 a
transporté
13,4 millions
de voyageurs
au cours de
l'année 2013



Les dépenses d'investissement se sont élevées en 2013 à **26 M€ environ** et concernent essentiellement le solde des marchés liés à l'opération, des travaux de finition, et l'avance pour l'acquisition de 4 rames de matériel roulant supplémentaires.

Le bouclage de la ligne 4 mis en service en 2016

En 2013, Montpellier Agglomération a poursuivi les études du bouclage de la ligne 4 afin de pouvoir engager les premiers travaux dès l'année 2014. Ainsi, la ligne 4 qui n'est que partiellement en service depuis avril 2012, sera achevée et irriguera l'ensemble de l'Écusson de Montpellier en 2016.

Le déroulement des procédures a permis à ce projet d'être déclaré d'utilité publique, avec la ligne 5 entre Lavérune et Clapiers, à l'issue d'une enquête publique qui s'est tenue du 10 avril au 13 mai 2013.

La déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet le 28 août 2013.

L'Avant-projet (AVP) a été réalisé pour l'ensemble de l'infrastructure de la ligne, les aménagements urbains et les installations de remisage et de maintenance.

Le planning arrêté au stade de l'approbation de l'AVP est le suivant :

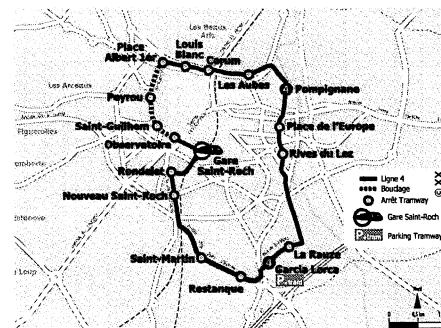
• Commencement des travaux anticipés et diagnostic de fouilles archéologiques avant la fin 2013,

• Démarrage des travaux de déviation de réseaux secs et humides des concessionnaires à compter d'avril 2014, sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin, Louis Vialleton et Henri IV, à Montpellier,

• Coupures d'exploitation, à l'été 2015, pour effectuer les raccordements aux voies ferrées des lignes 1 et 3, place Edouard Adam, rue André Michel et place Albert 1^{er}.

La mise en service de la ligne 4 sur la totalité de son tracé ne nécessite pas de rames supplémentaires.

Ainsi, à partir de mi-2016, il sera possible d'effectuer en 35 minutes le tour complet de la ligne 4 avec une fréquence de 8 minutes dans chaque sens, en heure de pointe.



La boucle de la ligne 4 sera achevée en 2016

Depuis Odysseum, la ligne 1 prolongée vers la nouvelle gare TGV

Le réseau armature de transport public doit intégrer désormais le développement urbain au sud de l'A9a et la future gare nouvelle, pôle d'échange multimodal d'échelle métropolitaine, qui sera desservi par les trains à grande vitesse, les trains régionaux, les cars interurbains et le tramway connecté à la gare Montpellier Saint Roch.

Cette gare nouvelle s'inscrit dans la réalisation d'une liaison à grande vitesse entre Nîmes et Perpignan s'appuyant sur le contournement Nîmes-Montpellier (CNM) et la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP).

Cette extension vise également à assurer la desserte en transports en commun des développements urbains au sud de l'A9a et autour de la future gare.

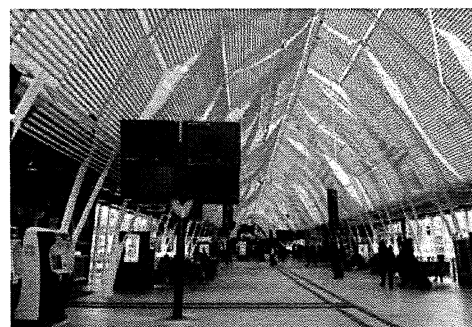
Engagé par délibération du 30 octobre 2012, ce projet d'extension de 1,3 km et de 2 stations de la ligne 1 de tramway a commencé à prendre corps en 2013 avec la réalisation des études de diagnostic et des études préliminaires.

Celles-ci sont conduites dans un premier temps par la SAAM, jusqu'à l'obtention de la DUP et l'approbation de l'avant-projet.

L'EXPLOITATION DES TRANSPORTS EN COMMUN PAR LA TAM

Montpellier Saint-Roch: pôle d'échanges multimodal au cœur de l'Agglomération

La présence de quatre lignes de tramway, le développement de l'offre ferroviaire, en particulier du TGV et du TER, le projet de requalification urbaine du quartier Saint Roch ont conduit la région Languedoc-Roussillon, la SNCF, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et l'État à engager, de manière partenariale, la modernisation de la gare Saint Roch. Avec la volonté de faire de ce lieu au cœur de l'agglomération un véritable pôle d'échanges accueillant les services d'intermodalité entre les différents modes de transport. La première phase a été mise en service en juin 2013.



Montpellier Agglomération participe pour **6 M€** à la réalisation de ce projet d'un montant global de **56,5 M€**, dont les études ont été finalisées par Gares et Connexions en 2010, pour un démarrage des travaux en 2011 avec une livraison de l'ensemble fin 2014.

Sur le territoire de Montpellier Agglomération, le réseau de transports en commun est exploité par le Groupement Transport de l'Agglomération de Montpellier (TaM) – Transdev Montpellier, dans le cadre d'une convention de délégation de service public conclue pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2017 et qui dessert, au moyen de 31 lignes, les communes de l'Agglomération.

Par convention, l'Agglomération a transféré au Syndicat mixte Hérault Transport, qui assure les liaisons interurbaines, la compétence transport scolaire sur le territoire de l'Agglomération.

Avec les autorités organisatrices de transport, la Région Languedoc-Roussillon et le Syndicat mixte Hérault Transport, Montpellier Agglomération a poursuivi son action pour garantir la mobilité de tous les citoyens dans le souci constant d'améliorer la cohésion sociale et de renforcer les liens de la capitale régionale avec l'ensemble des territoires du département de l'Hérault et de la région Languedoc-Roussillon.

Contribution de l'Agglomération à la modulation des tarifs

En 2013, la Communauté d'Agglomération a contribué à hauteur de **13,7 M€** au financement des tarifications réduites à destination des personnes à faibles revenus pour des recettes représentant 1,58 M€, soit 4 % des recettes directes totales du réseau.

En pratique, ces tarifications sont :

I gratuites : pour les personnes éligibles (les plus en difficulté), elles représentent 32 % des volumes de vente de titres à tarification réduite :

- **carte d'Or mensuelle gratuite :** 69 792 titres en 2013 (+ 4,4 % par rapport à 2012)

- **personnes handicapées mensuel gratuit :** 44 163 titres en 2013 (+ 4,1 % par rapport à 2012)

I réduites : pour les personnes éligibles, elles représentent 50 % des volumes de vente de titres réduits. Leur recette s'élève à 765 000 € pour 2013 (soit + 10 % de recettes par rapport à 2012)

- **carte d'or mensuelle 50 % :** 8 922 titres en 2013 (+ 6,8 % par rapport à 2012),

- **carte d'or hebdo 50 % :** 530 titres en 2013 (équivalent à 2012),

- **forfait mensuel demandeurs d'emploi :** 165 343 titres en 2013 (+11 % par rapport à 2012),

- **personnes handicapées mensuel subventionné à 50 % :** 2 310 titres en 2013 (+ 16,9 % par rapport à 2012).

I scolaires : ce sont les forfaits ZAP subventionnés : ils représentent 18 % des volumes de vente de titres réduits. 64 165 titres ont été vendus pour une recette de 816 000 € pour l'année 2013 (équivalent à 2012).

En 2013, la **contribution publique** versée par Montpellier Agglomération à TaM dans le cadre de la délégation du service public des transports en commun est de **55,5 M€**, dont 13,7 M€ de compensations tarifaires sociales et subventions scolaires.

4 lignes de tramway pour plus de 35 millions de déplacements

Une offre de service toujours améliorée

L'année 2013 est la première année complète de fonctionnement du réseau tramway à 4 lignes ; le réseau TaM en 2013 se caractérise aujourd'hui par :

I 4 lignes de tramway (56 km de voies), qui ont offert 35 223 028 déplacements

I 36 lignes de bus, toutes en rabattement sur le tramway, qui ont offert 7 266 064 déplacements en 2013. Parmi elles, 9 lignes sont exploitées en transport à la demande pour renforcer le réseau sur tout le territoire de l'Agglomération.

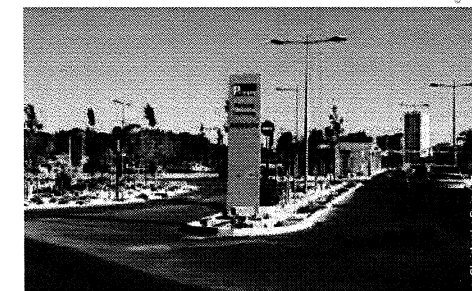
I Un réseau de nuit *Amigo* qui assure la desserte des discothèques chaque semaine du jeudi au samedi, de minuit à 5h du matin et permet aux noctambules de se déplacer en toute sécurité.

I 10 parcs-relais P+Tram, offrant plus de 5000 places interconnectées au réseau de tramway, et dont la fréquentation quotidienne a augmenté de 9 %.

I 50 stations *Vélomagg'* offrent du vélo en libre-service et répondent aux attentes des habitants pour une mobilité plus souple.

I 22 stations d'auto-partage *Modulauto*, grâce aux 3 nouvelles stations développées.

Le parking P+Tram de la Mosson dispose de 450 places et dessert les lignes 1 et 3.



Une offre de transport aux fréquences renforcées

Tout au long de l'année 2013, les réaménagements de certaines lignes et les renforcements de fréquences ont permis de mieux répondre aux attentes des usagers. L'offre a été stabilisée avec une augmentation sensible de l'offre tramway correspondant à l'exploitation sur une année entière des lignes 3 et 4.

Les principales évolutions et adaptations apportées à l'offre de transport en 2013 sont les suivantes :

! Ajustement de l'offre kilométrique et des fréquences des 4 lignes de tramway nécessitant notamment par l'actualisation des vitesses commerciales consécutives au nouveau maillage du réseau tramway (notamment sur le nœud de la gare Saint-Roch).

! Déplacement du terminus de la Ronde d'Odysseum à Place de France.

! Création de la ligne 41 (exploitée en transport à la demande) reliant la Clinique du Parc à la station de tramway Charles-de-Gaulle (ligne 2) à Castelnau-le-Lez.

! Ajustement de La Navette, des lignes 14, 34 et 38.

Voyages sur le réseau : une progression de 7,5 % en un an

Avec **73,2 millions de voyages en 2013** (soit plus de 320 000 voyageurs/jour, dont près de 80 % sur le réseau tramway), le réseau de transport de l'Agglomération maintient un niveau de fréquentation très satisfaisant et progresse de **+7,5 % par rapport à 2012**. Cette hausse est principalement due à l'exploitation sur une année complète des lignes 3 et 4 du tramway (seulement à partir d'avril donc sur neuf mois de l'année 2012).

La ligne 1 qui demeure la ligne la plus fréquentée de France avec des pointes à **plus de 130 000 voyageurs par jour**, a atteint 28,9 millions voyages sur l'année 2013.

La fréquentation de la ligne 2 dépasse régulièrement le seuil de 60 000 voyageurs par jour et atteint 11,4 millions de voyages.

Évolution du nombre des voyageurs de 2002 à 2013

| En millions de voyageurs | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007* | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012** | 2013 |
|--------------------------|-------|--------|-------|--------|-------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|
| Total | 42,48 | 47,90 | 52,63 | 52,40 | 54,46 | 61,98 | 66,29 | 67,72 | 62,22 | 63,52 | 68,09 | 73,22 |
| An/An -1 | 8,3 % | 12,8 % | 9,9 % | -0,4 % | 3,9 % | 13,8 % | 7 % | 2,2 % | -8,1 % | +2 % | +7,2 % | +7,5 % |

(*) 16/12/2006: mise en service de la ligne 2 du tramway
(**) 01/4/2012: mise en service des lignes 3 et 4 du tramway

La fréquentation des parkings tramways

| En millions de voyageurs | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012* | 2013 |
|--------------------------|-------|------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total | 395 | 403 | 802 | 915 | 1 063 | 1 350 | 1 484 | 1 707 | 1 942 | 2 128 | 1 881 | 2 058 |
| An/An -1 | +20 % | +2 % | +100 % | +14 % | +16 % | +27 % | +10 % | +15 % | +14 % | +10 % | -12 % | +9 % |

* travaux pour mise en place des lignes 3 et 4 impactant les parkings.

Modernisation des équipements pour un parc de véhicules performant

La poursuite du programme d'investissements en bus GNV, avec l'achat de **2 bus en 2013**, a permis d'obtenir un parc de véhicules disposant d'équipements performants, notamment pour le confort et la sécurité de la clientèle : palettes pour l'accès des fauteuils roulants, plancher bas, climatisation, vidéo-surveillance, information des usagers.

2 bus GNV supplémentaires ont rejoint le parc de véhicules

La ligne 3 assure une première année de pleine exploitation tout à fait satisfaisante, dépassant même la ligne 2 en termes de voyageurs avec des pics à plus de 70 000 voyageurs par jour pour 13,4 millions de voyageurs.

La ligne 4, venant en complément des trois premières lignes traversant l'Agglomération, atteint quant à elle 25 000 voyageurs par jour, pour 4,7 millions de voyageurs sur l'année 2013.

Le service *Amigo* a transporté 50 189 voyageurs en 2013, et bénéficiera d'une prochaine refonte afin de coller plus encore aux aspirations des noctambules.



En 2013, le programme de modernisation des équipements a été financé avec :

11,4 M€ au titre des subventions d'équipement versées à TaM pour le maintien des équipements (principalement pour la poursuite du programme de déploiement de bornes d'informations voyageurs, le renouvellement du matériel des parkings d'échanges, le renouvellement des 'Vélomag', la fin du programme de rénovation des bus).

10,65 M€ d'investissements directs de Montpellier Agglomération pour l'acquisition de 2 bus GNV dans le cadre du renouvellement du matériel roulant.

La ligne 4 transporte 25 000 voyageurs par jour

Les recettes du versement transport sont de **79,8 M€** pour 2013.

DES SERVICES TOUJOURS PLUS PROCHES DES USAGERS

Vélomagg'

En 2013, le service « **Vélomagg'** » de Montpellier Agglomération comprend 380 vélos en location courte durée répartis sur 50 vélostations, 1 200 vélos longue durée, disponibles à la location pour une durée de 3 mois à un an, 180 « Vélos spéciaux et familiaux » disponibles pour rejoindre la mer au terminus de la ligne 32 ainsi que 50 « Vélos spéciaux et familiaux » à la station Étang de l'Or, terminus de la ligne 3 du tramway.

Vélomagg', c'est
un parc de plus
de 1 800 vélos



Par ailleurs, 15 Vélomagg'Elektrik sont en expérimentation à la location pour une durée de trois mois, permettant l'accès à ces vélos électriques au plus grand nombre d'usagers.

Plans de Déplacements Entreprises (PDE)

Aujourd'hui, **98 conventions PDE** sont actives pour un potentiel d'un peu moins de 50 000 salariés dont **5 319 abonnés** en 2012, soit une **augmentation de 15 %** par rapport à 2012.

Accessibilité des personnes à mobilité réduite



Comme ici
à Lattes,
les points
d'arrêt sont
aménagés

Montpellier Agglomération a adopté le 26 novembre 2009 son schéma directeur d'accessibilité du réseau de transports en commun.

Les actions de mises en accessibilité continuent tant en matière d'équipement des matériels roulants que d'aménagement des points d'arrêt. Les travaux pour la mise en accessibilité des lignes La Ronde, (phase 1), 11, 16, 18 et 19 sont terminés hors secteur de l'Écusson. Ils ont été réalisés en étroite collaboration avec le Comité de Liaison et de Coordination des personnes handicapées et malades chroniques.

Des interventions ponctuelles d'opportunité ont été réalisées sur plusieurs communes de l'Agglomération.

Concernant le matériel roulant, l'objectif de la nouvelle DSP avec le groupement TaM-Transdev Montpellier qui était d'obtenir **un parc de bus 100 % accessibles** est quasiment atteint.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi son partenariat en subventionnant le GIHP pour un montant de **1 160 000 €** en 2013, assurant ainsi près de 79 680 voyages à l'attention de plus de 1 000 personnes handicapées pour leurs déplacements de loisirs et professionnels.

La coopération initiée en 2012 avec le GIHP s'est poursuivie en 2013. Elle a permis d'organiser des correspondances entre le service GIHP et le tramway en offrant aux personnes handicapées la gratuité de la correspondance.

Autopartage

2013 a vu le renforcement du service d'autopartage, développé en partenariat avec la société « **Modulauto** ». Fin 2013, le service offre **22 stations de location pour 35 véhicules**. Pour l'année 2013, 122 abonnés ont souscrit un abonnement combiné intermodal Modulauto-TaM.

LA COOPÉRATION AVEC LES AUTRES COLLECTIVITÉS

Un partenariat efficace avec le Syndicat mixte Hérault Transport

Le Syndicat Mixte Hérault Transport gère les lignes pénétrantes départementales qui desservent également les communes de l'Agglomération.

Le partenariat avec le Syndicat mixte Hérault Transport s'est poursuivi en 2013.

L'activité gérée par Hérault Transport sur le territoire de l'Agglomération représente environ **2,5 millions de km pour 1,95 millions de voyages environ**.

Le nouveau tarif intermodal a permis à près de **921 000 voyageurs** des lignes départementales l'utilisation en libre circulation des deux réseaux TaM et Hérault Transport avec un titre unique, Montpellier Agglomération a perçu **550 000 €** de la part du Syndicat mixte Hérault Transport pour les compensations tarifaires générées par ce nouveau titre.

La participation de Montpellier Agglomération au Syndicat Mixte Hérault Transport s'élève en 2013 à **9,31 M€** en dépenses.

La compensation pour les scolaires versée par l'État à Montpellier Agglomération s'est élevée à **1,15 M€** en 2013 identique depuis 2009.

Avec Kartatoo, on circule partout sur le réseau urbain

Le titre de transport combiné « **Kartatoo** » avec la région Languedoc-Roussillon permet d'utiliser en libre circulation le TER et les deux réseaux de transports urbains à chaque extrémité.

31 339 titres mensuels « **Kartatoo Pro** » (+ 14,5 %) et **15 924** titres « **Kartatoo Études** » (+16,7 %) ont été utilisés en 2013, générant 880 000 déplacements intermodaux TaM + TER.

Cette augmentation sensible a sans doute été favorisée par la mise en place de l'interopérabilité billettique pour les détenteurs de la carte Kartatoo sur le réseau TaM. Ce projet qui engage l'Agglomération à hauteur de **420 000 €** permet dorénavant aux possesseurs de la carte de circuler librement sur le réseau de Montpellier Agglomération.



Kartatoo, une carte de transport unique
pour voyager à moindre coût



LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS

EMMA : le contrat mobilité

Le projet EMMA, dont le premier plan a été mené à bien en 2013 sous maîtrise d'ouvrage de Transdev, a pour objectif à terme de proposer des abonnements multimodaux aux usagers TaM.

Aujourd'hui, le « contrat mobilité » EMMA consiste en un abonnement annuel incluant :

- ! Le réseau tram/bus illimité.
- ! L'accès aux 10 P+Tram et 19 véloparcs de l'Agglomération.
- ! L'accès aux services payant des 7 parkings TaM du centre-ville (exemple : Comédie) et des vélomaggs.
- ! L'autopartage.

Cet abonnement est proposé par le biais d'une nouvelle « carte EMMA », et offre donc les mêmes services que l'abonnement annuel « habituel ».

Ce projet doit intégrer incessamment le stationnement en voirie. À terme, la plateforme informatique créée par les services de TaM doit permettre l'agrégation de tous les modes et données afférentes susceptibles d'accroître le service rendu.

D'autres formules d'abonnement verront le jour à mesure qu'EMMA prendra de l'ampleur.

Il s'agit d'un projet dont le budget s'élève à **4 540 790 €**, la part de Montpellier Agglomération atteignant **1 033 764 €**.

LE PRD2 : un des atouts de la Cité Intelligente

Dans le cadre du développement de la Cité Intelligente engagé en 2013, un des programmes de recherche et développement est directement appliqué aux transports : le « PRD2 ». **Il porte sur le développement d'une plateforme de mobilité multimodale temps réel avec une vision prospective, itérative et expérimentale.**

L'objet de ce projet de R&D, qui s'inscrit directement dans les objectifs de report modal du PDU, est de proposer aux usagers des services innovants d'informations à partir d'une plate-forme de mobilité multimodale destinée à optimiser les déplacements quotidiens des personnes.

Ce programme associe des partenaires de nature variée : Montpellier Agglomération, les universités de Montpellier (UM 1 et UM 2), des industriels et bureaux d'études (*IBM France, Cityway SAS, Mecatran*).

Le montant total du projet s'élève à **3 225 000 €**, et est financé par Montpellier Agglomération à hauteur de **2 195 000 €**.

L'année 2013 a vu la mise en place des contrats de partenariat et la définition des orientations et objectifs de ce programme de recherche qui va se décliner en 2014 avec la phase de conception et d'expérimentation.

LES GRANDES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS

Montpellier Agglomération se mobilise activement pour accompagner et suivre les projets de grandes infrastructures de transports qui structurent l'organisation spatiale et urbaine de son territoire et participent de son développement.

Sont concernés :

! Le déplacement de l'A9 et le barreau sud du contournement de Montpellier qui se compose également des futurs Déviation Est de Montpellier (DEM) et Contournement Ouest de Montpellier (COM).

! La construction d'une gare nouvelle Montpellier Sud de France et la restructuration de la gare Montpellier Saint-Roch préfigurent la montée en charge progressive de la desserte ferroviaire de Montpellier dans les dix prochaines années.

! Le Contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier (CNM) et la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) maillon essentiel d'un axe européen nord sud entre l'Allemagne et l'Espagne, plaçant Montpellier à trois heures de Paris et deux heures de Barcelone, et permettant d'optimiser et d'augmenter la desserte voyageur et marchandise sur l'arc méditerranéen.

Déplacement de l'A9 et contournement Nîmes-Montpellier en phase opérationnelle

En 2013, les deux projets les plus avancés, le déplacement de l'A9 et le contournement ferroviaire Nîmes - Montpellier, sont entrés dans leur phase opérationnelle à l'automne avec les premiers travaux de remblais.

Durant toute l'année, des discussions ont eu lieu avec l'ensemble des partenaires et les maîtres d'ouvrage pour définir les dernières conceptions des ouvrages concernant les interfaces avec les territoires traversés et desservis.

Les dispositifs de protection acoustique qu'il convient de mettre en œuvre sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont fait l'objet d'un suivi particulier dans le cadre de l'insertion paysagère et de l'impact cumulé des deux infrastructures que les maîtres d'ouvrage se doivent de respecter.

Il en a été de même de l'intégration architecturale et paysagère des ouvrages ainsi que de la prise en compte des franchissements et rétablissements de voirie, qui ont fait l'objet de conventions. Sur ce point, le double viaduc Lez Lironde, d'une longueur de 600 mètres a fait l'objet d'une attention particulière, compte tenu des contraintes techniques et financières de cet ouvrage remarquable.



Déplacement de l'A9 : la solution adoptée consiste à séparer le trafic local de l'international

Pour sa part, le cofinancement pour les acquisitions foncières et la réalisation du projet CNM a représenté une dépense de **13,4 M€** sur l'exercice 2013.

On soulignera la part active prise par Montpellier Agglomération dans la coordination des opérations de dédoublement de l'A9 d'une part, du CNM et de la gare nouvelle Montpellier Sud de France d'autre part, dans la perspective d'une mise en service programmée fin 2017. **361 000 €** ont été dépensés pour la future gare en 2013.

Pour ce qui concerne la LNMP, le dossier a finalement avancé en fin d'année 2013 avec la décision ministérielle du 15 décembre actant entre autre, la poursuite des études avec le prolongement de son caractère mixte jusqu'à Béziers et la création de deux gares nouvelles pour desservir les agglomérations de Béziers et Narbonne.

En avril 2013, le rapport Duron avait pourtant préconisé un report de la réalisation de la ligne après 2030. Les dépenses liées à cette convention ont représenté **162 000 €** en 2013.

Ces actions poursuivent ainsi la mise en place du réseau d'armature défini dans le PDU, celui-ci devant être complété à terme par les lignes 5 et 6 du tramway et d'autres liaisons routières structurantes (contournement Ouest de Montpellier, déviation Est de Montpellier, liaison inter-cantonale Nord).

06

ENVIRONNEMENT

IL FAUT VOUS
LE DIRE COMMENT ?

BIEN TRIER LE VERRE, C'EST DANS NOTRE INTÉRÊT



Le tri, c'est un état d'esprit

www.montpellier-agglo.com

Soucieuse de préserver son environnement naturel et très impliquée dans la qualité de vie de ses concitoyens, Montpellier Agglomération a mis en place une filière complète et exemplaire de traitement et de recyclage des déchets produits sur son territoire. La collectivité a pour mission d'assurer la gestion des déchets ménagers et assimilés collectés sur son territoire dans les domaines suivants :

- la prévention des déchets,
- les collectes des déchets résiduels et collectes sélectives des déchets recyclables,
- la gestion des équipements de proximité (déchetteries et colonnes d'apport volontaire),
- l'exploitation du centre de tri Demeter des déchets recyclables secs,
- l'exploitation de la plateforme de broyage des déchets végétaux de Grammont,
- la réalisation et l'exploitation des unités de valorisation et de traitement des déchets (unité de méthanisation Amétyst et installation de stockage des déchets non dangereux de Castries),
- le développement des nouvelles filières de valorisation.

Consciente que «le meilleur déchet, c'est celui que l'on ne produit pas», la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de porter notamment ses efforts sur la prévention des déchets ; une action qui permet de les limiter à la source et de diminuer ainsi de façon notable leur impact écologique et économique.

LA PRÉVENTION, LA COLLECTE ET LE TRI DES DÉCHETS

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets au travers de son programme local de prévention des déchets réalisé en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Le partenariat a été défini pour une durée de 5 ans de 2011 à 2015 et vise une **diminution de 7 % à 5 ans du ratio de production d'ordures ménagères par habitant**. La performance atteinte fin 2013 est une réduction de 4,1 % par rapport à 2010.

De nombreuses actions et animations pédagogiques ont été menées au cours de l'année 2013 afin de sensibiliser les habitants aux bienfaits du tri.

Sensibilisation des élèves

Dans le cadre d'un marché de prestations attribué à l'association APIEU, 22 classes de l'enseignement primaire, représentant **500 élèves**, ont été sensibilisées aux bons gestes à partir de supports pédagogiques originaux : livret du maître et de l'élève, fiches d'identification des déchets, poubelle pédagogique, affiche reproduisant les circuits de collecte et de traitement dans l'Agglomération, charte d'engagement...



Animation réalisée dans les écoles de l'enseignement primaire

Collecte textile

Un marché de prestations a été signé en novembre 2013 avec le groupement *Philtex Recycling et Emmaüs* pour assurer, sur le territoire de l'Agglomération, en collaboration avec les communes et en complémentarité avec les structures existantes, la collecte des textiles usagés : plus de 200 conteneurs supplémentaires d'apport volontaire textile seront déployés en 2014 dans les communes au profit de l'économie sociale et solidaire et dans un objectif de réemploi ou recyclage de plus de 90 % des textiles usagés déposés par les habitants.

Implication des agents de Montpellier Agglomération

La sensibilisation des agents de la Communauté d'Agglomération et des correspondants communaux s'est poursuivie et une réunion de présentation des résultats de l'année 2 et des prévisions pour l'année 3 a eu lieu pendant la semaine de réduction des déchets. Un challenge interservices pour la réduction des déchets a par ailleurs été lancé.

Collectes solidaires

Les collectes de « dons » en porte à porte, en partenariat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (Emmaüs, ERCA), ont été poursuivies sur 21 communes et 4 quartiers de Montpellier. Elles ont permis de **collecter 105 tonnes d'objets dont plus de la moitié a pu trouver une seconde vie**. Elles sont systématiquement accompagnées par les messagers de l'Agglomération qui rappellent aux habitants les gestes de prévention et consignes de tri.



Collecte solidaire organisée dans le quartier d'Antigone, en partenariat avec Emmaüs

Développement du compostage

En ce qui concerne le compostage des déchets végétaux et de la fraction fermentescible des ordures ménagères, **35 résidences collectives, 5 structures communales et jardins partagés et 10 établissements scolaires** ont été équipés gratuitement de composteurs.



Initiation au compostage réalisée par les messagers du tri et de la prévention

Par ailleurs, **853 composteurs de jardin** ont été fournis gratuitement à la demande d'habitants de maison individuelle et l'acquisition de **62 lombricomposteurs** par des ménages résidant en appartement a été aidée à hauteur de 50 € par foyer.

Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (du 16 au 24 novembre 2013)

À cette occasion, Montpellier Agglomération a organisé des animations sur 2 résidences collectives et 9 marchés de communes et quartiers de Montpellier. Autour des stands d'information tenus par les messagers du tri et de la prévention, des acteurs de théâtre de rue sont allés à la rencontre des usagers. Le thème choisi pour cette manifestation était le réemploi/recyclage des vêtements, en collaboration avec l'ensemble des associations et structures de l'économie sociale et solidaire intervenant sur le territoire de l'Agglomération.

Lutte contre le gaspillage alimentaire

Les messagers du tri et de la prévention de l'Agglomération, en partenariat avec ACM et des responsables de cantines ou associations, ont poursuivi la sensibilisation de publics variés au gaspillage alimentaire et au tri des biodéchets. Ils ont été présents lors d'événements organisés par les collectivités tels que l'Antigone des associations ou des fêtes locales thématiques.

Renouvellement du parc de colonnes d'apport volontaire

En 2013, Montpellier Agglomération a entamé son programme, établi sur 5 ans, de renouvellement des conteneurs verre et papier. **218 conteneurs verre et 79 conteneurs papier ont ainsi été remplacés par des conteneurs métalliques**. Pour accompagner cette action, une campagne de communication, avec la participation de rugbymen du MHR, a été diffusée sur l'ensemble des communes.

Les messagers du tri ont également distribué des documents d'information et des sacs cabas, par démarchage en porte à porte, auprès de 6 000 foyers résidant en habitat collectif, dans les quartiers de la Pompignane, des Aubes, des Hauts de Massane et d'Antigone sur Montpellier.

Le quartier de la Pompignane a fait l'objet d'une opération spécifique menée en collaboration avec ACM et la société agréée Eco-Emballages. A cette occasion, 20 agents équipés de tee-shirts avec la mention *"Moi, je trie le verre. Pas vous ?"* ont visité en 2 jours plus de 600 foyers.



Visuels des nouveaux conteneurs verre et conteneurs papier



Poursuite du programme de mise en place de conteneurs enterrés

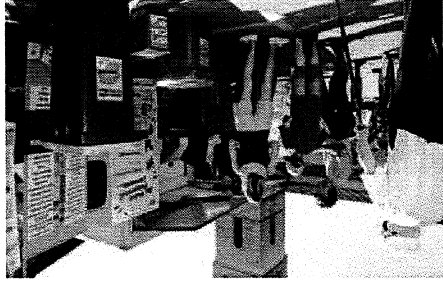
La mise en place de supports spécifiques pour l'accueil des nouveaux locataires d'ACM (règlement de collecte, guide du tri, stop pub, objets promotionnels...) et d'une procédure d'accompagnement à la livraison des nouvelles résidences (boitage, animation, porte à porte...). Le développement d'actions et d'animations pour l'amélioration du tri des emballages et plus particulièrement du verre. La poursuite d'opérations de sensibilisation à la propreté et au tri des déchets des jeunes publics, en collaboration avec les associations de locataires, les comités de quartier ou d'autres partenaires présents dans les quartiers.

Un partenariat avec ACM renouvelé et conforté

La mise en place d'un travail collaboratif afin de valider les méthodes de mise en place du compostage collectif en pied d'immeubles et permettre ainsi d'équiper plus de 50 résidences. La recherche et la mise en œuvre de solutions de gestion des encombrants, dans l'intérêt des deux parties et avec un double objectif de gestion de la propreté et de réduction des déchets. La planification d'un nouveau programme de sensibilisation au tri, hiérarchisant les résidences où les actions sont prioritaires et définissant les modes d'intervention.

Communication

En plus de sa participation active aux actions prioritaires décrites précédemment, l'équipe d'Agglomération de Montpellier et de l'Office Public de l'Habitat ACM afin de mettre en œuvre les mesures destinées à améliorer les performances du tri sélectif mais aussi lors des manifestations suivantes : Festival Saperlipopette, Tournoi de Handball des scolaires à Villeneuve-les-Maguelone, Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Foire internationale de Montpellier, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, Journée de l'Éco-exemplarité au sein de la structure ACM en matière de prévention des déchets avec l'établissement d'un diagnostic des déchets produits par les services. La poursuite de la formation des personnels d'ACM à la problématique du tri et de la réduction des déchets.



Cette nouvelle convention traduit les règles de partenariat entre les deux parties : L'éco-exemplarité au sein de la structure ACM en matière de prévention des déchets avec l'établissement d'un diagnostic des déchets produits par les services. La poursuite de la formation des personnels d'ACM à la problématique du tri et de la réduction des déchets. Le relais par ACM de la communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative au tri des déchets, à la collecte des encombrants et à la prévention des déchets auprès des locataires, du personnel et des partenaires d'ACM, au travers de différents supports : site Internet, intranet, livret d'accueil du locataire, courrier, affichage dans les résidences....

La collecte en chiffres

Le 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information gratuite sur le fonctionnement du tri et des collectes. En 2013, 30 905 appels ont été reçus par le standard. Depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et 886 formulaires ont été enregistrés en 2013.

| Tonnages collectés | Collecte de déchets résiduels en porte à porte (bacs gris) | Collectes sélectives en porte à porte | Collectes sélectives en apport volontaire (verre, papiers, journaux, textile) | Dépôts en déchèterie et autres encombrants déposés | Encombrants collectés en porte à porte |
|--------------------|--|---------------------------------------|---|--|--|
| 127 812 | | 26 274 | 10 050 | 81 364 | 6 312 |

ET LA VALORISATION DES DÉCHETS LE TRAITEMENT

Évolution de l'unité de méthanisation AMÉTYST

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est traité sur l'unité de méthanisation Amétyst (soit 123 650 tonnes d'ordures ménagères et 2 589 tonnes de bio déchets). À l'exception des déchets non méthanisables collectés sur l'exploitation desormais menée sur un mode dit « tout BRS » a permis d'atteindre des résultats très encourageants et en particulier la stabilité de la biologie de la phase de digestion qui conduit à la production d'un biogaz riche en méthane.

Consécutivement, les forts rendements énergétiques ont permis de produire 18 090 MWh électriques sur l'année et 2 911 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grissets.

Au terme de 5 années d'exploitation, il est apparu nécessaire de réaliser un certain nombre d'améliorations et de travaux sur l'unité :

Sur les installations de valorisation du biogaz, afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation, tout en prenant en compte les contraintes liées à la variation de la production de biogaz.

Dans ce cadre a été lancée la procédure de désignation du maître d'œuvre par délibération du 24 septembre 2013 qui sera chargée des études et de la réalisation de ces travaux.

En matière de sécurité incendie, sur les recommandations des experts prévention de l'assureur, par délibération du 26 juin 2013, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme de l'opération et autorisé le lancement d'un appel d'offres afin d'attribuer les marchés des travaux dans le cadre du mandat confié à la SERM.

En matière de traitement de l'air, la Communauté d'Agglomération a fait procéder fin 2013 au renouvellement de la biomasse d'un des 3 biofiltres. Les premiers résultats sont conformes aux attentes. Enfin, Montpellier Agglomération a désigné un maître d'œuvre chargé des études et des travaux de modification du dispositif de captation et du traitement de l'air en sortie des BRS.

Malgré un fonctionnement désormais stabilisé, les évolutions contractuelles nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'unité de méthanisation pendant la durée restante du contrat jusqu'en 2020 constituent des modifications substantielles de plusieurs éléments essentiels du contrat actuel.

Elles ne peuvent plus trouver une traduction dans le cadre du contrat en vigueur. La résiliation de la Délégation de Service Public pour motif d'intérêt général s'est donc imposée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'avenant n°10, conclu entre les parties approuvé par délibération du 26 juin 2013, a acté la résiliation du contrat pour motif d'intérêt général avec effet au 31 décembre 2014 ainsi que les modalités de poursuite de l'exploitation jusqu'à cette date.

Par une nouvelle délibération du 25 juillet, le Conseil de Communauté a adopté le principe de gestion déléguée du service public et a autorisé le lancement d'une nouvelle consultation des entreprises qui devra aboutir à l'automne 2014 pour une prise en charge, au terme de la période de préparation, au 1^{er} janvier 2015.

Extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD)

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchetteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de l'Agglomération ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst.

En 2013, l'ensemble des apports sur l'installation s'élève à **78 010 tonnes** pour un tonnage annuel autorisé de 83 000 tonnes.

Début 2013, au vu du solde de la capacité disponible, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets ménagers correspondante auprès du Préfet de l'Hérault. Suite à l'avis favorable du CODERST lors de sa séance du 27 juin 2013, le Préfet de l'Hérault a autorisé, par arrêté du 8 juillet, la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 jusqu'au 1^{er} mai 2014.

Par ailleurs, au terme de la procédure d'instruction, le **Préfet de l'Hérault a autorisé par arrêté du 25 novembre 2013 l'exploitation d'un nouveau casier n°2**. Il permet ainsi l'extension du site et la poursuite de l'activité à compter du 1^{er} mai 2014 pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an.

Le Conseil Communautaire a autorisé la signature des marchés avec les sociétés BUESA Frères, GRS VALTECH et GUINTOLI respectivement pour les lots n°1 (terrassement VRD), 3A (traitement du biogaz), et 4 (couverture finale). Les travaux du casier n°2 ont aussitôt débuté en décembre 2013.

Modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 1994. Il constituait à cette date la deuxième installation de ce type en France. Depuis maintenant près de 20 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres soit **21 943 tonnes** en 2013. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un procédé de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

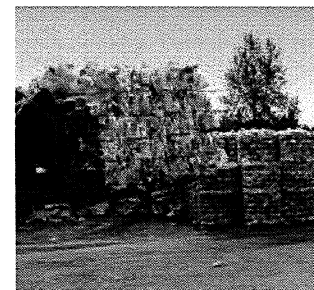
Le groupement SAGE SERVICES ENVIRONNEMENT / CEREG INGENIEURS a été désigné dès 2012 pour étudier les différents scénarios d'extension de la capacité de tri à 32 000 tonnes par an (hors extension des consignes de tri), pour définir le programme de l'opération et assister la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre.



Le centre de tri DEMETER concerne les déchets ménagers recyclables secs

Au terme de cette mission, intervenue principalement en 2013, il est apparu que la solution consistant à réutiliser le bâtiment existant et à étendre les équipements sur la parcelle de terrain adjacente (propriété de Montpellier Agglomération) était la plus intéressante. En effet, elle permet de limiter le temps d'arrêt de l'exploitation et les coûts d'investissement.

C'est sur cette base que l'opération d'extension et de modernisation du centre de tri sera menée pour une mise en service des nouvelles installations prévues en 2017-2018.



Des travaux d'extension sont prévus pour moderniser le centre de tri DEMETER

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchetteries (Points propreté) de l'Agglomération, est assurée en partie par la plate-forme de valorisation de Grammont exploitée en régie.

En 2013, elle a traité **9 398 tonnes** en provenance des déchetteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de l'Agglomération et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation Amétyst pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

9 920 tonnes de déchets verts, en provenance des déchetteries de l'Ouest de l'Agglomération, ont été traitées par l'établissement Véolia - Actisol de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec l'Agglomération. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de l'Agglomération, soit directement compostées sur place.

Ocréal : La valorisation énergétique et thermique

Dans le cadre du marché conclu avec la société Ocréal et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférées du syndicat mixte « Entre Pic et Etang », **31 964 tonnes** de déchets ont été traitées au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel.

4 162 tonnes sont des déchets résiduels issus des collectes de certaines zones d'activité dont les déchets, pauvres en matière organique, sont impropres à la méthanisation.

19 812 tonnes sont des déchets à haut pouvoir calorifique issus du tri réalisé sur l'unité de méthanisation Amétyst (refus légers de la chaîne de tri).

7 990 tonnes sont des refus du centre de tri DEMETER (refus de tri des déchets déposés dans les bacs ou sacs jaunes) et des installations de tri DIB de Garosud qui conditionnent les cartons et papiers journaux déposés dans les déchetteries et colonnes à papier, ou encore des déchets issus des bennes « plastiques » sur les déchetteries.



07

EAU

L'eau est notre bien commun du vivant mais elle n'est pas une ressource inépuisable. Sa qualité, sa rareté et la nécessité de préserver les ressources sont des problématiques fondamentales à l'échelle de chaque continent. La Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est compétente sur l'ensemble du cycle de l'eau, depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées en passant par la lutte contre les inondations. Elle est rattachée au pôle services public de l'environnement et des transports et elle est composée de 55 personnes. Cet ensemble de compétences s'est construit depuis 2000 pour la compétence assainissement des eaux usées et depuis 2010 pour celle de l'eau potable. Cela traduit la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de devenir l'acteur essentiel de la définition et de la mise en œuvre d'une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire.

Cette politique doit permettre de répondre de manière efficiente aux enjeux majeurs de gestion équilibrée et optimisée de la ressource en eau correspondant aux objectifs fixés par la Directive Cadre Européenne qui imposent le retour au bon état écologique des masses d'eau. Mais aussi de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques qui demande des garanties sur l'équilibre nécessaire entre les usages de l'eau et sur la solidarité amont-aval.

La source du Léz

GOUVERNANCE PARTAGÉE ET COHÉRENTE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Pour répondre aux objectifs fixés, notre collectivité a mis en œuvre une gouvernance partagée et cohérente avec les autres EPCI intervenant sur le territoire :

Les syndicats mixtes ouverts de gestion des bassins-versants, SYBLE (Lez) et SYMBO (étang de l'Or), structures en charge notamment de l'élaboration des documents-cadres de définition des actions de la politique de l'eau sur le territoire (SAGE ou contrat de bassin, programme d'action et de prévention contre les inondations (PAPI).

Les syndicats mixtes fermés où la Communauté d'Agglomération de Montpellier siège en représentation-substitution des communes pour l'exercice de la compétence eau potable (21 communes sur les 31) : Syndicats Garrigue-Campagne, Bas Languedoc et Salaison.

Par ailleurs, Montpellier Agglomération siège à la Commission Locale de l'Eau, organe représentatif des acteurs de l'Eau, en charge du pilotage du SAGE.

Pour l'année 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi été investie :

aux côtés du SYBLE pour la révision du SAGE Lez-Mosson-Étangs Palavasiens dont l'approbation par arrêté préfectoral est envisagée pour fin 2014, et pour la préparation d'un avenant de prolongation du PAPI Lez, ainsi que la rédaction du PAPI 2, dont l'instruction sera engagée en 2014 en vue d'une labellisation début 2015 ;

aux côtés du SYMBO pour l'élaboration du contrat de bassin de l'Étang de l'Or dont l'adoption est également prévue à la fin de l'année 2014 et la labellisation d'un PAPI d'études, dit PAPI d'intention.

Fin 2013, le montant des opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à travers

le PAPI Lez, s'élève à **43,3 M€**, soit 88 % du montant total des crédits consommés du PAPI.

Le PAPI d'intention de l'Étang de l'Or, d'une durée de 3 ans, va notamment permettre de définir la stratégie de prévention des inondations et de préparer le PAPI complet (études et travaux) à la suite des conclusions d'une étude hydraulique globale du bassin versant. Le montant du programme d'actions prévisionnel du PAPI d'intention s'élève à 1,065 M€, avec une contribution de Montpellier Agglomération à hauteur de 16 %. Concernant les services publics locaux du cycle urbain de l'eau, ceux-ci sont gérés en délégation de service public à l'exception des services de l'eau brute et de l'assainissement non collectif (SPANC) gérés en régie.

Un arrêté préfectoral a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat du Salaison à compter du 1^{er} juillet 2013. Le service public de l'eau potable de Jacou, Le Crès et Vendargues est désormais directement assuré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant à 13 le nombre de communes sur lesquelles elle exerce la compétence.

La plupart des contrats de délégation arrivant à échéance le 31 décembre 2014, la Direction a engagé une large concertation sur le thème « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de ses réflexions afin d'identifier leurs attentes et de définir le meilleur service possible à mettre en œuvre au-delà de cette échéance. Cette concertation a consisté en une conférence de consensus regroupant sur trois week-ends un panel d'usagers et en plusieurs réunions associant les parties prenantes. Elle a trouvé son point d'orgue à travers le Forum de l'eau organisé le 25 mai au Corum qui a présenté le travail réalisé et les recommandations de l'ensemble des acteurs.

Ces recommandations ont été traduites en une charte d'engagements approuvée par le Conseil Communautaire le 25 juillet. À ce même Conseil, plusieurs délibérations ont acté le choix du futur mode de gestion des services publics locaux de l'eau. A compter du 1^{er} janvier 2015, le service public d'Assainissement sera exploité en délégation sauf pour le SPANC qui demeure en gestion directe.

Les futurs contrats seront au nombre de trois : un contrat d'assainissement collectif sur les secteurs Est et Ouest non raccordés à Maera, un contrat assainissement collectif pour les communes raccordées à Maera et enfin un dernier contrat assainissement collectif pour la station d'épuration Maera.

EAU POTABLE : ASSURER L'AUTONOMIE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Quelques chiffres à retenir

1 33,2 millions de mètres cubes prélevés à travers 11 captages

1 3,25 millions de mètres cubes achetés

1 27 millions de mètres cubes vendus

1 100 kilomètres de réseaux

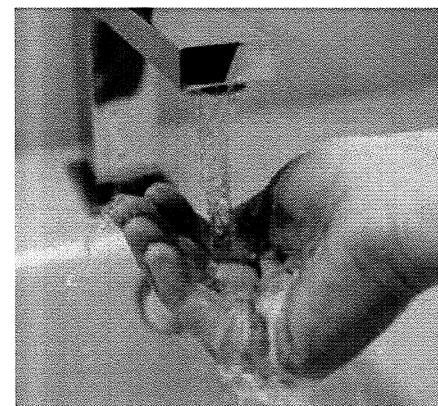
1 60 000 abonnés

1 80,6 % de rendement du réseau

1 19,28 € de partie fixe annuelle

1 1,125 € HT par mètre cube jusqu'à 120 mètres cubes

L'année 2013 a vu l'achèvement de deux projets majeurs pour la gestion globale des ressources en eau.



Un programme de recherche riche d'enseignements

Le projet de recherche « **Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéens - Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation** », initié par Montpellier Agglomération et le BRGM, regroupe un partenariat scientifique et technique constitué par le BRGM, les UMR HydroSciences Montpellier (HSM), G-EAU, TETIS, le CERFACS et BIOTOPE.

Son objectif est d'améliorer les connaissances sur le fonctionnement de l'hydro-système karstique du Lez et la qualité de la ressource dans un contexte de gestion active par pompage et de changements globaux, climatique et anthropique.

D'un montant global de 1,2 M€ financé à hauteur de 20 % chacun par Montpellier Agglomération et le BRGM, le projet a fait l'objet de subventions de la part de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse (50 %) et de la part du Conseil Général de l'Hérault (10 %).

Ce programme de recherche a été riche en enseignements et a apporté beaucoup d'éléments de réponse aux questions posées initialement :

La gestion quantitative

L'analyse des données hydrologiques et hydrogéologiques disponibles permet d'établir que les volumes prélevés annuellement sont inférieurs à la recharge annuelle. Les réserves sollicitées par les pompages en période de basses eaux sont reconstituées dès les premières pluies automnales aussi bien à l'exutoire principal que sur les piézomètres d'observation. Il n'y a pas d'intrusion saline liée à l'exploitation par pompage. Dans ce contexte, au moins trois des quatre conditions pour le bon état quantitatif de la masse d'eau souterraine au sens de la DCE sont remplies. Une étude complémentaire sur la quantification des débits nécessaires au bon état écologique du fleuve et de sa population piscicole est en cours pour indiquer si la dernière condition, à savoir, l'absence d'impact négatif sur les eaux de surface associées, est remplie.

Les débits naturels et de sollicitation des réserves de l'aquifère karstique par les pompages ont été simulés au moyen d'un modèle hydrogéologique. Ce même modèle a permis de tester les effets de scénarios de changements globaux (changement climatique et augmentation



des pompes) sur l'aquifère : impacts en valeur et en fréquence sur les niveaux piézométriques à la source du Lez et sur les débits de débordement. Il est montré que le changement climatique se traduit par des précipitations plus faibles et des températures plus élevées en moyennes annuelles. Cela impactera potentiellement le niveau piézométrique de la source, avec une baisse moyenne d'environ quatre à cinq mètres par rapport au niveau moyen actuel en été. Des scénarios d'augmentation des prélèvements semblent toutefois possibles dans la configuration actuelle des pompes, sous réserve de modification de la Déclaration d'Utilité Publique actuelle. Ce volet du projet a fait l'objet d'une publication scientifique en novembre dans la revue internationale "the Journal of Hydrology".

La qualité et la vulnérabilité

La ressource en eau de l'aquifère karstique du Lez est de bonne qualité chimique dans l'ensemble. Elle peut toutefois être ponctuellement de qualité bactériologique médiocre, notamment en période de crues où les principaux contaminants présents attestent d'une intrusion d'eaux usées (fuite de réseau de collecte, assainissements autonomes défaillants, rejets de stations d'épuration).

L'aquifère du Lez ne semble pas présenter de contamination chronique en pesticides. Il est toutefois possible, en période de crue, que certaines molécules dépassent la norme de potabilité. Les activités agricoles ont donc un impact sur la qualité de la ressource mais dans des proportions qui n'apparaissent pas alarmantes.



.....
Captage à la
source du Lez
.....

L'hydrologie et les crues

L'analyse hydrologique et la modélisation couplées ont permis de quantifier l'impact du niveau piézométrique initial dans le

karst sur sa capacité de rétention lors d'un épisode pluviométrique. Cet effet de rétention peut être tout à fait significatif. Des simulations numériques ont testé des scénarios variés d'intensités et de cumuls de pluies sur le système karstique dans des conditions initiales différentes pour élaborer un outil d'aide à la prévision des crues au seuil de Lavalette en amont de Montpellier, qui prend en compte l'état de remplissage du karst avant la pluie. Cet outil, aujourd'hui opérationnel, est utilisé par le service de prévision des crues Méditerranée Ouest.

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable

À la suite de la prise de compétence eau potable au 1^{er} janvier 2010, l'étude du **Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable** a démarré en 2011. Approuvé par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013, il s'articule autour des enjeux suivants :

Un enjeu quantitatif : l'autonomie jusqu'en 2030

À l'horizon 2030, la ressource en eau sera suffisante pour satisfaire les besoins en eau potable de Montpellier Agglomération.

Pour conserver cette autonomie au-delà de 2030, il convient de poursuivre les études visant à l'augmentation des prélèvements à la source du Lez. Les équipements en place le permettent et les résultats du projet de recherche « Gestion multi-usages de l'eau », conduit avec le BRGM et l'Université de Montpellier, confirment la disponibilité d'une ressource complémentaire durable.

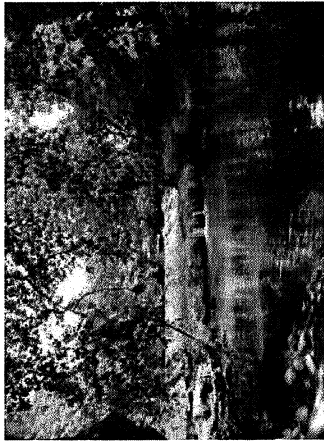
Un enjeu qualitatif, une eau de bonne qualité

Globalement, la ressource est de bonne qualité mais présente des spécificités locales. Les forages les plus vulnérables seront abandonnés : Fescou et Piboule à Montferrier, Lou Garrigou à Lattes et Stade Robert au Crès.

Les études de protection des aires d'alimentation de captages du Flès (Villeneuve les Maguelone) et des Garrigues Basses (Sussargues) seront poursuivies. Les recommandations du projet de recherche « Gestion multi-usages de l'eau » pour préserver la source du Lez des pressions anthropiques qui peuvent l'altérer, seront mises en œuvre.

Un enjeu de sécurisation de la ressource

Une ressource de substitution est nécessaire pour assurer la continuité du service eau potable en cas de problème sur la source du Lez. Pour cela, sont prévus une nouvelle usine de traitement des eaux de BRL sur le site de Valedieu qui viendra remplacer l'unité existante de Portaly, ainsi que la mutualisation des excédents potentiels des ressources du Syndicat du Bas Languedoc et de l'Agglomération du Pays de l'Or qui ont accueilli favorablement la proposition de principe de mutualisation. Ces excédents existent en moyenne annuelle mais doivent être précisés en période estivale.



Un enjeu patrimonial, une augmentation de 50 % du taux de renouvellement des conduites

Sur le territoire communautaire, l'âge des canalisations est peu élevé en moyenne du fait du développement récent de l'Agglomération. Toutefois, le taux de renouvellement observé sur l'ensemble du périmètre conduit localement à la présence de conduites beaucoup plus anciennes.

Pour le renouvellement, le montant global d'investissement prévu est de 70,4 M€ pour 7 km de réseau neuf par an, ce qui portera le taux de renouvellement à 0,6 %.

Ce Schéma Directeur, volontaire et optimisé, permet de répondre aux besoins de développement prévus au Schéma de cohérence territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant estimé de réalisation des aménagements préconisés s'élève à 157 M€.

Un autre programme de recherche développement a démarré en 2013. En partenariat avec IBM, Váolia Eau et M2O city, le PRD4, bâti autour du thème Eau et Télérelève, propose d'explorer l'interopérabilité de la télérelève pour différents services urbains. Pour le service de l'eau potable, il permet d'apporter des applications concrètes aux usagers et à l'exploitant et des tableaux de bord de pilotage à l'autorité organisatrice.

Les travaux réalisés dans les communes

Le montant des travaux réalisés en 2013 sur les réseaux d'eau potable s'élève à **1,79 M€** et les principales opérations menées ont été les suivantes :

Travaux d'extension et/ou de renforcement des réseaux

- 1 rue de la Plaine à Grabels,
- 1 rue des Fleurs et Chemin de la Garrigue à Lattes,
- 1 rue du Ploch de Baïllos à Montferrier-sur-Lez.

Travaux d'accompagnement de voirie

- 1 secteur du Centre Commercial Saint Charles à Grabels,
- 1 centre ancien de Montferrier-sur-Lez,
- 1 phase I de l'avenue du professeur Blayac à Montpellier,
- 1 rue Barnoyer à Pérols.

Travaux d'accompagnement des chantiers de déplacement de l'A9 et du contournement ferré Nîmes-Montpellier

- 1 dévoiement des conduites du secteur du Mas d'Astre dans le cadre du déplacement de l'A9,
- 1 dévoiement des conduites du secteur du Rieuoulon dans le cadre du contournement ferré Nîmes-Montpellier.

EAU BRUTE : PRÉSERVER LES RESSOURCES ET LES MILIEUX NATURELS

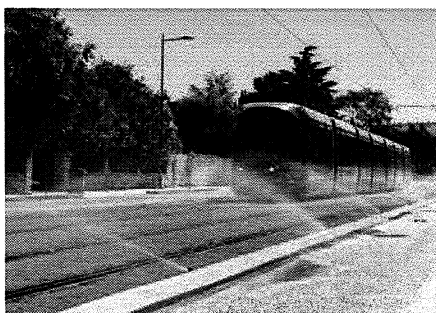
Par arrêté préfectoral n° 2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" afin de permettre l'arrosage d'espaces verts publics ou privés préservant ainsi les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Au même titre que l'eau potable ou l'assainissement collectif comme non collectif, l'eau brute est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) qui se finance uniquement par les recettes perçues auprès des usagers.

Suite à la dissolution du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS) à la date du 31 décembre 2012, le service d'eau brute sur les communes de Jacou, Clapiers et Vendargues est géré depuis le 1^{er} janvier 2013 par Montpellier Agglomération. Le transfert de ce service, représentant une centaine d'abonnés (164 contrats), a conduit au doublement du service.

En revanche, aucune extension du réseau d'eau brute n'a été conduite sur l'année 2013. Le projet de raccordement de la ZAC du Renard sur la commune de Beaulieu devrait être mis à l'étude en 2014.

En 2013, les recettes perçues dans le cadre des ventes d'eau brute aux 267 abonnés se sont élevées à 207 695 €, pour un volume facturé de 274 824 m³.



.....
L'eau brute est un Service Public
Industriel et Commercial (SPIC)
.....

ASSAINISSEMENT : UNE DÉMARCHE EXEMPLAIRE QUI PRÉSERVE LES ÉCOSYSTÈMES

des communes du nord et de l'est de Montpellier d'être transférés directement vers Maera, sans transiter par les réseaux unitaires du centre-ville.

l'extension et la mise à niveau de la station de Cournonterral / Cournonsec,

la création d'une station d'épuration pour les communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues,

le raccordement à la station d'épuration Maera de la commune de Castries.

La station d'Épuration Maera

Au vu des excellents rendements de la station d'épuration Maera, l'Agence de l'Eau a versé en 2013 à la Communauté d'Agglomération 3,64 M€ de prime pour épuration.



.....
Maera, station
d'épuration
pilote au niveau
européen
.....

Quelques chiffres pour l'assainissement collectif

192 646 abonnés

126,6 millions de mètres cubes facturés

11 453 kilomètres de réseaux

197 postes de refoulement

15 stations d'épuration

131,5 millions de mètres cubes traités

1,42 € HT au mètre cube

Deux grands types d'actions sont menés :

les projets prescrits par le schéma directeur d'assainissement approuvé en 2004

les actions menées dans les communes en lien :

- soit avec les projets de développement urbain (création de nouveaux logements, habitations, quartiers, de nouvelles zones d'aménagement) conduisant à l'extension des réseaux publics d'eau,
- soit avec des besoins de rénovation et de renouvellement des canalisations publiques afin de maintenir un patrimoine en bon état. Une partie de ces travaux se fait en concordance avec les travaux de voirie des communes.

Le Schéma Directeur d'Assainissement

À ce jour, près de 90 % des investissements programmés au titre du schéma directeur sont réalisés. Les dernières opérations en cours portent sur :

des travaux d'optimisation du traitement des eaux usées sur la station d'épuration Maera,

la poursuite de la réalisation de l'intercepteur Est qui permet aux effluents

Le suivi analytique du rejet de la station en milieu naturel, pour un montant annuel de 125 000 €, a confirmé l'absence d'impact sur le milieu marin et l'amélioration de la qualité du Lez depuis la suppression de tous les rejets de temps sec dans le fleuve.

Afin de garantir le débit minimum réglementaire du Lez de 650 litres par seconde, le soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône a nécessité en 2013, pendant les mois de mai à octobre, la restitution de 6 817 091 m³, pour un montant de 1 953 655 €.

En 2013, l'étude, la consultation et le démarrage des travaux ont été menés en vue d'installer de façon pérenne un traitement par H2O2 des effluents en entrée de station et ainsi réduire les risques d'odeurs en période de fortes chaleurs. Cette installation sera opérationnelle à l'été 2014.

Une étude d'audit technique du système d'assainissement Maera a été initiée en 2013 en vue d'optimiser le fonctionnement actuel de la station et de programmer les travaux à mener à court et moyen termes. Cette étude porte à la fois sur les réseaux de collecte, la station et l'émissaire de rejet en mer. Les conclusions de cette étude permettront de planifier les interventions à mener à partir de 2015 sur le système Maera et les budgets nécessaires.

L'Intercepteur Est

En accompagnement des travaux routiers menés par le département de l'Hérault sur la RD65, une partie amont de l'Intercepteur Est a été posée entre le rond-point d'Agropolis à Montferrier-sur-Lez et le rond-point du Fesquet à Clapiers, sous la nouvelle piste cyclable. Ce réseau posé par anticipation sera mis en service après achèvement de l'Intercepteur Est, soit 12 km mis en œuvre. A ce jour, le niveau de réalisation est de 47 %.

Sur la partie amont, il reste 5 km de réseaux à poser, soit un enjeu de 7,2 M€. Les réalisations en 2013 ont porté sur les études de projet et l'instruction d'un dossier d'autorisation de travaux en sites classés, la poursuite des négociations foncières et la consultation des entreprises en vue de mener en 2014 les travaux de pose de l'Intercepteur Est sous les rue Draye et Ferran à Montpellier, soit un linéaire de 16 km.

Dans sa partie aval, 2,2 km de réseaux restent à poser. En 2013, les réalisations ont porté sur les études de projet et la consultation des entreprises en vue de démarrer en 2014 les travaux de pose par micro-tunnelier de l'Intercepteur Est sous l'avenue de la Pompièrène. Le budget 2013 consacré à ces travaux s'est élevé à près de 1,46 M€. L'opération, dans son ensemble, représente un montant financier de 10 M€ pour une durée de travaux évaluée à 18 mois de 2014 à 2016.

La station d'épuration Intercommunale de Courmonterral et Cournonsec

Cet ouvrage a pour objectif d'améliorer le niveau de traitement des eaux usées en vue de la préservation du milieu aquatique (bassin versant du Coulaou et de la Mosson), d'augmenter la capacité de traitement, de l'installation, de 7 200 équivalents-habitants (EH) actuellement, à 15 000 équivalents-habitants en relation avec les projets de développement urbain des deux communes, de fiabiliser le fonctionnement, afin de garantir une qualité constante des eaux traitées, et d'intégrer le projet dans toutes les dimensions environnementales (insertion paysagère, protection contre le bruit, les odeurs...).

La consultation des entreprises en vue de la réalisation des travaux a été menée en 2013 en même temps que l'instruction des dossiers réglementaires et du permis de construire.

La station d'épuration Intercommunale de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues et le réseau de transfert

L'objectif est le remplacement des stations d'épuration de Sussargues (2000 EH) et Saint Geniès des Mourgues (1800 EH) insuffisantes en capacité et obsolètes, par une station intercommunale de 7200 EH (horizon 2030) sur la commune de Saint Geniès des Mourgues.

Cette dernière nouvelle station préconisée par le Schéma Directeur d'Assainissement permet ainsi de préserver les périmètres rapprochés des captages d'eau potable de Fontmagne et Garrigues Basses sur Sussargues et d'améliorer la qualité des eaux du Bérange et de l'étang de l'Or, milieu récepteur final.

Le projet comprend également la réalisation d'un réseau de transfert des effluents de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues par la pose de 4,25 km de canalisation DN200 à DN300 mm et la création d'un poste de refoulement au niveau du stade Jules Rimet de Sussargues.

Enjeux financiers : 5,7 M€, pour une mise en service prévisionnelle en septembre 2015.

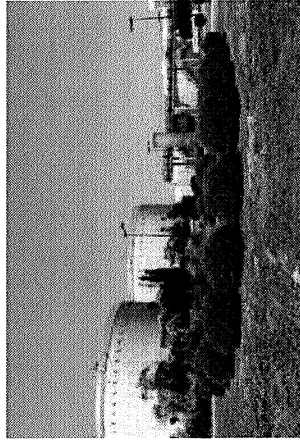
En 2013, l'instruction du dossier d'autorisation a été menée. Les dossiers de consultation des entreprises en vue de la réalisation du réseau et de la station ont été réalisés ainsi que la consultation en prévision d'un démarrage des travaux début 2014.

Le budget 2013 consacré à cette opération s'est élevé à 157 000 €.

Le raccordement de Castries à Maera

L'objectif est de supprimer la station d'épuration de Castries en raccordant à Maera les réseaux de collecte de la commune.

.....
Les réseaux de collecte de Castries vont être raccordés à la station d'épuration Maera
.....



Pour cela, les études ont débuté en vue de la pose d'un collecteur de transfert des effluents de 2 260 m en diamètre 200 mm depuis la station de Castries jusqu'au poste de refoulement du Salaison sur la commune de Vendargues qui récupère déjà les effluents de Vendargues, Saint-Aunès, Assas et Feyran.

Le coût du projet est évalué à 1,5 M€. Ces travaux sont programmés pour 2015.

Les travaux d'assainissement dans les communes

Le montant des travaux réalisés en 2013 s'élève à **4,48 M€**. Les principales opérations menées ont été les suivantes :

Travaux d'accompagnement de voirie

- I Centre ancien de Montferrier-sur-Lez
- I Boulevard du Jeu de Paume, Rue Paul Valéry et Pont de la République à Montpellier
- I Rue Barnoyer et rue Pasteur à Pérols
- I Rue du Vieux Pont à Saint Brès
- I Rue des Devèzes à Vendargues

Travaux d'extension et/ou de renforcement des réseaux

- I Secteur de la Cave Coopérative à Baillargues
- I Rue Morgane, Chemin des Aires, Chemin des Oliviers et Allée Montplaisir à Castelnaud-le-Lez
- I Secteur du plan du Viaduc à Courmonterral
- I Rue de la Plaine à Grabels
- I Rue des Fleurs et rue des Hortensias à Lattes
- I RD5 à Lavérune
- I Rue Mion et rue Boussinesq à Montpellier
- I Chemin des Pivouls à Pignau
- I Route de Vendargues à Prades le Lez
- I Route de Sommières à Restinclières

Travaux suite à études diagnostic et à zonage d'assainissement

- I Avenue de la gare à Castries
- I Bassin d'orage des Aiguerelles à Montpellier
- I Secteur de la rue du Mas de Magret à Saint Jean de Védas
- I Chemin de Courmonterral à Saussan
- I Secteur des Crozes à Sussargues

Enfin, sur l'ensemble des communes, plus de 100 interventions ponctuelles ont été réalisées pour le renouvellement de branchements, les mises à la cote de tampons, les réparations de casses...

A tous ces travaux, il convient également de rajouter ceux qui ont été directement financés par ASF dans le cadre du chantier de déplacement de l'A9 mais réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité :

- I déviation des conduites du secteur du Mas de Merle et du Mas de Saporta,
- I fonçage de la conduite de refoulement de la ZAC de Lauze sous l'A9.

Les rejets non domestiques

La Cellule de Contrôle des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) a été créée le 1^{er} juillet 2009 avec pour mission principale d'intervenir auprès des industriels pour améliorer leurs pratiques dans la gestion de déchets toxiques issus de leur activité, notamment par l'élaboration d'arrêtés d'autorisation de déversement pour les rejets non domestiques, et de ce fait diminuer ces rejets à la source et faciliter les traitements biologiques à l'aval.

De plus, cette démarche s'inscrit dans une incitation à une baisse de consommation d'eau pour préserver la ressource.

Le territoire recense environ 300 établissements susceptibles de rejeter des substances dangereuses.

Dans ce contexte, la CRIDt réalise des diagnostics environnementaux à l'échelle communale afin d'établir des états de référence et de cibler les enquêtes sur le terrain en vue de l'élaboration des arrêtés d'autorisation de déversement avec les établissements rejetant des effluents non domestiques. Fin 2013, quarante arrêtés ont été signés.

La CRIDt a renforcé le suivi des effluents entrant à la station d'épuration de la commune de Lavérune afin d'identifier d'éventuelles sources de pollution industrielles. Les enquêtes menées ont permis d'identifier les antennes du réseau responsables des pics de charge organique entrante à la station.

Enfin, quinze conventions de dépôtage des sous-produits de l'assainissement ont été signées en 2013 avec les professionnels de la filière sur la station d'épuration Maera.

L'assainissement non collectif

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) créé le 1^{er} janvier 2006 assure le diagnostic et le contrôle des installations (au nombre de 4 500) d'assainissement non collectif sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Exploité en régie, il est doté d'un budget spécifique.

Le service assure les missions suivantes :

Ivérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages de tout dispositif autonome neuf ou réhabilité,

I diagnostic de l'ensemble du parc d'installations existantes et contrôle périodique de leur bon fonctionnement,

I conseil auprès des particuliers pour la bonne exploitation de leur installation et la résolution des dysfonctionnements.

Durant l'exercice 2013, il a été effectué **466 contrôles** d'installations répartis comme suit :

| | |
|---|-----|
| Contrôle diagnostic de l'existant | 318 |
| Vérification du bon fonctionnement et de l'entretien | 55 |
| Vérification de la conception des travaux | 46 |
| Vérification de la conception et de l'exécution des travaux | 47 |

Les tarifs appliqués aux différentes prestations sont les suivants :

| | |
|--|---------|
| Diagnostic de l'installation | 64,6 € |
| Vérification de la conception des ouvrages | 86,1 € |
| Vérification de l'exécution des ouvrages | 86,1 € |
| Vérification du bon fonctionnement et de l'entretien | 154,5 € |

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS: UN CHANTIER COLOSSAL

La protection contre les inondations de la basse vallée du Lez

Le chenal de la Lironde

Les digues du Lez, la digue de Gramenet et le merlon du chenal de la Lironde ont été classés, par arrêté préfectoral, comme ouvrage de danger en application du décret 2007 1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques.

La Direction de l'Eau et de l'Assainissement, maître d'ouvrage des travaux de lutte contre les inondations et gestionnaire de ces ouvrages, assure donc en permanence leur entretien et leur surveillance.

Des travaux de rechargement de la piste en crête du merlon du chenal de la Lironde ont démarré en décembre pour une durée de deux mois et un montant de **133 000 €**. Ils vont permettre de rendre circulaire la crête du merlon du chenal en tout temps pour les engins d'entretien et d'intervention.

Une visite technique approfondie des ouvrages est notamment réalisée chaque année. À la suite de ces inspections, des travaux de réparation des risbermes, qui supportent les digues, seront programmés en 2014 sur un secteur érodé lors des dernières crues du Lez.

Dans ce cadre de la gestion des ouvrages hydrauliques, les dispositions à prendre par ASF et Oc'Via pour la construction des viaducs de franchissement du Lez et de la Lironde, liées respectivement au déplacement de l'autoroute A9 et au contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier, ont été arrêtées entre ces maîtres d'ouvrage et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Depuis, la collectivité surveille la réalisation de ces chantiers afin de garantir l'intégrité des digues de protection contre les inondations.

Le confortement des digues du Lez

Les travaux pour le confortement du dernier tronçon aval des digues du Lez ont démarré au printemps pour s'achever en début d'année 2014. Dès septembre 2013, l'avancement du chantier permettait de protéger l'ensemble des secteurs habités des crues du Lez, finalisant ainsi le programme pluriannuel d'aménagement contre les inondations dans la basse vallée du Lez.



Le budget 2013 consacré à ces travaux et aux acquisitions foncières s'est élevé à **1,87 M€**.

La protection du quartier de Port de Carême à Pérols

Les aménagements ont pour objet la protection du quartier de Port de Carême contre les inondations liées à la montée du niveau de l'étang du Méjean en cas de tempête marine et/ou des crues des cours d'eau qui se jettent dans l'étang.

Les travaux, démarrés au printemps, se sont achevés en fin d'année. La protection effective du quartier contre les inondations était garantie dès l'automne.

Ces travaux ont consisté notamment à mettre en œuvre un rideau de palplanches entre les habitations et l'étang du Méjean, sur un linéaire de 515 ml et pour un montant de **1,1 M€**.

Études et prospectives

L'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson

Finalisée en 2012 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, cette étude a permis de connaître le fonctionnement du bassin versant en crue, d'identifier les secteurs à enjeux et de déterminer les aménagements pour réduire les risques d'inondation et protéger les secteurs densément urbanisés en intégrant l'analyse coût-bénéfice.

Ce programme, d'un montant estimé à **10 M€**, propose des aménagements sur la basse vallée du Lez au niveau des communes de Lattes et Villeneuve les Maguelone, sur le Coulazou dans la traversée de Fabrègues et sur la Vertoublane, le long des secteurs habités de Pignan. Le financement des

travaux et des acquisitions foncières est à rechercher dans le cadre du PAPI2.

Schéma directeur d'aménagement hydraulique du Nègues Cats et de la Lironde

Montpellier Agglomération a piloté, en étroite coordination avec la SAAM et les services de l'État, le schéma directeur hydraulique du Nègues Cats. Ce schéma permettra de coordonner l'ensemble des aménagements hydrauliques des projets de doublement de l'A9, de contournement ferroviaire CNM, de Gare nouvelle et des projets urbains afin d'autoriser le développement urbain sur ce territoire et de réduire significativement les inondations, notamment au niveau des enjeux existants sur les communes de Lattes et de Pérols.

Ce schéma servira de base et de référence hydraulique aux futurs projets d'aménagements d'ensemble sur ce bassin versant. Il devrait être validé par l'État en début d'année 2014.

De la même façon, a été poursuivie l'étude hydraulique engagée en 2012 sur le bassin versant de la Lironde pour définir un nouveau schéma directeur d'aménagement hydraulique et planifier l'aménagement urbain de ce bassin versant en cohérence avec les impératifs hydrauliques.

Projet Ville en alerte sur ÉcoCité

Ce projet prévoit la mise en œuvre d'un système opérationnel de prévision, d'alerte, de supervision et de gestion collaborative du risque inondation en temps réel et entre différents acteurs de la gestion de crise.

L'année 2013 a permis de définir les besoins et les attentes des acteurs publics de la gestion des risques d'inondations sur le territoire ÉcoCité et de préciser en conséquence l'ensemble des caractéristiques du système à développer.

Les programmes de recherche et développement

Dans le cadre du Contrat de consortium (convention cadre de Recherche et Développement) entre Montpellier Agglomération, IBM France, les Universités Montpellier 1 et 2 et l'IDATE, signé en décembre 2012, un programme de recherche et développement (PRD5) a été lancé en juin 2013 entre l'Agglomération, IBM, les Universités et des entreprises privées pour tester un prototype de gestion multirisques sur le territoire ÉcoCité.

Un second programme (PRD5') pour le développement d'un outil spécifique de modélisation du ruissellement urbain devrait être engagé en 2014.



08

SPORT

La Communauté d'Agglomération de Montpellier accueille chaque année des manifestations sportives de renom. Certaines figurent même parmi les événements internationaux. Elle s'affirme comme une des agglomérations les plus sportives de France. Ces rendez-vous réguliers représentent des retombées économiques et médiatiques non négligeables pour notre territoire. Le sport est en effet un élément constitutif de son attractivité.

Sur le calendrier sportif, on trouve des temps-forts récurrents à l'image du FISE, du Critérium des Cévennes, de l'Open Sud de France de tennis... Mais, cette année, grâce à la qualité de nos installations, nous avons accueilli une rencontre France-Argentine de handball, une demi-finale de H. Cup entre Clermont Auvergne et Leinster pour la coupe d'Europe de rugby, un France-Espagne en basket-ball, le tournoi qualificatif pour les championnats d'Europe de water-polo, un remarquable tournoi de futsal avec les anciens champions du Monde de France 98, les championnats de France de natation de sports adaptés et, certise sur le gâteau, une arrivée et un départ du Tour de France dans le cadre de l'édition du centenaire.

Autant de grands moments de sport qui viennent en complément de ceux que nous offrent les grands clubs d'élite (football, rugby, handball, volley-ball, basket-ball, water-polo ou hockey sur glace) soutenus par notre collectivité. Ils ont attiré plus de 600 000 spectateurs sur les stades ou dans les salles en 2013.

Au-delà du sport de haut niveau, Montpellier Agglomération a également à cœur d'encourager la pratique sportive pour tous au quotidien dans ses différents équipements sportifs. C'est notamment le cas dans le réseau des piscines d'Agglomération implantées sur le territoire. Enfin, l'Agglomération a toujours mis un accent particulier sur l'initiation au sport pour la jeune génération. Année après année, Montpellier Agglomération apporte son soutien à l'apprentissage de la natation et du patinage en milieu scolaire, dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues.

La Park&Suites Arena a accueilli la rencontre France-Espagne en présence de Tony Parker

UN RÉSEAU D'ÉQUIPEMENTS DENSE ET PERFORMANT

Pratiquer son sport favori dans l'agglomération de Montpellier, c'est facile ! En effet, **Montpellier Agglomération a développé un réseau d'équipements sportifs et de loisirs sur l'ensemble du territoire**. Il permet aux jeunes, aux adultes et aux seniors d'accéder à un large éventail des sports individuels ou collectifs. Une nouvelle piscine, *Les Néréides*, est venue combler les attentes des habitants de Lattes et des communes du sud de l'agglomération fin 2013. Situé la 13^{ème} en service, la suivante a été officiellement présentée. La piscine *Héraclès* sera bientôt réalisée à Saint-Brès.

La Communauté d'Agglomération investit également régulièrement dans l'aménagement et la rénovation de l'ensemble de ses installations sportives, afin d'améliorer les conditions d'accueil et de favoriser le déroulement des pratiques.

Les Néréides à Lattes, 13^{ème} piscine du réseau

Construite sur un terrain de 8 150 m² anciennement occupé par l'aire de sports du collège Georges Brassens et cédée par la commune de Lattes à Montpellier Agglomération, *Les Néréides*, 13^{ème} piscine du réseau d'Agglomération, occupe une surface de 2 400 m², dont 2 000 m² réservés aux espaces ouverts au public et aux locaux administratifs. Les travaux ont débuté en juillet 2011 et son ouverture au public a eu lieu en septembre 2013.



Le cabinet d'architectes *Chabanne et Partenaires*, maître d'œuvre du projet, a opté pour un parti pris architectural simple, sobre et élégant. La piscine est dotée d'une toiture fine avec de très larges débordements, qui confère un aspect aérien au bâtiment. Abrités sous cette grande aile, les volumes intérieurs sont composés de deux ensembles juxtaposés :

- I en façade principale, côté espace public, la grande halle des bassins avec un effet de transparence assuré par de grands ensembles vitrés,
- I sur l'intérieur de l'îlot, un volume plus fermé qui dessert la halle principale et abrite les vestiaires, les locaux administratifs et les locaux techniques.

La piscine *Les Néréides* comprend :

- I un bassin de 25 m x 15 m réservé à la nage sportive,
- I un bassin d'apprentissage et ludique de 185 m², équipé de jets massants,
- I une pataugeoire, conçue pour la convivialité et la sécurité des enfants,
- I des gradins pour les spectateurs dotés de 80 places,
- I des vestiaires séparés hommes/femmes, avec des cabines individuelles et des vestiaires collectifs,
- I une plage intérieure équipée de transats,
- I une plage terrasse extérieure permettant la détente.

Comme tous les équipements nautiques de l'Agglomération de Montpellier, l'ensemble du futur complexe est accessible aux personnes à mobilité réduite.

Le coût de la piscine *Les Néréides* est de **8,6 M€**, financés à hauteur de **7,55 M€** par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de 600 000 € par le Centre National pour le Développement du Sport, et de 450 000 € par le Conseil Général de l'Hérault.

La somme investie en 2013 par Montpellier Agglomération pour la réalisation de cet équipement s'élève à **4,68 M€**.

.....
La piscine
Les Néréides
a ouvert
ses portes
au mois
de septembre
2013
.....

Une salle de réception pour le Palais des Sports René Bougnol

Du fait des excellents résultats du *Montpellier Agglomération Handball* (MAHB) et de l'engouement suscité, on a assisté à une hausse du nombre de spectateurs réguliers lors des matchs. Il est notamment devenu nécessaire de modifier et d'améliorer les lieux de réception dont dispose le club au Palais des Sports René Bougnol, lorsqu'il ne dispute pas ses rencontres à la Park&Suites Arena. C'est pourquoi **une salle de réception pouvant accueillir 800 personnes a été réalisée**.

Le Conseil de Communauté a ensuite approuvé le programme d'une seconde phase de travaux qui a permis de créer un complexe de remise en forme et d'entretien physique comprenant une salle de gymnastique de 150 m², une salle de musculation de 100 m², une zone cardio-training de 140 m², une zone aqua-forme de 110 m² ainsi que les locaux annexes (accueil 15 m², rangement 18 m², vestiaires 25 m²), soit un total de 563 m².

En 2013, Montpellier Agglomération a investi **620 000€** pour finir la réalisation de ces locaux de remise en forme.

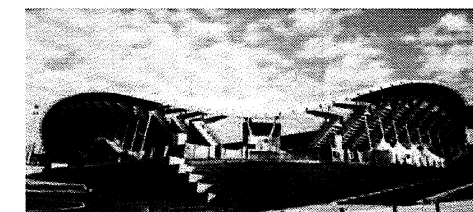


.....
Après la salle de remise en forme, c'est la salle de réception Branko Karabatic qui a été aménagée au cœur du Palais des Sports René Bougnol
.....

Des travaux supplémentaires pour le stade Yves du Manoir

Inauguré en 2007 à l'occasion de la Coupe du Monde de rugby en France, le stade Yves du Manoir voit depuis lors quasiment tous ses gradins occupés à chacun des matchs du *Montpellier Hérault Rugby* (MHR). Quelques aménagements sont ainsi devenus nécessaires afin de le rendre encore plus fonctionnel et de l'adapter aux nouveaux usages et attentes du public (salle des trophées, relamping, clôture...).

En 2013, Montpellier Agglomération a consacré **365 000 €** à la réalisation de ces travaux.



.....
Le stade
Yves du Manoir,
un équipement
sportif phare
du territoire
.....

Une nouvelle pelouse au stade de La Mosson - Mondial 98

Il était devenu nécessaire de réaliser certains aménagements pour moderniser cet équipement. Surtout après la conquête du titre de Champion de France de football par le *Montpellier Hérault Sport Club* (MHSC) pour améliorer les conditions d'accueil des spectateurs et répondre aux demandes de la Ligue Nationale de Football et de l'UEFA.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération a réalisé **2,6 M€ de travaux** en 2013. Ils ont porté sur la réfection de la pelouse, l'installation d'un système anti-effractions, l'achat de matériels, la restructuration de la station de pompage....



.....
Avant la reprise du championnat, une nouvelle pelouse et un nouvel habillage des tribunes ont relooké le stade de la Mosson
.....

Dans le réseau des piscines, la fréquentation est toujours en hausse

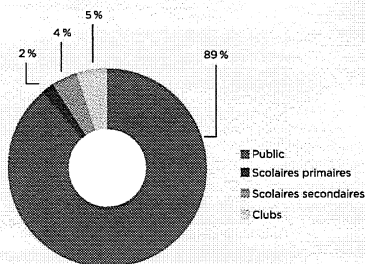
La Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose actuellement d'un réseau de 13 piscines constitué des établissements suivants : à Montpellier, la Piscine Olympique Antigone, le Centre Nautique Neptune (La Mosson), Pitot (Les Arceaux), Marcel Spillaert (La Chamberte), Jean Taris (La Pompignane), Jean Vives (Croix d'Argent), Suzanne Berlioux (Près d'Arènes), Nakache (Le Millénaire) ; Amphitrite à Saint Jean de Védas, Poséidon à Courmoult, Alex Jany à Jacou, Christine Caron à Castelnau-le-Lez.

La 13^{ème} piscine, *Les Néréides* à Lattes a ouvert ses portes en septembre 2013.

Les établissements nautiques de l'Agglomération, qui totalisent près de **950 heures d'ouverture par semaine**, ont enregistré une fréquentation totale de **1 150 051 entrées en 2013**, contre 1 134 086 en 2012, ce qui représente une **hausse de 1,4 %**.

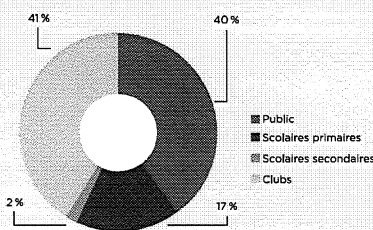
| Entrées | Public | Autres entrées payantes (animations adultes-enfants, carte été jeunes...) | Enseignement secondaire privé et public | Écoles primaires publiques et privées (gratuit) | Clubs et associations | TOTAL |
|----------------------------|---------|---|---|---|-----------------------|-----------|
| Piscine Olympique Antigone | 294 748 | 12 237 | 13 691 | 5 310 | 17 233 | 330 982 |
| Autres piscines | 327 549 | 7 236 | 18 747 | 135 492 | 337 281 | 819 069 |
| Nombre total | 622 297 | 19 473 | 32 438 | 140 802 | 354 514 | 1 150 051 |

Typologie des publics de la Piscine Olympique Antigone en 2013



| Piscine Olympique Antigone (POA) | |
|----------------------------------|---------|
| Public | 294 748 |
| Scolaires Primaires | 5 310 |
| Scolaires secondaires | 13 691 |
| Clubs | 17 233 |

Typologie des publics des piscines de Montpellier Agglomération en 2013 (hors Piscine Olympique Antigone)



| Réseau des piscines hors POA | |
|------------------------------|---------|
| Public | 327 549 |
| Scolaires Primaires | 135 492 |
| Scolaires secondaires | 18 747 |
| Clubs | 337 281 |

Patinoire Vegapolis : détente et pratique sportive combinées



Une séance d'aquagym géant a été organisée à la Piscine Olympique Antigone, pour le plus grand plaisir des participants

L'amplitude d'ouverture permet à la Piscine Olympique Antigone de concentrer presque la moitié des entrées publiques du réseau. La fréquentation globale de la POA est en baisse de 6 % par rapport à 2012.

Les autres établissements équilibrent leur activité entre l'accueil du public, des associations et des scolaires. Leur fréquentation globale augmente de 4,7 % (2 % à périmètre constant sans Les Néréides). Les horaires d'ouverture au public ont été redéfinis par la mise en place de l'audit depuis septembre 2012. Cette réorganisation se traduit par une part d'entrées du public plus importante avec 40 % (contre 37 % l'an passé).

Par ailleurs, sur ces établissements, un **programme d'animations** a été mis en place depuis la rentrée scolaire 2013 avec des objectifs de sécurité, de santé, d'éducation et de prise en compte d'une composante sociale. Cette nouvelle offre se traduit par **une augmentation significative de 62 % des entrées**.

Les recettes de l'ensemble du réseau restent stables par rapport à 2012 soit **2 228 609 €** dont 1 734 463 € au titre des entrées publiques et 494 146 € correspondant à la location de lignes d'eau aux associations.

Montpellier Agglomération a également la charge de l'entretien des piscines du réseau. La collectivité a consacré en 2013 plus de **2,18 M€** à la maintenance de ces équipements communautaires.

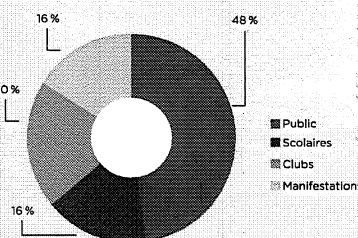
Ouverte au sein de la zone ludique et commerciale d'Odysseum en 2000, la patinoire Vegapolis est un lieu de sport et de détente apprécié de tous. Elle comprend deux pistes : une piste olympique de 1 800 m² de glace (60 x 30 m) avec ses rangées de gradins déclinables en deux versions (1200 et 2400 places) selon l'importance des événements, et une piste ludique de 1 300 m², dotée de dénivelés, d'un tunnel lumineux et d'espaces à thèmes. Cet équipement, est à la fois un lieu d'entraînement, de pédagogie et d'animations.



La patinoire Vegapolis est la patinoire la plus fréquentée de France

La patinoire Vegapolis est ouverte **365 jours par an**, ce qui représente un total de **6 472 heures ouvrables**, tandis que la moyenne nationale des patinoires françaises se situe à 3 750 heures. Elle héberge les clubs *Montpellier Agglomération Patinage* et *Montpellier Agglomération Hockey Club*.

Répartition des différents publics de la patinoire en 2013



| Fréquentation par catégorie en 2013 | |
|-------------------------------------|---------|
| Public | 145 488 |
| Scolaires | 50 268 |
| Clubs | 61 550 |
| Manifestations | 49 618 |
| Fréquentation totale | 308 937 |

L'APPRENTISSAGE, GAGE DE SÉCURITÉ POUR LES ENFANTS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION

Apprendre à nager à l'école primaire

Si nager est un plaisir, une source d'épanouissement et une manière ludique de pratiquer un sport, c'est également une nécessité dans notre agglomération située en bordure de la Méditerranée. Aussi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a inscrit l'apprentissage de la natation dans le cadre scolaire dans ses priorités d'action en matière de sport et d'éducation.



L'objectif de la collectivité, c'est que tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de l'Agglomération puissent bénéficier, au cours de leurs études, de séances gratuites d'apprentissage organisées en collaboration avec leurs enseignants.

Depuis 2003, **160 000 élèves** ont ainsi pu **apprendre à nager** grâce aux cycles d'apprentissage gratuits mis en place par Montpellier Agglomération.

En 2013, le programme a concerné les 31 communes de l'agglomération, 11 circonscriptions de l'Education Nationale et 200 écoles. Il a représenté une occupation de **170 heures par semaine** des bassins (près de **5 200 heures sur l'année**), soit 20 % de l'occupation totale des bassins.

Près de 800 classes et 19 000 élèves ont ainsi été accueillis en 2013, dont 50 % issus du cycle 2 (grandes sections maternelles, CP et CE1) et 30 % du cycle 3 (CE2, CM1 et CM2). Par ailleurs, les trajets ont été assurés gratuitement par les bus scolaires de Montpellier Agglomération pour transporter les élèves aux différentes piscines.

Le patinage est compris dans le temps scolaire

Comme pour la natation, l'Agglomération de Montpellier met en œuvre une politique pédagogique et sportive qui permet aux élèves des écoles primaires de s'initier au patinage durant le temps scolaire. Montpellier Agglomération propose cette activité sportive aux établissements scolaires des différentes communes faisant partie du territoire, et elle la prend totalement en charge financièrement.

En 2013, ce sont ainsi **50 268 enfants** de **238 classes** de primaire de l'agglomération de Montpellier qui ont participé à l'enseignement pédagogique du patinage dans le cadre du temps scolaire. Cette activité éducative, dispensée sous forme de modules de 8 séances, est particulièrement appréciée des enfants. Elle leur permet de pratiquer un sport... tout en s'amusant !

MONTPELLIER AGGLOMÉRATION, PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ DES CLUBS SPORTIFS

Au-delà des résultats des équipes premières, particulièrement remarquables, le sport est aussi un formidable facteur de lien social. En soutenant les clubs sportifs de haut niveau, Montpellier Agglomération valorise et dynamise ce secteur d'activité, qui est également un gage de cohésion pour les habitants de l'ensemble du territoire.

Montpellier Agglomération subventionne ainsi **22 clubs sportifs et associations qui ont atteint le niveau de l'élite nationale** :

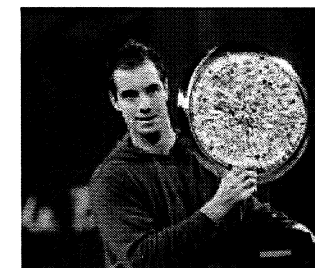
- 1 Montpellier Hérault Sport Club (football)
- 1 Basket Lattes Montpellier Agglomération
- 1 Montpellier Agglomération Handball
- 1 Montpellier Volley Université Club
- 1 Montpellier Hérault Rugby Club
- 1 Montpellier Castelnau Baseball
- 1 MUC Canoë Kayak
- 1 Montpellier GRS
- 1 Montpellier Échecs
- 1 Club Sportif Bouliste de Montpellier
- 1 Montpellier Water Polo
- 1 Montpellier Agglo Natation UC
- 1 Montpellier Agglomération Patinage
- 1 Montpellier Agglomération Hockey Club
- 1 Montpellier Triathlon
- 1 Archers Lattois
- 1 Ecole de Karaté de Pérols
- 1 Montpellier ASPTT Tennis
- 1 Montpellier Rollers
- 1 Montpellier Beach Volley
- 1 Aqualove Sauvetage
- 1 Montpellier Tae Kwon Do

La Communauté d'Agglomération veille également à ce que ces subventions soient utilisées à bon escient par les clubs, notamment à des fins d'animation, de formation des jeunes et de renforcement des relations sociales.

Pour l'année 2013, l'ensemble des sommes allouées aux clubs sportifs représente un montant total de **12,3 M€**.

De façon complémentaire, Montpellier Agglomération apporte aussi une aide indirecte aux clubs en mettant à leur disposition des équipements de qualité optimale : le stade de rugby Yves du Manoir, le stade de la Mosson « Mondial 98 », le Palais des sports René Bognol, la piscine Olympique d'Antigone... Elle apporte également son soutien logistique aux rencontres exceptionnelles qui se déroulent tout au long de l'année dans ces différents lieux : matchs internationaux de football, de rugby, de handball, de volley, demi-finale du championnat de France de rugby.

UN SOUTIEN ACTIF ET RENOUVELÉ AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS



L'héraultais Richard Gasquet a remporté l'édition 2013 de l'Open Sud de France de tennis.

Par ailleurs, Montpellier Agglomération subventionne depuis de nombreuses années une dizaine de manifestations spécifiques, telles que le FISE (Festival International des Sports Extrêmes), qui rassemble plusieurs dizaines de milliers d'amateurs de sensations fortes le long des berges du Lez, le tournoi international de tennis (Open Sud de France) qui se déroule à la Park&Suites Arena, le Critérium des Cévennes (sport automobile), le Grand Prix de tambourin, le Tour de France, le match France / Espagne de basket ...

Le financement de ces événements sportifs représente un montant total de **540 000 €**.

09

CULTURE

« La culture... ce qui fait de l'homme autre chose qu'un accident de l'univers ». Pour André Malraux, la culture est un antidote à la violence car elle nous invite à la compréhension d'autrui et engendre la tolérance. À la fois valeur universelle et lien social essentiel, vecteur d'épanouissement et d'ouverture intellectuelle, la culture est le lieu privilégié de la diversité des pensées.

Consciente du rôle primordial de la culture en matière de tissage du lien social mais aussi de son impact considérable en ce qui concerne l'attractivité du territoire et par conséquent son développement économique, Montpellier Agglomération mène depuis de nombreuses années une politique culturelle ambitieuse. Outre le soutien financier des festivals d'envergure internationale et de structures proposant une offre de spectacles variée et de grande qualité, les axes principaux développés par la collectivité sont le développement d'un service public de la culture conçu pour satisfaire au plus près les besoins des habitants à travers le développement d'un réseau d'équipements structurants, la volonté de faciliter l'accès du plus grand nombre aux pratiques culturelles et le développement de l'enseignement artistique et culturel.

Afin de faire de la culture un élément de la vie quotidienne des habitants, Montpellier Agglomération imagine, construit et gère de nombreux équipements culturels de proximité assurant un maillage du territoire, parmi lesquels un réseau de douze médiathèques, un musée des Beaux-Arts, un musée archéologique, un planétarium... qui permettent à chaque citoyen d'accéder au savoir et au plaisir de la découverte.

Alain Aurélie

UN SOUTIEN AFFIRMÉ POUR UNE CRÉATION ET UNE DIFFUSION ARTISTIQUES D'EXCELLENCE

Le soutien pérenne de Montpellier Agglomération en matière de création et de diffusion artistique témoigne d'une volonté politique affirmée de générer des forces créatives sur son territoire afin de permettre au grand public de disposer d'une offre culturelle diversifiée et de qualité.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte un soutien actif à la diffusion et la création artistiques de haut niveau d'une part, par l'octroi de subventions aux structures culturelles développant des projets d'intérêt communautaire ; d'autre part, par la mise à disposition de lieux d'excellence tels que Le Corum, l'Opéra Comédie, le Zénith Sud, l'Agora Cité internationale de la danse... où est proposé un vaste panel d'événements culturels.



Trois festivals ayant un rayonnement national et international sont ainsi subventionnés depuis de nombreuses années par Montpellier Agglomération dans les domaines de la danse, de la musique et du cinéma. Il s'agit du festival **Montpellier Danse**, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier est le partenaire majoritaire, avec un soutien de 1 619 000 €, versé en 2013, du **Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon**, qui a reçu une subvention de 394 000 €, et du **Festival International du Cinéma Méditerranéen**, qui a bénéficié de 450 000 €.

Montpellier Agglomération soutient également financièrement les structures ou associations qui développent une programmation culturelle de grande qualité tout au long de l'année. Le financement le plus important concerne l'Orchestre et Opéra national de Montpellier Languedoc-Roussillon, qui a bénéficié en 2013 d'une subvention de 13 800 000 €, une aide supplémentaire de 3 413 000 € ayant été apportée par rapport à l'année précédente en compensation du désengagement partiel de la Région Languedoc-Roussillon.

La Communauté d'Agglomération apporte également son concours financier au Centre Dramatique National - Théâtre des 13 vents basé à Grammont (doté de 753 750 €), à l'association Stand'art (Victoire 2) avec 175 000 €, au théâtre Jacques Cœur de Lattes...

Cette intervention financière pérenne est vitale pour ces différentes structures, et elle permet de garantir la diversité de l'offre culturelle proposée aux habitants de l'agglomération de Montpellier tout au long de l'année.

Par ailleurs, à travers le **Fonds d'aide à la diffusion théâtrale**, Montpellier Agglomération soutient l'art dramatique sur l'ensemble du territoire en participant à l'achat de spectacles, principalement théâtraux, joués par des compagnies professionnelles implantées dans l'agglomération. En 2013, 26 spectacles ont ainsi été aidés dans ce contexte.

.....

Au 1^{er} rang des Palais des Congrès de France en manifestations réalisées, opéra renommé pour ses qualités acoustiques et son orchestre national, le Corum accueille manifestations professionnelles de prestige et musique classique ou contemporaine

.....

DES MANIFESTATIONS CULTURELLES GRATUITES ET POPULAIRES

Pour qu'elle puisse s'adresser à chaque citoyen, quel que soit son origine ou son milieu social, la culture doit être accessible au plus près des lieux de vie. C'est pourquoi l'Agglomération a mis en place des manifestations culturelles dites « décentralisées », la plupart étant issues de la programmation des grands festivals, tels Montpellier Danse ou Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon. En partenariat avec Cinémed, Festival international du cinéma méditerranéen, elle a également mis en place une manifestation cinématographique gratuite en plein air, *l'Agglo fait son cinéma*, qui propose durant tout le mois d'août, un cycle de films sur une thématique renouvelée chaque année.

Montpellier Danse, un ballet de dates dans nos villes et villages

Permettre aux habitants des communes de l'agglomération de s'initier à la danse contemporaine, leur donner l'envie d'aller plus loin et de découvrir d'autres spectacles chorégraphiques, c'est l'objectif de ces représentations « décentralisées », dont l'accès est libre et gratuit.

.....
Représentation
du Gid du
Ballet Preljocaj
en juin 2013
à Montpellier
.....



En juillet 2013, 6 représentations du Gid du Ballet Preljocaj ont ainsi été proposées à Montpellier, Saint-Brès, Castelnaud-le-Lès, Le Crès, Lattes et Courmoussac tandis que 5 représentations d'*Elektro Kir* de Blanca Li ont été données à Courmoussac, Saint Georges d'Orques, Clapiers, Saint Genès des Mourgues et Castries. Ces spectacles ont fait le bonheur de 6 000 spectateurs.

Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon : les communes au diapason !

Ce festival de dimension internationale, qui a donné lieu à 189 représentations en 2013, a également la volonté de proposer des spectacles dans les communes de l'agglomération, pour que chaque habitant du territoire ait l'opportunité de découvrir gratuitement des œuvres musicales de qualité. Sous l'intitulé de « Jeunes solistes en agglomération » des concerts ont été donnés dans 30 lieux de l'agglomération : places de villages, églises, parcs...

Ces spectacles décentralisés ont une nouvelle fois rencontré l'engouement du public. Ils ont accueilli 9 000 spectateurs en juillet 2013.

L'Agglo fait son cinéma, une belle image du partage de la culture

L'Agglo fait son cinéma propose aux habitants de l'agglomération de Montpellier de bénéficier de séances gratuites de cinéma en plein air durant tout le mois d'août. En 2013, les 31 communes en ont bénéficié.

9 000 spectateurs se sont déplacés en 2013 pour découvrir une sélection originale de films sur la thématique « Musique et cinéma, l'accord parfait ».

L'Agglo en fêtes, un tour de piste réussi à l'échelle du territoire

La manifestation **L'Agglo en fêtes** a été initiée en 2011. Elle propose des spectacles culturels dans l'agglomération en fin d'année. Durant cette manifestation, en 2013, 11 spectacles tout public de théâtre, musique et arts du cirque ont été présentés dans sept communes de l'agglomération de Montpellier. **5 000 spectateurs** ont été recensés lors des 22 représentations, attestant que ce « festival » hivernal avait trouvé son public.

.....
Spectacle
« C'est très fier »
lors de l'Agglo
en fêtes à
Castelnau-le-Lez
en décembre 2013
.....



Les Vendémiales, fête citoyenne des Vendanges et de la culture d'Oc

Désireuse d'initier des manifestations en lien avec la langue d'Oc, les traditions locales et la viticulture, Montpellier Agglomération a lancé en septembre 2012 les premières **Vendémiales**. La deuxième édition s'est déroulée à Laverune et Courmonsec, où diverses manifestations étaient proposées gratuitement au public : spectacles de rue, balades spectacles, farandoles et chants occitans, dégustation de vins... En introduction à ces journées festives, une rencontre-débat a été organisée au café des lettres de la médiathèque centrale d'Agglomération Émile Zola sur le thème de la valorisation de la langue occitane, et a réuni 150 personnes.

UN RÔLE ACTIF EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Avec le Conservatoire à Rayonnement Régional qui dispense aux enfants des cours de musique et de danse, l'ENSAD - Maison Louis Jouvet qui forme les acteurs de demain, l'École Supérieure des Beaux-arts, et enfin l'École chorale qui initie les écoliers du primaire à la protection de l'environnement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier joue un rôle primordial en matière d'éducation artistique et culturelle. Forte de cette expérience, elle s'est également impliquée dans la réforme des rythmes scolaires aux côtés des 10 communes volontaires pour l'appliquer à la rentrée 2013.

Un accompagnement soutenu à la réforme des temps scolaires

La réforme des rythmes scolaires modifie en profondeur l'organisation des temps de l'enfant (scolaire, périscolaire, extrascolaire et familial) et les politiques éducatives locales. Sa mise en œuvre a concerné à la rentrée 2013 **10 communes** : Castries, Clapiers, Courmonsec, Jacou, Laverune, Le Crès, Murvielles Montpellier, Saint-Drézéry, Saussan, Sussargues. La réforme s'est appliquée dans 27 écoles et a concerné **3 800 élèves** en maternelle et élémentaire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre de ses compétences et de manière complémentaire par rapport aux communes, est venue renforcer à titre expérimental l'offre d'activités périscolaires dans le cadre de la mise en œuvre de cette réforme.

Une expérimentation sur les publics 11-17 ans

En 2010, la Caisse d'Allocations Familiales a développé un Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, dans l'objectif de mettre en place une offre de loisirs diversifiée et réellement adaptée aux spécificités des adolescents. Ce dispositif est relayé sur le département par la CAF de l'Hérault en lien direct avec les acteurs locaux que sont les collectivités territoriales. L'Agglomération de Montpellier s'en est saisie dans le cadre de sa compétence culturelle.

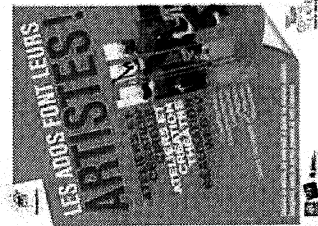
Cette expérimentation s'est inscrite dans la logique de parcours éducatifs en mettant en cohérence les pratiques en temps extrascolaires et scolaires, et en assurant une continuité éducative.

Au second semestre 2013, les actions se sont articulées autour de 3 axes forts :

Il a mis en œuvre d'ateliers de pratiques théâtrales, d'arts du cirque et de rue,

l'ouverture sur l'offre artistique et culturelle des établissements de l'agglomération, avec un accompagnement adapté aux publics adolescents,

la mise à disposition d'espaces dépendants de l'Agglomération pour favoriser l'expression artistique et culturelle de ces publics dans une dynamique intercommunale.



.....
Affiche
de l'opération
« Les ados font
leurs artistes »
.....

Un rôle de catalyseur territorial en matière d'éducation artistique et culturelle

Sur ces deux axes expérimentaux, la Communauté d'Agglomération s'est positionnée comme acteur structurant pour les territoires en favorisant les rencontres, les échanges de pratiques artistiques et culturelles, et les mutualisations intercommunales.

La mise en synergie autour des pratiques artistiques et culturelles auprès des publics 3-17 ans a favorisé, de fait, la mutualisation de moyens et de compétences sur des niveaux de proximités intercommunales et sur différents secteurs du territoire communautaire.

LE RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION

La culture constitue une porte d'accès privilégiée au territoire de l'imaginaire. Le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération, constitué de véritables lieux de vie ouverts à tous, invite son public au rêve, à l'évasion mais aussi à la réflexion et au débat, au travers de la richesse de ses collections et de la variété des animations proposées. Les expositions, les ateliers, les heures du conte, les soirées jeux sont autant de moments privilégiés pour se retrouver ensemble, en famille ou entre amis, dans la convivialité et l'échange.



.....
La médiathèque centrale d'Agglomération Émile Zola,
un lieu de détente et d'évasion ouvert à tous
.....

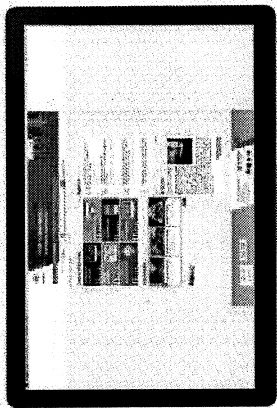
Avec 14 établissements, 13 médiathèques et une bibliothèque situées à Montpellier et dans sept communes, ce réseau est un élément important du maillage culturel du territoire. Cette implantation, au plus proche des habitants, permet de toucher un public diversifié et nombreux. En 2013, le réseau comptait **54 211 usagers inscrits**, **1 292 720 entrées ont été enregistrées** et **53 232 personnes ont assisté à l'une des 2 207 manifestations proposées**. Le public fréquente l'ensemble des 14 médiathèques, avec des usages de proximité dans les équipements du centre-ville, des quartiers et du territoire, et des usages complémentaires des deux médiathèques centrales en terme de collections, de services ou de créneaux spécifiques (soir, dimanche).

Éléments de solidarité sur le territoire, les médiathèques comptent **5 991 usagers bénéficiaires des minima sociaux**, un chiffre en augmentation de 7 % par rapport à 2012. Dans un contexte économique difficile, le rôle social des médiathèques se confirme, et les équipements de lecture publique sont bien repérés comme une offre accessible.

Les médiathèques proposent plus d'1 million de documents, livres, CD, DVD, documents patrimoniaux mais aussi jeux, liseuses et documents numériques. **275 postes informatiques** permettent aux usagers d'accéder aux ressources et outils multimédia. Les pratiques numériques sont en augmentation, mais ne représentent qu'une petite partie des modes de « lecture » : avec plus de deux millions de prêts, l'emprunt de documents physiques est encore en progression. On note plutôt une complémentarité des différents types d'usages : services sur place, prêt de documents physiques et accès aux ressources à distance.

Le site Internet, 15^{ème} médiathèque « virtuelle » du réseau

Le nouveau site Internet des médiathèques de Montpellier Agglomération (montpellier-agglo.com/mediatheques) a été mis en ligne en décembre 2013. Il propose une nouvelle ergonomie et de multiples fonctionnalités : catalogue enrichi et services, recherche agenda, ressources numériques accessibles sur place ou à domicile en recherche fédérée, catalogue collectif des bibliothèques des communes de l'Agglomération, compte lecteur, réservations, suggestions, avis, abonnements de recherche, flux RSS, pré-inscriptions en ligne, environnement numérique de travail, bibliothèque numérique régionale. Les sites dédiés ont également été enrichis : Patrimoine et fonds régionaux, Cinéma et jeux, Enfants et ados, Malvoyants et non-voyants.



.....
Écran d'accueil
du nouveau site
Internet des
médiathèques
de Montpellier
Agglomération
.....

Une modernisation des infrastructures pour un meilleur accueil du public

La modernisation des médiathèques déjà engagée, dans le but d'améliorer l'accès et l'accueil du public, s'est poursuivie en 2013, avec des travaux importants menés dans trois établissements. L'automatisation des prêts/retours a été mise en œuvre à la médiathèque Garcia Lorca, une boîte de retour des documents a été installée. Le réaménagement complet du hall a également été réalisé, afin de créer des espaces d'accueil personnalisés et plus conviviaux. Le coût de ces travaux s'élève à **10 500 €**.

Plus de la moitié des bâtiments est maintenant automatisée et dispose de boîtes de retour.

La médiathèque Jean-Jacques Rousseau a également vu ses espaces entièrement reconfigurés, avec de nouveaux aménagements et mobiliers favorisant les usages de lecture, de détente ou de travail sur place. Une extension du secteur Jeunesse et du secteur Adultes a été réalisée, et le département Images et Son a été déplacé. **80 000 €** ont été consacrés à ces nouveaux aménagements.

Enfin, la refectoire des sanitaires situés au rez-de-chaussée de la médiathèque Émile Zola a été effectuée, pour un montant de **100 000 €**.

Une action culturelle renforcée

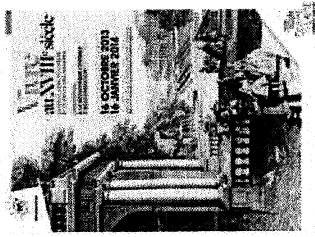
Un nombre important d'actions culturelles, fondées sur la proximité, la qualité et l'accessibilité, sont proposées tout au long de l'année dans chaque médiathèque du réseau d'Agglomération. Depuis début 2013, une réforme a été engagée pour que les projets développés à l'échelle du réseau, jusqu'à présent peu visibles, soient plus nombreux, lisibles et cohérents. Pour répondre à cet objectif, les nouvelles actions ont été conduites selon deux axes : la mutualisation des prestations par la programmation entre établissements, et la programmation collective et concertée au travers de temps forts et de cycles thématiques. L'exposition patrimoniale sur le XVIII^{ème} siècle a été un bon exemple de programmation réfléchi à l'échelle du réseau.

Une autre exposition, consacrée à l'architecture maçonnique et réalisée par le musée de la Grande Loge, a été présentée à la médiathèque Emile Zola du 1^{er} juin au 27 juillet 2013. Elle a accueilli **3 211 visiteurs**.

**Une grande exposition
patrimoniale :
« Vivre au XVIII^{ème} siècle -
Diderot, L'Encyclopédie
et le Siècle des Lumières »**

Cette exposition a été organisée du 16 octobre 2013 au 16 janvier 2014, à l'occasion du tricentenaire de la naissance de Denis Diderot et en écho à l'exposition « Le Goût de Diderot » du musée Fabre.

Durant ces trois mois d'exposition, le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération a mis à l'honneur le Siècle des Lumières, à travers un riche programme de rencontres, lectures, concerts, spectacles, jeux et actions de médiation à destination du jeune public, dédié sur l'ensemble du réseau. Très beau succès, l'exposition a accueilli **5 296 visiteurs**, grand public mais aussi des classes et des groupes.

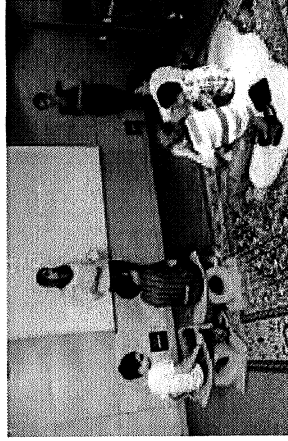


À travers plus de 270 documents, la médiathèque a ainsi permis d'ouvrir au grand public les portes du XVIII^{ème} siècle et de proposer une vision globale de la société de ce temps.

Un catalogue édité par la médiathèque et une exposition virtuelle, accessible à partir du portail du réseau et valorisant le fonds patrimonial, notamment le résultat de la numérisation des livres du XVIII^{ème} siècle, permettaient de poursuivre la visite. Un livret pédagogique à destination du jeune public et la consultation des riches fonds de l'Ina sur les deux postes dédiés à l'Assemble Musique et Danse complétaient cet ensemble de propositions.

L'accessibilité des publics empêchés, une priorité

Le réseau des médiathèques organise régulièrement des lectures pour les déficients visuels, des séances de projection en audio-description, des initiations au braille ainsi que des accueils d'institutions spécialisées.



Séance
de cinéma
organisée
pour des
enfants
souffrant
de déficience
visuelle

Le réseau forme également des professionnels dans certains de ses domaines de compétences : formations des personnels de la petite enfance à la littérature jeunesse mais aussi à la lecture à haute voix, formation des agents des médiathèques communales sur le jeu de société pour « l'Agglomération en jeu », mais aussi des animateurs communaux dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires.

Teritorialité, coopération et services aux communes

La réinformatisation du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération en 2010 a permis d'inclure dans le Portail de services un **catalogue collectif** des ressources documentaires des bibliothèques de l'agglomération, qu'elles soient à gestion municipale ou communautaire. Onze catalogues de médiathèques communales sont déjà intégrés : Baillargues, Courmoussac, Courmoussac, Fabrègues, Jacou, Latres, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Drézéry, Saint-Jean de Vedàs, Sussargues et Vendargues. Le catalogue collectif est accessible dès la première page du nouveau portail des médiathèques. Les contacts sont en cours avec d'autres bibliothèques et médiathèques pour la mise en ligne de leur catalogue.

Le Passeport Multimédia vise à élargir l'accès des bibliothèques du réseau de l'Agglomération de Montpellier au public des bibliothèques communales et à favoriser la circulation des usagers entre les différents établissements, sans en changer le fonctionnement technique, informatique et administratif. Sur la base d'un seul abonnement payant et après harmonisation des tarifs d'inscription, le « Passeport multimédia » permet ainsi aux usagers inscrits dans le réseau des bibliothèques de Montpellier d'agglomération de fréquenter l'une des bibliothèques communales partenaires. Inversement, il donne aux publics de ces équipements de proximité la possibilité de bénéficier des ressources et services des 13 bibliothèques d'Agglomération.

Six médiathèques communales ont adhéré à ce Passeport Multimédia : Saint Jean de Védas, Murviel les Montpellier, Courmoultier, Courmonsec et Prades le Lez. Axe fort de coopération intercommunale, le « Passeport multimédia » met en évidence la complémentarité et la variété des structures de lecture publique de l'Agglomération.

**La formation,
volet essentiel
et démarche éducative**

Le réseau des médiathèques joue un rôle de soutien important à la formation initiale et continue, notamment au travers d'une offre de collections diversifiées et d'actions de médiation. Encourager l'auto-formation, promouvoir l'enseignement conventionnel, les activités et les programmes d'alphabétisation, s'engager en faveur de la lutte contre l'illettrisme, faciliter l'utilisation de l'informatique, sont autant d'actions que les médiathèques développent pour permettre à chacun d'acquérir des compétences favorisant l'exercice de la citoyenneté et l'insertion professionnelle.

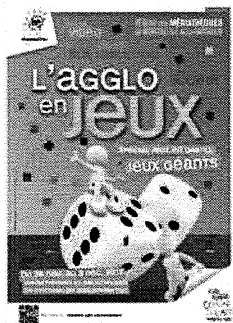
Dans le domaine du numérique, deux axes de formation sont privilégiés :

l'acquisition des savoirs de base, avec notamment des séances d'initiations bureautique, ou le PIM, parcours labellisé d'autoformation pour des publics débutants qui souhaitent s'initier aux outils et usages numériques,

Il le développement de la créativité et du goût de l'expérimentation et de l'innovation avec des ateliers de création numérique, de MAO (musique assistée par ordinateur), de films d'animation, de BD numérique, d'utilisation de logiciels spécifiques...

Ces actions ont rassemblé **1779 participants** en 2013.

Action culturelle accompagnant cette coopération, la quatrième édition de « **L'Agglomération en jeux** » organisée en novembre et décembre 2013 a rassemblé un public nombreux dans les médiathèques du réseau et des communes autour des jeux de société et des jeux vidéo. **18 communes et 24 établissements** ont participé. Au-delà de cette manifestation, on constate un ancrage fort du jeu, qui est devenu dans la plupart des médiathèques une action pérenne, sous différentes formes, et qui touche tous les publics. Les personnels des médiathèques communales ont pu bénéficier de formations au jeu, et ont acquis autonomie et expertise dans l'animation d'une partie des séances. Le réseau des médiathèques assure la prise en charge de l'opération au niveau organisation, logistique et financement.



La Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place un dispositif expérimental d'accompagnement de la réforme des rythmes scolaires pour l'année scolaire 2013/2014, dans le cadre d'un schéma Directeur Temps et Territoire (SDTT). Dans ce contexte, le réseau des médiathèques a proposé différents axes d'intervention concernant **la participation à l'organisation des actions périscolaires** dans les dix communes de l'Agglomération engagées dans la réforme. L'accent a été mis sur le rôle de lieux ressources, en termes de formation, de locaux, de documents et d'outils et sur le rôle d'équipements

de proximité, trois médiathèques du réseau étant situées dans des communes concernées : Albert Camus à Clapiers, Françoise Giroud à Castries, Jean de La Fontaine à Lavérune.

La mise en place de cette réforme a eu des incidences sur la fréquentation des médiathèques : plus forte affluence le mercredi après-midi, déplacement d'animations du mercredi matin au mercredi après-midi ou au samedi.

En revanche, la réforme des temps scolaires n'a pas eu d'impact sur le nombre **d'accueils scolaires « classiques »**, qui ont représenté près de 90 heures d'accueil hebdomadaire, avec 1 578 séances et **38 511 enfants accueillis**.

LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION

Joyau des musées en région, le musée Fabre, entièrement rénové en 2007, propose une des plus belles collections de beaux-arts d'Europe dans de somptueux bâtiments réhabilités allant du XVII^{ème} au XXI^{ème} siècle.

Le musée Fabre organise tous les ans d'importantes expositions temporaires de niveau international dans un espace de 1000 m² qui leur est dédié et il est régulièrement salué par la presse spécialisée en raison de la richesse de ses collections, de la diversité et de la variété de sa programmation, et des actions pédagogiques qui y sont menées.

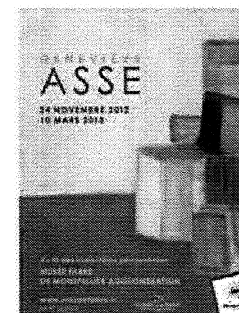


Joyau des musées de province, le musée Fabre de Montpellier Agglomération

En 2013, le musée Fabre a accueilli **282 069 visiteurs**, un chiffre inférieur à celui de l'année 2012 (qui avait connu une fréquentation exceptionnelle avec l'exposition Caravage), mais en nette progression par rapport à 2011 (avec 40 000 visiteurs supplémentaires). Avec **5 expositions organisées dans ses murs**, l'année 2013 a été particulièrement riche en événements au musée Fabre.

Une année d'expositions très diversifiées

Geneviève Asse,
24 novembre 2012 - 10 mars 2013



Le musée Fabre a poursuivi son exploration des tendances de l'art abstrait français en consacrant une exposition à l'œuvre de Geneviève Asse. N'appartenant à aucune école, malgré sa fréquentation des cercles artistiques parisiens, cet artiste frappe par la constance de sa démarche et son indépendance. L'exposition du musée Fabre permettait de cerner le travail de recherche de l'artiste, centré sur le rendu de la lumière, de la transparence et de la verticalité.

Née en 1923 à Vannes, elle intègre l'Ecole des Arts décoratifs et l'Ecole du Louvre en 1940, et peint ses premières natures mortes. Elle entre de plain-pied dans la modernité picturale lors de sa première participation au *Salon des moins de trente ans* en 1941, où elle rencontre le collectionneur Jean Baurat qui lui ouvre les portes d'ateliers d'artistes contemporains tels que Nicolas de Staël et Serge Poliakoff.

Cette exposition s'inscrivait dans une série d'événements d'ampleur nationale et internationale dédiés à l'artiste, dont une exposition à Paris à la galerie Claude Bernard, une exposition majeure au Centre Pompidou et une autre au Musée des Beaux-arts de Lyon.

Cette exposition a accueilli **12 416 visiteurs**.

L'atelier de l'œuvre, dessins italiens de Raphaël à Tiepolo,
16 février - 12 mai 2013



Riches de plus de 4 500 œuvres, le cabinet des Arts graphiques du musée Fabre compte parmi les plus beaux ensembles de l'Hexagone. Il propose un large éventail de dessins de la Renaissance italienne au XX^{ème} siècle, rassemblés grâce aux donateurs qui ont contribué à enrichir le musée. L'étude de ce fonds avait débuté en 2010 avec le catalogue de l'exposition « Le trait en majesté, dessins français du XVII^{ème} siècle ». Elle s'est poursuivie grâce à l'exposition « L'atelier de l'œuvre, dessins italiens de Raphaël à Tiepolo » qui associait les œuvres majeures de la collection à des dessins et des tableaux provenant d'institutions internationales, notamment le Louvre et le Metropolitan Museum of Art de New York.

Au-delà d'une réunion de chefs d'œuvres, le fonds italien est non seulement représentatif des différentes grandes écoles italiennes – toscane, génoise, romaine, lombarde, vénitienne ou romaine – mais il est aussi un répertoire des différents usages et différentes formes que peut revêtir le dessin dans le processus créatif des artistes. Le cabinet des Arts graphiques du musée Fabre a ainsi permis de présenter une véritable histoire du dessin italien sous ses aspects les plus divers de la Renaissance jusqu'au Néoclassicisme de la fin du XVIII^{ème} siècle.

Le travail de recherche entrepris a permis en outre de faire des découvertes importantes avec des feuilles inédites de Parmesan, Pierre de Cortone ou Paris Bordone.

Cette exposition s'est accompagnée de l'édition d'un catalogue et a attiré près de **20 000 visiteurs**.

Prix Félix Sabatier :
Une récompense pour les nouveaux talents des Écoles des Beaux-arts,
23 mars - 28 avril 2013

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'est associé à la Fondation Typhaine et à cinq écoles supérieures des Beaux-arts du Sud de la France pour créer en 2012 le prix « Félix Sabatier », qui a pour objectif de récompenser les jeunes étudiants ayant obtenu leur Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP).

Destiné à soutenir la jeune création plastique se développant dans les écoles d'art, ce prix distingue les œuvres d'étudiants diplômés des écoles partenaires à la suite du vote d'un jury de professionnels du monde de l'art.

Les lauréats bénéficient d'une bourse de 5 000 € et ont l'opportunité d'exposer au sein des collections du musée Fabre. En 2013, ce sont Zainab Andalibe (École Supérieure des Beaux Arts de Montpellier) et Nelly Monnier (École Supérieure des Beaux Arts de Lyon) qui ont été distinguées.

2 712 personnes ont visité cette exposition.

Paul Signac, les couleurs de l'eau,
13 juillet - 27 octobre 2013



S'attachant depuis ces dernières années à décliner les grands courants de l'art du XIX^{ème} siècle, incarnés par des figures emblématiques tels que François-Xavier Fabre, Alexandre Cabanel, Gustave Courbet, Alfons Mucha ou Odilon Redon et à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de l'artiste Paul Signac (1863-1935), le musée Fabre a organisé, en coproduction avec le musée des impressionnistes Giverny, une exposition intitulée : « Paul Signac, les couleurs de l'eau ».

Les deux étapes de l'exposition ont été dédiées à la mémoire de Françoise Cachin, petite-fille du peintre, ancienne directrice des Musées de France et cofondatrice du réseau FRAME.

Cette exposition a permis de présenter à Montpellier 120 œuvres et documents : peintures, dessins, aquarelles, photographies, correspondances... de cet artiste membre fondateur et théoricien du mouvement néo-impressionniste. De ses premières études des bords de Seine des années 1880 à la série des Ports de France initiée à l'âge de 65 ans, il explore l'infinie variation des eaux, du ciel, des lumières. Grand coloriste, l'artiste s'est emparé de techniques variées - huile sur toile, lavis, dessin et aquarelle, peinture sur éventail - pour traduire les évolutions du motif aquatique.

Véritable voyage au fil de l'eau, l'exposition a présenté les paysages sublimés par l'artiste : la Bretagne, les ports français

et étrangers, les rives de la Seine. Elle a mis particulièrement en valeur les représentations du Sud : Cassis, le Lavandou, Avignon, Antibes, Saint-Tropez, Venise, Constantinople...

L'exposition a bénéficié du soutien de trois mécènes : La Poste, la fondation Typhaine et Mazédia. La société Mazédia, première société de production de programmes multimédia pour le secteur culturel en France, pionnière des technologies tactiles et des parcours de visite immersifs audio mobiles, a apporté un mécénat de compétence avec la conception et la mise à disposition de deux applications multimédia pour iPad et iPhone, développées autour de l'exposition. Ce mécénat en nature a été valorisé à hauteur de 27 500 €.

La Poste a contribué financièrement pour 12 000 €, tandis que la fondation Typhaine, mécène régulier du musée Fabre, a permis, via un soutien de 12 000 €, la restauration des décors réalisés par Paul Signac pour la salle des fêtes de la mairie d'Asnières-sur-Seine, œuvre présentée dans le parcours de l'exposition.

L'exposition « Signac, les couleurs de l'eau », a rencontré un vif succès en réunissant **101 396 visiteurs**.

Le goût de Diderot (Greuze, Chardin, Falconet, David...),
5 octobre 2013 - 12 janvier 2014

Le musée s'est associé à la Fondation de l'Hermitage de Lausanne pour célébrer le tricentenaire de Denis Diderot (1713-1784), figure majeure des Lumières françaises et l'un des premiers critiques d'art. L'exposition a permis de révéler au public, à travers une sélection de peintures (Boucher, Chardin, Vien, Greuze, Vernet, David...), de sculptures (Pigalle, Houdon, Falconet...), dont Diderot avait fait la critique, un aperçu de ce qu'était le goût des Lumières auquel Diderot fut confronté, et de la manière dont il développa et exerça son goût propre.

Les grands musées français, et plus particulièrement Le Louvre, et les musées de Moscou, Los Angeles, Vienne, Munich... ont prêté des œuvres majeures appartenant à cette période.

Seule grande manifestation de cette envergure consacrée à Diderot en France, cette exposition, à travers sa thématique et les nombreux supports pédagogiques



mis en place, a revêtu un aspect éducatif important dont a pu bénéficier pleinement le public scolaire.

L'exposition a bénéficié du soutien de deux mécènes : la fondation Typhaine, qui a soutenu les dépenses de muséographie et de médiation culturelle autour de l'exposition à hauteur de 30 000 € et l'entreprise Médiaffiche, qui a mis gracieusement à disposition des espaces d'affichage (27 604 €).

L'exposition « Le goût de Diderot » a fait l'objet d'un catalogue et a rassemblé au total **26 600 visiteurs**.

Des collections enrichies par des dons et acquisitions de valeur

Acquisitions financées par le musée Fabre, ou réalisées par le biais des Amis du Musée ou de la Fondation d'entreprises, dons de la part des artistes, pas moins de **744 œuvres** sont venues compléter les collections du musée Fabre en 2013.

Une importante donation de 124 dessins a été consentie par Daniel Dezeuze, artiste du groupe *Support Surface*. Cet ensemble d'œuvres du début de sa carrière, datées entre 1960 et 1963, représente en très grande majorité des paysages des environs de Montpellier : Il complète le fonds de cet artiste pour une période habituellement mal représentée dans les collections publiques contribuant ainsi à nourrir les collections du musée consacrées à l'histoire du paysage en Languedoc pour le XX^{ème} siècle. Les héritiers d'Henri de Maistre, ont également dans une volonté patrimoniale, souhaité pérenniser l'œuvre de l'artiste dans les collections publiques : de nombreuses donations furent faites à différents musées dont le musée Fabre. Ainsi, 32 œuvres graphiques préparatoires sont entrées dans la collection, toutes en rapport avec le séjour du peintre à Montpellier entre 1939 et 1943.

Le musée continue d'augmenter son fonds de peintures et de sculptures anciennes avec l'acquisition de deux toiles très ambitieuses de Jean Raoux, *La Danse* et *Le retour de Chasse*. Ces œuvres ont été peintes à quatre ans d'intervalle, à la fin de la vie de ce peintre emblématique de la Régence et originaire de Montpellier.

Les Amis du Musée Fabre ont fait don d'une peinture de Claude Marie Dubuffe, *L'inquiète* (vers 1831). Entre portrait et tête d'expression avec son coloris chaud et sa facture pleine de brio, elle complète bien le fonds romantique.

À l'occasion d'une vente publique à Morlaix, le musée Fabre a acheté une ménagère à dessert en vermeil gravée des armoiries de la famille de Paul. De provenance familiale, elle vient judicieusement enrichir le fonds d'orfèvrerie des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles exposé au rez-de-chaussée de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran qui abrite aujourd'hui le département des Arts décoratifs du musée Fabre, légué par Madame Sabatier d'Espeyran, petite-fille de Charles et Fanny Despous de Paul et, ainsi, descendante directe de la famille de Paul.

Deux importantes céramiques données par la Fondation d'Entreprise sont venues conforter l'ensemble conséquent de faïences de Montpellier, *un pot de monstre* de l'atelier Pierre Favier Jeune du XVII^{ème} et *un plat ovale* du XVIII^{ème} de la Manufacture Jacques Ollivier devenue Manufacture royale.

Pour le XX^{ème} siècle, on peut souligner l'entrée de 7 œuvres de Camille Descossy, cinq offertes par l'artiste et deux par la Fondation d'Entreprise. Les amis du musée Fabre ont également souhaité compléter les collections d'art moderne avec l'achat d'un tableau de Youla Chapoval, *Composition aux lignes noires*. Suite à l'exposition consacrée à Geneviève Asse en 2013, deux de ses toiles ont été données par la Fondation d'entreprise et quatre par elle-même. Cet ensemble significatif couvre un large pan chronologique de sa création et offre un panorama de sa recherche consacrée aux variations de la lumière et à la verticalité. Deux œuvres de Stéphane Bordarier : *Sans titre, 5 VII 2011* offerte par l'artiste et *Sans titre, 4 IV 2008* par la Fondation d'Entreprise, ont également rejoint les collections contemporaines.

Enfin, deux œuvres majeures ont été acquises grâce à la Fondation d'Entreprise. La première est un tableau d'Andrea Vaccaro, l'un des meilleurs peintres de l'école napolitaine de la première moitié du XVII^{ème} siècle : *le Martyre de sainte Agathe* (vers 1635-40), qui est venu compléter le fonds italien.

L'autre est un polyptique de Pierre Soulages, *Peinture 181 x 405 cm*, une création très récente (avril 2012) qui témoigne de la constante vitalité de l'artiste et vient enrichir le fonds exceptionnel déjà présent au musée Fabre.

Un musée ouvert et des actions adaptées à des publics diversifiés



.....
Le musée
Fabre
propose
un cycle
d'activités
adaptées
pour le public
aveugle
et malvoyant
.....

Dans le cadre de la politique d'accessibilité au plus grand nombre développée par le musée, des dispositifs spécifiques élaborés par les médiateurs ont permis aux visiteurs de découvrir les collections permanentes ainsi que les expositions temporaires. En 2013, le service des publics a ainsi accompagné **75 000 personnes** en visites guidées, dont environ 20 000 ont participé à des visites « en autonomie » à l'aide de dispositifs d'accompagnement créés pour cet usage (livret découverte, mallettes pédagogiques...). 4 000 personnes ont quant à elles participé à des ateliers de pratique artistique.



Le musée Fabre met à la disposition du **public scolaire** ses ressources pédagogiques afin d'accompagner les élèves dans leur parcours artistique et culturel. Pour aller plus loin dans l'accompagnement des publics, des partenariats ont été mis en œuvre avec les lycées professionnels de Nîmes et d'Uzès, dans l'objectif de faire réaliser des dispositifs pédagogiques par les élèves. Les élèves du lycée professionnel des métiers de la mode et du textile Hemingway de Nîmes ont ainsi conçu un tapis tactile à partir des œuvres de Pierre Soulages. Cet outil, destiné dans un premier temps aux tout-petits, a été par la suite utilisé pour accompagner d'autres visiteurs comme les enfants sourds et les déficients visuels.

Les élèves du lycée professionnel d'arts appliqués Guynemer à Uzès ont quant à eux conçu deux mallettes pédagogiques autour des métiers de tapisserie et de la marqueterie en lien avec les collections de l'Hôtel Cabrières-Sabatier d'Espeyran. Ces outils seront également exploités dans le cadre des visites pour tous les publics, et ils ont été enrichis par la mise en place d'une maquette tactile du salon rouge à destination du public déficient visuel.

.....
Près de
50 000 élèves
viennent
chaque année
découvrir
le musée,
ses collections
et ses
expositions
temporaires.
.....

Inscrit dans la vie de la cité, le musée Fabre accompagne également les temps forts qui la rythment : La Journée internationale des droits des femmes, la Saint Valentin, le Printemps des poètes, les Journées du Patrimoine, la fête des Vignes, la Comédie du Livre... en proposant une programmation de visites guidées originales et diversifiées.

Enfin, le musée Fabre organise tout au long de l'année **des conférences pour le grand public, données par d'éminents spécialistes**. En 2013, 8 conférences proposées à l'auditorium du musée ont accompagné les expositions et rassemblé près de 1 000 participants, tandis que 24 conférences des Ambassadeurs organisées dans les Maisons de l'Agglomération ont permis à plus de 900 habitants du territoire de découvrir les expositions temporaires en avant-première. Enfin, le cycle de l'école du Louvre a rencontré un vif succès, avec 4 320 personnes recensées lors des 18 conférences.

L'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espéyran, département des Arts décoratifs



C'est à un véritable voyage au cœur des sociétés bourgeoises et aristocratiques des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles que ce lieu magique convie ses visiteurs. Trois ans après sa réouverture après une profonde restauration, ce nouveau département a maintenu sa fréquentation grâce à une politique de diffusion auprès du public. Grâce aux grands décors conservés et restaurés, le visiteur peut à présent découvrir les objets d'art et le mobilier remarquable dans leur contexte. Le département, des Arts décoratifs a également accueilli pour la première fois, du 12 au 16 juin dans sa cour, la 8^{ème} édition du Festival des Architectures Vives avec une œuvre éphémère de Lucien Puech.

Près de **15 000 visiteurs** ont visité l'hôtel de Cabrières en 2013.

Fort de son expérience avec les publics spécifiques (handicap, champ social et médical), le musée Fabre a pérennisé son action offrant à tous les citoyens la possibilité de venir au musée avec des programmes adaptés. Dans le cadre des conventions nationales « Culture à l'hôpital » et « Culture-justice » l'offre de visite a été proposée à d'autres publics comme les jeunes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les malades d'Alzheimer, ainsi que des jeunes femmes souffrant de troubles alimentaires.

Le très jeune public trouve aussi sa place au musée et 2 000 enfants de crèches y ont été accueillis en 2013. Des mallettes pédagogiques conçues et réalisées par les médiatrices permettent aux accompagnants d'effectuer seuls la visite à leur rythme. Pour mener à bien leur visite, le musée offre par ailleurs la possibilité aux assistantes maternelles de se former à la venue au musée et à l'utilisation des dispositifs avec les enfants.

Dans le cadre de l'exposition *L'atelier de l'œuvre, dessins italiens de Raphaël à Tepolo*, le service des publics a réalisé une **galerie pédagogique, rendant accessible au jeune public, les dessins présentés à hauteur d'enfants**. Conçu dans l'esprit d'un atelier d'artiste, cet espace proposait aux visiteurs des ouvrages à consulter sur place et des carnets à dessin. Les plus jeunes ont été invités, lors d'ateliers spécifiques, à dessiner avec leur corps.

En février au cours du rendez-vous annuel *François Xavier n'est pas couché*, **2 500 étudiants** se sont rendus au musée afin d'y découvrir les animations proposées par d'autres étudiants provenant de différentes filières : Université des sciences, Université des lettres, Conservatoire de musique, Ecole des Beaux-arts...

En mai, dans le cadre de la *Nuit des Musées*, le musée Fabre a proposé un spectacle de la Compagnie Singulier-Pluriel « Murmure d'Outrenoir ». Fondé sur un langage chorégraphique issu de la langue des signes française et faisant écho à l'œuvre de Soulagès, ce spectacle a permis de **rassembler au sein du musée des publics sourds et des publics entendant dans un esprit de mixité et de partage**. Près de 2 000 personnes ont assisté à cette soirée.

LE SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES



.....
Le Site
archéologique
Lattara -
Musée Henri
Prades invite
le public
à découvrir le
port antique
de Lattara et
les différentes
civilisations
qui l'ont
occupé
.....

Installé dans l'ancien delta du fleuve côtier, Le Lez, ce site fut occupé du VI^{ème} siècle avant notre ère jusqu'au III^{ème} siècle de notre ère. Le musée présente le résultat des fouilles menées à Lattes par Henri Prades et le Groupe Archéologique Painlevé dès 1963 et, depuis 1983, par l'équipe scientifique pluridisciplinaire du C.N.R.S., témoignant ainsi de la vie quotidienne locale durant l'Antiquité. Rattaché à l'Agglomération de Montpellier en 2006, le musée archéologique propose depuis lors un programme nourri d'expositions et de manifestations culturelles diverses.

L'année 2013 a été marquée par la prise en charge des presque 9 hectares du site archéologique par Montpellier Agglomération, entérinée en décembre par la signature avec la Région de l'acte de cession des terrains et du mobilier archéologique.

Le projet scientifique et culturel du musée, lui, a été officiellement validé par le ministère de la Culture en juillet 2013, rendant ainsi officiel le projet de rénovation et d'extension du musée dont le marché de programmation est en cours.

Concernant les collections enfin, les programmes de conservation préventive et de restauration initiés en 2011 se sont poursuivis en 2013, notamment en ce qui concerne le nettoyage et la mise au jour de la couche picturale des enduits peints de la zone de la schola. Le récolement-inventaire a également considérablement progressé, avec près de 95 % des collections récochées à la fin de l'année.

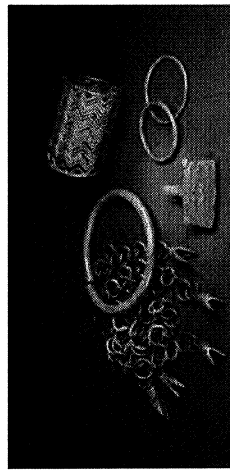
Enfin, l'année 2013 se caractérise par un programme d'expositions et d'animations diversifié élaboré en fonction du plus large public, notamment du public scolaire, des étudiants et des personnes en situation de handicap.

Une programmation inédite et multiforme

Une Odyssée gauloise. Parures de femmes à l'origine des premiers échanges entre la Grèce et la Gaule, du 27 avril 2013 au 12 janvier 2014

Avant même la fondation de Marseille en 600 avant J.-C., les communautés indigènes du Languedoc et les cités grecques de la Sicile méridionale étaient reliées par un réseau complexe d'échanges maritimes à travers lequel circulaient des hommes, du métal, des parures féminines, mais aussi des rituels d'hospitalité, des pratiques religieuses et des conceptions du monde. C'est en suivant la trace de fragments modestes de bijoux gaulois féminins en bronze, de la Bourgogne à Corinthe (Grèce), que les archéologues ont pu reconstituer un itinéraire qui reliait les extrémités du monde connu des Grecs, entre les régions métallifères du Caucase et de la Montagne Noire (Aude).

.....
L'exposition
a attiré
16 885 visiteurs
.....



Parures de la tombe du Més (Vignaud)
(Musée de Polliers - collections des antiquaires de l'Ouest, C. Vignaud)

Cette exposition avait pour objectif de retracer ce parcours extraordinaire, suivi à la fois par les navires des explorateurs et par l'imagination des poètes. À travers plus de 400 objets, elle a permis à ses visiteurs de découvrir le monde grec entre 650 et 550 avant notre ère. Autant que leur origine et leur fonction, c'est la reconstitution des interventions qu'ont subies ces vestiges qui était relatée au fil de cette exposition. Observations économiques et techniques, sociales et anthropologiques, y côtoyaient les découvertes sur la géographie mythique et les procédures rituelles et magiques, comme c'était le cas lorsque les Grecs de Sicile et les indigènes du Languedoc se rencontrèrent pour la première fois à Agde.

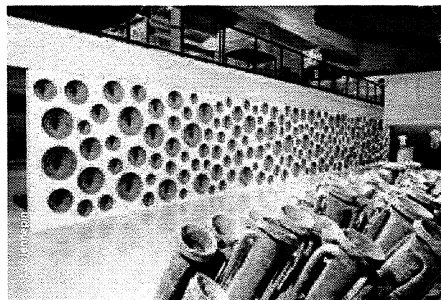
Le dispositif scénographique original accordait une grande place à de multiples reconstitutions, avec notamment 6 dessins inédits faisant revivre les premières rencontres entre Grecs et Gaulois, 5 productions audiovisuelles interactives (frises animées), le moulage d'une tombe gauloise du VII^{ème} siècle avant J.-C., la maquette d'une mine d'or gauloise du VI^{ème} siècle avant J.-C., les maquettes de deux bateaux découverts à Marseille (VI^{ème} siècle avant J.-C.).

Un catalogue de 400 pages a été édité à cette occasion, sous la direction de Stéphane Verger et Lionel Pernet, ainsi qu'un petit journal de l'exposition.

Enfin, 4 conférences ont été organisées entre mai et novembre, dont une s'est déroulée à l'auditorium du musée Fabre dans le cadre des Mercredis de l'Antiquité, en partenariat avec l'Université Paul Valéry - Montpellier III.

Cette exposition, reconnue d'intérêt national par le Ministère de la Culture et de la Communication, s'est vue à ce titre attribuer une subvention de **20 000 €**.

«Hubert Duprat», du 31 mai au 6 octobre 2013



Une exposition d'art contemporain programmée dans le cadre de la célébration des 30 ans des Fonds Régionaux d'Art Contemporain

Les FRAC Languedoc-Roussillon, PACA et Bretagne ont envisagé la coproduction d'une manifestation transrégionale d'envergure autour d'«Ulysse et les Pléiades», un thème riche en correspondances entre l'archéologie, la mythologie et la littérature. C'est dans ce contexte que le musée Henri Prades a été une nouvelle fois sollicité par le FRAC LR pour s'associer à une programmation artistique autour de la figure emblématique d'Ulysse.

Dans ce cadre, Hubert Duprat, dont les œuvres sont présentes dans les collections de 9 FRAC, a été invité à investir le musée afin de susciter une nouvelle approche des collections et du site de *Lattara*. Ainsi a-t-il proposé une installation inédite, spécialement produite pour l'occasion : un mur en plâtre de 20 mètres de long venu scinder de part en part l'espace dédié à l'exposition permanente. Réceptacle d'une accumulation de plus de 1 000 pots horticoles disposés en cercles concentriques, cette sculpture monumentale a agi en contrepoint «perturbateur» des éléments archéologiques. Au fil de cette trajectoire imposée, le spectateur s'est trouvé confronté à la découverte d'un itinéraire jalonné de formes réflexives, hypnotiques, acoustiques et poétiques, une épopée odysseenne en quelque sorte...

Cette exposition a fait l'objet d'un partenariat avec l'École Supérieure des Beaux-arts de Montpellier Agglomération, dont deux étudiants ont participé à la production de l'œuvre. Elle a également bénéficié d'une action de mécénat de la part de l'entreprise Sarivière, paysagiste/pépinieriste à Lattes, sous la forme d'un don de 1 000 pots horticoles en terre cuite d'une valeur 2 800 €.

7 557 personnes sont venues découvrir cette exposition.

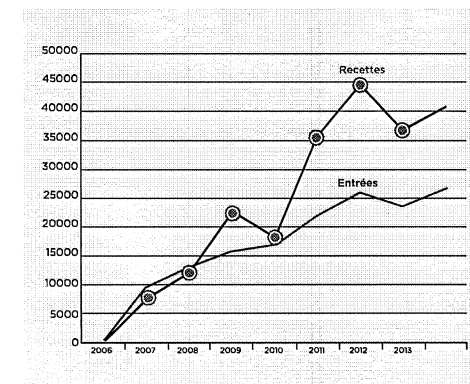
Chroniques 2000, du 11 au 18 avril 2013

Après *Chroniques 2000*, *L'initiation*, exposition présentée à l'IUUFM de Montpellier comme un prologue à leur intervention sur le Site de *Lattara*, les étudiants de 4^{ème} année de l'École Supérieure des Beaux-arts ont investi le Site archéologique avec cette nouvelle exposition.

Dressant un parallèle entre le site archéologique de l'ancienne ville portuaire de *Lattara* et le projet urbain ÉcoCité, qui doit bientôt étirer Montpellier le long de la Route de la Mer, l'exposition a évoqué des voyages temporels, pouvant transformer le passé ou inventer le futur. Comme dans un jeu grandeur nature à l'intérieur d'un site propice, les œuvres — installations, performances, objets divers... — se sont ainsi jouées de la fiction et de l'anticipation, sans doute pour mieux interroger nos propres modes de vie.

Une fréquentation en hausse

En 2013, le musée archéologique a enregistré **26 650 entrées** contre 23 229 l'année précédente et ses recettes se sont élevées à 40 401 € contre 36 278 € en 2012.



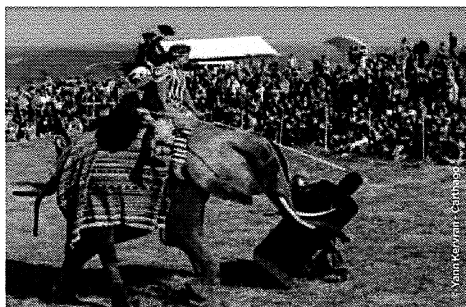
Ces résultats, en hausse par rapport à 2012, témoignent notamment du succès de l'exposition « *Une Odyssée gauloise. Parures de femmes à l'origine des premiers échanges entre la Grèce et la Gaule* ». Cette progression est à rapprocher de la fréquentation du Service éducatif, en hausse de 31 % en 2013 (10 342 personnes en visites guidées et/ou ateliers pédagogiques contre 7 882 personnes en 2012).

Des animations culturelles pérennes

En mai, **La Nuit européenne des musées** a donné lieu à une présentation du MUCEM, Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée de Marseille par son directeur scientifique. Un banquet de dégustations, véritable « évocation gourmande de la Grèce antique » et divers récits mythologiques « Au gré des vents » proposés par un conteur et un musicien ont également ponctué la soirée, qui a attiré **600 personnes**.

I Dans le cadre de la **IV^{ème} Fête de l'Antiquité à Lattara « Sur les traces d'Hannibal »**, en juin, sur le site archéologique, des reconstitutions historiques et des contes mythologiques ont été proposés au public par les « guerriers et mercenaires puniques Carthago », une troupe composée d'une vingtaine d'intervenants accompagnés d'un éléphant, ainsi que par les reconstituants du groupe « Pax Augusta ». L'occasion d'une véritable immersion dans cette époque grandiose et mouvementée, avec l'entraînement d'un éléphant de guerre, les manœuvres et les combats de soldats, l'école des mercenaires, l'art de la stratégie, la navigation antique, la forge de campagne, la médecine, les soins du corps et les parfums, la cuisine carthaginoise...

1 200 personnes ont participé à ces journées hautes en couleurs.



IV^{ème} Fête de l'Antiquité, au centre même des vestiges de l'antique Lattara

I Désireux d'attirer à Lattara le public estival, le musée archéologique a programmé une « **soirée culturelle et gourmande** » en juillet afin de sensibiliser les visiteurs aux produits locaux tout en les incitant à visiter le musée. De 19h à 22h, une dégustation/vente de vins, miels, tomates et faïences, s'est déroulée sur le parvis du musée, ce dernier étant accessible à la visite. Ensuite, le public a été convié à rejoindre le site archéologique pour assister au spectacle de création musicale de Maguelone Vidal « *Boutès celui qui saute* », programmé par le musée en partenariat avec le Théâtre Jacques Cœur.

150 personnes ont participé à l'événement.

I En septembre, la mise en œuvre du programme préparé par les étudiants en Master 2 « Valorisation et Médiation des Patrimoines » de l'Université Paul Valéry à l'occasion de la 6^{ème} édition des **Journées Européennes du Patrimoine**, a été encadrée et accompagnée par l'équipe du musée, en partenariat avec la Maison de la Nature et la commune de Lattes.

Le site archéologique Lattara, d'ordinaire fermé au public, mais aussi le musée Henri Prades et le site naturel protégé de Saint-Sauveur, étaient accessibles gratuitement à tous. Au programme, expositions, visites guidées ou contées du site archéologique, rallye pédestre, chasse au trésor, conférence et ateliers pour les enfants, ont permis d'aborder l'ensemble des caractéristiques culturelles, scientifiques et environnementales des divers lieux, et de sensibiliser le public aux questions de préservation et de restauration du patrimoine.

2 735 personnes ont été recensées sur ces 2 journées.

I Pour la quatrième année, le musée a renouvelé son partenariat avec Cinémed pour la programmation d'un « **Cycle de cinéma méditerranéen** » et, entre septembre et décembre 2013, 4 films ont été diffusés dans l'auditorium.

I Dans le cadre de l'exposition « Une Odyssée gauloise », un concert intitulé « **Parures et ornements** » proposant une sélection d'airs d'opéra du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, a été programmé en partenariat avec le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération, dans les salles dédiées à l'exposition temporaire et à la collection permanente.

La médiation au cœur du projet

Les visites guidées comme une invitation à un voyage dans le temps

Dédiées aux expositions temporaires et à la collection permanente, ces interventions en direction des scolaires, des enseignants, des personnes handicapées et de divers groupes d'adultes répondent à une demande en constante progression.

4 840 personnes ont participé à ces visites en 2013.

Depuis le transfert du site archéologique Lattara de la Région Languedoc-Roussillon à Montpellier Agglomération, des visites guidées de ce dernier sont également proposées au public estival, afin de lui permettre de découvrir l'histoire antique de Lattara et le travail des archéologues sur site (campagne de fouilles du CNRS composée d'une cinquantaine de fouilleurs, en juillet). Après un passage dans la collection permanente du musée pour appréhender l'urbanisme antique de Lattara grâce à une maquette du site, les visiteurs partent à la découverte des vestiges du port de Lattara, des remparts de la cité et de ses maisons. En fin de visite, un détour par le chantier de restitution de la maison gauloise, permet aux visiteurs une meilleure approche de la réalité de l'habitat de nos ancêtres celtes.

270 visiteurs ont été comptabilisés en 2013.

Les ateliers pédagogiques pour susciter l'envie d'apprendre



Montpellier Agglomération ouvre largement les portes du musée au public scolaire pour un voyage à travers le temps, placé sous le signe du plaisir et de la découverte

Le service éducatif propose des activités d'accueil et d'animation diversifiées, à travers douze ateliers différents destinés aux scolaires, au jeune public et aux personnes en situation de handicap, en lien avec les expositions temporaires et la collection permanente. En 2013, un nouvel atelier a été mis en place dans le cadre de l'exposition « Une Odyssée gauloise », permettant la réalisation d'une parure gauloise en cuivre ciselé.

Enfin, le service éducatif a accueilli pendant les vacances scolaires les enfants des centres de loisir ou à titre individuel, qui ont participé à divers ateliers en lien avec les collections et le site archéologique.

Au total, **4 135 personnes** ont fréquenté ces ateliers.

La poursuite du chantier de restitution de la maison gauloise

Initié par le musée en 2008, ce projet d'expérimentation archéologique participe à une action muséographique, didactique, scientifique et pédagogique conduite par le musée en partenariat avec l'UMR 5140 du CNRS basé à Lattes. Il consiste à reconstruire en grandeur réelle une des habitations protohistoriques fouillées sur le site archéologique de Lattara. L'ensemble du processus constructif est conduit chaque année lors de stages de formation, destinés à des professionnels et des étudiants (archéologie, architecture, Beaux-arts).

Un premier stage, en juin, a été dévolu à la finalisation du revêtement de la toiture en terrasse grâce à une couche de terre appliquée à la main, puis compactée et lissée. Lors de la deuxième session, en septembre, diverses techniques d'enduit à base de terre et de chaux ont été testées, puis le recouvrement total des murs extérieurs a été réalisé selon les techniques précédemment expérimentées.

Accueil du public en situation de handicap

Depuis plus de dix ans, le musée archéologique accueille des personnes en situation de handicap, notamment par le biais de partenariats mis en place avec divers Ateliers Thérapeutiques Occupationnels. L'objectif est de permettre aux résidents de ces ATO, enfants ou adultes, de fréquenter régulièrement le musée et de participer à diverses activités culturelles et pédagogiques.

Un travail en groupe s'organise autour d'un projet commun pluridisciplinaire et transversal qui associe visites du musée, animations historiques et ateliers d'expression créative. Au-delà du musée, ces animations trouvent un prolongement dans les ateliers des ATO, comme une passerelle qui relie l'expérience du musée et la vie quotidienne de ce public. Dans ce cadre, **345 personnes** ont participé à des visites guidées et des ateliers.

La science par 4 chemins pérennisés

Depuis 2011, quatre établissements culturels à vocation scientifique de Montpellier Agglomération réunissent leurs compétences pour proposer aux scolaires un parcours pédagogique transversal autour de thématiques communes. Ainsi, en 2013, l'Écolothèque et le Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades, d'une part, et l'Aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée d'autre part, ont accueilli par demi-journée, élèves et enseignants de l'Agglomération sur le thème des « 4 éléments au fil du temps ».

L'eau, l'air, la terre et le feu, quatre éléments présents sur notre planète et indispensables à la vie : en quoi sont-ils nécessaires aux plantes et aux animaux ? Ont-ils toujours été présents dans l'univers ? Comment l'homme les a-t-il domestiqués ? Comment les préserver ? Ces questions, traitées lors des différentes animations, ont permis de lever une partie du voile sur les secrets de la matière.

Ces ateliers ont réuni **453 élèves et enseignants**.

Le réseau des musées d'histoire et d'archéologie de Montpellier et ses environs

Le patrimoine archéologique et historique de Montpellier, son agglomération et ses environs immédiats présente la caractéristique d'être représenté par des musées consacrés à toutes les périodes de l'occupation de l'Homme sur ce territoire : préhistoire, protohistoire, antiquité, moyen-âge et époque moderne.

C'est pourquoi, à l'initiative de Montpellier Agglomération, un réseau de dix lieux et musées s'est constitué en 2012. Il comprend : le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades, le musée Paul Soyris de Murviel-lès-Montpellier, le musée et site de Villa Loupian, le musée et site d'Ambursum, le musée de préhistoire des Matelles, le Parcours muséographique de la ville de Montpellier (musée du Vieux-Montpellier, crypte de Notre-Dame-des-Tables, Apothicairerie de la Miséricorde), le musée des Moulages de l'Université Paul Valéry de Montpellier, le Musée Languedocien et la Société archéologique de Montpellier.

Signataires d'une convention, ces établissements ont affiché leur volonté de valoriser leurs collections et d'accroître leur visibilité grâce à diverses actions concertées : dépliant présentant les actions communes, tarifs réduits, communication mutualisée notamment à travers Internet. Lors de la réunion annuelle du réseau, qui s'est tenue au Musée Henri Prades en février 2013, il a été annoncé que trois structures supplémentaires allaient rejoindre le réseau :

Le Conservatoire d'Anatomie de la faculté de Médecine,

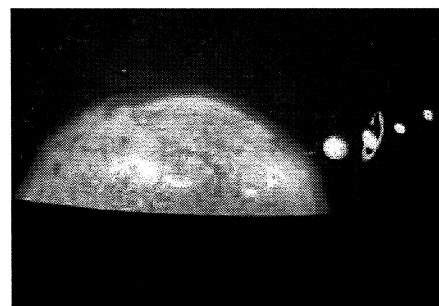
Le Droguier de la faculté de Pharmacie,

L'Argileum, la maison de la poterie à Saint-Jean-de-Fos.

Ces nouveaux partenariats ont été formalisés aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2013, par la signature d'avenants à la convention initiale de partenariat.

LE PLANÉTIARIUM GALILÉE

Avec **48 596 visiteurs**, le planétarium Galilée a atteint en 2013 le chiffre de fréquentation le plus important depuis 2002, l'année de son ouverture. Cette augmentation de 12,5 % toutes activités confondues, est particulièrement significative pour les séances publiques qui ont réuni plus de **36 000 spectateurs**.



Salle de spectacles surmontée d'un écran en forme de demi-sphère, qui donne la sensation d'être immergé dans l'image

Une volonté d'ouverture vers le grand public

Les séances publiques : le ciel sur grand écran

Deux nouveaux spectacles sont venus enrichir la programmation en 2013 : *Les légendes du ciel maya* et *Le ciel en direct*, précédés de lancement en avant-première. Le premier est un grand spectacle tout public proposé aux heures de forte affluence. Il transporte les spectateurs

dans les anciennes jungles du Mexique, là où les Mayas construisirent des villes et des temples alignés selon les mouvements du Soleil, de la Lune et des planètes. « *Le Ciel en direct* » a, quant à lui, été intégralement conçu, produit et réalisé au sein même du Planétarium. Spectacle en prise directe sur l'actualité du ciel et de l'espace, il est proposé au public en dehors des périodes de vacances scolaires. Son programme est systématiquement renouvelé après chaque période de congés. Avec cette nouvelle programmation, le planétarium a atteint un record de fréquentation en 2013 avec une augmentation notable de plus de 7 500 spectateurs.

Les conférences ou l'art de partager plaisir et connaissances

Le programme proposé en 2013 a été particulièrement varié. Dans le cadre d'un cycle dénommé *L'Univers violent*, le planétarium a accueilli sept conférenciers de structures de recherche comme le LUPM (Laboratoire Univers et Particules de Montpellier, CNRS), le CEA (Centre d'Études Atomique, Paris) ou le Laboratoire de Physique Théorique d'Annecy-le-Vieux, qui ont présenté au grand public leurs connaissances et l'état des recherches et des projets en cours.

Ensuite, trois conférences ont été données par une étudiante en Master Histoire, Philosophie et Didactique des Sciences (HPDS) à la Faculté des Sciences de l'Université Montpellier II, un auteur et journaliste scientifique et le directeur adjoint du Planétarium Galilée sur des thèmes grand public comme *L'Équinoxe* ou *les mouvements de la Terre* et *le phénomène des saisons*, élargissant encore le champ de la vulgarisation. Enfin, pour les passionnés, trois cours de soir d'astronomie fondamentale de Gérard Jasiewicz, astronome au Laboratoire Univers et Particules de Montpellier (UM2/CNRS) ont permis d'aborder la mécanique céleste sur la voûte du planétarium.

Les séances d'observation en direct

L'Agglo dans les étoiles, un cycle d'animations organisé hors les murs, permet de sensibiliser en direct les habitants des communes de l'agglomération à l'observation du ciel. En 2013, quatre soirées ont été organisées à Cournonsec (17 mai), Clapiers (11 juillet) Saint-Brès (16 juillet) et Saint-Drézéry (13 septembre). Selon les aléas météorologiques, les conditions appropriées pour des observations nocturnes n'ont pas toujours été réunies, mais le volet « animation » comportant des



conférences, de la musique vivante ou des conteurs a conquis un public nombreux. Le point d'orgue de la saison, la *Nuits des étoiles*, a connu son succès habituel et a attiré au mois d'août **plus de 2 500 visiteurs**. Séquences d'observations du Soleil et séances spéciales de planétarium gratuites ou à demi-tarif ont conquis les amateurs, petits et grands.

Séance
d'observation
du ciel en direct



Un lieu d'exposition prisé

Le planétarium présente régulièrement dans son hall des expositions accessibles au public en entrée libre.

Du 31 janvier au 31 mai, puis du 6 juillet au 2 septembre 2013, en partenariat avec le Laboratoire Univers et Particules de Montpellier, l'exposition *Le mystère des rayons cosmiques*, a permis de retracer l'aventure de la découverte de cet incroyable phénomène ainsi que la quête des différentes sources de rayonnement. Du 24 mai au 5 juillet, une autre exposition proposée par l'École Supérieure des Beaux Arts de Montpellier Agglomération, *Liberation Annlee*, a transformé le planétarium en lieu de diffusion artistique. Enfin, les 14 et 15 septembre l'exposition *Max et Lili* a été proposée dans le cadre de la manifestation *O'tour de la bulle*, le grand rendez-vous annuel de la BD à Odysseum.

Un lieu d'animation festive

Le planétarium propose aux enfants de fêter leur anniversaire dans un décor ludique et original : en 2013, plus de **350 enfants** ont ainsi participé à ce type d'événement.

Enfin, et pour la première fois, le planétarium s'est joint au réseau des médiathèques autour de la manifestation *l'Agglo en jeu*, en proposant des animations et des jeux de société sur le thème de l'espace au sein de l'établissement.

Une action éducative ludique et pédagogique, loin de toute approche académique

L'activité pédagogique avec les scolaires constitue une des missions essentielles du planétarium. L'accent est porté sur l'acquisition des connaissances en lien avec les programmes de l'Éducation nationale, que ce soit en Sciences de la Vie et de la Terre qu'en Physique. Le public scolaire, avec plus de **7 500 jeunes** des écoles, collèges ou lycées, représente ainsi une part importante du public du planétarium.



Accueil
du public
scolaire au
Planétarium
Galilée de
Montpellier
Agglomération

Le public scolaire en situation de handicap a fait l'objet en 2013 d'une attention particulière, et un projet éducatif adapté a été mis en œuvre avec le CESDA (Centre d'Éducation Spécialisé pour Déficiants Auditifs). Les 8 séances organisées pour des élèves déficients auditifs ont fait l'objet d'une préparation et d'un bilan spécifiques avec le corps enseignant. Elles se sont déroulées entièrement en direct (sans film enregistré) et avec le concours d'un interprète en langue des signes.

La science par 4 chemins, un programme mené avec 3 autres établissements culturels de l'Agglomération (l'Écolothèque, l'Aquarium Mare Nostrum et le site archéologique Lattara musée Henri-Prades), a concerné 19 classes issues de 16 écoles de l'agglomération de Montpellier durant l'année scolaire 2012/2013.

Le planétarium a également mené plusieurs collaborations partenariales avec les services de l'Éducation Nationale. Tout d'abord, une convention signée avec l'Académie de l'Hérault a permis d'organiser au planétarium deux conférences pédagogiques. La première a réuni **150 enseignants** du primaire et était consacrée à la formation sur les thématiques au programme des cycles 2 et 3 : constellations et mythologie, étoiles et planètes, mouvement de la Terre et des planètes autour du Soleil, phases de la Lune. La seconde a permis à **30 enseignants** d'approfondir leurs connaissances sur le phénomène des saisons et elle a été prolongée par divers ateliers (sur la rotation de la Terre sur elle-même, les phases de la Lune et les saisons et la fabrication d'un spectroscopie).

Afin de conseiller les professeurs sur des projets pédagogiques en lien avec l'astronomie, un enseignant est intégré au sein du service éducatif du planétarium. Ce service prépare également des supports pédagogiques qui peuvent être utilisés par les enseignants. Il a ainsi conçu et fabriqué les plans d'un spectroscopie à base de matériaux simples (CD, carton,...), cette création ayant donné lieu à la rédaction d'une fiche pédagogique venant compléter les ressources en ligne de l'établissement.

LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION



Le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Agglomération est un établissement public d'enseignement de la musique et de la danse, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication, et sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il poursuit un triple objectif :

l'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, avec l'éducation nationale, avec les structures de diffusion.

l'participer par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel (mémoire, concentration, goût de l'effort, curiosité, imagination, sens artistique, sens critique et jugement, capacité d'organisation, ...).

l'constituer pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de *pratiques amateurs* tout en repérant et en formant les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier.

L'éveil à la pratique
musicale grâce
au Conservatoire
à Rayonnement
Régional de
Montpellier
Agglomération

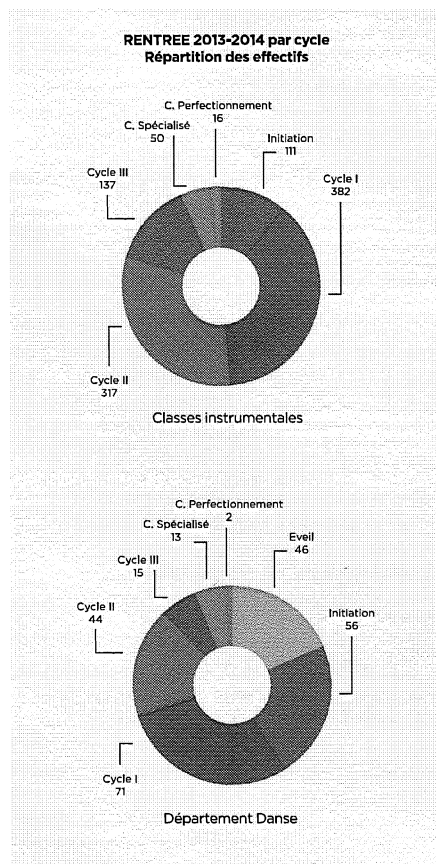
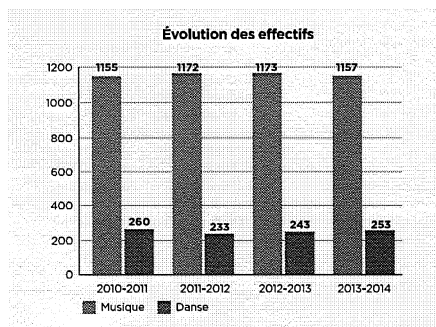
Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération s'attache également à développer son rayonnement en nouant des partenariats avec les acteurs culturels locaux (DRAC Languedoc-Roussillon, Opéra et Orchestre National de Montpellier, Université Paul Valéry, Centres des arts du Cirque Balthazar, musée Fabre...) mais aussi nationaux voire internationaux (CEFEDM, ISDAT, HEM de Genève...).

Sur l'ensemble de la saison culturelle 2012-2013, **204 manifestations** (concerts, spectacles chorégraphiques, classes de maîtres, conférences, auditions d'élèves...) ont été organisées par le Conservatoire, qui a accueilli dans ce cadre plus de **20 000 spectateurs**. Cet établissement se positionne ainsi comme un acteur de diffusion culturelle incontournable au sein du territoire de l'agglomération.

Des effectifs stables garants de la qualité de l'enseignement

L'effectif global du Conservatoire reste stable, puisqu'il s'élevait, pour l'année scolaire 2013-2014 à **1410 élèves**, dont **1157 en musique** et **253 en danse**.

Chaque département se divise en différents cycles d'études, de l'éveil au perfectionnement.



Un enseignement d'excellence très diversifié

Pour dispenser l'enseignement de **41 disciplines**, l'équipe pédagogique est composée de **89 enseignants**, répartis en **douze départements** : accompagnement, claviers et instruments polyphoniques (clavecin, orgue, piano, guitare, harpe), cordes (violon, alto, violoncelle, contrebasse), vents et percussions (basson, clarinette, cor, flûte traversière, hautbois, percussions, saxophone, trompette, trombone, tuba), danse (danse classique et danse contemporaine), érudition (analyse, histoire de la musique, composition et informatique musicale, écriture, orchestration, commentaire d'écoute), formation musicale, musique de chambre, voix (chant et chant choral) et musiques actuelles (jazz et musiques actuelles amplifiées), direction d'ensembles instrumentaux et vocaux, orchestres.



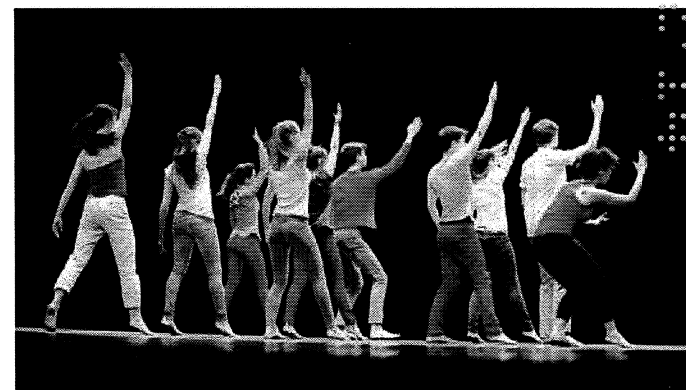
En 2013, on a compté **1 362 heures d'enseignement hebdomadaires** et **110 diplômes** ont été délivrés : 54 Certificats d'Etudes Musicales, 16 Certificats d'Etudes Chorégraphiques, 36 Diplômes d'Etudes Musicales et 4 Diplômes d'Etudes Chorégraphiques.

L'enseignement des musiques actuelles amplifiées a rejoint le Conservatoire en 2013, en partenariat avec la Scène de Musiques Actuelles Conventionnée Victoire 2.

Une démarche d'ouverture et de diffusion revendiquée

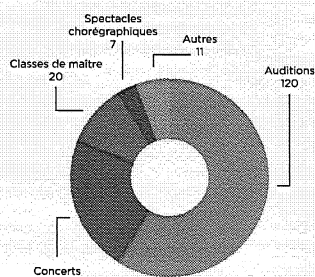
L'établissement communautaire poursuit également sa démarche de développement de son rayonnement artistique en l'axant autour de deux grands objectifs : représenter un lieu de transmission d'une culture d'excellence mais aussi favoriser l'échange, la rencontre pédagogique et la découverte de nouveaux talents et de multiples courants musicaux et chorégraphiques. L'activité de diffusion fait ainsi partie intégrante des études au Conservatoire, mettant l'accent sur l'ouverture vers toutes les formes d'art tout en valorisant la pratique et l'apprentissage de la scène, indispensables dans la formation des jeunes artistes.

Plus de 40 disciplines sont enseignées au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération



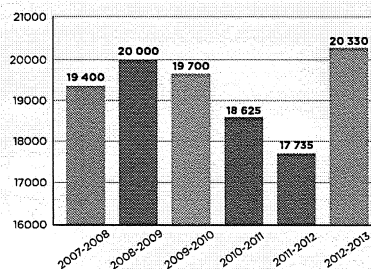
Pour la saison culturelle 2012-2013, 46 concerts ont été organisés, ainsi que 20 classes de maîtres, 7 spectacles chorégraphiques et plus de 120 auditions d'élèves.

SAISON 2012-2013
Répartition des manifestations



L'ensemble de ces manifestations a accueilli un total de **20 330 spectateurs**, un chiffre en **augmentation de 15 %** par rapport à la saison précédente.

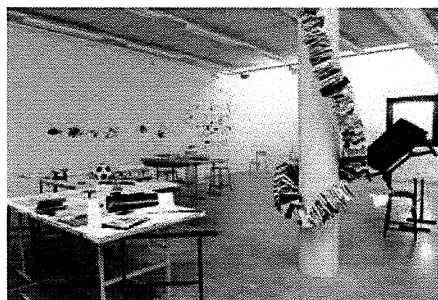
Saisons culturelles
Évolution de la fréquentation



L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS

Depuis sa transformation en Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) au 1^{er} janvier 2011, l'École Supérieure des Beaux-arts de Montpellier Agglomération (ESBAMA) poursuit son développement et conjugue son action, en France et à l'étranger, en partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur, des institutions culturelles et des entreprises.

Cette inscription en réseau se poursuit activement de manière à renforcer la place de l'ESBAMA dans le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche. D'autres coopérations sont appelées à voir le jour de manière à asseoir ses missions, à la fois sur le territoire de l'agglomération de Montpellier et sur un triple registre régional, national et international.



L'École Supérieure des Beaux-arts de Montpellier Agglomération, lieu d'expression artistique et d'enseignement de qualité

Les activités d'enseignement

L'équipe de l'École des Beaux-arts est constituée de 37 personnes (35,2 ETP) dont 23 enseignants (21,5 ETP).

Le budget total de l'établissement s'élève à **2 210 000 €**, dont 2 160 000 € de fonctionnement et 50 000 € d'investissement, hors travaux d'entretien du bâtiment qui sont assurés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'année 2013 a été marquée par différents temps forts :

146 étudiants ont été admis au concours d'entrée 2013 (sur 243 personnes inscrites).

151 étudiants ont été diplômés, dont 30 au Diplôme National d'Arts Plastiques (5 diplômés avec mention et 15 avec félicitations) et 21 au Diplôme National d'Expression Plastique (9 diplômés avec mention et 6 avec félicitations).

1162 étudiants (dont 15 viennent d'un pays étranger) se sont inscrits sur l'année universitaire 2013/2014.

16 accords Erasmus ont été signés avec une école d'art partenaire ainsi que 2 accords internationaux. 5 mobilités étudiantes entrantes et sortantes ont eu lieu.

Par ailleurs, l'année scolaire a également été rythmée par 1 journée portes ouvertes, 15 workshops, 31 conférences, 58 stages étudiants effectués en milieu professionnel (dont 3 à l'étranger) et 2 voyages d'études.

Enfin, un nouveau dossier destiné à l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES) a été élaboré en 2013, pour permettre au diplôme délivré en 5 ans par l'ESBAMA de continuer à valoir le grade de Master.

Les activités de recherche

14 programmes de recherche ont été menés en 2013 :

Formes et processus des pratiques artistiques dans la culture numérique ; Du périmètre scénique en art : re/penser la Skéné ? ; Art et valeur ; L'Âne musicien (apprentissage / transmission).

11 programmes de recherche est en projet sur le thème « Des formes / Arts&sciences », en partenariat avec l'Université Montpellier 2.

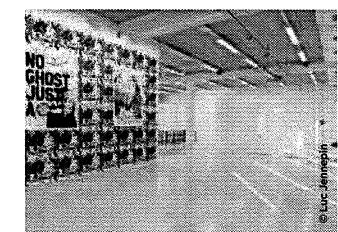
Expositions et activités artistiques

13 grandes expositions à la galerie de l'ESBAMA

- *Point de mire*, exposition des productions des étudiants ayant obtenu le Diplôme National d'Expression Plastique / DNSEP 2012 (15 mars - 19 avril).

- *Libération Ann Lee - Ann Lee invitée ailleurs* (23 mai -13 juillet).

- *Claude Closky : « Jackpot »* (31 octobre - 21 décembre).



L'exposition *Libération Ann Lee* s'est déroulée du 23 mai au 13 juillet 2013

112 expositions en dehors de la galerie de l'ESBAMA

- « *Projet Octopus* » : exposition évolutive d'œuvres en ligne spécifiquement conçues pour les interfaces numériques. www.pratiquesetnumerique.com

- **BUZZ#4** : Les étudiants de l'ENSAM et de l'ESBAMA ont exposé leurs travaux à la galerie Aperto (25 - 27 janvier).

- « **1+1** » : présentation de productions d'étudiants de l'ESBAMA et de l'ENSAM à l'issue d'un workshop commun (30 janvier - 8 février).

- Participation d'étudiants de l'ESBAMA à « François-Xavier n'est pas couché », au musée Fabre (7 février).

- Exposition « Chroniques 2000 - l'initiation » à l'espace culturel de l'IUFM de Montpellier (14 mars - 4 avril 2013),
- Exposition des œuvres des lauréates du prix Félix Sabatier 2012 au musée Fabre (23 mars -14 avril),
- Exposition « Chroniques 2000 » au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades à Lattes (12 avril au 18 avril 2013),
- Exposition au Temple de Cournonsec de photographies d'étudiants de l'ESBAMA (11 avril au 17 mai),
- Exposition à Saint-Drézery de productions d'étudiants de l'ESBAMA (18 - 20 mai),
- Accrochage public des travaux d'étudiants de 4^{ème} année (25 juin),
- Participation de diplômés de l'ESBAMA à l'exposition « ALERTE MÉTÉO 4 » au Musée Régional d'Art Contemporain de Sérignan (16 novembre 2013 - 16 février 2014),
- Exposition « L'école de Montpellier » à l'espace Culturel Pierre Fournel à Castelnau-le-Lez (29 novembre - 19 décembre).



I Autres manifestations

- 3 soirées *Flare#* ont mis en lumière les formes contemporaines de l'image en mouvement : *Flare#26* (15 février), *Flare #27* (11 mars) et *Flare #28* (13 juin).
- Le festival *Sonorités #10* a été accueilli à l'ESBAMA le 10 octobre.
- L'École a participé au 5^{ème} salon du dessin Drawing Room au Carré Sainte-Anne (27 novembre - 1^{er} décembre).

Politique éditoriale

Plusieurs travaux d'édition ont été menés en 2013 :

I une édition en 6 volets des Cahiers *Skéné*, qui ont été publiés dans le cadre du groupe de recherche éponyme,

I 4 publications

Il s'agit des catalogues de l'exposition *l'Âne musicien*, de l'exposition de Claude Closky, de celle de Michaël Sellam, et enfin de l'édition « papier » du site internet de l'ESBAMA *Pratique et numérique*.

Des résidences d'artistes

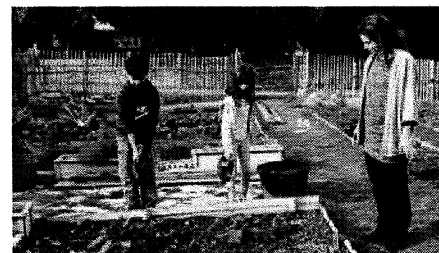
Ouvertes à des artistes extérieurs ou accessibles aux étudiants de l'École, ces projets de résidences permettent des confrontations enrichissantes sur le plan artistique.

I La résidence du Cap, créée par l'ESBAMA à Cap Omega, a été attribuée à l'artiste Michaël Sellam. Cette résidence innovante, d'une durée d'un an, a permis de constituer un espace de création artistique au sein du Business Innovation Center Cap Omega, pépinière d'entreprises spécialisées dans les technologies de l'information et de la communication. Elle a bénéficié d'un financement de la part de l'Union Européenne. La restitution du travail de l'artiste en résidence sera effectuée au début de l'année 2014 sous la forme d'une exposition et d'un catalogue.

I 3 diplômés de l'ESBAMA ont été invités à **Saint Chély d'Apcher** dans le cadre d'une résidence au **Ciné théâtre**, dans la perspective d'une création d'objets vidéos.

L'ÉCOLOTHÈQUE

Éduquer à l'environnement, c'est préparer les générations futures à évoluer dans un monde plus respectueux de la nature, mais aussi des hommes. Consciente de l'importance de cet enjeu, Montpellier Agglomération y contribue à travers les actions menées tout au long de l'année par l'Écolothèque. Plus de **26 000 personnes** ont été reçues au Mas de Grille en 2013, chiffre auquel s'ajoutent les multiples utilisateurs des outils didactiques développés par la structure, ainsi que les bénéficiaires de ses accompagnements techniques et pédagogiques, en accroissement constant.



L'éducation et la sensibilisation à l'environnement au cœur des missions de l'Écolothèque de Montpellier Agglomération

L'accueil de loisirs, un lieu d'éveil et de responsabilités

Tout au long de l'année 2013, les enfants de l'accueil de loisirs ont profité d'un véritable travail d'accompagnement et d'encadrement de la part de l'équipe d'animation. Au quotidien, cette équipe s'attache à proposer des animations liées à la thématique « nature et environnement » en privilégiant l'aspect ludique et en prenant

en compte l'individualité des participants afin de répondre aux finalités éducatives de l'établissement : responsabiliser l'enfant, favoriser son autonomie et son sens de la solidarité.

En 2013, le travail de réflexion et de construction des programmes d'activités s'est poursuivi afin d'améliorer les savoirs et savoir-faire, et différentes formations ont été proposées aux animateurs : posture de l'animateur, développement psychoaffectif de l'enfant, relation à l'autre...

Un travail sur la cohérence du projet de l'accueil de loisirs a été mené avec l'équipe des permanents, de façon à renforcer la coopération à tous les niveaux de la structure et à enrichir les projets proposés aux enfants autour des thématiques de l'agro-écologie, des soins aux animaux, des insectes, de la mare...).

Des conseils ont été prodigués à l'équipe permanente par des spécialistes de l'enfance, afin d'enrichir les propositions et les formations dispensées (bientraitance et bienveillance, pédagogie coopérative, premiers secours, relation à l'autre...).

En 2013, l'Écolothèque s'est également attachée à continuer à développer des projets en partenariat avec différents organismes et services extérieurs de l'Agglomération : site archéologique Lattara Musée Henri Prades, Victoire 2, musée Fabre, planétarium Galilée, Jardin des plantes, maison de la nature de Lattes, Archipel de Massane (projet avec des adultes portant un handicap)...

Enfin, le travail d'accompagnement en direction des familles s'est poursuivi avec la mise en place de temps d'accueil spécifiques permettant d'inviter les parents à découvrir les activités proposées à leurs enfants. 4 matinées et une soirée ont ainsi été réservées aux familles en 2013, et elles ont connu un vif succès en termes d'adhésion et de participation.

En 2013, près d'un millier d'enfants ont bénéficié des programmes de l'Accueil de Loisirs, ce qui représente près de **12 000 journées** sur l'année.

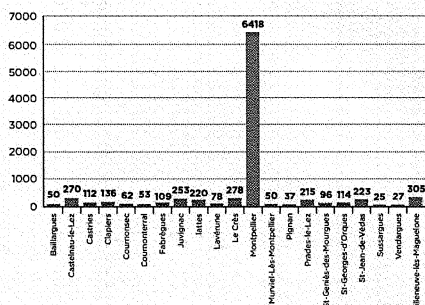


Les enfants de l'accueil de loisirs en pleine activité découverte

Accompagner les jeunes générations vers un territoire durable et un environnement protégé

Avec **9 131 élèves** accueillis en 2013, l'activité du Centre Ressources a connu une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Cependant, afin de préserver la qualité d'accueil plébiscitée par les usagers, il semble que ce seuil quantitatif ne puisse pas être dépassé dans un avenir proche, compte-tenu des infrastructures et des autres missions de l'établissement.

Répartition des accueils par commune



Des outils pédagogiques en ligne

Le centre a poursuivi sa production d'outils pédagogiques mis à la disposition des enseignants sur le site Internet de l'Écolothèque. Permettant de préparer en amont la visite des classes, ils sont plébiscités par les enseignants, à qui ils servent également pour réaliser des ateliers ou des parcours en autonomie.

« La science par 4 chemins »

Il s'agit d'un programme transversal unique en France, proposé par 4 établissements culturels de Montpellier Agglomération : le Site archéologique Lattara Musée Henri Prades, le planétarium Galilée, l'aquarium Mare Nostrum et l'Écolothèque, qui proposent aux écoles élémentaires un « parcours pédagogique » innovant.

La thématique 2013 – 2015 portant sur « les 4 éléments au fil du temps », l'Écolothèque a construit dans ce cadre 4 nouvelles animations autour de l'effet de serre, l'agriculture, les économies d'eau et la photosynthèse.

L'enseignant responsable du Centre Ressources a assuré la coordination de ce parcours pédagogique pour une vingtaine de classes, et ce dernier s'est conclu en juin par l'organisation de deux grands « marchés des connaissances » à l'Écolothèque. Ces rencontres interdisciplinaires ayant rencontré un vif succès, elles seront reconduites en juin prochain suivant la même formule.

La formation des enseignants pour développer une pédagogie du «faire ensemble»

114 enseignants de classes élémentaires ont bénéficié d'une formation à l'Écolothèque pour mettre en œuvre dans leur classe des programmes scientifiques autour des thématiques suivantes : météo, astronomie, jardinage écologique.

En partenariat avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le secteur associatif, le programme « Petits Jardins saugrenus » s'est poursuivi en 2013, afin de favoriser la mise en place et l'animation de jardins pédagogiques au sein des écoles primaires.

L'accueil des établissements extérieurs

30 crèches et centres spécialisés dans l'accueil de personnes porteuses de handicap fréquentent régulièrement l'Écolothèque, ses jardins, ses animaux et sa médiathèque spécialisée dans les ressources documentaires sur l'environnement.

Un effort tout particulier a été consacré à l'organisation de cet accueil en 2013, ce qui a permis d'augmenter sa fréquentation de plus de 50 %, avec un total de **6 500 journées** par an.

Par ailleurs, une dizaine de stagiaires de l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel ont bénéficié de l'expérience de l'équipe pluridisciplinaire de l'Écolothèque.

De « Eco agglo » à un programme d'actions périscolaires

Initié en 2009, le programme « Eco Agglo » vise à favoriser l'éducation à l'environnement dans les structures d'accueil de l'enfance des communes de l'agglomération. Initialement destiné aux structures communales extrascolaires (Accueils de Loisirs), ce programme s'est réorienté à la rentrée 2013 sur le dispositif périscolaire des 10 communes volontaires pour appliquer les nouveaux rythmes scolaires (Castries, Clapiers, Courdonsec, Jacou, Lavérune, Le Crès, Murviel lès Montpellier, Saussan, Saint-Drézéry, Sussargues).

Les communes de l'Ouest montpelliérain (Courdonsec, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Saussan) ont bénéficié dès la rentrée d'animations d'éducation à l'environnement avec un animateur de l'Écolothèque se rendant régulièrement sur place pour proposer des actions s'insérant dans le programme des équipes communales.

Les communes de l'Est (Castries, Clapiers, Jacou, Le Crès, Saint-Drézéry, Sussargues) ont pu quant à elles disposer d'actions de formation pour leurs équipes d'animation, organisées sur place et à l'Écolothèque.

Ce programme est amené à se développer dans le cadre de la généralisation de la modification des rythmes scolaires à la rentrée 2014.




Le site internet, un complément de l'action de l'Écolothèque

Complément indispensable des actions menées sur le terrain, le site internet offre régulièrement de nouvelles rubriques permettant aux parents, enseignants et professionnels de découvrir ou d'approfondir les programmes pédagogiques. Ainsi, en 2013, dix nouveaux outils pédagogiques ont été mis à la disposition du public, portant à 40 le nombre de documents-ressource produits à l'Écolothèque et accessibles à tous.

Le site facilite également le lien avec les familles, en présentant les activités de l'Accueil de Loisirs, en facilitant les démarches administratives et les inscriptions, et en permettant le paiement des séjours en ligne.

Enfin, **2 735 fans** suivent régulièrement l'actualité de l'Écolothèque sur Facebook.





10

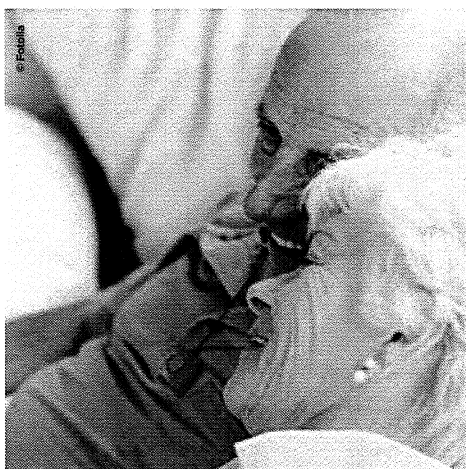
SOLIDARITÉ

Pour Montpellier Agglomération, la solidarité n'est pas un vain mot. La collectivité porte une attention particulière aux personnes et a mis en œuvre, depuis sa création, une politique active déterminante en matière de sécurisation des personnes vulnérables, âgées, isolées ou en situation de handicap vivant à domicile. Un service de téléalarme leur garantissant un maintien à domicile en toute sécurité leur est ainsi proposé.

D'autre part, la disparition d'un proche constitue toujours un moment douloureux. C'est une période délicate où les familles ont besoin d'être accompagnées. Montpellier Agglomération a toujours fait en sorte de pouvoir répondre à leurs attentes à travers un service funéraire de qualité et certifié qui est en capacité de proposer aux familles une palette de services adaptés à toutes les situations. Ceci en respectant pleinement les convictions et les croyances de chacun.

LA TÉLÉALARME, MAINTENIR LES PERSONNES À DOMICILE EN TOUTE SÉCURITÉ

Avec le service de téléalarme, Montpellier Agglomération aide au quotidien les personnes âgées ou à mobilité restreinte en leur permettant de rester à leur domicile dans des conditions de sécurité optimales.



Précurseur, ce dispositif de transmission d'alarme à distance est relié depuis 1980 au centre de traitement d'alertes des pompiers de Montpellier qui se mettent immédiatement en contact avec l'utilisateur dès qu'un signal est émis, pour intervenir très rapidement en cas de besoin.

Intervention des pompiers en hausse et nombre d'appels à la baisse

Le fonctionnement du système de téléalarme est simple. Le pendentif porté autour du cou par l'utilisateur déclenche le système à distance sur simple pression d'un doigt. L'appel des pompiers est automatique. Le nombre d'appels total (**4 964 en 2013**) est en baisse par rapport à 2012 (5 780). La moyenne mensuelle des appels se situe à 413 en 2013, soit un abonné sur trois. 10 % de ces appels sont justifiés et ont nécessité **911 interventions** des pompiers (contre 880 en 2012) pour se rendre au domicile des porteurs de boîtiers de téléalarme.

Ainsi, avec environ 75 interventions des pompiers par mois en 2013, ce chiffre est en augmentation alors même que le nombre d'appels est en baisse. Par ailleurs, 778 interventions normales ont été répertoriées cette année au même titre que 133 interventions de l'équipe médicale. Deux données qui sont elles aussi en augmentation.

La téléalarme procure une grande sécurité aux personnes dépendantes et à leurs familles

Un nombre d'abonnés en légère augmentation, un chiffre d'affaires supérieur

1 473 habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont abonnés au service de téléalarme en 2013 (contre 1 466 en 2012). 31,13 % des abonnés relèvent de la catégorie 1 (il en existe six, selon les niveaux de revenus des utilisateurs) et bénéficient à ce titre de la totale gratuité du service.

En 2013, 278 nouvelles installations ont été réalisées (contre 287 en 2012) et 271 résiliations opérées (287 en 2012).

Le chiffre d'affaires réalisé en 2013 s'élève à **297 500 €** et il est en augmentation par rapport aux **292 000 €** de 2012.

La téléalarme est un des services de la Communauté d'Agglomération dont les produits couvrent les charges directes de fonctionnement et d'investissement (taux de couverture de près de 135 %).



La téléalarme
est un dispositif
de transmission
d'alarme
à distance

Répartition des abonnés par catégorie tarifaire

! Catégorie 1 : 31,13 % des abonnés le sont à titre gratuit

! Catégorie 2 : 12,40 % des abonnés payent 6 € par mois

! Catégorie 3 : 11 % des abonnés payent 12 € par mois

! Catégorie 4 : 19,45 % des abonnés payent 21 € par mois

! Catégorie 5 : 9,9 % des abonnés payent 38 € par mois

! Catégorie 6 : 16,12 % des abonnés payent 50 € par mois

Les principaux chiffres à retenir

! **1 473 personnes** sont abonnées à la téléalarme.

! Les abonnés ont passé **4 964 appels** téléalarme.

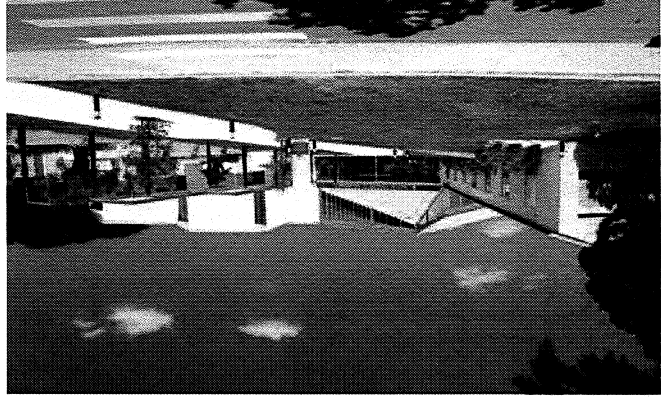
! Les pompiers sont intervenus à **911 reprises** au domicile des personnes équipées, soit 31 interventions de plus que l'an passé.

! Depuis 2011, près de **400 appareils** compatibles avec les box internet ont été installés chez de nouveaux abonnés.

LES SERVICES FUNÉRAIRES, À VOS CÔTÉS DANS L'ÉPREUVE

Montpellier Agglomération propose aux habitants de son territoire, un service funéraire de qualité. Les prestations sont diverses et peuvent aussi bien couvrir l'organisation complète de la cérémonie que l'accompagnement pendant et après les obsèques, ou encore la prise en charge des démarches administratives. Le service funéraire est véritablement à la disposition des personnes endeuillées.

Sur le domaine de Grammont, le complexe funéraire comprend une salle omniculée d'une capacité de 250 personnes, un crématorium, 10 salons de présentation et de recueillement, un salon d'honneur, un salon de reconnaissance, un laboratoire d'hygiène mortuaire, un salon de remise des urnes, 5 bureaux de réception des familles, 2 salles d'exposition, 2 espaces de convivialité et 2 salles de toilettes culturelles.



Le Complexe funéraire de Grammont, un accompagnement personnalisé, des équipements adaptés

Des investissements
pour une qualité
de service réaffirmée



La certification AFNOR
renouvelée une fois
de plus

La certification « NF Services Funéraires » a été obtenue et délivrée en 2008 par AFNOR Certification. Comme au cours des années précédentes, elle a été renouvelée en 2013.

La marque NF Service a la particularité de s'appuyer sur des exigences de qualité, de sécurité, de fiabilité et des performances décrites à la fois dans des normes françaises, européennes et internationales.

L'audit de certification documentaire, valide par l'organisme, n'a acté aucun écart de non-conformité en matière de suivi de qualité de service et de suivi opérationnel.

Le maintien de la qualité de l'accueil et le confort réservé aux familles figurent parmi les exigences permanentes du complexe funéraire

D'importants travaux ont été conduits, notamment à réhabilitation du four n°2. Son rebriquetage complet a été réalisé pour un montant de 46 285 €.

Par ailleurs, des travaux ont également été engagés sur les façades du complexe funéraire. Il a été procédé au remplacement des menuiseries en aluminium et des volets roulants pour un montant total de 32 933 €.

Le ravalement et l'isolation des façades du complexe funéraire, travaux effectués en 2013, ont été menés à bien pour un montant de 56 823 €.

Enfin, des travaux de peinture au niveau du plafond et de la mezzanine ont concerné la salle de cérémonies et la salle de projection vidéo pour un montant total de 19 780 €.



11

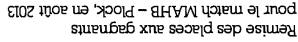
DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ

Au nombre de dix, les Maisons de l'Agglomération constituent un réseau étoilé et sont implantées en divers points du territoire pour rapprocher les services des habitants. Six jours sur sept, elles sont à la disposition du public comme des relais de proximité afin de répondre aux attentes des usagers dans leur vie quotidienne. Déclinaison de l'intercommunalité sur le terrain, les Maisons de l'Agglomération offrent toute une palette d'informations. Animées par un personnel accueillant et toujours à l'écoute, elles sont le lieu où l'on peut à la fois trouver la carte Pass'Agglo, se renseigner sur les abonnements Tarn, découvrir l'agenda des spectacles, s'inscrire à la Téléalarme, retirer de nombreuses brochures comme celles des horaires des piscines ou des médiathèques, savoir où se trouve le Point Propreté le plus proche de chez soi, acheter des billets pour les salons et foires au Parc des Expositions et à la Park&Suites Arena...

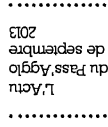
Mais les Maisons de l'Agglomération sont aussi des lieux de vie qui vont bien au-delà de la notion de guichet. Elles se transforment régulièrement en espace culturel et accueillent à la fois des conférences, des expositions, des concerts qui sont souvent en résonance avec l'actualité sportive ou artistique.



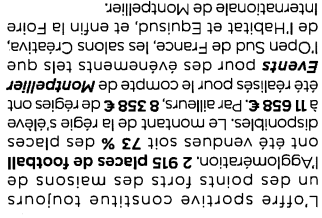
de Montpelliér et l'Open Sud de France.



Par ailleurs, des actions promotionnelles permettant de faire gagner des places par tirage au sort aux détenteurs du Pass'Agglo ont été organisées à l'occasion de l'Open Sud de France, de 2 matchs du M.H.B. du Tour de France cycliste et enfin du match de basket-ball France - Espagne, soit 3 de plus qu'en 2012.



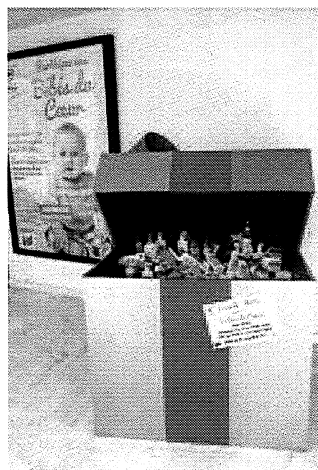
des transports assurés par la Tam au sein de l'agglomération : la vente de titres de transport, le rechargement des cartes, la prolongation ou le changement d'abonnement, la mise à disposition de dossiers de subvention scolaire Héralte Transport, la location du Vélomag[®], l'accueil et l'information des usagers concernant les lignes du réseau, les horaires et les tarifs en vigueur. Le montant global des ventes s'élève à **1 748 694 €** en 2013.



UN LIEU DE VIE OUVERT À TOUS

Des animations pour tous et des actions de solidarité

24 animations ont été organisées dans les murs des maisons de l'Agglomération au cours de l'année 2013.



Collecte
de produits
d'hygiène
pour les bébés
au profit
de l'association
« Les bébés
du cœur »
en janvier 2013

Très diversifiées, ces animations ont permis aux habitants de l'Agglomération de découvrir le métier de gendarme et sa section de recherche scientifique, de comprendre l'origine du cacao et d'apprécier les différentes saveurs, de comprendre la technique du Matte Painting utilisée dans les films d'animation et la publicité, de s'essayer au travail de la gravure lors d'ateliers, de s'initier aux arts japonais...

Une grande collecte a été organisée au profit de la Ligue contre le Cancer. Elle portait sur la **récupération de téléphones portables**, de cartouches jet d'encre mais aussi de radiographies. Près de **9 315 objets** ont été récoltés sur l'ensemble du réseau.

Lors de l'opération « *Mon Agglo a du Cœur* », engagée par Montpellier Agglomération en décembre et janvier 2013, une grande collecte de produits d'hygiène et de soin pour les « Bébés du Cœur » ainsi que de vêtements et accessoires chauds pour enfants et adultes (écharpes, bonnets, couvertures, duvets...) a permis de récupérer de nombreux articles pour les familles en difficulté. Au total, ce sont plus de **300 produits d'hygiène** pour bébé et près de **80 cartons de vêtements chauds** qui ont été collectés au profit des associations solidaires.

Organisation de rencontres culturelles en partenariat avec le musée Fabre

3 cycles de rencontres culturelles ont été organisés au cours de l'année 2013. Les usagers ont pu découvrir, au plus près de leur domicile, l'exposition d'hiver « *L'atelier de l'œuvre* » sur le dessin italien en février ; celle d'été « *Signac, les couleurs de l'eau* » en juin et enfin l'exposition « *Le goût de Diderot* » en novembre. Les conférences sont animées par un conservateur ou un guide conférencier. Un diaporama des œuvres permet d'illustrer les propos et invite les personnes à venir découvrir les toiles exposées au musée.

6 Maisons d'Agglomérations sont concernées par ces rencontres : celles de l'Hôtel d'Agglomération et des Beaux-Arts pour Montpellier, Castries en partenariat avec la médiathèque, Lattes en partenariat avec le Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades, Villeneuve-lès-Maguelone et Pignan. Au total, **943 personnes** ont assisté aux conférences et **238 personnes** ont participé à une **visite guidée** de l'exposition proposée à l'issue des rencontres aux détenteurs de la carte Pass'Agglo.

Conférence sur « *Signac, les couleurs de l'eau* »
organisée en juin 2013 par la Maison de l'Agglomération
Montpellier Centre



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
DE MONTPELLIER

RAPPORT
D'ACTIVITÉS
2013

Direction de la Communication
Montpellier Agglomération

Septembre 2014

Crédit photos :
Montpellier Agglomération

Conception et réalisation :
KFH Communication
04 67 13 55 20

Impression :
Impact Imprimerie

Baillargues
 Beaulieu
 Castelnaud-le-Lez
 Castries
 Clapiers
 Courmonsec
 Courmontal
 Fabrègues
 Grabels
 Jacou
 Juvignac
 Lattes
 Lavérune
 Le Crès
 Montaud
 Montferrier-sur-Lez
 Montpellier
 Murviel les Montpellier
 Pérols
 Pignan
 Prades le Lez
 Restinclières
 Saint-Brès
 Saint-Drézéry
 Saint Genès des Mourgues
 Saint Georges d'Orques
 Saint Jean de Védas
 Saussan
 Sussargues
 Vendargues

Villeneuve-lès-Maguelone
 COMMUNAUTÉ
 D'AGGLOMÉRATION DE
 MONTPELLIER

2013

RAPPORT
 D'ACTIVITÉS

© KPT+ Septembre 2014 • Direction de la Communication de Montpellier Agglomération

mon
 aggro
 COMME
 JE L'AIME
 montpellier-agglo.com

Montpellier Agglomération - 50 place Zeus - CS 39556 - 34 961 Montpellier Cedex 2
 Station Tramway : Léon Blum - www.montpellier-agglo.com